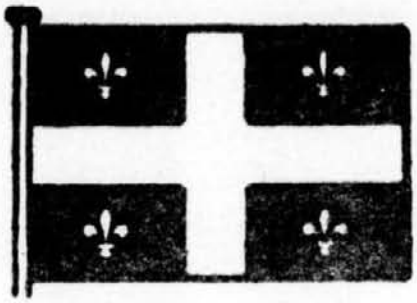


Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 10 NOVEMBRE 1962

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 10, 1962

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 59870 — 1-52-o

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesday***, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 59870 — 1-52-o

Lettres patentes

Abénakis Montréal Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1962, constituant en corporation: André Biron, avocat, 77, Newton, Yolande Biron, 283, Mélançon, et Jeanne-Mance Ringuet, 521, Marchand, ces deux dernières secrétaires célibataires, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Commerce de liqueurs douces, sous le nom de « Abénakis Montréal Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Letters Patent

Abénakis Montréal Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Biron, advocate, 77, Newton, Yolande Biron, 283, Mélançon, and Jeanne-Mance Ringuet, 521, Marchand, the two latter secretaries, spinsters, all three of Drummondville, for the following purposes:

To deal in softdrinks, under the name of "Abénakis Montréal Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à St-François-du-Lac, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13624-62 — 1141/17

The head office of the company will be at St-François-du-Lac, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13624-62 — 1141/17

Les Agences Philo Ltée
Philo Agencies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Henri Choinière, avocat, 54, rue St-Jacques, Claude Lauzon, avocat, 260, Jacques-Cartier, tous deux de St-Jean, et Jean Moreau, comptable, 109, rue Missisquoi, Iberville, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de reproduction sonore et de communication, et d'articles de bureau en général, sous le nom de « Les Agences Philo Ltée — Philo Agencies Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de la valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de la valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13722-62 — 1142/46

Les Agences Philo Ltée
Philo Agencies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri Choinière, advocate, 54, St-Jacques Street, Claude Lauzon, advocate, 260, Jacques-Cartier, both of St. John's, and Jean Moreau, accountant, 109, Missisquoi Street, Iberville, for the following purposes:

To carry on a business dealing in loud-speaking and communications apparatus, and in articles pertaining to offices generally, under the name of "Les Agences Philo Ltée — Philo Agencies Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-John's, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13722-62 — 1142/46

Anbar School Inc.
École Anbar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1962, constituant en corporation: Antoine Paré, avocat, St. André Est, Évariste Lavoie, comptable, 6991, Briand, et Michel Robert, avocat, 2945, Maplewood, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une école pour enfants normaux et anormaux, sous le nom de « Anbar School Inc.— École Anbar Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13366-62 — 1137/74

Anbar School Inc.
École Anbar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Antoine Paré, advocate, St. Andrews East, Évariste Lavoie, accountant, 6991, Briand, and Michel Robert, advocate, 2945, Maplewood, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate a school for both normal and mentally retarded children, under the name of "Anbar School Inc.— École Anbar Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13366-62 — 1137/74

Arbour & Dupont (1962) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1962, constituant en corporation: Claude Simard, avocat, 7255, Des Érables, Gaston Boudreault, avocat, 3448, Iberville, Monique Wilson, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Claude Wilson, 2660, Robitaille, tous trois de Monréal, pour les objets suivants:

Arbour & Dupont (1962) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Simard, advocate, 7255, Des Érables, Gaston Boudreault, advocate, 3448, Iberville, Monique Wilson, secretary, wife contractually separate as to property of Claude Wilson, 2660, Robitaille, all three of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'imprimeurs, relieurs, graveurs et éditeurs, sous le nom de « Arbour & Dupont (1962) Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 7,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13333-62 — 1140/3

To carry on a business as printers, binders, engravers and editors, under the name of "Arbour & Dupont (1962) Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 30,000 common shares of a per value of $1 each and into 7,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

1013 13333-62 — 1140/3

L'Association Créditiste des Groupes Ethniques Inc.
Social Credit Ethnic Groups Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Pietro Zuliani, ingénieur marin, 7186, de Normanville, Eugène Caraghiaur, ingénieur minier, 9985, de Martigny, et Georges Arcouette, notaire, 7466, Christophe-Colomb, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « L'Association Créditiste des Groupes Ethniques Inc. — Social Credit Ethnic Groups Association Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13277-62 — 1143/20

L'Association Créditiste des Groupes Ethniques Inc.
Social Credit Ethnic Groups Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Pietro Zuliani, marine engineer, 7186 de Normanville, Eugène Caraghiaur, mining engineer, 9985 de Martigny, and Georges Arcouette, notary, 7466 Christophe-Colomb, all three of Montreal, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "L'Association Créditiste des Groupes Ethniques Inc. — Social Credit Ethnic Groups Association Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

1013 13277-62 — 1143/20

L'Association Créditiste des Hommes d'Affaires Inc.
Social Credit Businessmen Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Eugène Caraghiaur, ingénieur minier, 9985, de Martigny, Pietro Zuliani, ingénieur marin, 7186, de Normanville, et Georges Arcouette, notaire, 7466, Christophe-Colomb, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « L'Association Créditiste des Hommes d'Affaires Inc. — Social Credit Businessmen Association Inc. »,

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13804-62 — 1143/21

L'Association Créditiste des Hommes d'Affaires Inc.
Social Credit Businessmen Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Eugène Caraghiaur, mining engineer, 9985 de Martigny, Pietro Zuliani, naval engineer, 7186, de Normanville, and Georges Arcouette, notary, 7466 Christophe-Colomb, all three of Montreal, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "L'Association Créditiste des Hommes d'Affaires Inc. — Social Credit Businessmen Association Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

1013 13804-62 — 1143/21

L'Association des Deux Lacs

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de septembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Létuvé, employé à Radio-Canada, 8545, Mountain Sights, Frédéric Dréville, ingénieur, 4980, Grosvenor, tous deux de Montréal, et André Linglet, professeur à l'Institut des Arts Appliqués, 905, Rockland, Outremont, pour les objets suivants:

Grouper en association les propriétaires de résidences, présents et à venir, sises sur le Domaine Charles Cadou, quatrième rang, à Morin Heights, comté d'Argenteuil et promouvoir leurs intérêts, sous le nom de « L'Association des Deux Lacs ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobilier que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Morin Heights, quatrième rang, ferme de monsieur Lionel Bélisle, comté d'Argenteuil, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13729-62 — 1143/22

L'Association des Deux Lacs

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Louis Létuvé, Radio-Canada employee, 8545, Mountain Sights, Frédéric Dréville, engineer, 4980, Grosvenor, both of Montreal, and André Linglet, professor at the Institut des Arts Appliqués, 905, Rockland, Outremont, for the following purposes:

To group together into an association the present and future proprietors of residences situated at Domaine Charles Cadou, Range four, in Morin Heights, county of Argenteuil, and to promote their interests, under the name of "L'Association des Deux Lacs.".

The amount to which the value of the annual income of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Morin Heights, Range four, farm of Mr. Lionel Bélisle, county of Argenteuil, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13729-62 — 1143/22

Association des Employés de G.D.I. (Inc)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de juillet 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Noël Lecours, 630, 63ième Rue, est, Charlesbourg, Denis Bouchard, 2056, des Martyrs, Québec, et Réal Bolduc, 1539, Languedoc, Québec, tous trois mécaniciens, pour les objets suivants:

Favoriser les relations entre employés et employeurs, sous le nom de « Association des Employés de G.D.I. (Inc) ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $40,000.

Le siège social de la corporation sera 101, rue Henderson, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 12159-62 — 1137/107

Association des Employés de G.D.I. (Inc)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Noël Lecours, 630, 63rd Street, East, Charlesbourg, Denis Bouchard, 2056, des Martyrs, Quebec, and Réal Bolduc, 1539, Languedoc, Quebec, all three mechanics, for the following purposes:

To favor relations between employees and employers, under the name of "Association des Employés G.D.I. (Inc) ».

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation will be at 101, Henderson Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 12159-62 — 1137/107

Beaudry & Marchand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1962, constituant en corporation: Robert Beaudry, commerçant, 351, rue Vimy, Hervé Marchand, entrepreneur, 463, rue Conseil, et Jean Rozon, comptable agréé, 38, rue Wood, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Beaudry & Marchand Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Beaudry & Marchand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Beaudry, trader, 351, Vimy Street, Hervé Marchand, contractor, 463, Conseil Street, and Jean Rozon, chartered accountant, 38, Wood Street, all three of Sherbrooke, for the following:

To carry on a business as constructors and beneral building contractors, under the name of "Beaudry & Marchand Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13075-62 — 1140/83

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13075-62 — 1140/83

Belvédère Équipement (1962) Ltée
Belvedere Equipment (1962) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Roger Létourneau, avocat et conseil en loi de la Reine, 1213, Delaune, Sillery, Jacques Delisle, avocat, 2031, Richer, Ste-Foy, et Pierre LaRue, avocat, 815, Lévis, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils, engins, moteurs, systèmes, instruments et accessoires électriques, sous le nom de « Belvédère Équipement (1962) Ltée — Belvedere Equipment (1962) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13672-62 — 1141/59

Belvédère Équipement (1962) Ltée
Belvedere Equipment (1962) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Létourneau, advocate and Queen's Counsel, 1213, Delaune, Sillery, Jacques Delisle, advocate, 2031, Richer, Ste-Foy, and Pierre LaRue, advocate, 815, Lévis, Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in apparatus, engines, motors, systems, electrical instruments and accessories, under the name of "Belvédère Équipement (1962) Ltée — Belvedere Equipment (1962) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13672-62 — 1141/59

Nelson Bolduc Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1962, constituant en corporation: Nelson Bolduc, entrepreneur en plomberie, Raymonde Bolduc, ménagère, épouse séparée de biens dudit Nelson Bolduc, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de de 288-A, rue St-Joseph, Roberval, et Philippe Routhier, comptable agréé, 1660, Hélène-Boulé, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage, réfrigération et faire l'installation d'appareils d'arrosage, de climitisation de l'air et d'extincteurs d'incendie, sous le nom de « Nelson Bolduc Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 288-A, rue St-Joseph, Roberval, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13421-62 — 1140/78

Nelson Bolduc Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nelson Bolduc, plumbing contractor, Raymonde Bolduc, housewife, wife separate as to property of the said Nelson Bolduc, and duly authorized by him for these presents, both of 288-A St-Joseph, Street, Roberval, and Philippe Routhier, chartered accountant, 1660, Hélène-Boulé, Québec, for the following purposes:

To carry on a business plumbing, heating, refrigeration and to install spinkler, air-conditioning and fire-extinguishing, apparatus, under the name of "Nelson Bolduc Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 288-A St-Joseph Street, Roberval, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13421-62 — 1140/78

Bonded Electric Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Raymond Besner, 5760, McMurray, Côte-St-Luc, Mendle Besner et Alan Besner, ces deux derniers de 622, Belmont, Westmount, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Bonded Electric Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Besner, 5760, McMurray, Côte-St-Luc, Mendle Besner and Alan Besner, the latter two of 622, Belmont, Westmount, all three executives, for the following purposes:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Bonded Electric Company Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 10,000 actions privilégiées, première catégorie, de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées, deuxième catégorie de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13677-62 — 1141/61

To carry on the business of electricians, under the name of "Bonded Electric Company Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 10,000 class I preferred shares of $1 each and 9,000 class II preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13677-62 — 1141/61

Boucherie Lavergne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1962, constituant en corporation: Yvon Lavergne, commerçant, 822, rue Frigon, Shawinigan, Raymond Lavergne, ouvrier, et Émilien Lavergne, commis, tous deux de Ste-Flore, comté de St-Maurice, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Boucherie Lavergne Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13124-62 — 1140/44

Boucherie Lavergne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvon Lavergne, trader, 822, Frigon Street, Shawinigan, Raymond Lavergne, labourer, and Émilien Lavergne, clerk, both of Ste-Flore, county of St-Maurice, for the following purposes

To deal in food products, under the name of "Boucherie Lavergne Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13124-62 — 1140/44

Café Couci-Couca Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1962, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., 4850, Côte-St-Luc, app. 28, Yoine Goldstein, 1923, avenue Clinton, tous deux avocats, de Montréal, et Morris Shuter, gérant de bureau, 874, rue Bertrand, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Café Couci-Couca Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13537-62 — 1138/130

Café Couci-Couca Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philip Meyerovitch, Q.C., 4850, Côte St-Luc, Apt. 28, Yoine Goldstein, 1923, Clinton Avenue, both advocates, of Montreal, and Morris Shuter, office manager, 874, Bertrand Street, St-Laurent, for the following purposes:

To do business as restaurateurs, under the name of "Café Couci-Couca Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13537-62 — 1138/130

Calissi Furs Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1962, constituant en corporation: Albert H. Malouf, avocat et conseil en loi de la Reine, 1100, Promenade Marlboro, Mont Royal, Bruno Pateras, avocat, 11818, rue Frigon, et Carmen Galileo, étudiant en droit, 9252, rue Clark, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Calissi Furs Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert H. Malouf, advocate and Queen's Counsel, 1100, Marlboro Drive, Mount Royal, Bruno Pateras, attorney, 11818, Frigon Street, and Carmen Galileo, law-student, 9252, Clark Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Calissi Furs Co. Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 808 ouest, rue Jean-Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13465-62 — 1138/131

To deal in wearing apparel, under the name of "Calissi Furs Co. Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 808, Jean-Talon Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13465-62 — 1138/131

Canmont Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Paul G. Unterberg, 4865, avenue Harvard, Montréal, Bernard Sivak, 1410, chemin du Souvenir, Chomedey, tous deux avocats, et Joan Patenaude, secrétaire, célibataire, 5777, chemin Côte St-Luc, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils et dispositifs nécessaires au maintien d'automobiles et de moteurs de toutes sortes, sous le nom de « Canmont Industries Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 1,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 199 ouest, Jean-Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13716-62 — 1141/62

Canmont Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul G. Unterberg, 4865, Harvard Avenue, Montreal, Bernard Sivak, 1410, du Souvenir Road, Chomedey, both advocates, and Joan Patenaude, secretary, spinster, 5777, Côte St-Luc Road, Montreal, for the following purposes:

To deal in apparatus and devices necessary to the maintenance of automobiles and motors of all kinds, under the name of "Canmont Industries Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $10 each and 1,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 199, Jean-Talon West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13716-62 — 1141/62

Carrière Hébert Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1962, constituant en corporation: Victor Hébert, entrepreneur, Édouard Martineau, comptable, tous deux de Ste-Edwidge, et Jean Robillard, commis, 326, 9e avenue, sud, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Carrière Hébert Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera chemin de la Grotte, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13206-62 — 1139/107

Carrière Hébert Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Victor Hébert, contractor, Édouard Martineau, accountant, both of Ste-Edwidge, and Jean Robillard, clerk, 326, 9th Avenue South, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Carrière Hébert Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be on Chemin de la Grotte, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13206-62 — 1139/107

Carvin Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1962, constituant en corporation: Baruch Pollack, 6085, de Vimy, Yoine

Carvin Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Baruch Pollack, 6085, de Vimy, Yoine Goldstein, 1923,

Goldstein, 1923, Clinton, tous deux de Montréal, et Isidore Greenbaum, 615, Westluke, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux; articles de mercerie, produits alimentaires, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette, et parfums, sous le nom de « Carvin Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13317-62 — 1138/133

Clinton, both of Montreal, and Isidore Greenbaum, 615, Westluke, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same; in haberdashery, food products, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Carvin Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13317-62 — 1138/133

La Casita Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Bernard Casgrain, avocat, 10612, boulevard d'Auteuil, Ahuntsic, Montréal, Jeannine Noiseux, 2160, rue Des Carrières, app. 12, Montréal, et Gisèle St-Laurent, 250, boulevard St-Joseph, est, app. 506, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « La Casita Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Piedmont, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13455-62 — 1142/122

La Casita Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Casgrain, advocate, 10612, d'Auteuil Boulevard, Ahuntsic, Montreal, Jeannine Noiseux, 2160, Des Carrières Street, Apt. 12, Montreal, and Gisèle St-Laurent, 250, St-Joseph Boulevard, East, apt. 506, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on a business as restaurateurs, under the name of "La Casita Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Piedmont, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13455-62 — 1142/122

Cathcart-University Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1962, constituant en corporation: Rollin Gallay, 6196, chemin Hudson, Joel Arnold Pinsky, 5397, avenue Oxford, tous deux avocats, et Sarah Miller, sténographe, fille majeure, 5394, Place Grovehill, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Cathcart-University Realties Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13480-62 — 1138/134

Cathcart-University Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rollin Gallay, 6196, Hudson Road, Joel Arnold Pinsky, 5397, Oxford Avenue, both advocates, and Sarah Miller, stenographer, spinster of the full age of majority, 5394, Grovehill Place, all three of Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Cathcart-University Realties Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13480-62 — 1138/134

Catia Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Graciano Farinacci, 9695, Iberville, Giuseppe Luciano, 1629, Louisbourg, tous deux constructeurs, et Guy Girard, notaire, 328, Outremont, Outremont, pour les objets suivants:

Faire les opérations d'une compagnie d'administration et de gestion, sous le nom de « Catia Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13858-62 — 1142/123

Catia Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Graciano Farinacci, 9695 Iberville, Guiseppe Luciano, 1629, Louisbourg, both builders and Guy Girard, notary, 328, Outremont, Outremont, for the following purposes:

To carry on the operations of an administration and management company, under the name of "Catia Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13858-62 — 1142/123

Centre d'Achats Dollard des Ormeaux Inc. Dollard des Ormeaux Shopping Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1962, constituant en corporation: Léo Chauret, administrateur, 4534, rang St-Rémi, Lucille Brunet Chauret, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Léo Chauret, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 4534, rang St-Rémi, tous deux de Dollard-des-Ormeaux, et Lambert Brunet, épicier, 3154, montée St-Charles, Kirkland, pour les objets suivants:

Acquérir des terrains, avec ou sans bâtisses, dans la ville de Dollard-des-Ormeaux et y construire des bâtisses devant être occupées, en tout ou en partie, par un centre commercial, sous le nom de « Centre d'Achats Dollard des Ormeaux Inc. — Dollard des Ormeaux Shopping Centre Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13276-62 — 1142/89

Centre d'Achats Dollard des Ormeaux Inc. Dollard des Ormeaux Shopping Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léo Chauret, administrator, 4534 St-Rémi Range, Lucille Brunet Chauret, housewife, wife contractually separate as to property of the said Léo Chauret, and duly authorized by him for these purposes, 4534 St-Rémi Range, both of Dollard-des-Ormeaux, and Lambert Brunet, grocer, 3154 Montée St-Charles, Kirkland, for the following purposes:

To acquire lots, with or without buildings, in the town of Dollard-des-Ormeaux, and to build thereon buildings to be occupied wholly or in part, by a shopping center, under the name of "Centre d'Achats Dollard des Ormeaux Inc. — Dollard des Ormeaux Shopping Centre Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13276-62 — 1142/89

Le Cercle Jeanne Mance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de septembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Béland, 2870, rue Glencoe, Louis-A. Toupin, 6100, rue Viau, et René Roy, 12170, rue James Morrice, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Le Cercle Jeanne Mance Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le Cercle Jeanne Mance Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Claude Béland, 2870, Glencoe Street, Louis-A. Toupin, 6100, Viau Street, and René Roy, 12170, James Morrice Street, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "Le Cercle Jeanne Mance Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 11676-62 — 1143/57

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 11676-62 — 1143/57

Charles Hotel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1962, constituant en corporation: Jean St-Cyr, homme d'affaires, 85, Montclair, Rodrigue Farley, avocat, 119, Hôtel-de-Ville, tous deux de Hull, et Clovis Marcoux, homme d'affaires, 2071, avenue Cabot, Ottawa, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers et restaurateurs, sous le nom de « Charles Hotel Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair ou nominale de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair ou nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Demers Centre, Isle-aux-Allumettes, district judiciaire de Pontiac.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 12949-62 — 1140/47

Charles Hotel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters pasent, bearing date the 16th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean St-Cyr, businessman, 85, Montclair, Rodrigue Farley, advocate, 119, Hôtel-de-Ville, both of Hull, and Clovis Marcoux, businessman, 2071, Cabot Avenue, Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on business as hoteliers and restaurateurs, under the name of "Charles Hotel Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of a nominal or par value of $100 each and into 300 preferred shares of a nominal or par valeur of $100 each.

The head office of the company will be at Demers Centre, Isle-aux-Allumettes, judicial district of Pontiac.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 12949-62 — 1140/47

Château Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1962, constituant en corporation: Joseph P. Miller, 42, Lafleur, app. 3, LaSalle, Stanley Shuster, 1230, rue McGregor, Montréal, tous deux avocats, Joseph Bernotas, notaire, 168, est, rue Notre-Dame, Montréal, et George Kournikakis, restaurateur, 8364, Place Croissy, Anjou, pour les objets suivants:

Entreprendre les commerces de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Château Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13352-62 — 1139/26

Château Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph P. Miller, 42, Lafleur, Apt. 3, LaSalle, Stanley Shuster, 1230, McGregor Street, Montreal, both advocates, Joseph Bernotas, notary, 168, Notre-Dame East, Montreal, and George Kournikakis, restaurateur, 8364, Croissy Place, Anjou, for the following purposes:

To engage in the construction and real estate business, under the name of "Château Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13352-62 — 1139/26

La Cie des Numismates Laval Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1962, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, avocat, 315, St-Aubin, St-Laurent, Maximilien Polak, avocat, 7897, chemin Wavell, Côte-St-Luc, et Mollie Schwartz, secrétaire, fille majeure, 1225, ouest, Bernard, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pièces de monnaie rares, timbres, bijouterie, nouveautés et menus articles, de toutes sortes et descriptions, sous le nom de

La Cie des Numismates Laval Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel H. Shriar, advocate, 315, St. Aubin, St-Laurent, Maximilien Polak, advocate, 7897, Wavell Road, Côte-St-Luc, and Mollie Schwartz, secretary, spinster of the full age of majority, 1225, Bernard West, Outremont, for the following purposes:

To deal in rare coins, stamps, jewellery, novelties and light wares of all kinds and descriptions, under the name of "La Cie des Numismates

« La Cie des Numismates Laval Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13326-62 — 1137/137

La Cie Eau-Vive d'Oka Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Robert-J. Lafleur, 5626, Pinedale, Philippe Guay, 5454, avenue Victoria, Guy Marcotte, 5080, boulevard Pie IX, app. 207, Claude Tellier, 5642, Woodbury, et Guy Gagnon, 400, Outremont, tous cinq avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'eaux minérales naturelles et de liqueurs douces, sous le nom de « La Cie Eau-Vive d'Oka Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Annonciation, Partie-Nord, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13530-62 — 1140/106

Cillis & Gagnon Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Michel Cillis, technicien, rue Saint-Louis, Warwick, Gaston Gagnon, comptable, rue St-Médard, Warwick, et Marcel Poirier, rembourreur, 31, DeCourval, Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Cillis & Gagnon Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Warwick, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de septembre 1962.

Le Sous secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13641-62 — 1141/24

Civic Lanes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, 4850, Côte-St-Luc, app. 28, Yoine Goldstein, avocat, 1923, avenue Clinton, tous deux de Montréal, Perry Meyer, avocat, 9,

Laval Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,

1013-o 13326-62 — 1137/137

La Cie Eau-Vive d'Oka Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert-J. Lafleur, 5626, Pinedale, Philippe Guay, 5454, Victoria Avenue, Guy Marcotte, 5080, Pie IX Boulevard, Apt. 207, Claude Tellier, 5642, Woodbury, and Guy Gagnon, 400, Outremont, all five advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in natural mineral waters and soft drinks, under the name of "La Cie Eau-Vive d'Oka Ltée », with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and into 390 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at L'Annonciation, North Part, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13530-62 — 1140-106

Cillis & Gagnon Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michel Cillis, technician, Saint-Louis Street, Warwick, Gaston Gagnon, accountant, St-Médard, Street, Warwick, and Marcel Poirier, upholsterer, 31, DeCourval, Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Cillis & Gagnon Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Warwick, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13641-62 — 1141/24

Civic Lanes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, 4850, Côte St-Luc, apt. 28, Yoine Goldstein, advocate, 1923, Clinton Avenue, both of Montreal, Perry Meyer, advocate, 9, Thurlow Road,

chemin Thurlow, Hampstead, et Morris Shuter, gérant de bureau, 874, rue Bertrand, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de quilles, sous le nom de « Civic Lanes Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13806-62 — 1142/124

A la Claire Fontaine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1962, constituant en corporation: Germain Harvey, restaurateur, Dame Jacqueline Fortin Harvey, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Germain Harvey, 82, boulevard Pie XII, tous deux de Naudville, et Bertrand Villeneuve, marchand, 58, Sacré-Cœur, Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « A la Claire Fontaine Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13043-62 — 1141/18

Cleyn & Tinker, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1962, autorisant la fusion de la compagnie « Château Dyers Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 18e jour de mai 1948, et la compagnie « Spinners Limited », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 16e jour de janvier 1940, et la compagnie « Fawcett & Grant Limited », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres datées du 5e jour de mars 1940, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de cardeurs, fileurs, manufacturiers et teinturiers de lainages et tissus de laine peignée, marchandises pour robes, doublures, et toutes sortes de soies artificielles et fabricants de coton, sous le nom de « Cleyn & Tinker, Ltd. », avec un capital total de $1,225,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $1 chacune, 6,000 actions privilégiées, premières, de $100 chacune et 6,000 actions privilégiées, deuxièmes, de $100 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Cleyn & Tinker, Ltd. ».

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Huntingdon, district judiciaire de Beauharnois.

Hampstead, and Morris Shuter, office manager, 874, Bertrand Street, St-Laurent, for the following purposes:

The operation of bolwing alleys, under the name of "Civic Lanes Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13806-62 — 1142/124

A la Claire Fontaine Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Germain Harvey, restaurant-owner, Dame Jacqueline Fortin Harvey, housewife, wife, contractually separate as to property of the said Germain Harvey, 82, Pie XII Boulevard, both of Naudville, and Bertrand Villeneuve, merchant, 58, Sacré-Cœur, Alma, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "A la Claire Fontaine Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13043-62 — 1141/18

Cleyn & Tinker, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Château Dyers Ltd.", incorporated in virtue of the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 18th day of May, 1948, and "Spinners Limited", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 16th day of January, 1940, and "Fawcett & Grant Limited", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 5th day of March, 1940, for the following purposes:

To carry on business as combers, spinners, manufacturers, and dyers of woollen and worsted coatings, dress goods, linings, and all kinds of art silk and cotton manufactures, under the name of "Cleyn & Tinker, Ltd.", with a total capital stock of $1,225,000, divided into 25,000 common shares of $1 each, 6,000 first preferred shares of $100 each and 6,000 second preferred shares of $100 each.

The name of the new company is "Cleyn & Tinker, Ltd.".

The head office of the company will be in the town of Huntingdon, judicial district of Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13142-62 — 1139/72

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13142-62 — 1139/72

Cliffton Management Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1962, constituant en corporation: Hyman Beraznik, courtier en immeubles, 5129, Westbury, Edward S. Berger, avocat, 3047, avenue Brighton, tous deux de Montréal, et Sylvia Kogan, secrétaire, célibataire, 5624, avenue McMurray, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Cliffton Management Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13327-62 — 1137/76

Cliffton Management Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hyman Beraznik, realtor, 5129, Westbury, Edward S. Berger, advocate, 3047, Brighton Avenue, both of Montreal, and Sylvia Kogan, secretary, spinster, 5624, McMurray Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Cliffton Management Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13327-62 — 1137/76

Club de Raquetteurs Michelon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Dupuis, restaurateur, 488, de la Canardière, Québec, Marcel Morel, mouleur, 8672, Royale, Château-Richer, et Claude Bergeron, chauffeur, 538, St-Vallier, ouest, Québec, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Club de Raquetteurs Michelon Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13579-62 — 1141/109

Club de Raquetteurs Michelon Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Fernand Dupuis, restaurateur, 488 de la Canardière, Quebec, Marcel Morel, moulder, 8672 Royale, Château-Richer, and Claude Bergeron, chauffeur, 538 St-Vallier, West, Quebec, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Club de Raquetteurs Michelon Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13579-62 — 1141/109

Club Snooker Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Albert Perron, restaurateur, 5784, 7e Avenue, Rosemont, Georges Chenier, professionnel de billard, 5784, 7e Avenue, Rosemont, et Réal Gagnon, restaurateur, 6235, Lemay, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Club Snooker Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Club Snooker Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Perron, restaurateur, 5784, 7th Avenue, Rosemount, Georges Chenier, professional billiard player, 5784, 7th Avenue, Rosemount, and Réal Gagnon, restaurateur, 6235 Lemay, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business which consists in furnishing the public with amusement, under the name of "Club Snooker Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13591-62 — 1141/25

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13591-62 — 1141/25

Club Social de Ham-Nord Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1962, constituant en corporation sans capital-actions: J. Henry Dubois, camionneur, Camille Roy, commis, Léo-Paul Dubois, garagiste, Lionel Dubois, mécanicien, Léonard Lescault, opérateur, Marcel Dubois, mécanicien, tous six de Ham-Nord, pour les objets suivants:

Former et établir un club social, sous le nom de « Club Social de Ham-Nord Inc. ».

Le montant auquel seront limités les biens immobiliers de la corporation, sera de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Ham-Nord, comté de Wolfe, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13330-62 — 1141/122

Club Social de Ham-Nord Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: J. Henry Dubois, trucker, Camille Roy, clerk, Léo-Paul Dubois, garagemen, Lionel Dubois, mechanic, Léonard Lescault, operator, Marcel Dubois, mechanic, all six of Ham-North, for the following purposes:

To form and establish a social club, under the name of "Club Social de Ham-Nord Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Ham-North, county of Wolfe, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13330-62 — 1141/122

Comité des Loisirs de Roxton Pond Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Labonté, Raymond Loignon, tous deux contremaîtres, Bernard Brasseur, camionneur, Lucien Guillemette, asssitant-contremaître, Rodolphe Cadieux, hôtelier, et Normand Loignon, journalier, tous six de Roxton Pont, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Comité des Loisirs de Roxton Pond Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut poséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Roxton Pond, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13836-62 — 1143/62

Comité des Loisirs de Roxton Pond Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph Labonté, Raymond Loignon, both foremen, Bernard Brasseur, trucker, Lucien Guillemette, assistant-foreman, Rodolphe Cadieux, hotel-keeper, and Normand Loignon, day-labourer, all six of Roxton Pond, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Comité des Loisirs de Roxton Pond Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Roxton Pond, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13836-62 — 1143/62

Comité du Centenaire d'Armagh

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Léopold Talbot, restaurateur, Fernand Goulet, technicien diplômé, Ozanam Roy, Roch Lemelin, Robert Goulet, tous trois journaliers, Lévis Thibault, Rosaire Thibault et Jean Vallière, ces trois derniers industriels, tous huit d'Armagh, comté de Bellechasse, pour les objets suivants:

Comité du Centenaire d'Armagh

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Léopold Talbot, restaurateur, Fernand Goulet, graduate technician, Ozanam Roy, Roch Lemelin, Robert Goulet, all three laborers, Lévis Thibault, Rosaire Thibault, and Jean Vallière, the latter three industrialists, all eight of Armagh, county of Bellechasse, for the following purposes:

Former une association, un comité un organisme, pour célébrer et fêter le centenaire de la paroisse d'Armagh, sous le nom de « Comité du Centenaire d'Armagh ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $40,000.

Le siège social de la corporation sera à Armagh, comté de Bellechasse, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13543-62 — 1142/53

To form an association, a committee, or organism, to celebrate the centenary of the parish of Armagh, under the name of "Comité du Centenaire d'Armagh".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation will be at Armagh, county of Bellechasse, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13543-62 — 1142/53

La Compagnie de Récupération du Saguenay Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1962, constituant en corporation: Roger Asselin, avocat, 110, Racine, est, George-Émile Girard, commerçant, 1135, rue du Roy, et Louis Asselin, agent d'assurances, 60, rue Price, ouest, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires et de récupération, sous le nom de « La Compagnie de Récupération du Saguenay Ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13510-62 — 1140/6

La Compagnie de Récupération du Saguenay Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Asselin, advocate, 110, Racine, East, Georges-Émile Girard, tradesman, 1135, du Roy, and Louis Asselin, insurance agent, 60, Price Street, West, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products and recuperation, under the name of "La Compagnie de Récupération du Saguenay Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13510-62 — 1140/6

Compagnie Laurin & Frère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Gaston Laurin, entrepreneur, Rita Bonneville Laurin, ménagère, épouse dudit Gaston Laurin, tous deux de 14, rue Cinq-Mars, et Thérèse Laprade, secrétaire, fille majeure, 48, rue Courcelette, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Compagnie Laurin & Frère Ltée », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $5,000.

Le siège social de la compagnie sera 14, rue Cinq-Mars, Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13521-62 — 1141/67

Compagnie Laurin & Frère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Laurin, contractor, Rita Bonneville Laurin, housewife, wife of the said Gaston Laurin, both of 14, Cinq-Mars Street, and Thérèse Laprade, secretary, fille majeure, 48, Courcelette Street, all three of Hull, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate, under the name of "Compagnie Laurin & Frère Ltée", with a share capital divided into 1,000 shares of no par or nominal value, and the amount with which the company will begin its operations is $5,000.

The head office of the company will be at 14, Cinq-Mars Street, Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13521-62 — 1141/67

Le Comptoir Avicole Colonial Inc. Colonial Poultry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Le Comptoir Avicole Colonial Inc. Colonial Poultry Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor

du 17e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Paul-René Lavoie, notaire, 10545, avenue d'Auteuil, Marcelle Coupal, 10577, rue St-Denis, et Gertrude Richard, 10660, rue Tolhurst, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Le Comptoir Avicole Colonial Inc.— Colonial Poultry Inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 1,400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13606-62 — 1142/126

of the Province of Quebec, incorporating: Paul-René Lavoie, notary, 10545 d'Auteuil, Marcelle Coupal, 10577, St-Denis Street, and Gertrude Richard, 10660, Tolhurst Street, the latter two secretaries, fille majeures, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products, under the name of "Le Comptoir Avicole Colonial Inc.— Colonial Poultry Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 1,400 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13606-62 — 1142/126

La Construction Idéale de Beauce Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Ovila Boucher, entrepreneur, Roch Carrier, restaurateur, tous deux de Shenley, et Guy Couture, comptable, de St-Georges (Beauce), pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « La Construction Idéale de Beauce Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shenley, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13708-62 — 1141/68

La Construction Idéale de Beauce Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ovila Boucher, contractor, Roch Carrier, restaurant-owner, both of Shenley, and Guy Couture, accountant, of St-Georges (Beauce), for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "La Construction Idéale de Beauce Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Shenley, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13708-62 — 1141/68

Corneau & Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1962, constituant en corporation: Émile Corneau, 606, des Franciscaines, Errol Corneau, 760, rue Rodolphe, tous deux commerçants, et Paul Simard, comptable agréé, 31, rue Racine, ouest, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Commerce d'appareils de reproduction sonore et de communication, et d'articles de bureaux en général, sous le nom de « Corneau & Frères Ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13488-62 — 1139/73

Corneau & Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Émile Corneau, 606, des Franciscaines, Errol Corneau, 760, Rodolphe Street, both tradesman, and Paul Simard, chartered accountant, 31 Racine Street, West, all three of Chicoutimi for the following purposes:

To deal in loud speaking and communications apparatus and in office supplies generally, under the name of "Corneau & Frères Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13488-62 — 1139/73

Courtois Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Courtois Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of

du 30e jour d'août 1962, constituant en corporation: Suzanne Côté Allard, secrétaire, mariée, sous le régime de la séparation de biens, 750, de la Bruère, F. Edmund Barnard, avocat, 624, Vimy, nord, et Pierre C. Fournier, avocat, 159, boulevard Queen, nord, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Commerce de véhicules automobiles, sous le nom de « Courtois Automobile Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13378-62 — 1141/28

La Crémerie Bouchard Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettrew patentes, en date du 4e jour de septembre 1962, constituant en corporation: David Bouchard, 275, rue Deragon, Armand Bouchard, 563, Richelieu, et Roméo Bouchard, 270, St-Antoine N., tous trois beurriers, de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme crémiers, sous le nom de « La Crémerie Bouchard Limitée », avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera chemin Roxton, route rurale No 5, dans le canton de Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13175-62 — 1140/111

Crib-Time Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1962, constituant en corporation: Lester Schwartz, 5569, avenue Alpine, Côte-St-Luc, David Tenenbaum, 4515, avenue Harvard, Montréal, tous deux vendeurs, et Samuel Moskovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, 5564, avenue Alpine, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'accessoires pour bébés, sous le nom de « Crib-Time Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13629-62 — 1141/69

Crosstown Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en

the Province of Quebec, incorporating: Suzanne Côté Allard, secretary, married under the contract of separation of property, 750, de la Bruère, F. Edmund Barnard, advocate, 624, Vimy, North, and Pierre C. Fournier, adovate, 159, Queen Boulevard, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, under the name of "Courtois Automobile Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13378-62 — 1141/28

La Crémerie Bouchard Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Bouchard, 275, Deragon Street, Armand Bouchard, 563, Richelieu, and Roméo Bouchard, 270, St-Antoine N., all three butter-men, of Granby, for the following purposes:

To carry on business as dairymen, under the name of "La Crémerie Bouchard Limitée ", with a total capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at on Roxton Board, Rural Route No. 5, in the thownship of Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13175-62 — 1140/111

Crib-Time Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lester Schwartz, 5569, Alpine Avenue, Côte-St-Luc, David Tenenbaum, 4515, Harvard Avenue, Montreal, both salesmen, and Samuel Moskovitch, advocate and Queen's Counsel, 5564, Alpine Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in accessories for babies, under the name of "Crib-Time Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13629-62 — 1141/69

Crosstown Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor

date du 14e jour d'août 1962, constituant en corporation: Seymour Spector, avocat, 4300, avenue Western, Westmount, Allan Kowall, électricien, 5801, avenue Smart, Côte-St-Luc, et Mary Starr Kowall, ménagère, épouse séparée de biens dudit Allan Kowall, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 5801, avenue Smart, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Crosstown Electric Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13404-62 — 1137/80

date du 14e jour d'août 1962, constituant en corporation: Seymour Spector, avocat, 4300, avenue Western, Westmount, Allan Kowall, électricien, 5801, avenue Smart, Côte-St-Luc, et Mary Starr Kowall, ménagère, épouse séparée de biens dudit Allan Kowall, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 5801, avenue Smart, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Crosstown Electric Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13404-62 — 1137/80

Maurice Daoust Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1962, constituant en corporation: Charlemagne Turcot, notaire, 128, rue Ellice, Maurice Daoust, laitier, chemin de la Beauce, et Roger Giroux, comptable, 68, rue Ellice, tous trois de Beauharnois, pour les objets suivants:

Faire affaires comme laitiers, sous le nom de « Maurice Daoust Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13305-62 — 1141/29

Maurice Daoust Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charlemagne Turcot, notary, 128, Ellice Street, Maurice Daoust, milk-man, Beauce Road, and Roger Giroux, accountant, 68, Ellice Street, all three of Beauharnois, for the following purposes:

To carry on business as dairymen, under the name of "Maurice Daoust Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13305-62 — 1141/29

Decoron Coatings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de sepembre 1962, constituant en corporation: Horace Friedman, Wolfe M. Friedman, tous deux avocats, et Michelle C. Gagnon, secrétaire, célibataire, tous trois de 400 ouest, rue Ontario, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fournitures de plastique, peinture et vernis, sous le nom de « Decoron Coatings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7498, 19e avenue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13769-62 — 1142/128

Decoron Coatings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Horace Friedman, Wolfe M. Friedman, both advocates, and Michelle C. Gagnon, secretary, spinster, all three of 400, Ontario Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in plastic, paint and varnish supplies, under the name of "Decoron Coatings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of the par value of $10 each and 350 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company wil be at 7498, 19th Avenue, St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13769-62 — 1142/128

Dekern Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Dekern Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Mihai Kern, marchand de bois, 5383, St-Urbain, Montréal, Solomon Deutsch, constructeur, 460, avenue Outremont, Outremont, et Alexander I. Popliger, avocat, 68, avenue Synnyside, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et de matériaux de construction, sous le nom de « Dekern Enterprises Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 460, avenue Outremont, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13749-62 — 1142/94

Delorimier Mortgage Corporation
Corporation d'Hypothèques Delorimier

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1962, constituant en corporation: André Simard, étudiant en notariat, 416, 70e Avenue, L'Abord-à-Plouffe, Napoléon Delorme, comptable, et Gérard Ménard, bijoutier, ces deux derniers de 4292, Delorimier, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Delorimier Mortgage Corporation — Corporation d'Hypothèques Delorimier », avec un capital total de $20,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4292, Delorimier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

1013-o 11263-61 — 1138/3

Diskeb Limitée
Diskeb Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Thérèse Tardig, 274, rue St-Cyrille, ouest, Marie-Emma Potvin, 105, rue Ste-Anne, toutes deux secrétaires, filles majeures, Rose-Aimée Fleury, comptable, fille majeure, 966, de Salaberry, toutes trois de Québec, et Raymonde Julien, secrétaire, fille majeure, 104, avenue Lafrenière, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Commerce de produits, d'articles et de marchandises fabriqués, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastic, fourrures, textiles, verre, ainsi que leurs sous-produits, de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, objets d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous

bearing date the 17th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mihai Kern, lumber merchant, 5383, St-Urbain, Montreal, Solomon Deutsch, builder, 460, Outremont Avenue, Outremont, and Alexander I. Popliger, advocate, 68, Sunnyside Avenue, Westmount, for the following purposes:

To carry on business as builders and to deal in building materials, under the name of "Dekern Enterprises Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 460, Outremont Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13749-62 — 1142/94

Delorimier Mortgage Corporation
Corporation d'Hypothèques Delorimier

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Simard, notarial student, 416, 70th Avenue, L'Abord-à-Plouffe, Napoléon Delorme, accountant, and Gérard Ménard, jeweller, the latter two of 4292, Delorimier, Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate, under the name of "Delorimier Mortgage Corporation — Corporation d'Hypothèques Delorimier", with a total capital stock of $20,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4292, Delorimier, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province,

1013 11263-61 — 1138/3

Diskeb Limitée
Diskeb Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Thérèse Tardif, 274, St-Cyrille Street West, Marie-Emma Potvin, 105, Ste-Anne Street, both secretaries, spinsters of the full age of majority, Rose-Aimée Fleury, accountant, spinster of the full age of majority, 966, de Salaberry, all three of Quebec, and Raymonde Julien, secretary, spinster of the full age of majority, 104, Lafrenière Avenue, Ste-Foy, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise made, wholly or partially, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, furs, textiles, glass, as well as their by-products; in small wares, food products, animals, minerals, precious stones, softdrinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, products of the land, the sea and the forests, beauty products, cosmetics, toiletries and perfumes, under the name of "Diskeb Limitée — Diskeb Limited",

le nom de « Diskeb Limitée — Diskeb Limited », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 522, rue Ste-Marguerite, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13671-62 — 1141/30

with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $10 each and 1,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 522, Ste-Marguerite Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13671-62 — 1141/30

Domaine du Lac Maurice Inc.
Lake Maurice Domain Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1962, constituant en corporation: Jean Gagné, avocat, 10285, Jeanne-Mance, Mme Lucille Vaillancourt, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Paul Vaillancourt, 2676, St-Zotique est, et Dame Réjeanne Fortier Laberge, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Claude Laberge, 1832, Valois, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Domaine du Lac Maurice Inc.— Lake Maurice Domain Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13669-62 — 1140/113

Domaine du Lac Maurice Inc.
Lake Maurice Domain Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Gagné, advocate, 10285, Jeanne-Mance, Mrs. Lucille Vaillancourt, secretary, wife contractually separate as to property of Jean-Paul Vaillancourt, 2676, St-Zotique East, and Dame Réjeanne Fortier Laberge, secretary, wife contractually separate as to property of Claude Laberge, 1832, Valois, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Domaine du Lac Maurice Inc.— Lake Maurice Domain Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13669-62 — 1140/113

A. Durand & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1962, constituant en corporation: Arem Durand, meunier, Dame Liliane Sylvestre Durand, ménagère, épouse commune en biens dudit Arem Durand, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Roméo Asselin, journalier, tous trois de St-Thomas-de-Joliette, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de « A. Durand & Fils Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Thomas-de-Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13280-62 — 1141/32

A. Durand & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arem Durand, miller joinee, Dame Liliane Sylvestre Durand, housewife, wife separate as to property of the said Arem Durand, and duly authorized by him for these presents, and Roméo Asselin, laborer, all three of St-Thomas-de-Joliette, for the following purposes:

To operate a business dealing in food products, under the name of "A. Durand & Fils Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Thomas-de-Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13280-62 — 1141/32

Eastern Townships Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1962, constituant en

Eastern Townships Distributors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul

corporation: Paul M. Gervais, avocat, André Langlais, avocat, A. René Monty, avocat, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits nécessaires à l'industrie hôtelière, sous le nom de « Eastern Townships Distributors Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13257-62 — 1140/54

École de Musique Galipeau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1962, constituant en corporation: Marcel Landry, avocat, Montée Pré-Vert, Beloeil, François S. Payette, avocat, 9029, Gouin, ouest, Saraguay, Marcel Trudeau, avocat, 251, Victoria, Longueuil, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger ou aider à l'établissement, l'entretien d'écoles, associations ou sociétés pour l'enseignement de la musique, sous le nom de « École de Musique Galipeau Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13527-62 — 1140/55

L'Éditorial Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Guy Lefebvre, courtier d'assurances, Dame Doris Marcoux Lefebvre, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Guy Lefebvre, tous deux de 923, avenue Royale, Beauport, et Jean-Pierre Collin, journaliste, 15, Mgr-Déziel, Beauport, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs, libraires, entrepreneurs de messagerie et autres commerces semblables, sous le nom de « L'Éditorial Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 90 actions ordinaires de $100 chacune et en 420 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 15, rue Mgr-Déziel, Beauport, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13686-62 — 1141/72

Entreprises Barded Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

M. Gervais, advocate, André Langlais, advocate, A. René Monty, advocate, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate a business dealing in products necessary to the hotel business, under the name of "Eastern Townships Distributors Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13257-62 — 1140/54

École de Musique Galipeau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Landry, advocate, Montée Pré-Vert, Beloeil, François S. Payette, advocate, 9029, Gouin, West, Saraguay, Marcel Trudeau, advocate, 251, Victoria, Longueuil, for the following purposes:

To establish, maintain and direct or help in the establishment, maintenance of schools, associations or societies for the teaching of music, under the name of "École de Musique Galipeau Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13527-62 — 1140/55

L'Éditorial Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Lefebvre, insurance broker, Dame Doris Marcoux Lefebvre, housewife, wife contractually separate as to property of the said Guy Lefebvre, both of 923, Royale Avenue, Beauport, and Jean-Pierre Collin, journalist, 15, Mgr-Désiel, Beauport, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, book-binders, librarians, messengers and in other similar trades, under the name of "L'Éditorial Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 90 common shares of $100 each and 420 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at 15, Mgr-Déziel Street, Beauport, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13686-62 — 1141/72

Entreprises Barded Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1962, constituant en corporation: Paul G. Unterberg, 4865, avenue Harvard, Montréal, Bernard Sivak, 1410, chemin du Souvenir, Chomedey, tous deux avocats, et Joan Patenaude, secrétaire, célibataire, 5777, chemin Côte St-Luc, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'annonce et de la publicité, sous le nom de « Entreprises Barded Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1420, promenade Franklynn, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13558-62 — 1140/10

bearing date the 28th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul G. Unterberg, 4865, Harvard Avenue, Montreal, Bernard Sivak, 1410, du Souvenir Road, Chomedey, both advocates, and Joan Patenaude, secretary, spinster, 5777, Côte St-Luc Road, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of advertising and publicity, under the name of "Entreprises Barded Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1420, Franklynn Drive, Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13558-62 — 1140/10

Entreprises P. E. Michaud Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1962, constituant en corporation: Rosaire Beaulé, avocat, 44, Leslie Gault, Jean-Roch Boivin, avocat, 8960, St-Urbain, René Beaulac, étudiant en droit, 6296, Louis-Hémon, et Paule Lamontagne, secrétaire, veuve non remariée de François Gobeil, 2615, Beaubien, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Entreprises P. E. Michaud Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13360-62 — 1139/110

Entreprises P. E. Michaud Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rosaire Beaulé, advocate, 44 Leslie Gault, Jean-Roch Boivin, advocate, 8960, St-Urbain, René Beaulac, student-at-law, 6296, Louis-Hémon, and Paule Lamontagne, secretary, unremarried widow of François Gobeil, 2615, Beaubien, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Entreprises P. E. Michaud Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13360-62 — 1139/110

Les Entreprises Ponthiers Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Pierre Huot, comptable, 32, du Golf, Boischatel, Monique Lacroix, secrétaire, 935, rue St-Jean, Québec, et Dame Georgette Savard, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Robert Savard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 33, rang Ste-Geneviève, Loretteville, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Entreprises Ponthiers Ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13668-62 — 1141/73

Les Entreprises Ponthiers Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearring date the 5th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Huot, accountant, 32, du Golf, Boischatel, Monique Lacroix, secretary, 935, St. John Street, Quebec, and Dame Georgette Savard, secretary, wife contractually separate as to property of Robert Savard, and duly authorized by him for these presents, 33, Ste-Geneviève Range, Loretteville, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Les Entreprises Ponthiers Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13668-62 — 1141/73

Les Entreprises Sylvestre (Val d'Or) Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1962, constituant en corporation: Victorien Sylvestre, arpenteur-géomètre, 1025, 1e Avenue, Jean Beaulieu, 838, 3e Avenue, et Claude Allard, 838, 3e Avenue, ces deux derniers avocats, tous trois de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Entreprises Sylvestre (Val d'Or) Limitée », avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1025, 1ère Avenue, Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13458-62 — 1140/89

Les Entreprises Sylvestre (Val d'Or) Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Victorien Sylvestre, land-surveyor, 1025, 1st Avenue, Jean Beaulieu, 838, 3rd Avenue, and Claude Allard, 838, 3rd Avenue, the latter two advocates, all three of Val-d'Or, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Les Entreprises Sylvestre (Val d'Or) Limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1025, 1st Avenue, Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13458-62 — 1140/89

Les Évaluateurs Associés Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1962, constituant en corporation: Jean-Pierre Hardy, notaire, 2, chemin Chambly, Longueuil, Jeanne Audet, secrétaire, célibataire majeure, 5519, rue Jeanne-d'Arc, Rosemont, Montréal, et Rémi Lussier, notaire, 1760, Dauphin, Saint-Vincent-de-Paul (Duvernay), pour les objets suivants:

Faire l'évaluation, l'estimation et l'appréciation de toutes sortes de biens, propriétés et exploitations, sous le nom de « Les Évaluateurs Associés Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 12591-62 — 1130/128

Les Évaluateurs Associés Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Pierre Hardy, notary, 2, Chambly Road, Longueuil, Jeanne Audet, secretary, fille majeure, 5519, Jeanne-d'Arc, Street, Rosemont, Montreal, and Rémi Lussier, notary, 1760, Dauphin, Saint-Vincent-de-Paul (Duvernay), for the following purposes:

To evaluate, estimate and assess all kinds of goods, properties and operations, under the name of "Les Évaluateurs Associés Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 400 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 12591-62 — 1130/128

Fillion & Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1962, constituant en corporation: Léopold Fillion, garagiste, 6220, boulevard Ste-Anne, L'Ange-Gardien, Benoît Fillion, garagiste, Château-Richer, et Joseph Fillion, garagiste, 574, avenue Royale, Château-Richer, pour les objets suivants:

Commerce d'automobiles, moteurs, machines, leurs accessoires et parties, et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Fillion & Frères Inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 800 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Ange-Gardien, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13545-62 — 1139/113

Fillion & Frères Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léopold Fillion, garageman, 6220, Ste-Anne Boulevard, L'Ange-Gardien, Benoît Fillion, garageman, Château-Richer, and Joseph Fillion, garageman, 574, Royale Avenue, Château-Richer, for the following purposes:

To deal in automobiles, motors, machines, their accessories and parts, and to act as garagemen, under the name of "Fillion & Frères Inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 800 shares of $100 each.

The head office of the company will be at L'Ange-Gardien, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13545-62 — 1139/113

Fire Safety Service (1962) Ltd.
Service de Protection contre le Feu (1962) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1962, constituant en corporation: Adrien R. Paquette, avocat, 212, Bloomfield, Micheline Simard, secrétaire, célibataire, fille majeure, 5352, avenue Parc, Béatrice Garceau, secrétaire, veuve, 8060, Papineau, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de détection et de protection contre l'incendie, sous le nom de « Fire Safety Service (1962) Ltd. — Service de Protection contre le Feu (1962) Ltée », avec un capital total de $25,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13446-62 — 1140/58

Fire Safety Service (1962) Ltd.
Service de Protection contre le Feu (1962) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien R. Paquette, advocate, 212, Bloomfield, Micheline Simard, secretary, fille majeure, 5352, Parc Avenue, Béatrice Garceau, secretary, widow, 8060, Papineau, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in apparatus for fire detection and fire protection, under the name of "Fire Safety Service (1962) Ltd. — Service de Protection contre le Feu (1962) Ltée", with a total capital stock of $25,000, divided into 2,500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13446-62 — 1140/58

Fleischer-Hops & Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Manuel Fleischer, agent d'assurances, Lucy Hosat Fleischer, ménagère, épouse séparée de biens dudit Manuel Fleischer, tous deux de 2050, avenue Ekers, Montréal, Bernard H. Hops, agent d'assurances, et Ruth Boxerman Hops, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bernard H. Hops, ces deux derniers de 6301, DeVimy, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurances, sous le nom de « Fleischer-Hops & Associates Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 60 actions ordinaires de $100 chacune et 2,400 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13763-62 — 1141/74

Fleischer-Hops & Associates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Manuel Fleischer, insurance agent, Lucy Hosat Fleischer, housewife, wife separate as to property of the said Manuel Fleischer, both of 2050 Ekers Avenue, Montreal, Bernard H. Hops, insurance agent, and Ruth Boxerman Hops, housewife, wife separate as to property of the said Bernard H. Hops, the latter two of 6301, DeVimy, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, under the name of "Fleischer-Hops & Associates Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 60 common shares of $100 each and 2,400 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Westmount, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13763-62 — 1141/74

Forest Gardens Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, 17, Normandy Dr., Mont Royal, Arthur A. Garvis, 4764, rue La Peltrie, Montréal, tous deux avocats, et Madeleine Iknejian, secrétaire, fille majeure, 7145, 7e Avenue, St-Michel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Forest Gardens Development Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Forest Gardens Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nathan A. Levitsky, 17, Normandy Dr., Mount Royal, Arthur A. Garvis, 4764, LaPeltrie Street, Montreal, both advocates, and Madeleine Iknejian, secretary, fille majeure, 7145, 7th Avenue, St-Michel, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Forest Gardens Development Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13738-62 — 1141/75

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13738-62 — 1141/75

Geo. Fortin & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Georges Fortin, marchand de machinerie aratoire, Edmour Fortin et Rosaire Fortin, mécaniciens, tous trois de Baie-St-Paul, pour les objets suivants:

Commerce d'instruments aratoires, d'outillages agricoles et industriels, d'accessoires électriques, de meubles domestiques et industriels, de matériaux de construction, de gazoline, d'huile, de pièces et accessoires de machinerie et de véhicules motorisés, sous le non de « Geo. Fortin & Fils Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie-St-Paul, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13578-62 — 1140/115

Geo. Fortin & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges Fortin, merchant dealing in farm implements, Edmour Fortin, and Rosaire Fortin, mechanics, all three of Baie-St-Paul, for the following purposes:

To carry on a business dealing in farm implements, electrical accessories, domestic and industrial furniture, building materials, gazoline, oil, spare parts and accessories for machines and motor vehicles, under the name of "Geo. Fortin & Fils Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Baie-St-Paul, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13578-62 — 1140/115

Fraser Dye Works Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1962, constituant en corporation: John Elliot Fraser, teinturier, 130, rue Lecavalier, St-Laurent, Elliot Fraser, teinturier, 7918, rue Durocher, Montréal, Alexander I. Popliger, avocat, 68, avenue Synnyside, Westmount, et Stanley Cytrynbaum, avocat, 10 ouest, rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de teinturiers, sous le nom de « Fraser Dye Works Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6901, rue Jeanne-Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13453-62 — 1140/59

Fraser Dye Works Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Elliot Fraser, dyer, 130 Lecavalier Street, St-Laurent, Elliot Fraser, dyer, 7918, Durocher Street, Montreal, Alexander I. Popliger, advocate, 68, Sunnyside Avenue, Westmount, and Stanley Cytrynbaum, advocate, 10, St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dyers, under the name of "Fraser Dye Works Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6901, Jeanne-Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13453-62 — 1140/59

Fry's School Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Donald Arthur Hill, marchand, Ruby Fern Robins Hill, ménagère, épouse séparée de biens dudit Donald Arthur Hill, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Donna Nancy Hill, institutrice, fille majeure, tous trois de 7390, rue Ouimet, Verdun, pour les objets suivants:

Fry's School Supplies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald Arthur Hill, merchant, Ruby Fern Robins Hill, housewife, wife separate as to property of the said Donald Arthur Hill, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Donna Nancy Hill, teacher, fille majeure, all three of 7390, Ouimet Street, Verdun, for the following purposes:

Exercer le commerce de livres de classe et de collège, revues et périodiques, sous le nom de « Fry's School Supplies Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13638-62 — 1140/11

To deal in school, college and other books, magazines and periodicals, under the name of "Fry's School Supplies Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13638-62 — 1140/11

Gil-Ber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1962, constituant en corporation: Gilles Moreau, commerçant, St-Lin, Bernard Moreau, commerçant, St-Lin, et Jacques Théroux, comptable, 1597, Piette, Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Gil-Ber Inc. », avec un capital total de $65,000, divisé en 350 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Lin, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13656-62 — 1141/36

Gil-Ber Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Moreau, tradesman, St-Lin, Bernard Moreau, tradesman, St-Lin, and Jacques Théroux, accountant, 1597, Piette, Joliette, for the following purposes:

To carry on a business as a transportation company, under the name of "Gil-Ber Inc.", with a total capital stock of $65,000, divided into 350 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at St-Lin, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13656-62 — 1141/36

Les Gondeliers, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Pélagie Bombardier, secrétaire, 58, rue Philipsburg, Angéline Gagné, secrétaire, R.R. No 2, François-Guy Lévesque, avocat, 40, rue Plaisance, Laurent Larocque, comptable, rue Moreau, et Denis Gnocchini, technicien, avenue des Pins, tous de Bedford, pour les objets suivants:

Réunir des personnes intéressées aux sports nautiques et autres, et faire le commerce de bicyclettes, motocyclettes, automobiles, camions, avions, canots automobiles, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Les Gondeliers, Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 102 actions de catégorie « A », d'une valeur au pair de $10 chacune, 98 actions de catégorie « B », d'une valeur au pair de $10 chacune, et en 3,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bedford, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13657-62 — 1141/38

Les Gondeliers, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pélagie Bombardier, secretary, 58, Philipsburg Street, Angéline Gagné, secretary, R.R. No. 2, François-Guy Lévesque, advocate, 40, Plaisance Street, Laurent Larocque, accountant, Moreau Street, and Denis Gnocchini, technician, des Pins Avenue, all of Bedford, for the following purposes:

To reunite persons interested in aquatic or other sports; and to carry on business dealing in bicycles, motorcycles, automobiles, trucks, airplanes, motor boats, their parts and accessories, under the name of "Les Gondeliers, Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 102 class "A" shares of a par value of $10 each, 98 class "B" shares of a par value of $10 each, and 3,800 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Bedford, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13657-62 — 1141/38

Grands Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Grands Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1962, constituant en corporation: Frank Bernard Chauvin, conseil en loi de la Reine, 2174 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Charles Alexander Phelan, 1780, chemin Dumfries, Mont Royal, tous deux avocats, et Madeleine Frances Brennan, secrétaire, fille majeure, 5856, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Grands Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 12701-62 — 1137/79

bearing date the 6th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Frank Bernard Chauvin, Queen's Counsel, 2174, Sherbrooke Street West, Montreal, Charles Alexander Phelan, 1780, Dumfries Road, Mount Royal, both advocates, and Madeleine Frances Brennan, secretary, spinster of the full age of majority, 5856, Notre-Dame-de-Grâce Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Grands Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 12701-62 — 1137/79

Gravillon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1962, constituant en corporation: Claude Béland, 2870, rue Glencoe, Jean Badeaux, 197, rue Dufferin, Louis-A. Toupin, 6100, rue Viau, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivats:

Faire affaires comme carriers et entrepreneurs généraux en travaux de pavage et de construction, sous le nom de « Gravillon Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13507-62 — 1140/12

Gravillon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Béland, 2870, Glencoe, Jean Badeaux, 197, Dufferin Street, Louis-A. Toupin, 6100, Viau Street, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on as carriers and general contractors in paving and construction work, under the name of "Gravillon Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13507-62 — 1140/12

C. J. Grenier & Cie Ltée
C. J. Grenier & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Camille-Édouard Grenier, industriel, Seignory Club, Montebello, Camille-J. Grenier, industriel, 159, Maplewood, Montréal, et Dame Rachel Dussault, Grenier, ménagère, épousé séparée de biens dudit Camille-Édouard Grenier, 161, Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « C. J. Grenier & Cie Ltée — C. J. Grenier & Co. Ltd. », avec un capital total de $500,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 45,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4835, rue Coloniale, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

1013-o 12925-62 — 1135/73

C. J. Grenier & Cie Ltée
C. J. Grenier & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Camille-Édouard Grenier, industrialist, Seigniory Club, Montebello, Camille-J. Grenier, industrialist, 159, Maplewood, Montreal, and Dame Rachel Dussault, Grenier, housewife, wife separate as to property of the said Camille-Édouard Grenier, 161, Maplewood, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in clothing, under the name of "C. J. Grenier & Cie Ltée — C. J. Grenier & Co. Ltd.", with a total capital stock of $500,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $10 each and into 45,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 4855, Coloniale Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

1013 12925-62 — 1135/73

L. G. Hébert & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1962, constituant en corporation: L. G. Hébert, commençant, Ste-Hélène-de-Bagot, Dame Rose-Hélène Beauregard, ménagère, épouse commune en biens dudit L. G. Hébert, Ste-Hélène-de-Bagot, et Lucien Hébert, commerçant, Ste-Hélène-de-Bagot, pour les objets suivants:

Faire affaires comme couchers et charcutiers, sous le nom de « L. G. Hébert & Fils Limitée », avec un capital total de $50,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Hélène-de-Bagot, district judiciaire de Ste-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13450-62 — 1140/62

L. G. Hébert & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: L. G. Hébert, tradesman, Ste-Hélène-de-Bagot, Dame Rose-Hélène Beauregard, housewife, wife common as to property of the said L. G. Hébert, Ste-Hélène-de-Bagot, and Lucien Hébert, trasdesman, Ste-Hélène-de-Bagot, for the following purposes:

To carry on a business as butchers and dealers in pork-meat, under the name of "L. G. Hébert & Fils Limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 400 common shares of a value of $100 each and into 100 preferred shares of a value of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Hélène-de-Bagot, judicial district of Ste-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13450-62 — 1140/62

Hefo Enterprises Inc.
Entreprises Hefo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1962, constituant en corporation: Roland Lafontaine, c.r., avocat, 111, Jasper, Montréal, Maurice Martel, c.r., avocat, 406, Champagneur, Outremont, et Jean-Marc Poulin, avocat, 242, Colbert, Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Hefo Enterprises Inc.— Entreprises Hefo Inc. », avec un capital total de $36,000, divisé en 3,600 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 875, avenue Tellier, St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13234-62 — 1139/115

Hefo Enterprises Inc.
Entreprises Hefo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Lafontaine, Q.C., advocate, 111, Jasper, Montreal, Maurice Martel, Q.C., advocate, 406 Champagneur, Outremont, and Jean-Marc Poulin, advocate, 242, Colbert, Repentigny, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Hefo Enterprises Inc.— Entreprises Hefo Inc.", with a total capital stock of $36,000, divided into 3,600 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 875, Tellier Avenue, St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13234-62 — 1139/115

René Hogan Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1962, constituant en corporation: René Hogan, entrepreneur, 388, des Tilleuls, Beloeil, Paul Lafrance, comptable, et Fleurette Lafrance, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Paul Lafrance, ces deux derniers de 666, Lemoyen, Beloeil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « René Hogan Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 388, des Tilleuls, Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

René Hogan Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Hogan, contractor, 388, des Tilleuls, Beloeil, Paul Lafrance, accountant, and Fleurette Lafrance, secretary, wife separate as to property of the said Paul Lafrance, the latter two of 666, Lemoyne, Beloeil, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "René Hogan Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and into 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 388, des Tilleuls, Beloeil, judicial district of Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13554-62 — 1140/119

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13554-62 — 1140/119

Hôtel Saint-Philippe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1962, constituant en corporation: Rémi Labelle, homme d'affaires, 1460, Guertin, Roméo Gauthier, agent d'assurance, 1135, rue Clément, et Jeannine Deschênes, secrétaire, fille majeure, 706, St-Germain, tous trois de St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Hôtel Saint-Philippe Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 780 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 842, boulevard Ste-Croix, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13470-62 — 1140/120

Hôtel Saint-Philippe Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rémi Labelle, businessman, 1460 Guertin, Roméo Gauthier, insurance agent, 1135 Clément Street, and Jeannine Deschênes, secretary, fille majeure, 706 St-Germain, all three of St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Hôtel Saint-Philippe Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 780 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at 842 Ste-Croix Boulevard, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13470-62 — 1140/120

Immeubles Belvédère Ltée
Belvedere Real Estate Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1962, constituant en corporation: Henri Beaudry, avocat, 1224, rue Commerciale, St-Romuald, Gaston Michaud, avocat, 6835, Place Boivin, Charlesbourg, et Roméo Depeyre, avocat, 150, boulevard Valcartier, Château-d'Eau, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Immeubles Belvédère Ltée — Belvedere Real Estate Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 873, rue St-Vallier, ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13312-62 — 1139/116

Immeubles Belvédère Ltée
Belvedere Real Estate Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri Beaudry, advocate, 1224, Commerciale Street, St-Romuald, Gaston Michaud, advocate, 6835, Place Boivin, Charlesbourg, and Roméo Depeyre, advocate, 150 Valcartier Boulevard, Châteaud-d'Eau, for the following purposes:

To carry on business in the fields or real estate and construction, under the name of "Immeubles Belvédère Ltée — Belvedere Real Estate Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 873 St-Vallier Street West, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13312-62 — 1139/116

Les Immeubles des Braves Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1962, constituant en corporation: Jean Paré, avocat, 165, St-Jean-Bosco, Ste-Foy, Claude St-Pierre, courtier en assurances, 38, Bernier, Beauport, et Florence Beaudoin, secrétaire, fille majeure, 2093, boulevard Benoît XV, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de ferme et d'agriculture, sous le nom de « Les Immeubles des Braves Ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Les Immeubles des Braves Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Paré, lawyer, 165, St-Jean-Bosco, Ste-Foy, Claude St-Pierre, insurance broker, 38, Bernier, Beauport, and Florence Beaudoin, secretary, fille majeure, 2093, Benoît XV Boulevard, Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of farming and agriculture, under the name of "Les Immeubles des Braves Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera 105, Côte de la Montagne, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13632-62 — 1141/77

The head office of the company will be at 105, Mountain Hill, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13632-62 — 1141/77

Les Immeubles du Bas St-Laurent Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1962, constituant en corporation: André-P. Casgrain, avocat, rue de la Sapinière, Sacré-Cœur, Gisèle Labbé, Annette Blais, toutes deux secrétaires, filles majeures, 44, de la Cathédrale, Rimouski, et Marcel Crevier, comptable agréé, et étudiant en droit, 196, Évêché, Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Immeubles du Bas St-Laurent Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13263-62 — 1139/80

Les Immeubles du Bas St-Laurent Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André-P. Casgrain, advocate, de la Sapinière, Sacré-Cœur, Gisèle Labbé, Annette Blais, both secretaries, filles majeures, 44, de la Cathédrale, Rimouski, and Marcel Crevier, chartered accountant and law student, 196, Évêché, Rimouski, for the following purposes:

To carry on business in the realm of real estate and construction, under the name of "Les Immeubles du Bas St-Laurent Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13263-62 — 1139/80

Industrial & Commercial Brokers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1962, constituant en corporation: James Andrews Grant, avocat, 241, première rue, St-Lambert, Helen Xenos, secrétaire, célibataire, et Kathleen Higgins, secrétaire, célibataire, ces deux dernières de 1155 ouest, boulevard Dorchester, chambre 2601, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en immeubles, sous le nom de « Industrial & Commercial Brokers Ltd. », avec un capital total de $4,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 407, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13603-62 — 1140/15

Industrial & Commercial Brokers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James Andrews Grant, advocate, 241, First Street, St-Lambert, Helen Xenos, secretary, spinster, and Kathleen Higgins, secretary, spinster, the latter two of 1155, Dorchester Boulevard West, Suite 2601, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate brokers, under the name of "Industrial & Commercial Brokers Ltd.", with a total capital stock of $4,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 407, St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13603-62 — 1140/15

Mr. Jeff Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Joseph Helal, Samuel Berger, et Benjamin Louis, tous trois avocats et conseils en loi de la Reine, 159 ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, bijoux, papeterie, quincaillerie, poterie, coutellerie et jouets, sous le nom de « Mr. Jeff Inc. », avec un

Mr. Jeff Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Helal, Samuel Berger, and Benjamin Louis, all three advocates and Queen's Counsels, of 159 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing, jewellery, stationery, hardware, crockery, cutlery and toys, under the name of "Mr. Jeff Inc.", with a total capital

capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13678-62 — 1142/111

Johnson & Higgins (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1962, constituant en corporation: Rodney Alexander Patch, conseil en loi de la Reine, 3495, rue Peel, Austin Stuart Hyndman, 1104, Elgin Terrace, tous deux de Montréal, et Thomas Chasney Camp, 133 sud, avenue Ballantyne, Montréal Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en immeubles, assureurs, et ajusteurs, sous le nom de « Johnson & Higgins (Quebec) Limited », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13223-62 — 1138/103

L. A. Électrique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Réginald Lauzier, électricien, 335, Rouville, Jacques Cartier, Maurice Abraham fils, électricien, 6690, De Lanaudière, Montréal, Maurice Abraham, comptable, 6690, De Lanaudière, Montréal, et Claude Larochelle, électricien, 6249, 26e avenue, Rosemont, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « L. A. Électrique Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 335, rue Rouville, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13508-62 — 1140/114

Laurentian Reinforcing Steel Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1962, constituant en corporation: Jean-Paul Bleau, entrepreneur, 3621, 42e Avenue, Pointe-aux-Trembles, Joseph-

stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13678-62 — 1142/111

Johnson & Higgins (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rodney Alexander Patch, Queen's Counsel, 3495, Peel Street, Austin Stuart Hyndman, 1104, Elgin Terrace, both of Montreal, and Thomas Chasney Camp, 133 Ballantyne Avenue, South, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, underwriters and adjusters, under the name of "Johnson & Higgins (Quebec) Limited", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13223-62 — 1138/103

L. A. Électrique Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réginald Lauzier, electrician, 335, Rouville, Jacques-Cartier, Maurice Abraham, son, electrician, 6690, De Lanaudière, Montreal, Maurice Abraham, accountant, 6690, De Lanaudière, Montreal, and Claude Larochelle, electrician, 6249, 26th Avenue, Rosemount, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as electricians, under the name of "L. A. Électrique Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a par value of $100 each and into 100 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 335, Rouville Street, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13508-62 — 1140/114

Laurentian Reinforcing Steel Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Bleau, contractor, 3621, 42nd Avenue, Pointe-aux-Trembles, Joseph-Jean Billeci, con-

Jean Billeci, entrepreneur, 18, Place d'Argenteuil, Laval-des-Rapides, et Carmen Chalut, secrétaire, fille majeure, 7431, De Lanaudière, app. 1, Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de métaux, sous le nom de « Laurentian Reinforcing Steel Corporation Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8184, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13387-62 — 1139/83

Bob Lauzière Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1962, constituant en corporation: André Biron, avocat, 77, Newton, Yolande Biron, secrétaire, 283, Mélançon, et Lorenzo Biron, huissier, 283, Mélançon, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements, sous le nom de « Bob Lauzière Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 7,800 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 127, Hériot, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13399-62 — 1142/67

Lavergne Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Mme Aurore Cabba Caraghiaur, secrétaire, épouse séparée de biens de Eugene Caraghiaur, 9985, De Martigny, Sophia Havriluk, secrétaire, célibataire, 6705, 14e Avenue, et Georges Arcouette, notaire, 7466, Christophe-Colomb, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un garage et un poste de service, sous le nom de « Lavergne Automobiles Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10301, rue Armand-Lavergne, Montréal Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13528-62 — 1142/121

L. W. Leclerc Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

tractor, 18, d'Argenteuil Place, Laval-des-Rapides, and Carmen Chalut, secretary, fille majeure, 7431, De Lanaudière, Apt. 1, Montreal, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in metals, under the name of "Laurentian Reinforcing Steel Corporation Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 8184, St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13387-62 — 1139/83

Bob Lauzière Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Biron, advocate, 77, Newton, Yolande Biron, secretary, 283, Mélançon, and Lorenzo Biron, bailiff, 283, Mélançon, all three of Drummondville, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Bob Lauzière Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 7,800 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at 127, Hériot, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13399-62 — 1142/67

Lavergne Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mrs. Aurore Cabba Caraghiaur, secretary, wife separate as to property of Eugene Caraghiaur, 9985, De Martigny, Sophia Havriluk, secretary, spinster, 6705, 14th Avenue, and Georges Arcouette, notary, 7466, Christophe-Colomb, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a garage and service station, under the name of "Lavergne Automobiles Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 10301, Armand-Lavergne Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13528-62 — 1142/121

L. W. Leclerc Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of

du 12 septembre 1962, autorisant la fusion de "L.-W. Leclerc Limitée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes, du 13 avril 1950, et « L.-W. Leclerc & Fils Limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 26 mai 1955, pour les objets suivants:

Établir, diriger et maintenir des magasins de meubles et d'accessoires de maison, sous le nom de « L. W. Leclerc Ltée », avec un capital total de $250,000, divisé en 150,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 100,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « L. W. Leclerc Ltée ».

Le siège social de la compagnie sera au numéro 196, boulevard Sacré-Coeur, St-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13664-62 — 1140/133

the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "L.-W. Leclerc Limitée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated April 13, 1950, and of "L.-W. Leclerc & Fils Limitée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of May 26, 1955, for the following purposes:

To establish, direct and maintain stores dealing in furniture and home accessories, under the name of "L. W. Leclerc Ltée", with a total capital stock of $250,000, divided into 150,000 common shares of $1 each and 100,000 preferred shares of $1 each.

The name of the new company is "L. W. Leclerc Ltée".

The head office of the company will be at 196, Sacré-Coeur Boulevard, St-Félicien, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13664-62 — 1140/133

André Lefebvre et Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettrse patentes, en date du 24e jour d'août 1962, constituant en corporation: Jeannine Beaudoin, 322, rue St-Louis, Liette Riopel, 185, rue Taché, et Rita Lévesque, 307, rue Fabre, toutes trois secrétaires, célibataires majeures usant de leurs droits, de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « André Lefebvre et Fils Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,600 actions ordinaires de $10 chacune et en 40 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Côme, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13515-62 — 1140/69

André Lefebvre et Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jeannine Beaudoin, 322, St-Louis Street, Liette Riopel, 185, Taché Street, and Rita Lévesque, 307, Fabre Street, all three secretaries, spinsters of full age of majority in use of their rights, of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "André Lefebvre et Fils Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,600 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Côme, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13515-62 — 1140/69

Hervé Lehoux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1962, constituant en corporation: Hervé Lehoux, Arthur Lehoux et Jean-Noël Lehoux, tous trois entrepreneurs, de St-Tite, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Hervé Lehoux Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Tite, district judiciaire de Trois-Rivières,

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13452-62 — 1140/19

Hervé Lehoux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hervé Lehoux, Arthur Lehoux and Jean-Noël Lehoux, all three contractors, of St-Tite, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Hervé Lehoux Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Tite, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13452-62 — 1140/19

R. G. Lesage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Réjean Lesage, secrétaire, Dame Raymonde Lefebvre Lesage, ménagère, épouse commune en biens dudit Réjean Lesage, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Madeleine Lesage, secrétaire, fille majeure, tous trois de Lesage, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « R. G. Lesage Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lesage, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13561-62 — 1142/65

R. G. Lesage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réjean Lesage, secretary, Dame Raymonde Lefebvre Lesage, housewife, wife common as to property of the said Réjean Lesage, and duly authorized by him for these presents, Madeleine Lesage, secretary, fille majeure, all three of Lesage, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "R. G. Lesage Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Lesage, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13561-62 — 1142/65

M. Lighter Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1962, constituant en corporation: Harold Lande, avocat et conseil en loi de la Reine, 698, avenue Grosvenor, Westmount, Joseph Samuel Caplan, avocat et conseil en loi de la Reine, 4855, chemin de la Reine Marie, et George Rosenberg, avocat, 1000, rue McGregor, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « M. Lighter Investment Corp. », avec un capital total de $1,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13559-62 — 1140/70

M. Lighter Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold Lande, advocate and Queen's Counsel, 698, Grosvenor Avenue, Westmount, Joseph Samuel Caplan, advocate and Queen's Counsel, 4855, Queen Mary Road, and George Rosenberg, advocate, 1000, McGregor Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "M. Lighter Investment Corp.", with a total capital stock of $1,000, divided into 500 common shares of the par value of $1 each and 500 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13559-62 — 1140/70

La Ligue des Propriétaires de La Malbaie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de septembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Germain Simard, avocat, 215, St-Étienne, Victor Tremblay, industriel, rue Nairn, et Gustave Dufour, industriel, tous trois de La Malbaie, pour les objets suivants:

Grouper en association les propriétaires de La Malbaie aux fins de veiller aux intérêts généraux de tous les membres, sous le nom de « La Ligue des Propriétaires de La Malbaie Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $15,000.

Le siège social de la corporation sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

La Ligue des Propriétaires de La Malbaie Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Germain Simard, advocate, 215, St-Étienne, Victor Tremblay, industrialist, Nairn Street, and Gustave Dufour, industrialist, all three of La Malbaie, for the following purposes:

To group together into an association the proprietors at La Malbaie for the purpose of looking after the general interest of all the members, under the name of "La Ligue des Propriétaires de La Malbaie Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $15,000.

The head office of the corporation will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13868-62 — 1143/4

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13868-62 — 1143/4

David Lord Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3 juillet 1962, autorisant la fusion de « David Lord (St. Jean) Limitée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 29 mai 1950, « David Lord (St. Eustache) Limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 29 mai 1960, et « Royal Rose Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 22 mars 1961, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « David Lord Limitée », avec un capital divisé en 218,606 actions sans valeur nominale ou au pair et en 20,000 actions privilégiées de $10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations sera de $1,113,030.

Le nom de la nouvelle compagnie est « David Lord Limitée ».

Le siège social de la compagnie sera au numéro 766, Chemin Richelieu, St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 12826-62 — 1138/85

David Lord Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "David Lord (St. Jean) Limitée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 29, 1950, "David Lord (St. Eustache) Limitée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 29, 1960, and "Royal Rose Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 22, 1961, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products of all kinds, under the name of "David Lord Limitée", with a capital stock divided in 218,606 shares of no nominal or par value and 20,000 preferred shares of $10 each, and the amount with which the company will continue its operations is $1,113,030.

The name of the new company is "David Lord Limitée".

The head office of the company will be at 766, Richelieu Road, St. John's, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 12826-62 — 1138/85

The Macfarlane Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1962, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat, et conseil en loi de la Reine, Margot Mary Quinn, et Mary Elizabeth Spracklin, toutes deux secrétaires, célibataires, tous trois de 1155 ouest, boul. Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands à commission et manufacturiers de marchandises, articles et effets de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « The Macfarlane Company Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 265, rue St-Martin, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'octobre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 12426-62 — 1130/53

The Macfarlane Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate and Queen's Counsel, Margot Mary Quinn, and Mary Elizabeth Spracklin, both secretaries, spinsters, all three of 1155, Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of commission merchants and manufacturers of goods, wares and merchandise of every kind and description, under the name of "The Macfarlane Company Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 265 St-Martin Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of October, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 12426-62 — 1130/53

Jean-Paul Marcotte Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Jean-Paul Marcotte Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Jacques Perron, avocat, 1020, de Coulonges, Sillery, Serge Gobeil, avocat, 1439, chemin Ste-Foy, Québec, et Jacqueline Larose, secrétaire, fille majeure, 512, Fleurie, Québec, pour les objets suivants:

Commerce d'objets et d'articles nécessaires à la décoration intérieure, sous le nom de « Jean-Paul Marcotte Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 144, avenue Proulx, Québec-Ouest, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13644-62 — 1142/31

bearing date the 10th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Perron, advocate, 1020 de Coulonge, Sillery, Serge Gobeil, advocate, 1439, Ste-Foy Road, Quebec, and Jacqueline Larose, secretary, filles majeure, 512, Fleurie, Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in objects and articles necessary for interior decoration, under the name of "Jean-Paul Marcotte Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 144 Proulx Avenue, Quebec-West, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

1013 13644-62 — 1142/31

Metropole Plywood & Veneer Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1962, constituant en corporation: Jack Lightstone, 2176, Fulton Rd., Marvin Riback, 5621, avenue Palmer, tous deux avocats, Aimé Duranleau, huissier, 183 est, Ste-Catherine, et Muriel Fishman, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 5185, avenue Victoria, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits de bois sous toutes ses formes, sous le nom de « Metropole Plywood & Veneer Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10445, L'Archevêque, Montréal Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

1013 13619-62 — 1141/45

Metropole Plywood & Veneer Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack Lightstone, 2176, Fulton Rd., Marvin Riback, 5621, Palmer Avenue, both advocates, Aimé Duranleau, bailiff, 183, Ste-Catherine East, and Muriel Fishman, secretary, fille majeure usant de ses droits, 5185, Victoria Avenue, all four of Montreal, for the following purposes:

To deal in all forms of wood products, under the name of "Metropole Plywood & Veneer Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 10445, L'Archevêque, Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13619-62 — 1141/45

Mills-Marcoux Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1962, constituant en corporation: Stanislas Déry, avocat et conseil en loi de la Reine, 218, rue St-Henri, Guy Gervais, avocat, 712, rue Mott, et Gérald Arbour, comptable agréé, 297, rue Latour, tous trois de St-Jean, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de métaux, sous le nom de « Mills-Marcoux Limitée », avec un capital total de $4,000, divisé en 40 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13427-62 — 1140/123

Mills-Marcoux Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stanislas Déry, advocate and Queen's Counsel, 218, St-Henri Street, Guy Gervais, advocate, 712, Mott Street, and Gérald Arbour, chartered accountant, 297, Latour Street, all three of St. John's, for the following purposes:

The industry and business dealing in metals, under the name of "Mills-Marcoux Limitée", with a total capital stock of $4,000, divided into 40 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint John's, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

1013 13427-62 — 1140/123

Motel Le Baron Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1962, constituant en corporation: Albert Breux, tenancier de cabaret, 405, rue Kélber, Duvernay, Simone Martin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Albert Breux, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 405, rue Kélber, Duvernay, et Jean-Paul Martin, pompier, 11821, rue Drapeau, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers et restaurateurs, sous le nom de « Motel Le Baron Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rock Forest, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 12665-62 — 1139/37

Motel Le Baron Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Breux, cabaret-keeper, 405, Kélber Street, Duvernay, Simone Martin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Albert Breux, and duly authorized by him for these presents, 405, Kélber Street, Duvernay, and Jean-Paul Martin, fireman, 11821, Drapeau Street, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as hoteliers and restaurateurs, under the name of "Motel Le Baron Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of a par value of $10 each, and into 2,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Rock Forest, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 12665-62 — 1139/37

New Oasis Restaurant (62) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Conrad Descoteaux, restaurateur, 3637, Henri-Julien, Montréal, Roger Fontaine, marchand, 2748, rue Châteauguay, Pointe-St-Charles, et Roger Ferland, investigateur, 7780, Prévost, Anjou, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants et des salles à dîner, sous le nom de « New Oasis Restaurant (62) Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 19,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1330 est, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13760-62 — 1142/70

New Oasis Restaurant (62) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Conrad Descoteaux, restaurateur, 3637, Henri-Julien, Montreal, Roger Fontaine, trader, 2748, Châteauguay Street, Pointe-St-Charles, and Roger Ferland, investigator, 7780, Prévost, Anjou, for the following purposes:

To operate restaurants and dining-rooms, under the name of "New Oasis Restaurant (62) Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 19,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 1330, St. Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13760-62 — 1142/70

Notre Dame de Grâce Maple Leaf Football Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de septembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Wilfred Joseph Gray, comptable surveillant, 5822, avenue McLynn, Salvatore Joseph Mastro, propriétaire d'une station de service, 4930, King Edward, Raymond Morrison Binmore, administrateur d'assurances, 5529, chemin Earle, Herbert Auld Holland, retraité, 6077, avenue Terrebonne, Herbert John Brooks, représentant de presse, 6504, avenue Fielding, Paul-Edmond Valois, gérant de banque, 5653 ouest, rue Sherbrooke, app. 1, John Alexander Logue McDonald, gérant de bureau, 4226, avenue Marcil, William Llyod Daniels, comptable général, 4812, avenue Patricia, Donald Newton, relations de travail,

Notre Dame de Grâce Maple Leaf Football Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Wilfred Joseph Gray, accounting supervisor, 5822, McLynn Avenue, Salvatore Joseph Mastro, service station owner, 4930, King Edward, Raymond Morrison Binmore, insurance executive, 5529, Earle Road, Herbert Auld Holland, retired, 6077, Terrebonne Avenue, Herbert John Brooks, press representative, 6504, Fielding Avenue, Paul-Edmond Valois, bank manager, 5653, Sherbrooke Street West, Apt. 1, John Alexander Logue McDonald, office manager, 4226, Marcil Avenue, William Lloyd Daniels, general accountant, 4812, Patricia Avenue, Donald Newton, labour relations, 3435, Westmore Avenue, and Roy

3435, avenue Westmore, et Roy Chesley, principal d'école, 4595, King Edward, tous les dix de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et gérer un club de football et de sport, sous le nom de « Notre-Dame de Grâce Maple Leaf Football Club ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 6504, avenue Fielding, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13651-62 — 1141/139

Chesley, school principal, 4595, King Edward all ten of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a football and athletic club, under the name of "Notre Dame de Grâce Maple Leaf Football Club".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 6504, Fielding Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of September 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13651-62 — 1141/139

Oeuvres des Terrains de Jeux de Beauport Ouest

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Omer Maheux, journalier, 162, St-Michel, Roch Pichette, 226, St-Michel, Émile Lafleur, 438, Seigneurial, tous deux menuisiers, Simon Comeau, employé de la compagnie « Anglo Canadian Pulp & Paper Mills Ltd », 318, St-Michel, Maurice Grenier, plombier, 431, Seigneurial, Roland Fortier, contremaître, 2, St-Michel, Gérard Grenier, livreur, 150, Ste-Thérèse, Gérard Veuilleux, vendeur, 308, Seigneurial, Dominique Drouin, jardinier, 131, St-Joseph, Robert Drouin, garagiste, 304, Seigneurial, Raymond Bélanger, briqueteur, 102, St-Michel, tous onze de Beauport-Ouest, Henri Beaudry, 1224, rue Commerciale, St-Romuald, Gaston Michaud, 6835, Place Boivin, Charlesbourg, Roméo Depeyre, 150, boulevard Valcartier, Château-d'Eau, et Jean-Paul Morin, 574, Monseigneur-Taché, Ste-Foy, ces quatre derniers avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Oeuvres des Terrains de Jeux de Beauport Ouest ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $40,000.

Le siège social de la corporation sera à Beauport-Ouest, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13685-62 — 1141/79

Oeuvres des Terrains de Jeux de Beauport Ouest

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Omer Maheux, laborer, 162, St-Michel, Roch Pichette, 226, St-Michel, Émile Lafleur, 438, Seigneurial, both joiners, Simon Comeau, employee of the "Anglo Canadian Pulp & Paper Mills Ltd", 318, St-Michel, Maurice Grenier, plumber, 431, Seigneurial, Roland Fortier, foreman, 2, St-Michel, Gérard Grenier, deliverer, 150, Ste-Thérèse, Gérard Veuilleux, salesman, 308, Seigneurial, Dominique Drouin, gardener, 131, St-Joseph, Robert Drouin, garageman, 304, Seigneurial, Raymond Bélanger, bricklayer, 102, St-Michel, all eleven of Beauport-West, Henri Beaudry, 1224, Commercial Street, St-Romuald, Gaston Michaud, 6835, Boivin Place, Charlesbourg, Roméo Depeyre, 150, Valcartier Boulevard, Château d'Eau, and Jean-Paul Morin, 574, Monseigneur-Taché, Ste-Foy, the latter four advocates, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Oeuvres des Terrains de Jeux de Beauport Ouest".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation will be at Beauport-West, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13685-62 — 1141/79

Original Turkish Delight (1962) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, et conseil en loi de la Reine, 65, avenue McNider, Outremont, Jason Ruby, avocat, 2860, rue Ekers, Montréal, et Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, 533, boulevard Duhamel, Ile-Perrot, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de confiseurs, sous le nom de « Original Turkish Delight (1962) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Original Turkish Delight (1962) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 65, McNider Avenue, Outremont, Jason Ruby, advocate, 2860, Ekers Street, Montreal, and Hguette St-Marseille, secretary, fille majeure, 533, Duhamel Boulevard, Ile-Perrot, for the following purposes:

To carry on business as confectioners, under the name of "Original Turkish Delight (1962) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13715-62 — 1141/140

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13715-62 — 1141/140

Paquette & Frère Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1962, constituant en corporation: Cléophas Paquette, menuisier, Rolande Landry Paquette, ménagère, épouse dudit Cléophas Paquette, Paul-Émile Paquette, menuisier et Bernadette Deschênes Paquette, ménagère, épouse dudit Paul-Émile Paquette, tous quatre de St-Timothée, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Paquette & Frère Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Timothée, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13377-62 — 1140/23

Paquette & Frère Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Cléophas Paquette, joiner, Rolande Landry Paquette, housewife, wife of the said Cléophas Paquette, Paul-Émile Paquette, joiner, and Bernadette Deschênes Paquette, housewife, wife of the said Paul-Émile Paquette, all four of St-Timothée, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Paquette & Frère Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Timothée, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant secretary of the Province.

1013 13377-62 — 1140/23

Parico Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1962, constituant en corporation: Fleurette Rivest, secrétaire, fille majeure, Jean Racicot, agent d'assurance, et Dr Roch Paradis, dentiste, tous trois de 71, Principale, Rouyn, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Parico Limitée », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13329-62 — 1140/73

Parico Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fleurette Rivest, secretary, fille majeure, Jean Racicot, insurance agent, and Dr. Roch Paradis, dentist, all three of 71, Principale, Rouyn, for the following purposes:

To carry on a business as an investment company, under the name of "Parico Limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13329-62 — 1140/73

Park-Chabanel Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1962, constituant en corporation: Viliam Frankel, entrepreneur, 933, avenue Pratt, Moric Treitel, administrateur, 475, avenue Outremont, tous deux d'Outremont, Nicholas Saykaly, 1855, avenue Kenilworth, et A. George Brown, 235, avenue Highfield, ces deux derniers manufacturiers, de Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Park-Chabanel Investments Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au

Park-Chabanel Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Viliam Frankel, contractor, 933, Pratt, Avenue, Moric Treitel, executive, 475, Outremont Avenue, both of Outremont, Nicholas Saykaly, 1855, Kenilworth Avenue, and A. George Brown, 235, Highfield Avenue, the latter two manufacturers, of Mount Royal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Park-Chabanel Investments Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 common shares of th

pair de $10 chacune, 2,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,880 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13520-62 — 1141/46

par value of $10 each, 2,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 1,880 class "B" preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13520-62 — 1141/46

Parkland Construction (St. Leonard) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1962, constituant en corporation: Arthur Bronstein, avocat, 5703, Eldridge, Côte-St-Luc, Ethel Saunders, épouse séparée de biens de Frank Saunders, 5150, boulevard Décarie, app. 6, Joyce Breslow, épouse séparée de biens de Michael Breslow, 3440, boulevard Decelles, app. 109, et Lorna Richmond, fille majeure, 1468, rue Bishop, ces trois dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Parkland Construction (St. Leonard) Ltd. », avec un capital total de $9,000, divisé en 300 actions ordinaires de $10 chacune et 600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13616-62 — 1141/47

Parkland Construction (St. Leonard) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Bronstein, advocate, 5703, Eldridge, Côte-St-Luc, Ethel Saunders, wife separate as to property of Frank Saunders, 5150, Décarie Boulevard, Apt. 6, Joyce Breslow, wife separate as to property of Michael Breslow, 3440, Decelles Boulevard, Apt. 109, and Lorna Richmond, spinster of the full age of majority, 1468, Bishop Street, the latter three secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Parkland Construction (St. Leonard) Ltd.", with a total capital stock of $9,000, divided into 300 common shares of $10 each and 600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13616-62 — 1141/47

Parti des Citoyens Inc.
Citizens' Party Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de septembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Charles-Édouard Campeau, ingénieur professionnel, 8555, Clark, Lucien Croteau, constructeur, 8025, Boyer, Sarto Fournier, avocat, 4606, Marcil, Alfred Gagliardi, agent de voyage, 6586, Christophe-Colomb, et Roland Savignac, notaire, 141, boulevard St-Joseph, ouest, tous cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Réunir en association les citoyens intéressés au progrès de Montréal et au bien-être général de la population, sous le nom de « Parti des Citoyens Inc. — Citizens' Party Inc. ».

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13955-62 — 1143/88

Parti des Citoyens Inc.
Citizens' Party Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Charles-Édouard Campeau, professional engineer, 8555, Clark, Lucien Croteau, builder, 8025 Boyer, Sarto Fournier, advocate, 4606, Marcil, Alfred Gagliardi, travel agent, 6586, Christophe Colomb, and Roland Savignac, notary, 141, St-Joseph Boulevard, West, all five from Montreal, for the following purposes:

To group into an association citizens interested in the progress of Montreal, and in the general welfare of the population, under the name of "Parti des Citoyens Inc. — Citizens' Party Inc.".

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13955-62 — 1143/88

Les Pâtisseries Laurentiennes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Les Pâtisseries Laurentiennes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of

du 5e jour de septembre 1962 constituant en corporation: Lionel Janna, comptable agréé, 1458, rue Frontenac, Denis Vaugeois, comptable, 1544, rue Frigon, tous deux de Shawinigan, et Jean Chrétien, avocat, 121, boulevard Pie XII, Baie-de-Shawinigan, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers et pâtissiers, sous le nom de « Les Pâtisseries Laurentiennes Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13622-62 — 1142/1

the Province of Quebec, incorporating: Lione Janna, chartered accountant, 1458, Frontenac Street, Denis Vaugeois, accountant, 1544, Frigon Street, both of Shawinigan, and Jean Chrétien, advocate, 121, Pie XII Boulevard, Baie-de-Shawinigan, for the following purposes:

To carry on business as bakers and pastry-makers, under the name of "Les Pâtisseries Laurentiennes Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 250 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13622-62 — 1142/1

Pep Steak House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1962, constituant en corporation: Jacques Duquette, avocat, 11, rue St-Paul, ouest, Guy Godard, avocat, 2, rue St-Vincent, et Hughette Doré, secrétaire célibataire majeure, 39, rue St-Joseph, tous trois de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers et restaurateurs, sous le nom de « Pep Steak House Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et en 73,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13238-62 — 1137/98

Pep Steak House Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Duquette, advocate, 11, St-Paul Street West, Guy Godard, advocate, 2, St-Vincent Street, and Hughette Doré, secretary, spinster of the full age of majority, 39, St-Joseph Street, all three of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers and restaurateurs, under the name of "Pep Steak House Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 1,000 preferred class "A" shares of a par value of $1 each and 73,000 preferred class "B" shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Ste-Adèle, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13238-62 — 1137/98

Les Piscines Bel-Lo Inc.
Bel-Lo Swimming Pools Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1962, constituant en corporation: Pierre Bourque, avocat, 48, rue Chartres, Dollard-des-Ormeaux, Robert G. Burns, avocat, 6384, des Écores, Montréal, et Claudine Hugonnet, secrétaire, fille majeure, 3683, Hutchison, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de construction et de ventes de piscines, sous le nom de « Les Piscines Bel-Lo Inc. — Bel-Lo Swimming Pools Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lavaltrie, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13250-62 — 1140/75

Les Piscines Bel-Lo Inc.
Bel-Lo Swimming Pools Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Bourque, advocate, 48, Chartres Street, Dollard-des-Ormeaux, Robert G. Burns, advocate, 6384, des Écores, Montreal, and Claudine Hugonnet, secretary, fille majeure, 3683, Hutchison, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business in construction and the sale of swimming-pools, under the name of "Les Piscines Bel-Lo Inc. — Bel-Lo Swimming Pools Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Lavaltrie, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13250-62 — 1140/75

Placements C.P. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Placements C.P. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Fernand Poirier, notaire, Lise Poirier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Fernand Poirier, tous deux de 10085, rue Jacob, et Andrée Bouchard, secrétaire, épouse séparée de biens de Fernand Bouchard, 6880, 45ème avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Placements C.P. Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13634-62 — 1142/35

Placements Drummond Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1962, constituant en corporation: André Biron, avocat, 77, Newton, Yolande Biron, secrétaire, fille majeure, et Lorenzo Biron, huissier, ces deux derniers de 283, Mélançon, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Placements Drummond Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 190, Hériot, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13308-62 — 1140/76

Pointe Claire Aluminum (Sidings) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Claude Guérin, avocat, 32, Les Bouleaux, Laval-sur-le-Lac, Laurence Ostiguy, 6250, 44e Avenue, et Jeanne Le Sieur, 10537, rue Berri, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « Pointe Claire Aluminum (Sidings) Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13696-62 — 1141/80

Protec Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

bearing date the 6th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Poirier, notary, Lise Poirier, housewife, wife separate as to property of the said Fernand Poirier, both of 10085, Jacob Street, and André Bouchard, secretary, wife separate as to property of Fernand Bouchard, 6880, 45th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate, under the name of "Placements C.P. Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13634-62 — 1142/35

Placements Drummond Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Biron, advocate, 77, Newton, Yolande Biron, secretary, fille majeure, and Lorenzo Biron, bailiff, the latter two of 283, Mélançon, all three of Drummondville, for the following purposes:

To operate an investment company, under the name of "Placements Drummond Inc.", with a total capital stock of $100,000 divided into 500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 190, Hériot, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13308-62 — 1140/76

Pointe Claire Aluminum (Sidings) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Guérin, lawyer, 32, Les Bouleaux, Laval-sur-le-Lac, Laurence Ostigny, 6250, 44th Avenue, and Jeanne Le Sieur, 10537, Berri Street, the latter two secretaries, spinsters of full age, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Pointe Claire Aluminum (Sidings) Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13696-62 — 1141/80

Protec Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Nathaniel H. Salomon, 4350 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Harry Aronovitch, 5623, avenue Randall, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et John Hamilton, Jr., secrétaire, 6266, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de « Protec Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1000, avenue Pratt, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13673-62 — 1141/81

The Quebec Breeding Farm Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1962, constituant en corporation: Guy Picard, industriel, Marthe Maysenhoelder, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Guy Picard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, R.R. 1, St-Eustache, Serge Renaud, vétérinaire, 995, 45ième avenue, Lachine, et Gilles Beauchesne, dessinateur industriel, 10638, avenue Oscar, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire l'élevage d'animaux de laboratoires pouvant servir au point de vue de recherches médicales et y exercer tous autres pouvoirs connexes, sous le nom de « The Quebec Breeding Farm Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera route rurale no 1, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13393-62 — 1140/77

Le Ranch des Six Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1962, constituant en corporation: François Docquier, agent d'assurances, Roland St-Pierre, entrepreneur-peintre, René Baccichet, entrepreneur-peintre, tous de St-Luc, comté de St-Jean, pour les objets suivants:

Procéder à l'organisation et au fonctionnement de centres d'équitation, sous le nom de « Le Ranch des Six Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune, et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Luc, comté de St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13492-62 — 1141/49

bearing date the 10th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nathaniel H. Salomon, 4350, Sherbrooke Street West, Montreal, Harry Aronovitch, 5623, Randall Avenue, Côte-St-Luc, both advocates, and John Hamilton, Jr., secretary, 6266, Notre-Dame-de-Grâce Avenue, Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Protec Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 36,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 1000 Pratt Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13673-62 — 1141/81

The Quebec Breeding Farm Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Picard, industrialist, Marthe Maysenhoelder, housewife, wife contractually separate as to property of the said Guy Picard, and duly authorized by him for these presents, R.R. 1, St-Eustache, Serge Renaud, veterinary, 995, 45th Avenue, Lachine, and Gilles Beauchesne, industrial draughtsman, 10638, Oscar Avenue, Montreal-North, for the following purposes:

To breed laroratory animals which may be used for medical research and to carry on all other similar powers, under the name of "The Quebec Breeding Farm Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each, and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at R.R. No. 1, Eustache, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13393-62 — 1140/77

Le Ranch des Six Inc.

Notice is hreby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Docquier, insurance agent, Roland St-Pierre, contractor-painer, René Baccichet, contractor-painter, all of St-Luc, county of St. John, for the following purposes:

To proceed in the organizing and operating of horsemanship centers, under the name of "Le Ranch des Six Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 200 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Luc, county of St. John, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13492-62 — 1141/49

Realty Equities (1962) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1962, constituant en corporation: Frank Wright, gérant de bureau, Ronald Renault, comptable, Elizabeth Coutts, comptable, célibataire, Mary Elizabeth Rowan, Emily Ann Rogers, et Margaret Blanche Mustard, ces trois dernières secrétaires célibataires, tous les six de 507, Place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Realty Equities (1962) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour daoût 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13570-62 — 1142/74

Realty Equities (1962) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Frank Wright, office manager, Ronald Renault, accountant, Elizabeth Coutts, accountant, spinster, Mary Elizabeth Rowan, Emily Ann Rogers, and Margaret Blanche Mustard, the latter three secretaries, spinsters, all six of 507, Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Realty Equities (1962) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13570-62 — 1142/74

Réfrigération du Saguenay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Georges Tremblay, commerçant, 590, rue Delisle, Chicoutimi-Nord, Madeleine Drapeau, secrétaire, fille majeure, 154, rue Racine, est, Chicoutimi, et Paul Simard, comptable agréé, 31, rue Racine, ouest, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage, réfrigération et faire l'installation d'appareils d'arrosage, de climatisation de l'air et d'extincteurs d'incendie, sous le nom de « Réfrigération du Saguenay Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13635-62 — 1141/82

Réfrigération du Saguenay Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges Tremblay, trader, 590, Delisle Street, Chicoutimi-North, Madeleine Drapeau, secretary, fille majeure, 154, Racine Street East, Chicoutimi, and Paul Simard, chartered accountant, 31 Racine Street West, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating, refrigeration, and to install sprinkling, air conditioning and fire extinguishing apparatus, under the name of "Réfrigération du Saguenay Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi-North, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13635-62 — 1141/82

Regal Pastries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1962, constituant en corporation: Réal Moreau, vendeur, 5924, rue Clark, Gaétan Huneault, vendeur, 3820, rue Masson, Maurice Moreau, gérant, 11927, James Morrice, et Raymond Moreau, assistant-gérant, 11798, Des Meules, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers et pâtissiers et exercer le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Regal Pastries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Regal Pastries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réal Moreau, salesman, 5924, Clark Street, Gaétan Huneault, salesman, 3820, Masson Street, Maurice Moreau, manager, 11927, James Morrice, and Raymond Moreau, assistant-manager, 11798, Des Meules, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as bakers and pastrymakers, and to deal in food products, under the name of "Regal Pastries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera 5924, de la rue Clark, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13614-62 — 1141/50

The head office of the company will be at 5924, Clark Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13614-62 — 1141/50

Remay Construction Ltée
Remay Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1962, constituant en corporation: Marc Rivard, cultivateur, 81, R.R. 1, Ste-Anne-des-Plaines, Réjean Rivard, gérant, 12173, rue Joseph-Casavant, Montréal, et Yvon Rivard, dépositaire de machineries, 83, R.R. 1, Ste-Anne-des-Plaines, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Remay Construction Ltée — Remay Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 83, R.R. 1, Ste-Anne-des-Plaines, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13582-62 — 1141/51

Remay Construction Ltée
Remay Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marc Rivard, farmer, 81, R.R. 1, Ste-Anne-des-Plaines, Réjean Rivard, manager, 12173, Joseph-Casavant Street, Montreal, and Yvon Rivard, machinery agent, 83, R.R. 1, Ste-Anne-des-Plaines, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Remay Construction Ltée — Remay Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 83, R.R. 1, Ste-Anne-des-Plaines, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13582-62 — 1141/51

Les Restaurants Saguenay (1962) Ltée
Saguenay Restaurants (1962) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Fernand Nicholas, restaurateur, 217, rue Riel, Chicoutimi Nord, Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi de la Reine, 10, avenue Rendrew, Westmount, et Stanley Taviss, avocat, 7115, Fielding, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Les Restaurants Saguenay (1962) Ltée — Saguenay Restaurants (1962) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13791-62 — 1142/3

Les Restaurants Saguenay (1962) Ltée
Saguenay Restaurants (1962) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Nicholas, restaurateur, 217, Riel Street, Chicoutimi North, Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, 10, Renfrew Avenue, Westmount, and Stanley Taviss, advocate, 7115, Fielding, Montreal, for the following purposes:

To do business as restaurateurs, under the name of "Les Restaurants Saguenay (1962) Ltée — Saguenay Restaurants (1962) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13791-62 — 1142/3

Roy Display Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Charles Godin, marchand, 5320, Bannantyne, Verdun, Bruce Elder Menzies,

Roy Display Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles Godin, merchant, 5320, Bannantyne, Verdun, Bruce Elder Menzies, merchant, 1280,

marchand, 1280, Champigny, St-Laurent, Seymour Machlovitch, avocat, 3445, Côte-des-Neiges, Montréal, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, 1815, boulevard de Boucherville, St-Bruno, pour les objets suivants:

Faire le commerce de mannequins, perruques, figures de cire, formes et fournitures pour étalage, de toute nature et description, sous le nom de « Roy Display Company », avec un capital total de $25,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 15,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13721-62 — 1142/5

Champigny, St-Laurent, Seymour Machlovitch, advocate, 3445, Côte-des-Neiges, Montreal, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815, de Boucherville Boulevard, St-Bruno, for the following purposes:

To deal in mannequins, wigs, dummies, forms and display materials of every nature and description, under the name of "Roy Display Company", with a total capital stock of $25,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 15,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13721-62 — 1142/5

Armand Roy Ltée
Armand Roy Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Réal Roy, commerçant, Dame Antoinette Roy, ménagère, épouse séparée de biens dudit Réal Roy, et Raymond Gosselin, commis, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de confiserie, d'articles et de marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie, sous le nom de « Armand Roy Ltée — Armand Roy Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13709-62 — 1141/84

Armand Roy Ltée
Armand Roy Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réal Roy, trader, Dame Antoinette Roy, housewife, wife separate as to property of the said Réal Roy, and Raymond Gosselin, clerk, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business dealing in confectioneries, articles and merchandise in which a grocer generally deals, under the name of "Armand Roy Ltée — Armand Roy Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13709-62 — 1141/84

Roy Lumber Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Jack Shayne, 125, avenue Dorval, Dorval, Seymour Machlovitch, 3445, chemin Côte-des-Neiges, Montréal, tous deux avocats, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, 1815, boulevard de Boucherville, St-Bruno, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois, sous le nom de « Roy Lumber Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 15,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-des-Prairies, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13666-62 — 1141/83

Roy Lumber Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack Shayne, 125, Dorval Avenue, Dorval, Seymour Machlovitch, 3445, Côte-des-Neiges Road, Montreal, both advocates, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815, de Boucherville Boulevard, St-Bruno, for the following purposes:

To do business as lumber merchants, under the name of "Roy Lumber Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 15,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Rivière-des-Prairies, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13666-62 — 1141/83

Le Sauna Finlandais Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1962, constituant en corporation: Jean Allard, commerçant, 31, Place Vimont, Sherbrooke, Jean-Paul Dubé, contremaître, rue Belvédère, Lennoxville, et Fernand Lareau, commerçant, 1350, Desnoyers, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise qui consiste à fournir des amusements au public, sous le nom de « Le Sauna Finlandais Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13209-62 — 1140/99

Le Sauna Finlandais Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters parent, bearing date the 30th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Allard, trader, 31, Place Vimont, Sherbrooke, Jean-Paul Dubé, foreman, Belvédère Street, Lennoxville, and Fernand Lareau, trader, 1350, Desnoyers, Sherbrooke, for the following purposes:

To operate an enterprise which consists in furnishing the public with amusement, under the name of "Le Sauna Finlandais Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13209-62 — 1140/99

Schokbeton Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1962, constituant en corporation: Jean Martineau, 2156 ouest, rue Sherbrooke, Frank B. Chauvin, 2174 ouest, rue Sherbrooke, Robert H. E. Walker, 4089, avenue Highland, tous trois avocats et conseil en loi de la Reine, de Montréal, Peter Robert David MacKell, avocat, 1112, Terrasse Elgin, Montréal, Roger-L. Beaulieu, avocat et conseil en loi de la Reine, 702, Hartland, Outremont, George A. Allison, avocat et conseil en loi de la Reine, 158, Lockhart, Mont-Royal, et Jean-Claude Delorme, avocat, 14, chemin Lakeshore, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce et le négoce du ciment, sous le nom de « Schokbeton Quebec Inc. », avec un capital total de $275,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 25,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Parc Industriel, ville de St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'octobre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 11710-62 — 1130/139

Schokbeton Quebec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Martineau, 2156, Sherbrooke Street, West, Frank B. Chauvin, 2174, Sherbrooke Street West, Robert H. E. Walker, 4089, Highland Avenue, all three advocates and Queens' Counsels, of Montreal, Peter Robert David MacKell, advocate, 1112, Elgin Terrace, Montreal, Roger-L. Beaulieu, advocate and Queen's Counsel, 702, Hartland, Outremont, George A. Allison, advocate and Queen's Counsel, 158, Lockhart, Mount Royal, and Jean-Claude Delorme, advocate, 14, Lakeshore Road, Beaconsfield, for the following purposes:

To deal in and with cement, under the name of "Schokbeton Quebec Inc.", with a total capital stock of $275,000, divided into 25,000 common shares of the par value of $1 each and 25,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at the Industrial Park, town of St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of October, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 11710-62 — 1130/139

John Scully Leather Agency Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Henry Nevard, 4377, avenue Westmount, Westmount, Jack Greenstein, 4804, Côte-des-Neiges, Montréal, et David Wood, 637, avenue Roslyn, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Distribuer toutes sortes et toutes variétés de marchandises finies cuir, sous le nom de « John Scully Leather Agency Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

John Scully Leather Agency Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of Septembre, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henry Nevard, 4377, Westmount Avenue, Westmount, Jack Greenstein, 4804, Côte-des-Neiges, Montreal, and David Wood, 637, Roslyn Avenue, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To distribute finished leather goods of all kinds and varieties, under the name of "John Scully Leather Agency Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each and 3,900 preferred shares of a par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera 8989, rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13765 62 — 1142/7

The head office of the company will be at 8989, Lajeunesse Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13765-62 — 1142/7

Les Services Funéraires Provinciaux Inc. Provincial Funeral Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1962, constituant en corporation: Marcel Landry, avocat, Montée Pré-Vert, Beloeil, François Payette, avocat, 9029, boulevard Gouin, Saraguay, et Marcel Trudeau, avocat, 251, Victoria, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Les Services Funéraires Provinciaux Inc.— Provincial Funeral Services Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3951, rue Martial, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13526-62 — 1139/127

Les Services Funéraires Provinciaux Inc. Provincial Funeral Services Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Landry, advocate, Montée Pré-Vert, Beloeil, François Payette, advocate, 9029, Gouin Boulevard, Saraguay, and Marcel Trudeau, advocate, 251, Victoria, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as undertakers, under the name of "Les Services Funéraires Provinciaux Inc.— Provincial Funeral Services Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 3951, Martial Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10113 13526-62 — 1139/127

Silvery Moon Café Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1962, constituant en corporation: Jacques LeBlanc, comptable, 525, rue Gohier, Jeannine Deschênes, secrétaire, fille majeure, 706, boulevard St-Germain, tous deux de St-Laurent, et C.-Gilles Trahan, avocat, 6600 ouest, boulevard Gouin, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Silvery Moon Café Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1455, Mansfield, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13471-62 — 1141/52

Silvery Moon Café Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques LeBlanc, accountant, 525, Gohier Street, Jeannine Deschênes, secretary, spinster of the full age of majority, 706, St-Germain Boulevard, both of St-Laurent, and C.-Gilles Trahan, lawyer, 6600, Gouin Boulevard, West, Montreal, for the following purposes:

To do business as restaurateurs, under the name of "Silvery Moon Café Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1455, Mansfield, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13471-62 — 1141/52

La Société Anonyme de Placements Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1962, constituant en corporation: Jacques Bertrand, avocat, 262, Beaupré, Pont-Viau, François Wilhelmy, avocat, 1833, Sherbrooke, est, Montréal et Guy Guérard, avocat, 12060, Valmont, Montréal, pour les objets suivants:

La Société Anonyme de Placements Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Bertrand, advocate, 262, Beaupré, Pont-Viau, François Wilhelmy, advocate, 1833, Sherbrooke, East, Montreal, and Guy Guérard, advocate, 12060, Valmont, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « La Société Anonyme de Placements Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13340-62 — 1140/131

To carry on a business as an investment company, under the name of "La Société Anonyme de Placements Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13340-62 — 1140/131

La Société d'Incinération Municipale, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1962, constituant en corporation: Micheline Couturier, secrétaire, fille majeure, 392, Labrecque, Chicoutimi, Doris Girard, secrétaire, fille majeure, 60, 5ième rue, Port-Alfred, et Gérald Aubin, avocat, 364, boulevard Ste-Geneviève, Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Exploiter des incinérateurs, sous le nom de « La Société d'Incinération Municipale, Ltée », avec un capital total de $15,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 71, 2ième avenue, Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13418-62 — 1139/129

La Société d'Incinération Municipale, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th ay of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Micheline Couturier, secretary, fille majeure, 392, Labrecque, Chicoutimi, Doris Girard, secretary, fille majeure, 60, 5th Street, Port-Alfred, and Gérald Aubin, advocate, 364, Ste-Geneviève Boulevard, Chicoutimi-North, for the following purposes:

To operate incinerators, under the name of "La Société d'Incinération Municipale, Ltée", with a total capital stock of $15,000, divided into 1,500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 71, 2nd Avenue, Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13418-62 — 1139/129

Société Financière de la Côte Nord Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1962, constituant en corporation: André Ouellette, gérant de district, Jean Tremblay, comptable, Gratien Dufour, gérant, David Giasson, notaire, et Gilles Rouleau, avocat, tous de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire des opérations de prêts et placements, sous le nom de « Société Financière de la Côte Nord Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie-Comeau, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13663-62 — 1141/55

Société Financière de la Côte Nord Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Ouellette, district manager, Jean Tremblay, accountant, Gratien Dufour, manager, David Giasson, notary, and Gilles Rouleau, advocate, all of Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on business as a loan and investment company, under the name of "Société Financière de la Côte Nord Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Baie-Comeau, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13663-62 — 1141/55

Steel Setters and Erectors Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1962, constituant en corporation: Gaston Mongeau, comptable, 12, avenue des Cèdres, Ste-Thérèse, Jacques Trudeau, agent d'assurances, 194, Fortin, Pont Viau, et André Fauteux, avocat, 6 boulevard des Ormes, Ste-Thérèse, pour les objets suivants:

Steel Setters and Erectors Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Mongeau, accountant, 12 Avenue des Cèders, Ste-Thérèse, Jacques Trudeau, insurance agent, 194, Fortin, Pont-Viau, and André Fauteux, lawyer, 6, Boulevard des Ormes, Ste-Thérèse, for the following purposes:

Faire le commerce de toutes sortes de métaux, sous le nom de « Steel Setters and Erectors Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $10 chacune et 3,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6819, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13457-62 — 1139/132

To deal in metals of all kinds, under the name of "Steel Setters and Erectors Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $10 each and 3,700 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 6819, Boulevard Décarie, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13457-62 — 1139/132

Super Marché Bowen Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1962, constituant en corporation: Camille Messara, avocat, Jean Cormier, avocat, et Gérald Allaire, avocat, tous de 109, rue Sanborn, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Commerce d'articles et de marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie-boucherie, sous le nom de « Super Marché Bowen Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'août, 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13513-62 — 1140/134

Super Marché Bowen Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Camille Messara, advocate, Jean Cormier, advocate, and Gérald Allaire, advocate, all of 109, Sanborn Street, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business dealing in articles and merchandise generally found in a grocery-butcher establishment, under the name of "Super Marché Bowen Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13513-62 — 1140/134

Terminal Supplies & Sales Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1962, constituant en corporation: Peter Robert David MacKell, avocat, 1112, Elgin Terrace, Montréal, Clifford Stephen Cheasley, étudiant en droit, 7, avenue Rennie, Montréal Nord, et William Tetley, avocat, 112, avenue Cornwall, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de rubans, bandes, adhésifs et substances connexes, de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Terminal Supplies & Sales Co. Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacun et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13315-62 — 1137/87

Terminal Supplies & Sales Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Peter Robert David MacKell, advocate, 1112, Elgin Terrace, Montreal, Clifford Stephen Cheasley, student at law, 7, Rennie Avenue, Montreal North, and William Tetley, advocate, 112, Cornwall Avenue, Mount Royal, for the following purposes:

To deal in all kinds and descriptions or tapes, ribbons, adhesives and connecting materials, under the name of "Terminal Supplies & Sales Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 10,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13315-62 — 1137/87

Te-Ro-Mil Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Roméo Bourgeois, commis, 762, Montfort, Jonquière, Camilien Tremblay, gendarme, 376, rue Scott, Alma, et Dame Thérèse

Te-Ro-Mil Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roméo Bourgeois, clerk, 762, Montfort, Jonquière, Camilien Tremblay, policeman, 376, Scott Street, Alma, and Dame Thérèse Leclerc, house

Leclerc, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roméo Bourgeois, 762, rue Montfort, Jonquière, pour les objets suivants:

Commerce de nouveautés, de mercerie et d'articles vestimentaires, sous le nom de « Te-Ro-Mil Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 169, rue St-Dominique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13654-62 — 1141/89

L. P. Thibault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Louis-Philippe Thibault, distributeur de produits alimentaires, 634, rue Smart, Côte-St-Luc, François-J. Bastien, comptable, 225, avenue Montrose, St-Lambert, et Alain Voizard, notaire, Ste-Adèle-en-Haut, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de « L. P. Thibault Inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $80,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 10600-62 — 1141/56

Towne Auto Leasing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1962, constituant en corporation: Samuel Kravitz, gérant, 1135, Bardot, St-Laurent, Henry Nevard, 4377, avenue Westmount, Westmount, Jack Greenstein, 4804, Côte des Neiges, Montréal, et David Wood, 637, avenue Roslyn, Westmount, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de « Towne Auto Leasing Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 750 actions privilégiés d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4901 ouest, Jean-Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13617-62 — 1140/30

Tracy Adjustment Bureau Limited
Bureau d'Ajustement de Tracy Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

wife, wife contractually separate as to property of the said Roméo Bourgeois, 762, Montfort, Street, Jonquière, for the following purposes:

To carry on a business in novelties, drygoods and articles of clothing, under the name of "Te-Ro-Mil Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 169, St-Dominque Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13654-62 — 1141/89

L. P. Thibault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis-Philippe Thibault, distributor of food products, 634, Smart Street, Côte-St-Luc, François-J. Bastien, accountant, 225, Montrose Avenue, St-Lambert, and Alain Voizard, notary, Ste-Adèle-en-Haut, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products, under the name of "L. P. Thibault Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and into 3,000 preferred shares of a par value of $100 each and the amount with which the company shall start its operations is $80,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 10600-62 — 1141/56

Towne Auto Leasing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Kravitz, manager, 1135, Bardot, St-Laurent, Henry Nevard, 4377, Westmount Avenue, Westmount, Jack Greenstein 4804 Côte des Neiges, Montreal, and David Wood, 637, Roslyn Avenue, Westmount, the latter three advocates, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to act as garage-keepers, undert the name of "Towne Auto Leasing Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,500 common shares of a par value of $10 each and 750 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 4901, Jean-Talon West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13617-62 — 1140/30

Tracy Adjustment Bureau Limited
Bureau d'Ajustement de Tracy Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1962, constituant en corporation: Gaston Gauthier, avocat, 20, Morasse, Sorel, Gilles Day, ajusteur, 11, Jogues, Sorel, et Pierrette St-Pierre Day, ménagère, épouse dudit Gilles Day, 11, Jogues, Sorel, pour les objets suivants:

Faire l'évaluation, l'estimation et l'appréciation de toutes sortes de biens, propriétés et exploitations, sous le nom de « Tracy Adjustment Bureau Limited — Bureau d'Ajustement de Tracy Limitée », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'octobre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 12584-62 — 1129/43

bearing date the 13th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Gauthier, advocate, 20, Morasse, Sorel, Gilles Day, adjuster, 11, Jogues, Sorel, and Pierrette St-Pierre Day, housewife, wife of the said Gilles Day, 11, Jogues, Sorel, for the following purposes:

To valuate, estimate and appraise all types of goods, properties and operations, under the name of "Tracy Adjustment Bureau Limited — Bureau d'Ajustement de Tracy Limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of October, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 12584-62 — 1129/43

Edgar Tremblay Meubles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Edgar Tremblay, commerçant, 817, Côte de la Réserve, Benoît Tremblay, commerçant, 68A, Vinvent ouest, et Gaston Tremblay, commerçant, 762, Côte de la Réserve, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Edgar Tremblay Meubles Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13783-62 — 1142/11

Edgar Tremblay Meubles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edgar Tremblay, trader, 817, Côte de la Réserve, Benoît Tremblay, trader, 68A, Vinvent West, and Gaston Tremblay, trader, 762, Côte de la Réserve, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Edgar Tremblay Meubles Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,

1013 13783-62 — 1142/11

Trilon Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1962, constituant en corporation: John J. Wasserman, avocat, 513, avenue Grosvenor, Westmount, Harold S. Freeman, avocat, 4578, avenue Wilson, et Huguette Belisle, secrétaire, fille majeure, 2835, rue Goyer, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Trilon Construction Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 334 actions premières ou privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 600 actions privilégiées seconde ou catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13503-62 — 1140/31

Trilon Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John J. Wasserman, advocate, 513, Grosvenor Avenue, Westmount, Harold S. Freeman, advocate, 4578, Wilson Avenue, and Huguette Belisle, secretary, spinster of the full age of majority, 2835, Goyer Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Trilon Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 600 common shares of the par value of $10 each, 334 first or class "A" preferred shares of the par value of $100 each and 600 second or class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13503-62 — 1140/31

Trimont Building Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1962, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, C.R., 32, Summit Crescent, Westmount, Mitchell Klein, 2152, rue Noël, St-Laurent, tous deux avocats, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, 4650, avenue Madison, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Trimont Building Supplies Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13589-62 — 1141/90

Trimont Building Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philip Fischel Vineberg, Q.C., 32 Summit Crescent, Westmount, Mitchell Klein, 2152, Noël Street, St-Laurent, both advocates, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, 4650, Madison Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in building products, under the name of "Trimont Building Supplies Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13589-62 — 1141/90

David Tune & Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Gerald Freed, étudiant en droit, 1396, Carol Crescent, Chomedey, Lary Kolodny, avocat, 3, Finchley Road, Hampstead, Beverly Jones, secrétaire, épouse séparée de biens de Anthony Jones, 4230, Cavendish, Montréal, Irving I. Finkelberg, avocat, 652, Outremont, Outremont, Helen Lennon, secrétaire, épouse séparée de biens de Bernard Lennon, 1579, Centre, Verdun, et Irwin Gliserman, avocat, 5719, Brookside, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurances, sous le nom de « David Tune & Associates Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 276 ouest, rue St-Jacques, chambre 702, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13796-62 — 1142/119

David Tune & Associates Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gerald Freed, law-student, 1396, Carol Crescent, Chomedey, Larry Kolodny, advocate, 3 Finchley Road, Hampstead, Beverly Jones, secretary, wife separate as to property of Anthony Jones, 4230, Cavendish, Montreal, Irving I. Finkelberg, advocate 652, Outremont, Outremont, Helen Lennon, secretary, wife separate as to property of Bernard Lennon, 1579, Centre, Verdun, and Irwin Gliserman, advocate, 5719, Brookside, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brockers, under the name of "David Tune & Associates Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 9,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 276, St. James Street West, Room 702, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13796-62 — 1142/119

Typewriter and Office Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Edward G. Tannage, avocat et conseil en loi de la Reine, André Valiquette, avocat, et Jeannette Desjardins, sténographe, fille majeure, tous trois de 159 ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils et fournitures de bureau, sous le nom de « Typewriter and Office Equipment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Typewriter and Office Equipment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edward G. Tannage, advocate and Queen's Counsel, André Valiquette, advocate, and Jeannette Desjardins, stenographer, unmarried and of the full age of majority, all three of 159, Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in office equipment and furniture, under the name of "Typewriter and Office Equipment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of the par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 13759-62 — 1142/13

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 13759-62 — 1142/13

Lettres patentes supplémentaires

A & W Coffee Shop (Mountain) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 septembre 1962, à la compagnie « A & W Walk-In (Place des Arts) Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 21e jour d'août 1961, changeant son nom en celui de « A & W Coffee Shop (Mountain) Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 14219-61 — 1143/61

Beta Mu Medical Society Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour d'août 1962, à la compagnie « Beta Mu Medical Society Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23 août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 14137-56 — 1139/140

Capitol Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10 septembre 1962, à la compagnie « A B C Corporation », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5e jour de septembre 1944, 1° changeant son non en celui de « Capitol Investment Corporation »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° augmentant son capital de $20,000 à $40,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 4318-44 — 1140/85

Chalet Artistic Glass Ltd.
La Verrerie Artistique Chalet Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 avril 1962, à la compagnie « Murano Glass Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du

Supplementary Letters Patent

A & W Coffee Shop (Mountain) Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "A & W Walk-In (Place des Arts) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 21st day of August, 1961, changing its name to that of "A & W Coffee Shop (Mountain) Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 14219-61 — 1143/61

Beta Mu Medical Society Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Beta Mu Medical Society Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 14137-56 — 1139/140

Capitol Investment Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "A B C Corporation", incorporated by letters patent dated the 5th day of September, 1944, 1. changing its name to that of "Capitol Investment Corporation"; 2. extending its powers; 3. increasing its capital from $20,000 to $40,000, the additional capital stock being divided into 200 common shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 4318-44 — 1140/85

Chalet Artistic Glass Ltd.
La Verrerie Artistique Chalet Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Murano Glass Incorporated", incorporated by letters patent dated October 22, 1958, 1. changing its

22 octobre 1958, 1° changeant son nom en celui de « Chalet Artistic Glass Ltd.— La Verrerie Artistique Chalet Ltée »; 2° subdivisant ses 100 actions ordinaires de $100 chacune en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11 octobre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 12726-58 — 1139/68

La Compagnie Paul Godbout Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4 mai 1962, à « La Compagnie Paul Godbout Ltée », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 16787-59 — 1137/75

Crédit du Lac Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 septembre 1962, à la compagnie « Crédit du Lac Inc. », 1° convertissant 12,000 actions classe « B » de $1 chacune en 12,000 actions classe « A » de $1 chacune; 2° augmentant son capital de $150,000 à $500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 350,000 actions classe « A » de $1 chacune; 3° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 12984-62 — 1140/86

Daigle & Paul Limitée — Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 septembre 1962, à la compagnie « Daigle & Paul Limitée — Limited », 1° réduisant son capital de $199,900 à $150,000, le capital-actions annulé étant divisé en 499 actions privilégiées de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $150,000 à $900,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 75,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 473-24 — 1142/93

Delmar Fur Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18 septembre 1962, à la compagnie "Prima Fur Co. Ltd. », constituée en

name to "Chalet Artistic Glass Ltd.— La Verrerie Artistique Chalet Ltée"; 2. subdividing its 100 common shares of $100 each into 10,000 common shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of October, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 12726-58 — 1139/68

La Compagnie Paul Godbout Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Compagnie Paul Godbout Ltée", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 16787-59 — 1137/75

Crédit du Lac Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Crédit du Lac Inc.", 1. converting 12,000 class "B" shares of $1 each into 12,000 class "A" shares of $1 each; 2. increasing its capital stock from $150,000 to $500,000, the additional share capital being divided into 350,000 class "A" shares of $1 each; 3. altering certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 12984-62 — 1140/86

Daigle & Paul Limitée — Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Daigle & Paul Limitée — Limited", 1. reducing its capital stock from $199,900 to $150,000, the cancelled share capital being divided into 499 preferred shares of $100 each; 2. increasing its capital stock from $150,000 to $900,000, the additional share capital being divided into 75,000 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 473-24 — 1142/93

Delmar Fur Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Prima Fur Co. Ltd.", incorporated by letters

corporation par lettres patentes en date du 16e jour de janvier 1962, changeant son nom en celui de « Delmar Fur Corp. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 10236-62 — 1142/17

Durette Beauty Supply Ltd.
Les Produits de Beauté Durette Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 septembre 1962, à la compagnie « Cascades Beauty Supply Ltd. — Les Produits de Beauté Cascades Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23e jour de juin 1960, changeant son nom en celui de « Durette Beauty Supply Ltd. — Les Produits de Beauté Durette Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 12808-60 — 1141/94

Les Entreprises de Charlevoix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10 août 1962, à la compagnie « Les Entreprises de Charlevoix Inc. », 1° étendant ses pouvoirs; 2° convertissant 3,000 actions ordinaires de $100 chacune en 3,000 actions privilégiées de $100 chacune; 3° subdivisant 2,000 actions ordinaires de $100 chacune en 4,000 actions ordinaires de $50 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10 août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 10762-61 — 1137/81

Entreprises Francham Ltée
Francham Enterprises Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 septembre 1962, à la compagnie « Entreprises Francham Ltée — Francham Enterprises Ltd », 1° subdivisant 100 actions ordinaires de $100 chacune en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune; 2° convertissant 9,900 actions ordinaires de $1 chacune en 9,900 actions classe « A » de $1 chacune et convertissant 100 actions ordinaires de $1 chacune en 100 actions classe « B » de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 12480-54 — 1139/111

Harvine Sportswear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplé-

patent dated the 16th day of January, 1962, changing its name to that of "Delmar Fur Corp.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 10236-62 — 1142/17

Durette Beauty Supply Ltd.
Les Produits de Beauté Durette Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Cascades Beauty Supply Ltd.— Les Produits de Beauté Cascades Ltée", incorporated by letters patent dated the 23rd day of June, 1960, changing its name to that of "Durette Beauty Supply Ltd.— Les Produits de Beauté Durette Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 12808-60 — 1141/94

Les Entreprises de Charlevoix Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Entreprises de Charlevoix Inc.", 1. extending its powers; 2. converting 3,000 common shares of $100 each into 3,000 preferred shares of $100 each; 3. subdividing 2,000 common shares of $100 each into 4,000 common shares of $50 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 10762-61— 1137/81

Entreprises Francham Ltée
Francham Enterprises Ltd

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Entreprises Francham Ltée — Francham Enterprises Ltd", 1. subdividing 100 common shares of $100 each into 10,000 common shares of $1 each; 2. converting 9,900 common shares of $1 each into 9,900 class "A" shares of $1 each and converting 100 common shares of $1 each into 100 class "B" shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 12480-54 — 1139/111

Harvine Sportswear Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-

mentaires, en date du 26 septembre 1962, à la compagnie « Harvine Sportswear Ltd. », augmentant son capital de $20,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 6444-45 — 1142/136

Les Immeubles Beau-Lieu Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 août 1962, à la compagnie « Les Immeubles Beau-Lieu Ltée », augmentant son capital de $100,000 à $300,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,800 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 16083-59 — 1140/63

Les Industries Farnham Ltée
Farnham Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 juillet 1962, à la compagnie « Les Industries Farnham Ltée — Farnham Industries Ltd. », 1° changeant ses 500 actions ordinaires classe « A » de $100 chacune en 500 actions ordinaires sans valeur au pair; 2° réduisant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 500 actions privilégiées de $100 chacune; 3° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 9,500 actions ordinaires sans valeur au pair.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

1013-o 12878-55 — 1140/65

Limbour Plywood Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4 juillet 1962, à la compagnie « Limbour Plywood Limited », augmentant son capital de $100,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 7,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 15609-60 — 1137/82

Mashaal Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplé-

Governor of the Province of Quebec, to "Harvine Sportswear Ltd.", increasing its capital from $20,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 800 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 6444-45 — 1142/136

Les Immeubles Beau-Lieu Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Immeubles Beau-Lieu Ltée", increasing its capital stock from $100,000 to $300,000, the additional capital stock being divided into 2,000 common shares of $10 each and into 1,800 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 16083-59 — 1140/63

Les Industries Farnham Ltée
Farnham Industries Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, beating date the 24th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Industries Farnham Ltée — Farnham Industries Ltd.". 1. changing its 500 common class "A" shares of $100 each into 500 common shares of no par value; 2. reducing its capital stock, the cancelled share capital being divided into 500 preferred shares of $100 each; 3. increasing its capital stock, the additional share capital being divided into 9,500 common shares of no par value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

1013 12878-55 — 1140/65

Limbour Plywood Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Limbour Plywood Limited", increasing its capital stock from $100,000 to $200,000 the additional capital stock being divided into 7,500 common shares of $10 each and into 250 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 15609-60 — 1137/82

Mashaal Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Gover-

mentaires, en date du 24 août 1962, à la compagnie « Mashaal Enterprises Ltd. », modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 10906-59 — 1139/119

nor of the Province of Quebec, to "Mashaal Enterprises Ltd.", modifying the privileges and restrictions attaching to its preferred shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 10906-59 — 1139/119

Alfred N. Miller Holdings Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 septembre 1962, à la compagnie « Alfred N. Miller Holdings Corp. », 1° diminuant son capital de $100,000, à $10,000, le capital-actions annulé étant divisé en 3,600 actions privilégiées de $25 chacune; 2° subdivisant 200 actions privilégiées de $25 chacune en 1,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 12034-59 — 1140/72

Alfred N. Miller Holdings Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Alfred N. Miller Holdings Corp.", 1. reducing its capital from $100,000 to $10,000, the capital stock annulled being divided into 3,600 preferred shares of $25 each; 2. subdividing 200 preferred shares of $25 each into 1,000 preferred shares of $5 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 12034-49 — 1140/72

Montreal Floor and Wall Tile Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 août 1962, à la compagnie « Montreal Floor and Wall Tile Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 10049-59 — 1139/121

Montreal Floor and Wall Tile Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Montreal Floor and Wall Tile Ltd.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 10049-59 — 1139/121

Pays du Nord Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 août 1962, à la compagnie « Pays du Nord Construction Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29 août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13650-60 — 1140/74

Pays du Nord Construction Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Pays du Nord Construction Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13650-60 — 1140/74

Pierce Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 septembre 1962, à la compagnie « Benka Investment Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 29e jour de mai 1962, changeant son nom en celui de « Pierce Investment Corp. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 12327-62 — 1142/33

Pierce Investment Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Benka Investment Corp.", incorporated by letters patent dated the 29th day of May, 1962, changing its name to that of "Pierce Investment Corp.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 12327-62 — 1142/33

Prudential Coal & Oil Company
La Compagnie de Charbon
et d'Huile Prudentiel

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18 septembre 1962, à la compagnie « Prudential Coal and Oil Company », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23e jour de mars 1914, changeant son nom en celui de « Prudential Coal & Oil Company — La Compagnie de Charbon et d'Huile Prudentiel ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 620-14 — 1141/98

Prudential Coal & Oil Company
La Compagnie de Charbon
et d'Huile Prudentiel

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Prudential Coal and Oil Company", incorporated by letters patent dated the 23rd day of March, 1914, changing its name to that of "Prudential Coal & Oil Company — La Compagnie de Charbon et d'Huile Prudentiel".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 620-14 — 1141/98

Ruam Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 août 1962, à la compagnie « Ruam Enterprises Inc. », 1° modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses 6,000 actions privilégiées de $1 chacune; 2° augmentant son capital-actions de $10,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 11,000 actions ordinaires de $1 chacune et 79,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17 août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 14756-58 — 1140/97

Ruam Enterprises Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Ruam Enterprises Inc.", 1. modifying the privileges and restrictions attached to its 6,000 preferred shares of $1 each; 2. increasing its capital from $10,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 11,000 common shares of $1 each and 79,000 preferred shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 14756-58 — 1140/97

Sabre Service Station Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4 septembre 1962, à la compagnie « Kelwon Parking Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 16e jour de février 1961, changeant son nom en celui de « Sabre Service Station Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 10833-61 — 1140/27

Sabre Service Station Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Kelwon Parking Corp.", incorporated by letters patent dated the 16th day of February, 1961, changing its name to that of "Sabre Service Station Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 10833-61 — 1140/27

Standard Wiping Products Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4 septembre 1962, à la compagnie « Standard Wiping Products Co. Ltd. », augmentant son capital-actions de $100,000, à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 6806-49 — 1139/131

Standard Wiping Products Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of September 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Standard Wiping Products Co. Ltd.", increasing its capital from $100,000 to $200,000, the additional capital stock being divided into 1,000 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 6806-49 — 1139/131

Telmont Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 juillet 1962, à la compagnie « Telmont Investment Corp. », augmentant son capital de $10,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et 60,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19 juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 15080-59 — 1136/20

Telmont Investment Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Telmont Investment Corp.", increasing its capital from $10,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 30,000 common shares of $1 each and 60,000 preferred shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 15080-59 — 1136/20

Transvision (Granby) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 août 1962, à la compagnie « Transvision (Granby) Inc. », augmentant son capital de $80,000 à $140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 10855-62 — 1139/137

Transvision (Granby) Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Transvision (Granby) Inc.", increasing its capital stock from $80,000 to $140,000, the additional capital stock being divided into 600 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 10855-62 — 1139/137

Up-Town Automobiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 septembre 1962, à la compagnie « Up-Town Automobiles Ltd. », refondant et convertissant 5,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune en 50 actions ordinaires de $100 chacune; 2° refondant et convertissant 1,530 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune en 153 actions ordinaires de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13847-61 — 1142/43

Up-Town Automobiles Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Up-Town Automobiles Ltd.", 1. to merge and convert 5,000 preferred shares class "A" of $1 each into 50 common shares of $100 each; 2. to merge and convert 1,530 preferred shares class "B" of $10 each into 153 common shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13847-61 — 1142/43

Vilas Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 septembre 1962, à la compagnie « Vilas Company Limited », 1° diminuant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 90,983 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 36,000 actions privilégiées de $5 chacune; 2° convertissant 109,017 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair en 109,000 actions, catégorie « A », sans valeur nominale ou au pair et 17 actions, catégorie « B », sans valeur nominale ou au pair.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013 3189-50 — 1140/33

Vilas Company Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Vilas Company Limited", 1. reducing its capital stock annulled being divided into 90,983 common shares without nominal or par value and 36,000 preferred shares of $5 each; 2. converting 109,017 common shares without nominal or par value into 109,000 class "A" shares without nominal or par value and 17 class "B" shares without nominal or par value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013-o 3189-50 — 1140/33

Lucien Vincent Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 août 1962, à la compagnie « Lucien Vincent Ltée », augmentant son capital de $350,000 à $500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 16837-59 — 1140/104

Lucien Vincent Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Lucien Vincent Ltée", increasing its capital stock from $350,000 to $500,000, the additional capital stock being divided into 1,500 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 16837-59 — 1140/10$_4$

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1821

Québec, le 24 octobre 1962.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux charpentiers-doubleurs navigation océanique, dans le port de Montréal'

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

« The Shipping Federation of Canada Inc .», agissant au nom et pour le compte des compagnies de navigation dont les vaisseaux prennent ou laissent leur cargaison dans le Port de Montréal,

Et, D'AUTRE PART:

International Longshoremen's Association et son local affilié numéro 1552,
pour les employeurs et les salariés des occupations visées, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 décembre 1961;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 décembre 1961.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1821

Quebec, October 24, 1962.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the shipliners — ocean navigation — in the Harbour of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have petitioned the Minister of Labour to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Shipping Federation of Canada Inc., acting for and on behalf of the steamship companies loading and discharging ocean vessels in the Harbour of Montreal,

And, ON THE OTHER PART:

International Longshoremen's Association and its affiliated local number 1552,
for the employers and the employees of the occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 16, 1961;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the petition;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted pursuant to the provisions of the said Collective Agreemten Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 16, 1961;

I. *a) Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend le port de Montréal.

b) Juridiction industrielle: Le décret s'applique à tout travail d'agencement (fitting) exécuté dans le port de Montréal sur les océaniques faisant le transport du grain et des bestiaux. Il comprend tout travail se rapportant à l'érection des cloisons ou d'appuis et à l'assujettissement de cargaisons, d'écoutilles ou de cargaisons placées sur le pont, à la réparation et à la construction d'appareils d'arrimage en bois neuf ou usagé, excepté si on emploie à cette fin des employés permanents préposés aux appareils d'arrimage. Alors cette partie de la clause se rapportant aux appareils d'arrimage ne s'applique pas. Ceci ne doit pas empêcher les employeurs ou leurs sous-entrepreneurs de réparer l'appareillage ou de faire faire de nouveaux appareils d'arrimage en dehors du port de Montréal.

II. *Taux minima de salaires:* Les salariés assujettis au décret doivent recevoir les taux minima de salaires suivants:

I. *a) Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Harbour of Montreal.

b) Industrial jurisdiction: The decree shall cover all fittings of ocean vessels lying in the harbour for grain and cattle, including all work of grain fitting, shoring and securing of cargoes, lashing of hold or deck cargoes, repairing and construction of all wooden stevedoring gear, new or used, except where permanent gear men are employed, then this part of the clause referring to gear men does not apply. This does not preclude the employers or their sub-contractors from repairing gear or having new gear constructed outside the Montreal harbour area.

II. *Minimum rates of wages:* Employees governed by the decree shall be paid the following minimum rates of wages:

a) Conditions générales de travail — General working conditions

	Minuit Mid'n. à-to 5 a.m.	5 a.m. à-to 8 a.m.	8 a.m. à-to Midi Noon	Midi Noon à-to 1 p.m.	1 p.m. à-to 5 p.m.	5 p.m. à-to 6 p.m.	6 p.m. à-to 7 p.m.	7 p.m. à-to 11 p.m.	11 p.m. à-to Minuit Mid'n.
Lundi au vend. incl.— Monday to Fri. incl.	$3.49½	$6.99	$2.33	$4.66	$2.33	$3.49½	$6.99	$3.49½	$6.99
Samedis (ordinaires) — Saturday (normal)	3.49½	6.99	2.33	4.66	3.49½	3.49½	6.99	3.49½	6.99
Dimanche et fêtes (except. samedis) — Sundays and Holidays (excl. Sat.)	6.99	13.98	4.66	9.32	4.66	6.99	13.98	6.99	13.98
Samedis (fêtes) — Holiday Saturdays	6.99	13.98	4.66	9.32	6.99	6.99	13.98	6.99	13.98

b) Chargements de soufre et d'engrais chimique (travail fait avec du vieux bois) Bulk sulphur or bulk fertilizer (Refitting with old wood)

Lundi au vend. incl.— Monday to Fri. incl.	3.64½	7.29	2.43	4.86	2.43	3.64½	7.29	3.64½	7.29
Samedis (ordinaires) — Saturday (normal)	3.64½	7.29	2.43	4.86	3.64½	3.64½	7.29	3.64½	7.29
Dimanches et fêtes (except. samedis) — Sundays and Holidays (excl. Sat.)	7.29	14.58	4.86	9.72	4.86	7.29	14.58	7.29	14.58
Samedis (fêtes) — Holiday Saturdays	7.29	14.58	4.86	9.72	7.29	7.29	14.58	7.29	14.58

c) Nettoyage des cales, etc.—Cleaning of holds, etc.

Lundi au vend. incl.— Monday to Fri. incl.	3.72	7.44	2.48	4.96	2.48	3.72	7.44	3.72	7.44
Samedis (ordinaires) — Saturdays (normal)	3.72	7.44	2.48	4.96	3.72	3.72	7.44	3.72	7.44
Dimanches et fêtes (except. samedis) — Sundays and Holidays (excl. Sat.)	7.44	14.88	4.96	9.92	4.96	7.44	14.88	7.44	14.88
Samedis (fêtes) — Holiday Saturdays	7.44	14.88	4.96	9.92	7.44	7.44	14.88	7.44	14.88

d) Travail dangereux — Hazardous cargo

Lundi au vend. incl.— Monday to Fri. incl.	4.02	8.04	2.68	5.36	2.68	4.02	8.04	4.02	8.04
Samedis (ordinaires) — Saturday (normal)	4.02	8.04	2.68	5.36	4.02	4.02	8.04	4.02	8.04
Dimanches et fêtes (except. samedis) — Sundays and Holidays (excl. Sat.)	8.04	16.08	5.36	10.72	5.36	8.04	16.08	8.04	16.08
Samedis (fêtes) — Holidays Saturdays	8.04	16.08	5.36	10.72	8.04	8.04	16.08	8.04	16.08

À ces taux doit s'ajouter une contribution de vingt-neuf cents ($0.29) par homme-heure de travail par tous les employeurs visés à la « Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds », afin d'assurer des prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles.

III. *Jours de fête chômés:* Les jours suivants sont considérés comme jours de fête chômés: les dimanches, le Vendredi-Saint, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le 1er juillet (Confédération) et la Toussaint. Tout travail exécuté ces jours-là doit être rémunéré au double du salaire régulier.

Lorsqu'une de ces fêtes tombe un dimanche et que le lundi suivant est proclamé jour de fête par le Gouvernement, tel lundi est considéré comme jour de fête en vertu du présent paragraphe.

IV. Tout travail exécuté pendant les heures de repas doit être rémunéré aux taux de salaire établi pour ces heures et ce, pour chaque heure subséquente également, jusqu'à ce que les salariés soient renvoyés pour leur repas. Les salariés ne doivent pas être requis de travailler pendant deux périodes consécutives de repas.

V. *Travail de jour: a)* Les heures de commencement pour le travail de jour sont 8 a.m. et 1 p.m.

b) Les hommes appelés pour 8 a.m. ou 1 p.m. doivent recevoir une rémunération minimum de deux (2) heures, à moins que les conditions atmosphériques ne rendent le travail impossible ou qu'il s'agisse de l'appel pour 8 a.m. le lundi ou le lendemain d'un jour de fête où la rémunération minimum de deux (2) heures n'est payée que si les hommes commencent à travailler. La rémunération minimum de deux (2) heures pour l'appel de 1 p.m. ne s'applique pas lorsque le travail sur un vaisseau est sur le point de se terminer; il y aura alors une rémunération minimum d'une (1) heure seulement.

c) Les appels pour 8 a.m. exception faite du lundi et du lendemain d'un jour de fête, doivent être donnés avant 5 p.m. le jour précédent à moins qu'il s'agisse d'hommes qui ont travaillé pendant la période précédente de 7 p.m.; les appels doivent alors être signifiés avant que les hommes quittent le travail.

d) Les appels pour 1 p.m. pour les hommes qui n'ont pas travaillé dans l'avant-midi doivent être donnés avant 8 a.m. le même jour.

e) Si un homme est appelé pour 8 a.m. exception faite du lundi ou du lendemain d'un jour de fête, et s'il a droit à la rémunération minimum de deux (2) heures parce qu'il n'est pas mis au travail et s'il est rappelé pour 1 p.m. le même jour, il doit alors recevoir une rémunération minimum additionnelle d'une (1) heure, à moins que les conditions atmosphériques ne rendent le travail impossible.

VI. *Travail de nuit: a)* Les salariés requis de travailler la nuit doivent être appelés pour 7 p.m. et rémunérés conformément au taux réglementaire à compter de cette heure jusqu'à leur renvoi; si leurs services ne sont pas requis, ils doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux (2) heures de travail.

b) Les appels pour 7 p.m. qui s'adressent à des hommes qui n'ont pas travaillé dans l'après-midi doivent être donnés au plus tard à 1 p.m.

c) Lorsque les hommes reprennent le travail à minuit, ils doivent recevoir plein salaire jusqu'à l'heure régulière de cessation du travail à moins que le travail sur le vaisseau ne soit sur le point de se terminer; ils sont alors rémunérés jusqu'à ce que le travail dans leur écoutille ne soit terminé, avec un minimum de deux (2) heures de rémunération. Lorsqu'il faut renvoyer les hommes à cause de la température, ces derniers doivent

There shall be a contribution of twenty-nine cents ($0.29) per man-hour worked, by all employers concerned, to the Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds to provide Pension. Welfare and Vacation benefits to eligible employees.

III. *Holidays:* The following days shall be considered as holidays: Sundays, Good Friday, St. John the Baptist Day, July 1, (Confederation Day) and all Saints Day. All time worked on such days shall be paid double time.

Should any of these holidays fall on a Sunday and the following Monday is proclaimed a holiday by the Government, such Monday shall be considered a holiday under this paragraph.

IV. Should the employees be required to work any meal hour, they shall receive the meal hour rate for that hour and for each succeeding hour until discharged for meals. The employees shall not be required to work through two (2) successive meal hours.

V. *Daŷ work: a)* Starting times for day work shall be 8:00 a.m. and 1:00 p.m.

b) Men ordered out for 8:00 a.m. or 1:00 p.m. shall be paid a two (2) hour minimum except if weather conditions prevent working and except for the 8:00 a.m. call on Monday or the day following a holiday when the two (2) hour minimum shall only apply if the men start work. The two (2) hour minimum for the 1:00 p.m. call does not apply in the case of a ship finishing when one (1) hour minimum only shall apply.

c) Orders for men required for 8:00 a.m., except on Monday or the day following a holiday, shall be given before 5:00 p.m. the previous day, except for men who have worked during the previous 7:00 p.m. period, in which case such orders shall be given before the gang knocks off.

d) Orders for men required for 1:00 p.m. and who have not worked during the morning period shall be given before 8:00 a.m. of that day.

e) If a man is ordered out for 8:00 a.m. except on Monday or the day following a holiday and becomes entitled to the two (2) hour minimum because of not being put to work, and is re-ordered out for 1:00 p.m. on the same day then if not put to work he shall become entitled to one (1) additional hour minimum except if weather conditions prevent working.

VI. *Night work: a)* The employees required to work during the night must be called for 7:00 p.m. and paid full time from this hour until discharged: should their services not be required, they shall receive a minimum of two (2) hours' pay.

b) Orders for men required for 7:00 p.m. and who have not been working during the afternoon shall be given on or before 1:00 p.m.

c) When men resume work at midnight, they shall be paid full rate until regular knocking off time except when ship is finishing, in which case they will be paid until their hatch is completed, but not less than two (2) hours. If men have to be knocked off owing to weather conditions, they shall be paid until time knocked off, but not less than two (2) hours.

être rémunérés jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés, avec un minimum de deux (2) heures de rémunération.

VII. *a*) L'écoulement du grain dans les conduits doit cesser pendant que les salariés descendent dans la cale pour y travailler; deux (2) salariés doivent demeurer sur le pont pendant ce temps, si nécessaire.

b) Tout travail exécuté avec du vieux bois dans les cales des vaisseaux ayant contenu ou contenant des chargements de soufre ou d'engrais chimique doit être rémunéré selon l'article II-*b*). Si on utilise du bois neuf les taux de l'article II-*a*) s'appliquent.

c) S'il est nécessaire d'installer des bardis de l'avant à l'arrière dans les cales n'ayant pas de cloison longitudinale fixe, une équipe composée d'au moins douze (12) salariés doit être employée; l'emploi d'une équipe d'au moins dix (10) salariés est exigé lors de l'installation de bardis dans les écoutilles munies ou non d'alimentateur (« feeder »). Des membres de cette équipe peuvent toutefois être employés à l'exécution d'un travail accessoire, tel que celui qui consiste à faire des divisions, pendant que les autres membres de l'équipe continuent leur travail. Si les charpentiers-doubleurs ne peuvent fournir le nombre total de salariés requis, les employeurs ou les contracteurs-arrimeurs ont toute latitude dans la distribution des salariés disponibles.

d) Lorsque les salariés sont employés au nettoyage des fonds ou cales dans lesquelles du noir de fumée ou de charbon en sacs, de la chaux en sacs, du ciment en sacs, du nitrate, du soufre, du minerai, de la potasse, des sacs de soude, des cargaisons de porcelaine, d'engrais chimique, de peaux humides en sacs, en paquets ou libres, ou de charbon ont été arrimés, les taux de salaire horaire sont ceux mentionnés à l'article II-*c*).

Ces taux s'appliquent aussi lorsque les salariés doivent travailler dans des chambres frigorifiques à une température de 32 degrés Fahrenheit ou plus basse, ou sont requis de faire le vidage (bleeding) de sacs de grain.

e) Lorsque les salariés sont employés sur un vaisseau prenant charte d'engrais ammoniacal, ou qui en est déjà chargé, les taux de salaire sont ceux mentionnés à l'article II-*d*). Ces taux majorés doivent être également payés pour la manipulation de toute marchandise dangereuse et dont le chargement doit être fait à un certain quai et dans des conditions spéciales exigées par les autorités du port, et ce, en vertu des règlements établis par le Gouvernement.

f) Les hommes appelés les dimanches ou les jours de fête mentionnés à l'article III doivent recevoir une rémunération équivalente à deux (2) heures de travail, au taux en vigueur pour chaque appel, qu'ils soient mis au travail ou non.

g) La semaine de travail, pour fins de rémunération, se termine à minuit le samedi; on doit commencer d'en effectuer le paiement au plus tard le vendredi suivant à 10 a.m.

VIII. La distribution des heures de travail ci-haut mentionnées est faite à condition que les parties aux présentes prennent toutes les mesures possibles afin d'éviter que la moyenne des heures de travail n'excède quarante-huit (48) par semaine.

IX. Le présent décret abroge le décret numéro 843 du 15 août 1956 et ses amendements.

X. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1962. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne

VII. *a*) The running of the grain in the pipes shall be stopped while the men go down in the hold to work; two (2) men to stand on deck during that time if necessary.

b) For work performed in holds of steamers, in which bulk sulphur or bulk fertilizer has been stowed and where old wood is being used the rates as per article II-*b*) shall be paid. Where new wood is used, the rates shall be as per article II-*a*).

c) A minimum gang of twelve (12) men shall be employed when hold require shifting boards for fore and aft and have no permanent longitudinal bulkheads, and a minimum gang of ten (10) men shall be employed when putting up shifting boards in hatchways with or without feeders but members of this gang can be utilized for minor work, such as making separations, the balance of the gang continuing their work while these members are so employed. In the event of the ship liners being unable to furnish the full number of men required, the Companies and/or Contracting Stevedores have the right of distribution of men available.

d) Rates as per article II-*c*) shall be paid where employees are employed for cleaning of holds or bilges in which nitrate, lamp-black or carbon-black in bags, lime in bags, cement in bags, bulk sulphur, bulk ore, potash, soda ash in bags, full cargoes of china clay and fertilizer, wet hides in bags, bundle or loose, or coal have been stowed.

Such rates also apply when employees are ordered to work in refrigerator compartments where the temperature is 32 degrees Fahrenheit or lower, or when employed in "bleeding" of grain bags.

e) Rates of pay as per article II-*d*) shall be paid where employees are employed on ships on which ammonium nitrate fertilizer is being or has been loaded or on ships on which any other hazardous cargo which, in accordance with Government regulations, has to be loaded at a specified pier under special loading restrictions imposed by harbour authorities.

f) Men ordered out on Sunday or holidays mentioned in article III shall receive two (2) hours' pay for each period ordered out, whether put to work or not.

g) All payrolls to close at twelve o'clock midnight on Saturday and payment of wages shall commence not later than 10:00 a.m. the following Friday.

VIII. The above distribution of working hours is made on the condition that the parties hereto shall take such steps as lie within their competence to ensure that the average number of hours per week shall not exceed forty-eight (48).

IX. The present decree repeals decree number 843 of August 15, 1956 and its amendments.

X. *Duration of the decree:* The decree shall remain effective until the 31st of December, 1962. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party

donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire au moins soixante (60) jours avant le 31 décembre 1962 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

JACQUES PRÉMONT,
1015-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

serves written notice on the other party, to the contrary at least sixty (60) days prior to December 31, 1962, or prior to December 31, of any subsequent year. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour.

JACQUES PRÉMONT,
1015-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1824

Québec, le 24 octobre 1962.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux vérificateurs, navigation océanique, du port de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

« The Shipping Federation of Canada Inc. », agissant au nom et pour le compte des compagnies de navigation dont les vaisseaux prennent ou laissent leur cargaison dans le Port de Québec,

Et, D'AUTRE PART:

« International Longshoremen's Association » et son local numéro 1605,
pour les employeurs et les salariés des occupations visées, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 décembre 1961;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 décembre 1961.

I. *Juridiction territoriale et professionnelle:* Le présent décret s'applique aux vérificateurs qui travaillent sur les navires océaniques dans le port de Québec.

II. *Heures de travail:* Les heures de travail sont réparties entre 8 a.m. et midi; 1 p.m. et 6 p.m., 7 p.m. et minuit, et 1 a.m. et 7 a.m. On peut cependant, les jours de semaine, commencer le travail à 7 a.m. en payant salaire double entre 7 a.m. et 8 a.m. seulement.

III. *Taux minima de salaire:* Les salariés assujettis au décret doivent recevoir les taux minima de salaire suivants:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1824

Quebec, October 24, 1962.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the checkers, ocean navigation, in the Harbour of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have petitioned the Minister of Labour to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Shipping Federation of Canada Inc., acting for and on behalf of the steamship companies loading and discharging ocean vessels in the Harbour of Quebec,

And, ON THE OTHER PART:

International Longshoremen's Association and its local number 1605,
for the employers and employees of the occupations concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 16, 1961;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the petition;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 16, 1961.

I. *Territorial and professional jurisdiction:* The present decree applies to the checkers of the Harbour of Quebec working on ocean vessels.

II. *Hours of works:* The working hours shall be from 8:00 a.m. to 12:00 noon; 1:00 p.m. to 6:00 p.m.; 7:00 p.m. to midnight; and 1:00 a.m. to 7:00 a.m. except that work may be started on weekdays at 7:00 a.m. and double time to be paid between 7:00 a.m. and 8:00 a.m. only.

III. *Minimum rates of wages:* Employees governed by the decree shall be paid the following minimum rates of wages:

a) Conditions générales de travail — General working conditions

	Minuit Mid'n. à-to 1 a.m.	1 a.m. à-to 7 a.m.	7 a.m. à-to 8 a.m.	8 a.m. à-to Midi Noon	Midi Noon à-to 1 p.m.	1 p.m. à-to 5 p.m.	5 p.m. à-to 6 p.m.	6 p.m. à-to 7 p.m.	7 p.m. à-to Minuit Mid'n.
Lundi au vend. incl.— Monday to Fri. incl.	$6.30	$3.15	$6.30	$2.10	$4.20	$2.10	$3.15	$6.30	$3.15
Samedis (ordinaires) — Saturday (normal)	6.30	3.15	6.30	2.10	4.20	3.15	3.15	6.30	3.15
Dimanches et fêtes (except. samedis) — Sundays and Holidays (excl. Sat.)	12.60	6.30	12.60	4.20	8.40	4.20	6.30	12.60	6.30
Samedis (fêtes) — Holiday Saturdays	12.60	6.30	12.60	4.20	8.40	6.30	6.30	12.60	6.30
b) Endroits dangereux — Hazardous work									
Lundi au vend. incl.— Monday to Fri. incl.	7.35	3.67½	7.35	2.45	4.90	2.45	3.67½	7.35	3.67½
Samedis (ordinaires) — Saturday (normal)	7.35	3.67½	7.35	2.45	4.90	3.67½	3.67½	7.35	3.67½
Dimanches et fêtes (except. samedis) — Sundays and Holidays (excl. Sat.)	14.70	7.35	14.70	4.90	9.80	4.90	7.35	14.70	7.35
Samedis (fêtes) — Holiday Saturdays	14.70	7.35	14.70	4.90	9.80	7.35	7.35	14.70	7.35

Note: 1) En ce qui a trait aux taux payable de 7 a.m. à 8 a.m. et de 8 a.m. à midi, les dimanches et jours de fêtes, il faut tenir compte des dispositions de l'article IV-*b*) où une exception est prévue pour l'heure du déjeuner.

2) Pour les taux payables pour le travail de jour ou de nuit exécuté par équipe, il faut tenir compte de l'article IV-*d*).

À ces taux doit s'ajouter une contribution de vingt-neuf cents ($0.29) par homme-heure de travail par tous les employeurs visés, à la « Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds », afin d'assurer des prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles.

IV. *Dispositions spéciales relatives aux heures de travail et aux taux de salaires: a*) Lorsque les vérificateurs sont requis de travailler pendant les heures des repas, ils doivent recevoir salaire double pour la période du repas et pour chaque heure subséquente jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés.

b) Les heures des repas sont les suivantes: de 7 a.m. à 8 a.m.; de midi à 1 p.m.; de 6 p.m. à 7 p.m.; de minuit à 1 a.m. à l'exception des dimanches, du Vendredi-Saint, de l'Ascension, de l'Immaculée Conception, et de la Toussaint, de Noël et du Premier de l'An, où l'heure du déjeuner est de 7 a.m. à 9 a.m.

c) Toutefois, lorsque à cause de l'arrivée ou du départ d'un paquebot il faut procéder au travail de vérification des bagages de la malle, des messageries et des passerelles pendant une période de repas, excepté entre 7 a.m. à 8 a.m. les jours de semaine ordinaires, on doit payer les taux établis pour les heures des repas pour telles heures et taux simple par la suite.

d) Lorsque le travail sur un vaisseau se poursuit le jour et la nuit, par équipe, le taux régulier est payé et le jour et la nuit, y compris les dimanches et les jours de fête à l'exception des heures des repas entre 7 a.m. et 8 a.m. et entre 6 p.m. et 7 p.m.

e) Les employeurs doivent éviter autant que possible de faire travailler les salariés pendant les heures des repas ainsi que les dimanches et jours de fête.

f) Pour tout appel au travail, les vérificateurs doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux (2) heures de travail excepté

Note: 1) The rates shown from 7:00 a.m. to 8:00 a.m. and from 8:00 a.m. to noon on Sundays and holidays are subject to article IV-*b*) where an exception is provided for the breakfast meal hour.

2) For rates applicable to vessels working day and night on shifts, see article IV-*d*).

There shall be a contribution of twenty-nine cents ($0.29) per man-hour worked, by all employers concerned to the Shipping Federation of Canada.— I.L.A. Trust Funds to provide Pension. Welfare and Vacation benefits to eligible employees.

IV. *Special privisions respecting hours of work and rates of wages: a*) When checkers are required to work any meal hour they shall receive double time for that hour and for each succeeding hour until discharged.

b) Meal hours shall be from 7:00 a.m. to 8:00 a.m., 12.00 noon to 1:00 p.m., 6:00 p.m. to 7:00 p.m., 12:00 midnight to 1:00 a.m., except that on Sundays, Good Friday, Ascension Day, Immaculate Conception, All Saints Day, Christmas Day and New Year's Day, the breakfast meal hour shall be from 7:00 a.m. to 9:00 a.m.

c) However, when the arrival or departure of passenger vessels make it necessary to start checking baggage, mail, express and gangways on a meal hour, except between 7:00 a.m. and 8:00 a.m. on ordinary week days, the meal hour rate shall be paid during the meal hour only and regular rate thereafter.

d) When any vessel is worked day and night on shifts, the ordinary rate of wages shall be payable during any day and night hour, including Sunday and holidays, except for meal hours between 7:00 a.m. and 8:00 a.m., and between 6:00 p.m. and 7:00 p.m.

e) Employees shall not be required to work through meal periods, nor on Sundays and holidays, if this can be reasonably avoided by the employers.

f) When checkers are ordered out to work they shall be paid a minimum of two (2) hours at all times except between the hours of 1:00 a.m.

entre 1 a.m. et 6 a.m. où ils doivent recevoir une rémunération équivalente à trois (3) heures de travail. Le jour on doit les appeler au moins deux (2) heures à l'avance; cependant les appels pour 3 p.m. ainsi que pour la nuit et les dimanches, doivent être signifiés au moins trois (3) heures à l'avance.

V. *Jours de fête:* Les jours suivants sont considérés comme jours chômés: les dimanches, le Vendredi-Saint, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la Fête du Travail et la Toussaint, le jour de Noël et le Premier de l'An. Si l'une de ces fêtes tombe un dimanche et si le lundi suivant est proclamé jour de fête par le Gouvernement, tel lundi doit alors être considéré comme un jour de fête.

VI. *Dispositions spéciales: a*) Tout salarié qu'on réprimande ou qui se considère injustement traité a le droit de soumettre son cas à son employeur avec l'aide d'un membre du Comité des Vérificateurs. Par la suite, il peut s'il le désire et par l'entremise du Comité des Vérificateurs, soumettre son cas à la « Shipping Federation of Canada ». Toutefois, un salarié en état d'ivresse au travail ou qui fume dans ou sur une écoutille peut être renvoyé en tout temps; une deuxième offense le rend possible d'une suspension illimitée.

b) Lorsque les vérificateurs travaillent sur ou près d'un navire où il y a chargement ou déchargement d'engrais ammoniacal (aeroprills et nitraprills) ou de toute cargaison dangereuse laquelle doit, en vertu de règlements du Gouvernement, être chargée ou déchargée à un quai déterminé et est soumise à des restrictions spéciales, quant à sa manipulation imposées par les autorités du Port, les taux de salaire sont ceux mentionnés à l'article III-*b*).

c) Les salariés doivent savoir avant l'expiration de toute période de travail si leurs services seront requis pour la période suivante.

d) Tout vérificateur employé temporairement comme premier vérificateur à l'arrimage doit recevoir un supplément de dix cents ($0.10) l'heure.

e) Les vérificateurs affectés au travail de bureau doivent recevoir un supplément de cinq cents ($0.05) l'heure.

f) L'identification des cargaisons à bord des vaisseaux au moyen de peinture fait partie du travail des vérificateurs.

VII. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1962. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie au moins soixante (60) jours avant le 31 décembre de l'année 1962 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

JACQUES PRÉMONT,
1015-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1825

Québec, le 24 octobre 1962.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux débardeurs du Port de Trois-Rivières — navigation océanique.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après

and 6:00 a.m. in which case they shall be paid a minimum of three (3) hours. Also, checkers shall be given two (2) hours notice for day calls except that three (3) hours' notice shall be given for the 3:00 p.m. call and for night and Sunday calls.

V. *Holidays:* The following days shall be considered as holidays: Sundays, Good Friday, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints' Day, Christmas Day and New Year's Day. If any of these holidays fall on a Sunday and the following Monday is proclaimed a holiday by the Government, such Monday shall be considered a holiday.

VI. *Special provisions: a*) An employee disciplined, or who considers himself unfairly treated, shall be entitled to submit his case to his employer with the assistance of a member of the Checkers' Committee. Thereafter, if he so desires, an employee may submit his case through the medium of the Checkers' Committee to the Shipping Federation of Canada. However, any employee under the influence of liquor while at work or found smoking in or over a hatch may be discharged at any time and for a second offense may be discharged indefinitely.

b) The rates of pay as per article III-*b*) shall be paid to checkers working on board or at ships side in connection with a vessel which is discharging or loading ammonium nitrate fertilizer (aeropril's and nitraprills) or in the case of any other hazardous cargo which, in accordance with Government regulations, has to be loaded or discharged at a special pier, under special loading or discharging restrictions imposed by harbour authorities.

c) Employees shall be informed before the expiry of any working period if they will be required for the following period.

d) Checkers, when employed temporarily as Head Checkers on stowage, shall be paid ten cents ($0.10) per hour additional to prevailing rate.

e) Checkers employed in office work shal receive five cents ($0.05) per hour additional to prevailing rate.

f) Making paint separations on cargoes on board vessels shall be included in the work done by checkers.

VII. *Duration of the decree:* The decree remains in force until December 31, 1962. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notified the other party, in writing, to the contrary at least sixty (60) days before December 31, 1962, or before December 31 of any subsequent year. Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour.

JACQUES PRÉMONT,
1015-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1825

Quebec, October 24, 1962.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the longshoremen of the Harbour of Trois-Rivières — ocean navigation.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have

mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

« The Shipping Federation of Canada Inc. », agissant au nom et pour le compte des compagnies de navigation dont les vaisseaux prennent ou laissent leur cargaison dans le Port de Trois-Rivières;

Et, D'AUTRE PART:

« International Longshoremen's Association » et son local numéro 1846;
pour les employeurs et les salariés des occupations visées suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 décembre 1961;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 décembre 1961.

I. *a) Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend le port de Trois-Rivières.

b) Juridiction industrielle: Le décret s'applique aux débardeurs affectés au chargement et au déchargement des océaniques dans le port de Trois-Rivières.

II. *Taux minima de salaires:* Les salariés assujettis au décret doivent recevoir les taux minima de salaires suivants:

petitioned the Minister of Labour to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Shipping Federation of Canada Inc., acting for and on behalf of the steamship companies loading and discharging ocean vessels in the Harbour of Trois-Rivières;

And, ON THE OTHER PART:

International Longshoremen's Association and its local number 1846;
for the employers and the employees of the occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 16, 1961;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the petition;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted pursuant to the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941 chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 16, 1961.

I. *a) Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the Harbour of Trois-Rivières.

b) Industrial jurisdiction: The decree applies to the longshoremen employed in the loading and unloading of ocean vessels in the Harbour of Trois-Rivières.

II. *Minimum rates of wages:* Employees governed by the decree shall be paid the following minimum rates of wages:

a) Conditions générales de travail — General working conditions

	Minuit Mid'n. à-to 1 a.m.	1 a.m. à-to 6 a.m.	6 a.m. à-to 8 a.m.	8 a.m. à-to Midi	Midi Noon à-to 1 p.m.	1 p.m. à-to 5 p.m.	5 p.m. à-to 6 p.m.	6 p.m. à-to 7 p.m.	7 p.m. à-to Minuit Mid'n.
Lundi au vend. incl.— Monday to Fri. incl.	$6.03	$3.01½	$6.03	$2.01	$4.02	$2.01	$3.01½	$6.03	$3.01½
Samedis (ordinaires) — Saturday (normal)	6.03	3.01½	6.03	2.01	4.02	3.01½	3.01½	6.03	3.01½
Dimanches et fêtes (except. samedis) — Sundays and Holidays (excl. Sat.)	12.06	6.03	12.06	4.02	8.04	4.02	6.03	12.06	6.03
Samedis (fêtes) — Holiday Saturdays	12.06	6.03	12.06	4.02	8.04	6.03	6.03	12.06	6.03

b) Chargements arrimés, grain, etc.— Bul, cargoes, grain, etc.

Lundi au vend. incl.— Monday to Fri. incl.	6.48	3.24	6.48	2.16	4.32	2.16	3.24	6.48	3.24
Samedis (ordinaires) — Saturday (normal)	6.48	3.24	6.48	2.16	4.32	3.24	3.24	6.48	3.24
Dimanches et fêtes (except. samedis) — Sundays and Holidays (excl. Sat.)	12.96	6.48	12.96	4.32	8.64	4.32	6.48	12.96	6.48
Samedis (fêtes) — Holiday Saturdays	12.96	6.48	12.96	4.32	8.64	6.48	6.48	12.96	6.48

À ces taux doit s'ajouter une contribution de vingt-neuf cents ($0.29) par homme-heure de travail par tous les employeurs visés, à la « Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds », afin d'assurer des prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles.

III. *Jours chômés:* Les jours suivants sont considérés comme jours chômés: les dimanches, le Vendredi-Saint, L'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception, Noël et le Premier de l'An. Si l'une ou l'autre de ces fêtes tombe un dimanche et si le lundi suivant est proclamé fête légale par le Gouvernement, ce lundi doit être considéré comme fête légale pour les fins du présent article.

IV. *Heures de travail: a*) Les heures des repas sont les suivantes: entre 6 a.m. et 8 a.m. entre midi et 1 p.m. entre 6 et 7 p.m. entre minuit et 1 a.m. Lorsque les débardeurs sont requis de travailler pendant les heures des repas, ils doivent recevoir les taux établis pour les heures des repas pendant la période du repas et par la suite jusqu'à ce qu'on leur permettre de prendre leur repas.

b) Les taux de salaire mentionnés à l'article II-*b*) doivent être payés pour tout travail exécuté sur les cargaisons de noir de fumée, de grain, de soufre arrimé, de sel en pain, pour le déplacement du charbon dans les soutes, et le nettoyage des cales ayant contenu les marchandises ci-haut mentionnées.

c) Les compagnies peuvent appeler les équipes pour toute heure entre 8 a.m. et 10 p.m. excepté pendant les heures des repas. Les appels doivent être signifiés lorsque les hommes quittent le travail. Au premier appel pour le travail de jour ou de nuit, les équipes doivent attendre 15 minutes sans rémunération ou avant de recevoir des ordres. Pour le deuxième ou troisième appel, les hommes doivent recevoir, un minimum d'une (1) heure de rémunération, s'ils ne sont pas mis au travail, à moins que les conditions atmosphériques ne rendent le travail impossible. Lorsque les hommes se mettent au travail à toute heure de commencement de travail, ils doivent être rémunérés pour au moins deux (2) heures, à moins que le travail ne doive être arrêté à cause des conditions atmosphériques; alors un minimum d'une (1) heure doit être payé.

d) Les hommes appelés le dimanche ou un jour de fête doivent recevoir un minimum d'une (1) heure de rémunération pour chaque appel. Les heures d'appel les dimanches et jours de fêtes sont les mêmes que les jours de semaine. Lorsqu'un jour de fête est observé un lundi, il y aura un appel gratuit si les hommes sont appelés le dimanche précédent.

e) Il n'y a pas de rémunération pour une partie de quart d'heure, c'est-à-dire que pour cinq (5) minutes ou moins de travail, il n'y a pas de rémunération, et pour plus de cinq (5) minutes, on paiera quinze (15) minutes.

V. Il doit y avoir au moins six (6) hommes pour la manipulation des amarres pour accoster ou déplacer des vaisseaux de plus de 2,500 tonnes nettes. Le nombre est réduit à quatre (4) s'il s'agit de vaisseaux de plus de 260 pieds de longueur et de moins de 2,500 tonnes; le nombre est encore baissé à deux (2) pour les vaisseaux de 260 pieds de longueur ou moins. Pour le démarrage, il doit y avoir au moins quatre (4) hommes pour les vaisseaux de plus de 260 pieds de longueur et pas moins de deux (2) hommes pour les vaisseaux de 260 pieds de longueur ou moins. La période de rémunération compte de l'heure pour laquelle les hommes sont appelés et ne doit pas être inférieur à deux (2) heures au taux simple sur semaine et à deux (2) heures au taux double les dimanches et fêtes.

There shall be a contribution of twenty-nine cents ($0.29) per man-hour worked, by all employers concerned, to the Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds to provide Pension, Welfare and Vacation benefits to eligible employees.

III. *Holidays:* The following days shall be considered as holidays: Sundays, Good Friday, Ascension Day, St. Jean-Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and New Year's Day. Should any of these holidays fall on a Sunday and the following Monday is proclaimed a holiday by the Government, such Monday shall be considered a holiday under this article.

IV. *Hours of work: a*) Meal hours shall be between 6:00 a.m. and 8:00 a.m., noon and 1:00 p.m. 6:00 p.m. and 7:00 p.m. and midnight and 1:00 a.m. When longshoremen are required to work any meal hour, they shall receive the meal hour rate for that hour and for each succeeding hour until discharged for meals.

b) The rates of pay for working on lampblack, grain, bulk sulphur, salt cake, and shifting bunker coal, and cleaning of holds in which the foregoing commodities have been stowed, shall be as per article II-*b*.

c) The companies may call gangs for any hour between 8:00 a.m. and 10:00 p.m., meal hours excepted. Calls shall be given when men leave work. At the first call of the day or night, gangs will wait 15 minutes for orders without pay. For the second or third call, men shall receive a minimum of one (1) hour's pay if not put to work, except if weather conditions prevent working. If men start work at any call, a minimum of two (2) hours shall be paid, except if work has to be stopped because of weather conditions; then a minimum of one (1) hour shall be paid.

d) Men called out for Sunday and holiday work shall be paid a minimum of one (1) hour's pay for each time called. Call hours for Sundays and holidays shall be the same as for week days. If a holiday is observed on a Monday, there shall be one free call if men are called on the previous Sunday.

e) There shall be no broken quarter hours, i.e., five (5) minutes or less, no pay, over five (5) minutes, a quarter hour.

V. Not less than six (6) men shall be employed for handling lines when docking or shifting ships of over 2,500 net tons; not less than four (4) men for ships over 260′ in length and up to 2,500 net tons, and not less than two (2) men for ships 260′ in length and under. For undocking, not less than four (4) men for ships over 260′ in length and not less than two (2) men for ships of 260′ in length and under; men to be paid from time ordered out but not less than two (2) hours at single rate during week days at all times, and two (2) hours at double time on Sundays and holidays.

VI. Les débardeurs ont le droit de nommer un représentant sur les quais.

VII. Il ne doit y avoir aucun arrêt ou ralentissement de travail ou lockout pendant la durée du décret.

VIII. La paie hebdomadaire se termine le samedi à minuit. Les hommes sont payés le vendredi suivant à midi ou avant midi.

IX. *Conditions de travail:* Les dispositions spéciales (conformes à la Loi de la convention collective) apparaissant dans la cédule des conditions de travail annexée à la convention collective intervenue entre les parties contractantes, font partie intégrante du présent décret tout comme si elles étaient reproduites en entier dans le présent article.

X. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1962. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie au moins soixante (60) jours avant le 31 décembre de l'année 1962 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

JACQUES PRÉMONT,
1015-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

VI. The longshoremen shall have the right to appoint a representative on the wharves.

VII. There shall be neither stoppage or slowdown of work nor lock-out during the term of the degree.

VIII. The weekly payrolls will close at midnight Saturday; the men shall be paid the following Friday by noon.

IX. *Schedule of Working Conditions:* The special provisions (conforming to the provisions of the Collective Agreement Act) appearing in the schedule of working conditions annexed to the collective agreement entered into between the contracting parties are considered as being part of this decree as if they were integrally contained in the present article.

X. *Duration of the decree.* The decree remains effective until the 31st of December 1962. If then renews itself automatically from year to year unless either contracting party serves written notice on the other party to the contrary at least sixty (60) days prior to December 31, 1962, or prior to December 31st of any subsequent year. Such a notice must also be filed with the office of the Minister of Labour.

JACQUES PRÉMONT,
1015-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1822

Québec, le 24 octobre 1962.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux débardeurs du port de Montréal — navigation océanique.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

« The Shipping Federation of Canada Inc. », agissant au nom et pour le compte des compagnies de navigation dont les vaisseaux prennent ou laissent leur cargaison dans le Port de Montréal,

Et, D'AUTRE PART:

« International Longshoremen's Association » et son local numéro 375,
pour les employeurs et les salariés des occupations visées suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 décembre 1961;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1822

Quebec, October 24, 1962.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the longshoremen of the Harbour of Montreal — ocean navigation.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have petitioned the Minister of Labour to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Shipping Federation of Canada Inc., acting for and on behalf of the steamship companies loading and discharging ocean vessels in the Harbour of Montreal;

And, ON THE OTHER PART:

International Longshoremen's Association and its local number 375,
for the employers and the employees of the occupations concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 16, 1961;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the said petition;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour;

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 décembre 1961.

I. *a) Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend le port de Montréal.

b) Juridiction industrielle: Le décret s'applique à tous les débardeurs employés au chargement et au déchargement des navires océaniques dans le port de Montréal.

II. *Taux minima de salaires:* Les salariés assujettis au décret doivent recevoir les taux minima de salaires suivants:

THAT the said petition be accepted pursuant to the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 16, 1961;

I. *a) Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Harbour of Montreal.

b) Industrial jurisdiction: The decree shall apply to the longshoremen employed in the loading and unloading of ocean vessels in the Harbour of Montreal.

II. *Minimum rates of wages:* Employees governed by the decree shall be paid the following minimum rates of wages:

a) Conditions générales de travail — General working conditions

	Minuit Mid'n. à-to 5 a.m.	5 a.m. à-to 8 a.m.	8 a.m. à-to Midi Noon	Midi Noon à-to 1 p.m.	1 p.m. à-to 5 p.m.	5 p.m. à-to 6 p.m.	6 p.m. à-to 7 p.m.	7 p.m. à-to 11 p.m.	11 p.m. à-to Minuit Mid'n.
Lundi au vend. incl. — Monday to Fri. incl.	$3.49½	$6.99	$2.33	$4.66	$2.33	$3.49½	$6.99	$3.49½	$6.99
Samedis (ordinaires) — Saturdays (normal)	3.49½	6.99	2.33	4.66	3.49½	3.49½	6.99	3.49½	6.99
Dimanche et fêtes (Samedi except.) — Sundays and Holidays (excl. Sat.)	6.99	13.98	4.66	9.32	4.66	6.99	13.98	6.99	13.98
Samedis (fêtes) — Holiday Saturdays	6.99	13.98	4.66	9.32	6.99	6.99	13.98	6.99	13.98

b) Conditions spéciales — Special conditions

Lundis au vend. incl. — Monday to Fri. incl.	3.72	7.44	2.48	4.96	2.48	3.72	7.44	3.72	7.44
Samedis (ordinaires) — Saturdays (normal)	3.72	7.44	2.48	4.96	3.72	3.72	7.44	3.72	7.44
Dimanches et fêtes (Samedi except.) Sundays and Holidays (excl. Sat.)	7.44	14.88	4.96	9.92	4.96	7.44	14.88	7.44	14.88
Samedis (fêtes) — Holiday Saturdays	7.44	14.88	4.96	9.92	7.44	7.44	14.88	7.44	14.88

c) Endroits dangereux — Hazardous work

Lundi au vend. incl. — Monday to Fri. incl.	4.02	8.04	2.68	5.36	2.68	4.02	8.04	4.02	8.04
Samedis (ordinaires) — Saturdays (normal)	4.02	8.04	2.68	5.36	4.02	4.02	8.04	4.02	8.04
Dimanche et fêtes (Samedi except.) Sundays and Holidays (excl. Sat.)	8.04	16.08	5.36	10.72	5.36	8.04	16.08	8.04	16.08
Samedis (fêtes) — Holiday Saturdays	8.04	16.08	5.36	10.72	8.04	8.04	16.08	8.04	16.08

À ces taux doit s'ajouter une contribution de vingt-neuf ($0.29) cents par homme-heure de travail par tous les employeurs visés, à la « Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds », afin d'assurer les prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles.

III. *Jours de fête chômés:* Les jours suivants sont considérés comme jours de fête chômés: les dimanches, le Vendredi-Saint, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le 1er juillet (Confédération) et le jour de la Toussaint. Tout travail exécuté ces jours là doivent être rémunéré au double du taux de salaire régulier. Lorsqu'une de ces fêtes tombe un dimanche et que le lundi suivant est proclamé jour de fête par le Gouvernement, tel lundi est considéré comme jour de fête en vertu du présent article.

There shall be a contribution of twenty-nine ($0.29) cents per man-hour, worked, by all employers concerned, to the "Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds", to provide Pension, Welfare and Vacation benefits to eligible employees.

III. *Holidays:* The following days shall be considered as holidays: Sundays, Good Friday, St. John the Baptist Day, Confederation Day, (July 1), and All Saints' Day. All time worked on such days shall be paid double time. Should any of these holidays fall on a Sunday and the following Monday is proclaimed a holiday by the Government, such Monday shall be considered a holiday under this article.

IV. *Heures de repas:* Les heures des repas sont les suivantes: de 5 a.m. à 8 a.m.; de midi à 1 p.m.; de 6 p.m. à 7 p.m. et de 11 p.m. à minuit. Tout travail exécuté pendant les heures de repas doit être rémunéré au taux établi pour ces heures pendant la période du repas et pour chaque heure subséquente également jusqu'à ce que les salariés soient renvoyés pour leur repas.

V. *Conditions spéciales de travail: a*) Les taux minima de l'article II-*b*) s'appliquent à la manutention du nitrate, du soufre et du minerai arrimés, de la potasse, des sacs de soude, du phosphate de soude en sacs, du noir de fumée ou de charbon en sacs, de la chaux en sacs, du ciment en sacs, des cargaisons complète de porcelaine, d'engrais chimiques et de peaux humides en sacs, en paquets ou libres, le déplacement du charbon dans les soutes, le nettoyage des câles où les marchandises ci-haut mentionnées ont été arrimées.

b) Les taux de l'article II-*b*) s'appliquent à la manutention dans les chambres frigorifiques, des viandes, du bacon, du beurre, du poisson gelé et d'autres cargaisons gelées. Dans le cas d'autres cargaisons gardées au froid, le taux du salaire doit être celui payé pour les cargaisons en général, excepté lorsqu'elles sont déposées dans une chambre frigorifique avec de la marchandise pour laquelle un taux supérieur est établi; dans ce cas, ledit taux supérieur doit être payé pour la manutention de toute la marchandise déposée dans ladite chambre.

c) Les taux minima de salaires de l'article II-*b*) s'appliquent à l'arrimage y compris la manipulation du grain à l'aide d'arrimeurs automatiques et la mise en sacs du grain, ainsi que pour l'opération qui consiste à vider tels sacs. L'écoulement du grain dans les conduits doit cesser pendant que les salariés descendent dans la cale pour y travailler; deux (2) salariés doivent demeurer sur le pont, pendant ce temps, si nécessaire.

d) Pour le travail exécuté dans l'entrepont découvert où le grain passe par une écoutille se rattachant audit pont découvert, les taux de salaire pour l'équipe entière sont les mêmes que ceux spécifiés à l'article II-*b*). Le présent paragraphe ne s'applique pas aux salariés travaillant à une autre cargaison dans la cale inférieure.

e) Les taux de salaires mentionnés à l'article II-*c*) doivent être payés pour la manutention d'engrais ammoniacal et pour la manipulation de toute marchandise dangereuse dont le chargement doit être fait à un certain quai et dans des conditions spéciales exigées par les autorités du port et ce, en vertu des règlements établis par le Gouvernement. Ces taux doivent être payés à tous les débardeurs préposés à un vaisseau prenant charge d'un tel produit ou qui en est déjà chargé.

f) Salaire double doit être payé pour tout travail exécuté dans le port, sur des vaisseaux dont les cargaisons sont en feu; ceci ne s'applique qu'aux écoutilles affectées par le feu, la fumée, la vapeur ou le gaz. On doit aussi payer salaire double pour la manipulation de toute marchandise submergée dans une écoutille.

VI. *Heures de travail: a*) Le travail de jour doit commencer à 8 a.m. et 1 p.m.

b) Les hommes appelés pour 8 a.m. ou 1 p.m. doivent recevoir une rémunération minimum de deux (2) heures, à moins que les conditions atmosphériques ne rendent le travail impossible ou qu'il s'agisse de l'appel pour 8 a.m. le lundi ou le lendemain d'un jour de fête où la rémunération minimum de deux (2) heures n'est payée que

IV. *Meal hours:* Meal hours shall be from 5:00 a.m. to 8:00 a.m., from noon to 1:00 p.m., from 6:00 p.m. to 7:00 p.m. and from 11:00 p.m. to midnight. When employees are required to work any meal hours, they shall receive the meal hour rate for that hour and for each succeeding hour until discharged for meals.

V. *Special working conditions: a*) The rates of pay as per article II-*b*) shall be paid for working on nitrate, bulk sulphur, bulk ore, potash, soda ash in bags, sodium phosphate in bags, lamp-black or carbon-black in bags, lime in bags, cement in bags, full cargoes of china clay, fertilizer, wet hids in bags, bundles or loose, shifting bunker coal, cleaning holds in which the foregoing commodities have been stowed.

b) The rates of pay as per article II-*b*) shall be paid for handling meats, bacon, butter, frozen fish and other frozen cargo in refrigerators. Other cargo carried under refrigeration shall be paid at general cargo rate except when loaded in a refrigerator compartment with cargo carrying the higher rate, in which event the higher rate shall be paid on all cargo in that compartment.

c) The minimum rates of wages as per article II-*b*) shall be paid for grain trimming, (including grain trimming with automatic grain trimming machines) bagging and bleeding of bags. The running of grain in the pipes shall be stopped while the men go down in the hold to work, two (2) men to stand on deck during that time, if necessary.

d) For work performed in open tween deck where there is grain running in hatch connected with the said open deck, the rates of wages as per article II-*b*) shall be paid for the whole gang; this does not apply to men working on other cargo in the lower hold.

e) The rates of pay as per article II-*c*) shall be paid for working on ammonium nitrate fertilizer or any other hazardous cargo which, in accordance with Government regulations, has to be loaded at a special pier under special loading restrictions imposed by harbour authorities. Such rates shall be paid to all longshoremen employed in loading operations on vessel on which this commodity is being or has been loaded.

f) Double time shall be paid for work on ships in port with cargoes on fire; this only applies to hatches affected by fire, smoke, steam or gas. If any cargo in any hatch is submerged by water, double time shall also be payable for handing such cargo.

VI. *Hours of work: a*) The starting times for day work shall be at 8:00 a.m. and 1:00 p.m.

b) That men ordered out for 8:00 a.m. or 1:00 p.m. shall be paid a two-hour minimum except if weather conditions prevent working and except for the 8:00 a.m. call on Monday or the day following a holiday when the two-hour minimum shall only apply if the men start work. The two-hour minimum for the 1:00 p.m. call

si les hommes commencent à travailler. La rémunération minimum de deux (2) heures pour l'appel de 1 p.m. ne s'applique pas lorsque le travail sur un vaisseau est sur le point de se terminer; il y aura alors une rémunération minimum d'une (1) heure seulement.

c) Les appels pour 8 a.m., exception faite du lundi et du lendemain d'un jour de fête, doivent être donnés avant 5 p.m. le jour précédent à moins qu'il ne s'agisse d'hommes qui ont travaillé pendant la période précédente de 7 p.m.; les appels doivent alors être signifiés avant que les hommes quittent le travail.

d) Les appels pour 1 p.m. pour les hommes qui n'ont pas travaillé dans l'avant-midi doivent être donnés avant 8 a.m. le même jour. Si un homme est appelé pour 8 a.m., exception faite du lundi ou du lendemain d'un jour de fête, et s'il a droit à la rémunération minimum de deux (2) heures parce qu'il n'est pas mis au travail et s'il est rappelé pour 1 p.m. le même jour, il doit alors recevoir une rémunération minimum additionnelle d'une (1) heure, à moins que les conditions atmosphériques ne rendent le travail impossible.

e) Pour ce qui est de l'appel pour 8 a.m. le lundi ou le lendemain d'un jour de fête, l'employeur doit s'efforcer de faire connaître avant 7.40 a.m. le nombre d'équipes requis pour 8 a.m.

f) Les salariés requis de travailler la nuit doivent être appelés pour 7 p.m. et rémunérés à compter de cette heure jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés ou mis au travail, qu'ils soient mis au travail ou non, lesdits salariés doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux (2) heures de travail. Les ordres, pour les salariés requis à 7 p.m. et qui n'ont pas travaillé durant l'après-midi, doivent être donnés à 1 p.m. ou avant ce temps. Si les salariés doivent travailler après minuit, on doit les en aviser entre 5 et 6 p.m. Ceux qui ne sont pas au travail dans l'après-midi doivent être avisés avant 7 p.m.

g) Lorsque les hommes reprennent le travail à minuit, ils doivent recevoir plein salaire jusqu'à l'heure régulière de cessation du travail, à moins que le travail sur le vaisseau ne soit sur le point de se terminer; ils doivent alors être rémunérés jusqu'à ce que le travail dans leur écoutille soit terminé, avec un minimum de deux (2) heures de rémunération. Lorsqu'il faut renvoyer les hommes à cause de la température ces derniers doivent être rémunérés jusqu'à leur renvoi, avec un minimum de deux (2) heures de rémunération.

h) Les salariés appelés le dimanche ou les jours de fêtes mentionnés, à l'article III, qu'ils soient mis au travail ou non, doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux (2) heures de travail, chaque fois qu'ils sont appelés.

VII. Pour tout travail exécuté sur des vaisseaux avariés ou échoués dans le port, il faut payer les taux en vigueur, à compter de l'heure à laquelle les salariés laissent le quai jusqu'à ce qu'ils y reviennent.

VIII. La semaine de travail, pour fins de rémunération, se termine à minuit le samedi; on doit commencer d'en effectuer le paiement au plus tard le vendredi suivant à 10 a.m.

IX. Il doit y avoir au moins six (6) hommes pour la manipulation des amarres pour accoster ou déplacer des vaisseaux de plus de 2,500 tonnes nettes. Le nombre est réduit à quatre (4) s'il s'agit de vaisseau de plus de 260 pieds de longueur et de moins de 2,500 tonnes; le nombre est encore baissé à deux (2) pour les vaisseaux de 260 pieds de longueur ou moins. Pour le démarrage, il doit y avoir au moins quatre (4) hommes pour les vaisseaux de plus de 260 pieds

does not apply in the case of a ship finishing when one hour minimum only shall apply.

c) Orders for men required for 8:00 a.m., except on Monday or the day following a holiday, shall be given before 5:00 p.m. the previous day, except for men who have worked during the previous 7:00 p.m. period, in which case such orders shall be given before the gang knocks off.

d) Orders for men required for 1:00 p.m. and who have not worked during the morning period shall be given before 8:00 a.m. of that day. If a man is ordered out for 8:00 a.m. except on Monday or the day following a holiday and becomes entitled to the two (2) hour minimum because of not being put to work, and is re-ordered out for 1:00 p.m. on the same day then if not put to work he shall become entitled to one additional hour minimum except if weather conditions prevent working.

e) At the 8:00 a.m. call on Monday or the day following a holiday the Companies shall endeavour to advise by 7:40 a.m. the number of gangs required for the 8:00 a.m. start.

f) Men ordered out to work at night must be ordered out for 7:00 p.m. and be paid full time from that hour until discharged or set to work; a minimum of two hours shall be paid whether men are put to work or not. Orders for men required for 7:00 p.m. and who have not been working during the afternoon, shall be given on or before 1:00 p.m. If men are required to work after midnight, they must be notified between 5:00 p.m. and 6:00 p.m. Those who are idle during the afternoon must be informed before 7:00 p.m.

g) When men resume work at midnight they shall be paid full rate until regular knocking-off time, except when ship is finishing, in which case they will be paid until their hatch is completed, but not less than two (2) hours. If men have, to be knocked off owing to weather conditions, they shall be paid until time knocked off but not less than two (2) hours.

h) That men ordered out on Sundays or holidays, mentioned in article III shall receive two hours' pay for each period ordered out, whether put to work or not.

VII. For work on vessels wrecked or stranded in the harbour, the prevailing rates shall be paid from the time the men leave the pier until they return thereto.

VIII. All payrolls to close at twelve o'clock midnight on Saturday and payment of wages shall commence not later than 10:00 a.m. the following Friday.

IX. Not less than six (6) men shall be employed for handling lines when docking or shifting ships of over 2,500 net tons; not less than four (4) men for ships over 260′ in length and up to 2,500 net tons, and not less than two (2) men for ships of 260′ in length and under. For undocking not less than four (4) men for ships over 260′ in length and not less than two (2) men for ships of 260′ in length and under; men shall be paid from time ordered out, but not less than two (2)

de longueur et pas moins de deux (2) hommes pour les vaisseaux de 260 pieds de longueur ou moins. La période de rémunération compte de l'heure pour laquelle les hommes sont appelés et ne doit pas être inférieur à deux (2) heures au taux simple sur semaine, et à deux (2) heures au taux double les dimanches et fêtes.

X. *Conditions de travail:* Les dispositions spéciales (conformes à la Loi de la Convention collective) apparaissant dans la cédule des conditions de travail annexée à la convention collective intervenue entre les parties contractantes, font partie intégrante du présent décret tout comme si elles étaient reproduites en entier dans le présent article.

XI. La distribution des heures de travail ci-haut est faite à condition que les employeurs et les salariés prennent toutes les mesures possibles afin d'éviter que la moyenne des heures de travail n'excède quarante-huit (48) heures par semaine.

XII. Les salariés ont le droit de nommer un représentant sur les quais; ce représentant est élu à une assemblée générale des débardeurs.

XIII. Le présent décret abroge le décret numéro 842 du 15 août 1956 et ses amendements.

XIV. *Durée du décret:* Ce décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1962. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, au moins soixante (60) jours avant le 31 décembre 1962 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

JACQUES PRÉMONT,
1015-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

hours at single rate during week days at all times, and two (2) hours double-time on Sundays and holidays.

X. *Schedule of working conditions:* The special provisions (conforming to the provisions of the Collective Agreement Act) appearing in the schedule of working conditions annexed to the collective agreement entered into between the contracting parties are considered as being part of this decree as if they were integrally contained in the present article.

XI. The above distribution of working hours is made on the condition that the employers and the employees shall take such steps as lie within their competence to ensure that the average number of hours per week shall not exceed forty-eight (48).

XII. The employees shall have the right to appoint a representative on the wharves to be elected at a general meeting of the longshoremen.

XIII. The present decree repeals the decree number 842 of August 15, 1956 and its amendments.

XIV. *Duration of the decree:* The decree shall remain effective until December 31, 1962. If then renews itself automatically from year to year, unless either contracting party serves written notice on the other party to the contrary at least sixty (60) days prior to December 31, 1962, or prior to December 31 of any subsequent year. Such a notice must also be filed with the Minister of Labour.

JACQUES PRÉMONT,
1015-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1823

Québec, le 24 octobre 1962.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux débardeurs du port de Québec — navigation océanique.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

«The Shipping Federation of Canada Inc.», agissant au nom et pour le compte des compagnies de navigation dont les vaisseaux prennent ou laissent leur cargaison dans le port de Québec,

Et, D'AUTRE PART:

« International Longshoremen's Association » et son local numéro 1739,
pour les employeurs et les salariés des occupations visées suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 décembre 1961;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des condi-

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1823

Quebec, October 24, 1962.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the longshoremen of the Harbour of Quebec — ocean navigation.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have petitioned the Minister of Labour to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Shipping Federation of Canada Inc., acting for and on behalf of the steamship companies loading and discharging ocean vessels in the Harbour of Quebec,

And, ON THE OTHER PART:

International Longshoremen's Association and its local number 1739,
for the employers and the employees of the occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 16, 1961;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working con-

tion de travail dans les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 décembre 1961:

I. *a) Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend le port de Québec.

b) Juridiction industrielle: Le décret s'applique à tous les débardeurs employés au chargement et au déchargement des navires océaniques dans le port de Québec.

II. *Taux minima de salaire:* Les salariés assujettis au décret doivent recevoir les taux minima de salaire suivants:

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the petition;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted pursuant to the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941 chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 16, 1961.

I. *a) Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Harbour of Quebec.

b) Industiral jurisdiction: The decree shall apply to the longshoremen employed in the loading and unloading of ocean steamships in the Harbour of Quebec.

II. *Minimum rates of wages:* Employees governed by the decree shall be paid the following minimum rates of wages:

a) Conditions générales de travail — General working conditions

	Minuit Mid'n. à-to 1 a.m.	1 a.m. à-to 7 a.m.	7 a.m. à-to 8 a.m.	8 a.m. à-to Midi Noon	Midi Noon à-to 1 p.m.	1 p.m. à-to 5 p.m.	5 p.m. à-to 6 p.m.	6 p.m. à-to 7 p.m.	7 p.m. à-to Minuit Mid'n.
Lundi au vend. incl. — Monday to Fri. incl.	$6.69	$3.34½	$6.69	$2.23	$4.46	$2.23	$3.34½	$6.69	$3.34½
Samedis (ordinaires) — Saturday (normal)	6.69	3.34½	6.69	2.23	4.46	3.34½	3.34½	6.69	3.34½
Dimanches et fêtes (except. samedi) — Sunday and Holidays (excl. Sat.)	13.38	6.69	13.38	4.46	8.92	4.46	6.69	13.38	6.69
Samedis (fêtes) — Holiday Saturdays	13.38	6.69	13.38	4.46	8.92	6.69	6.69	13.38	6.69

b) Conditions spéciales — Special conditions

Lundi au vend. incl. — Monday to Fri. incl.	7.14	3.57	7.14	2.38	4.76	2.38	3.57	7.14	3.57
Samedis (ordinaires) — Saturday (normal)	7.14	3.57	7.14	2.38	4.76	3.57	3.57	7.14	3.57
Dimanches et fêtes (except. samedi) — Sunday and Holidays (excl. Sat.)	14.28	7.14	14.28	4.76	9.52	4.76	7.14	14.28	7.14
Samedis (fêtes) — Holiday Saturdays	14.28	7.14	14.28	4.76	9.52	7.14	7.14	14.28	7.14

c) Endroits dangereux — Hazardous work

Lundi au vend. incl. — Monday to Fri. incl.	7.74	3.87	7.74	2.58	5.16	2.58	3.87	7.74	3.87
Samedis (ordinaires) — Saturday (normal)	7.74	3.87	7.74	2.58	5.16	3.87	3.87	7.74	3.87
Dimanche et fêtes (except. samedi) — Sunday and Holidays (excl. Sat.)	15.48	7.74	15.48	5.16	10.32	5.16	7.74	15.48	7.74
Samedis (fêtes) — Holiday Saturdays	15.48	7.74	15.48	5.16	10.32	7.74	7.74	15.48	7.74

Note: 1° Si les débardeurs sont requis de commencer le travail à 7 a.m. du lundi au samedi inclusivement, ils doivent recevoir le double du taux régulier de jour, entre 7 a.m. et 8 a.m. et le taux régulier subséquemment.

2° En ce qui a trait aux taux payables de 7 a.m. à 8 a.m. et de 8 a.m. à midi, les dimanches et

Note: 1. When longshoremen are called for 7:00 a.m., from Monday to Saturday inclusive, they shall be paid double the regular day rate from 7:00 a.m. to 8:00 a.m. and straight time thereafter.

2. The rates shown from 7:00 a.m. to 8:00 and from 8:00 to noon on Sundays and holidays

jours de fêtes, il faut tenir compte des dispositions de l'article III-*a*) et l'article VI-*c*) où une exception est prévue pour l'heure du déjeuner.

3° Pour les taux payables pour le travail de jour ou de nuit exécuté par équipe, il faut tenir compte de l'article III-b).

À ces taux doit s'ajouter une contribution de vingt-neuf ($0.29) cents par homme-heure de travail par tous les employeurs visés, à la « Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds » afin d'assurer des prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles.

III. *Heures de travail: a*) Lorsque les débardeurs sont requis de travailler pendant les heures des repas, ils doivent recevoir salaire double pour la période du repas et pour chaque heure subséquente jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés. Les heures des repas sont les suivantes: de 7 a.m. à 8 a.m., de midi à 1 p.m., de 6 p.m. à 7 p.m., de minuit à 1 a.m. à l'exception des dimanches, du Vendredi-Saint, de l'Ascension, de l'Immaculée Conception, de la Toussaint, de Noël et du Premier de l'An où l'heure du déjeuner est de 7 a.m. à 9 a.m.

Cependant, lorsque l'arrivée ou le départ d'un paquebot nécessite la manipulation des bagages, de la malle, des messageries et des passerelles, pendant une période de repas, excepté entre 7 a.m. et 8 a.m. les jours de semaine ordinaires, les taux établis pour les heures des repas doivent être payés pendant ces heures mais le taux simple s'applique par la suite.

b) Lorsque le travail se fait sur un vaisseau le jour et la nuit, par équipes, le taux simple est payé pour toutes les heures du jour et de la nuit, y compris les dimanches et jours de fêtes, mais non cependant pour les heures des repas suivantes: de 7 a.m. à 8 a.m. et de 6 p.m. à 7 p.m.

IV. *a*) Les taux établis à l'article II-*b*) doivent être payés pour le déchargement et le chargement de cargaisons arrimées de nitrate, potasse, bauxite, soufre, porcelaine, superphosphate, sacs de soude, scorie en sacs, de noir de fumée ou de charbon en sacs, peaux humides en sacs, en paquets ou libres, ciment en sacs pour le déplacement du charbon dans les soutes et le nettoyage des cales ou écoutilles où les marchandises ci-haut mentionnées ont été placées.

b) Les taux établis à l'article II-*c*) doivent être payés pour le déchargement ou le chargement d'engrais ammoniacal (aeroprills ou nitraprills), à tous les débardeurs affectés à la manutention de cette marchandise ou de toute marchandise dangereuse dont le chargement ou déchargement doit être fait à un certain quai et dans des conditions spéciales exigées par les autorités du port en vertu de règlements établis par le Gouvernement.

c) Les taux mentionnés à l'article II-*b*) doivent être payés pour le déchargement ou le chargement de viandes, bacon, beurre, poisson congelé ou autre cargaison dont le transport s'effectue à 30° ou en-dessous, soit pour les entrer dans les chambres frigorifiques ou pour les en sortir.

d) Les taux mentionnés à l'article II-*b*) doivent être payés pour le déchargement, le chargement, l'arrimage, la mise en sacs et vice versa, de cargaisons de grain arrimées.

e) Lorsque les hommes sont requis de travailler dans des conditions pénibles dans les cales où la cargaison est en feu, ou les cales sérieusement affectées par la fumée, le gaz ou l'eau, les obligeant à travailler dans l'eau, le taux de salaire est doublé, mais dans les cales affectées seulement.

are subject to article III-*a*) and article VI-*c*) where exceptions are provided for the breakfast meal hour.

3. For rates applicable to vessels working day and night on shifts, see article III-*b*).

There shall be a contribution of twenty-nine cents ($0.29) per man-hour worked, by all employers concerned, to the Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds to provide Pension, Welfare and Vacation benefits to eligible employees.

III. *Hours of work: a*) When longshoremen are required to work any meal hour, they shall receive double time for that hour and for each succeeding hour until discharged. Meal hours shall be from 7:00 a.m. to 8:00 p.m., 12:00 noon to 1:00 p.m., 6:00 p.m. to 7:00 p.m., 12:00 midnight to 1:00 a.m., except that on Sundays, Good Friday, Ascension Day, Immaculate Conception, All Saints Day, Christmas Day and New Year's Day, the breakfast meal hour shall be from 7:00 a.m. to 9:00 a.m.

However, when the arrival or departure of passager vessels make it necessary to start handling baggage, mal, express and gangways on a meal hour, except between 7:00 a.m. and 8:00 a.m. on ordinary weekdays, the meal hour rate shall be paid during the meal hour only and regular rate thereafter.

b) When any vessel is worked day and night on shifts, the ordinary rate of wages shall be payable during any day and night hours, including Sundays and holidays, except for meal hours between 7:00 a.m. and 8:00 a.m. and between 6:00 p.m. and 7:00 p.m.

IV. *a*) The rates of wages as per article II-*b*) shall be paid for discharging or loading bulk cargoes of nitrate, bauxite, sulphur, potash, china clay, superhosphates, and for soda ash in bags, basic slag in bags, lap-black or carbon black in bags, wet hides in bags, bundles or loose, cement in bags, also for shifting bunker coal and cleaning bilges or cleaning holds in which the foregoing commodites have been stowed.

b) The rates of wages as per article II-*c*) shall be paid for discharging or loading ammonium nitrate fertilizer (aeroprills or nitraprills) or in the case of any other harzardous cargo which, in accordance with Government regulations, has to be loaded or discharged at a specified pier under special loading or discharging restrictions imposed by harnour authorities. Such rates to be paid to all Longshoremen employed in loading or unloading operations on board vessels where such commodities are being handled or are on board vessel.

c) The rates of wages as per article II-*b*) shall be paid for discharging or loading meats, bacon, butter, frozen fish or other cargo to be carried at 30° or under, from or into refrigerator chambers.

d) The rates of wages as per article II-*b*) to be paid for unloading or loading bulk grain, trimming, gagging and bleeding of bags.

e) Double the appropriate rates as per article II shall be paid for work under distress conditions in holds of vessels in which cargo is on fire or in holds which have been seriously affected by smoke, gas, or flooded by water, resulting in the men having to work in water.

f) Lorsque les hommes sont appelés à travailler pendant les heures du jour, ils doivent recevoir un minimum d'une (1) heure de rémunération; s'ils sont appelés pour du travail de nuit ou le dimanche ou un jour de fête, une rémunération minimum de deux (2) heures doit être versée, et trois (3) heures doivent être payées s'ils sont appelés pour du travail entre 1 et 6 a.m., qu'ils soient mis au travail ou non, excepté lorsque les écoutilles sont terminées en deçà de la période minimum mentionnée plus haut. Dans ce dernier cas, la période de travail seulement est rémunérée sur la base suivante: moins d'une demi-heure de travail, une demi-heure de rémunération; plus d'une demi-heure de travail, une heure de rémunération. Dans les cas de mauvaise température, le représentant de l'employeur doit décider si, oui ou non, le travail doit être exécuté.

g) Si à cause de la mauvaise température, on ne commence pas le travail à 7 p.m. les jours de semaine ou à toute heure de jour les dimanches et jours de fêtes, les salariés ne reçoivent qu'une (1) heure de rémunération.

h) Toutefois, si les hommes refusent de travailler lorsqu'on le leur demande, la rémunération minimum d'une (1) ou de deux (2) heures de travail ne sera pas versée.

i) La semaine de travail, pour fins de rémunération, se termine à minuit le samedi; on doit commencer d'en effectuer le paiement au plus tard le vendredi suivant à 10 a.m.

j) Il doit y avoir au moins six (6) hommes pour la manipulation des amarres pour accoster ou déplacer des vaisseaux de plus de 2,500 tonnes nettes. Le nombre est réduit à quatre (4) s'il s'agit de vaisseaux d'un tonnage net variant de 1,500 à 2,500 tonnes, et à deux (2) pour les vaisseaux de moins de 1,500 tonnes. La période de rémunération compte de l'heure pour laquelle les hommes sont appelés et ne doit pas être inférieure à deux (2) heures au taux simple sur semaine, et à deux (2) heures au taux double les dimanches et fêtes.

V. *Jours chômés:* Les jours suivants sont considérés comme jours chômés: les dimanches, le Vendredi-Saint, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la Toussaint, Noël et le Premier de l'An. Les débardeurs doivent travailler pendant ces jours s'ils sont appelés. Les hommes ne sont pas requis de travailler le jour de la Fête du Travail excepté pour la manutention de la malle, des bagages et des messageries et pour le service des vaisseaux à passagers; les taux établis pour les jours de fête sont alors payés.

VI. *Heures de commencement: a*) Subordonnément à l'article II ci-haut, les heures de commencement du travail sont à 8 a.m., 10 a.m., 1 p.m., 3 p.m., 7 p.m. et 1 p.m.; les appels pour le travail de jour doivent être signifiés deux (2) heures à l'avance tandis que les appels pour 3 p.m. et les appels pour le travail de nuit ou dominical (avec l'exception qu'on ne peut signifier d'appel après 7 p.m. le samedi pour un travail à être exécuté le dimanche) doivent être signifiés trois (3) heures à l'avance. Cependant, lorsqu'il y a pénurie de groupes organisés de travailleurs et lorsqu'il y a des hommes disponibles à l'heure du commencement du travail, l'employeur a le droit de former un groupe et de le mettre au travail sans donner l'avis ci-haut mentionné.

Le travail ne commencera à 1 a.m. que par exception et par entente entre les représentants des employeurs et les représentants des salariés.

b) Le travail sur les paquebots ne portant que de la malle, des bagages, des messageries ou des passagers peut être commencé en tout temps, (mais au début de l'heure), y compris les dimanches et les jours de fêtes.

f) When men are ordered out to work during day hours they shall be paid a minimum of one (1) hour; during night hours and on Sundays and holidays a minimum of two (2) hours, and during the hours of 1.00 a.m. to 6.00 a.m. a minimum of three (3) hours, whether put to work or not, except when the respective hatches are completed withing the minimum time mentioned heretofore and in which case only the actual time worked shall be paid, and on the following basis: for work up to half an hour, men shall be paid for half an hour: if past the half-hour, they shall be paid for the full hour. Decision in regard to work during bad weather shall be taken by the employer's representative.

g) In the event of work not being started at 7:00 p.m., weekdays or at any time on Sundays and holidays, because of adverse weather conditions, the men shall be paid only one (1) hour.

h) However, if men refuse to work when ordered to do so, the foregoing minimum pay of one (1) or two (2) hours shall not be paid.

i) All payrolls to close at twelve o'clock midnight on Saturday and payment of wages shall commence not later than 10:00 a.m. the following Friday.

j) Not less than six (6) men to be employed for handling lines when docking or shifting ships of over 2,500 net tons; not less than four (4) men for ships between 1,500 to 2,500 net tons, and not less than two (2) men for ships of less than 1,500 net tons; men to be paid from time ordered out, but not less than two (2) hours at single rate during week days at all times, and two (2) hours double time on Sundays and holidays.

V. *Holidays:* The following days are considered as holidays; Sundays, Good Friday, St. Jean-Baptiste Day, Confederation Day, All Saints Day, Christmas Day and New Year's Day. Longshoremen shall work on these days, if required. Men shall not be obliged to work on Labour Day except for mail, baggage, express and attending to passenger vessels when holiday rates of pay shall be paid.

VI. *Starting times: a*) Subject to article II above, starting times shall be 8:00 a.m., 10:00 a.m., 1:00 p.m., 3:00 p.m., 7:00 p.m., and 1:00 a.m. Two (2) hours notice shall be given for day calls and three hours notice for 3:00 p.m. and for night and Sunday calls except that the latest calling time for Sunday work shall be 7:00 p.m. on Saturday. When there is a shortage of organized gangs and additional labour is available at the starting time, the employer shall have the right to form a gang and put it to work without giving the notice mentioned heretofore.

Work will not start at 1:00 a.m. except under unusual circumstances and by special agreement with employers' and employees' representatives.

b) Passenger vessels only with mail, baggage express, or passengers may be started at any time, (but must start on the hour), including Sundays and holidays.

c) Le travail exécuté le dimanche, le Vendredi-Saint, l'Ascension, l'Immaculée Conception, la Toussaint, Noël et le Premier de l'An commence à 9 a.m. excepté lorsqu'un vaisseau prend ou laisse chargement dans le bassin intérieur. Dans un tel cas, le travail peut être commencé en tout temps afin de permettre audit vaisseau d'être prêt pour l'ouverture de l'écluse.

VII. *Dispositions générales: a*) Les salariés doivent embarquer aussitôt qu'il se trouve un moyen sûr de monter sur le navire.

b) Lorsque les officiers du navire ou le représentant de l'employeur ont déclaré le travail terminé sur une écoutille et lorsqu'on doit, à cause des circonstances imprévues, réouvrir cette écoutille, l'employeur a le droit d'y affecter l'équipe d'une autre écoutille.

c) Lorsque des hommes appelés au travail ne peuvent, à cause de circonstances imprévues, être affectés à la besogne qui leur avait d'abord été assignée, l'employeur a le droit de les faire travailler sur un autre navire ou à tout autre endroit.

d) Les débardeurs ont le droit de nommer un représentant sur les quais; ce représentant est élu à une assemblée générale des débardeurs.

VIII. *Conditions de travail:* Les dispositions spéciales (conformes à la Loi de la convention collective) apparaissant dans la cédule des conditions de travail annexée à la convention collective intervenue entre les parties contractantes, font partie intégrante du présent décret tout comme si elles étaient reproduites en entier dans le présent article.

IX. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1962. Il se renouvelle autonatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie au moins soixante (60) jours avant le 31 décembre de l'année 1962 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

JACQUES PRÉMONT,
1015-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

c) Work on Sundays, Good Friday, Ascension Day, Immaculate Conception, All Saints Day, Christmas Day and New Year's Day shall commence at 9:00 a.m. except when a vessel is unloading or loading in the Inner Basin. The work may then be commenced at any time so as to permit the vessel to be ready for the opening of the tidal gates.

VII. *General provisions: a*) When any safe and reasonable method of boarding a ship is available, the employees must proceed on board.

b) When a hatch has been knocked-off as being finished by ships' officers or employers' representative, and due to unforeseen circumstances mut be opened up again, the employer shall have the right to transfer a gang from another hatch.

c) When men are called out to work and, due to unforeseen circumstances, cannot be put to work where ordered, the employer shall have the right to transfer the men to other ships or order them to work wherever required.

d) The Longshoremen shall have the right to appoint a representative on the wharves to be elected at a general meeting of the Longshoremen.

VIII. *Schedule of working conditions:* The special provisions (conforming to the provisions of the Collective Agreement Act) appearing in the schedule of working conditions annexed to the collective agreement entered into between the contracting parties are considered as being part of this decree as if they were integrally contained in the present article.

IX. *Duration of the decree:* The decree remains effective until the 31st of December, 1962. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party gives written notice to the other party to the contrary at least sixty (60) days prior to December 31, 1962, or prior to December 31st of any subsequent year. Such a notice must also be filed with the Minister of Labour.

JACQUES PRÉMONT,
1015-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Actions en séparation de biens

Tonon vs Boyd

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, Cour Supérieure, numéro 36 161. Dame Marguerite Regina Boyd (née Tonon), demanderesse, *vs* James Boyd, défendeur.

La demanderesse, du village de Calumet, a institué une action en séparation de biens, contre son époux, le défendeur.

St-Jérôme, 25 octobre 1962.

Les Procureurs de la demanderesse,
1049-o LEGAULT & LEGAULT.

Belval vs Allard

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour supérieure, No 14,291. Corona Belval, demanderesse, *vs* Roger Allard, défendeur.

Corona Belval, épouse de Roger Allard, bourgeois, domicilié au No 640, rue Des Érables, cité et district de St-Hyacinthe, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

St-Hyacinthe, le 7 novembre 1962.

Les Procureurs de la demanderesse,
LANGLOIS BISSONNET deGRANDPRÉ
1075-o & LASNIER.

Actions for separation as to property

Tonon vs Boyd

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, number 36 161. Dame Marguerite Regina Boyd (née Tonon), plaintiff, *vs* James Boyd, defendant.

The plaintiff, of the village of Calumet, has instituted an action in separation as to property against her husband, the defendant.

St-Jérôme, October 25, 1962.

LEGAULT & LEGAULT,
1049-o *Attorneys for plaintiff.*

Belval vs Allard

Province of Quebec, district of St. Hyacinthe, Superior Court, No 14,291. Corona Belval, plaintiff, *vs* Roger Allard, defendant.

Corona Belval, wife of Roger Allard, gentleman, residing at No. 640, Des Érables Street, city and district of St. Hyacinthe, has taken against her husband an action in separation as to property.

St. Hyacinthe, November 7, 1962.

LANGLOIS BISSONNET deGRANDPRÉ
& LASNIER,
1075-o *Advocates for the plaintiff.*

Avis divers

L'Église des Frères Chrétiens d'Arvida

Avis est donné que les soussignés: Napoléon St-Laurent, Marcel Giguère et Gilles Trudeau adresseront une requête au lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour demander la constitution en corporation de « L'Église des Frères Chrétiens d'Arvida », en vertu des dispositions de la Loi de la constitution de certaines Églises, chap. 311, Statuts refondus de la province de Québec, 1941, et amendements.

Sherbrooke, Québec, le 5 octobre 1962.

NAPOLÉON ST-LAURENT,
MARCEL GIGUÈRE,
GILLES TRUDEAU.
Le Procureur des requérants,
HARRY E. GRUNDY.

836-41-5-o

Mennonite Church of Montreal North

« Avis est donné que Mennonite Church of Montreal North, 11129, boulevard L'Archevêque, Montréal Nord, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour obtenir la constitution en corporation en vertu de la Loi de la Constitution de certaines Églises, chapitre 311, Statuts refondus de Québec, 1941, et amendements. »

Montréal, P.Q., 9 octobre 1962.

Les Procureurs de la requérante,
CERINI & JAMIESON.

Montréal, P.Q. 843-41-5

Cité de Montréal

Avis de rachat

Aux détenteurs d'obligations payables en monnaie canadienne de l'émission désignée « Obligations 6% à fonds d'amortissement pour travaux publics échéant le 15 décembre 1964 » de la cité de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal a l'intention de racheter et rachètera pour FINS DU FONDS D'AMORTISSEMENT, le 15 décembre 1962, conformément aux dispositions du contrat obligataire, les obligations suivantes payables en monnaie légale du Canada de l'émission ci-dessus mentionnée échéant le 15 décembre 1964 énumérées ci-dessous, à 100% de leur valeur nominale plus les intérêts courus à la date de rachat, à savoir:

Numéros des obligations:

A263199	A263201	A263202	A263204	A263206	A263219	A263220	A263221	A263222
A263223	A263224	A263225	A263226	A263231	A263235	A263236	A263239	A263257
A263263	A263264	A263268	A263272	A263275	A263279	A263280	A263282	A263283
A263284	A263286	A263293	A263295	A263296	A263298	A263301	A263302	A263304
A263307	A263309	A263311	A263318	A263321	A263327	A263329	A263332	A263336
A263344	A263345	A263348	A263353	A263356	A263358	A263361	A263364	A263365
A263366	A263375	A263379	A263380	A263386	A263387	A263392	A263393	A263394
A263397	A263399	A263400	A263401	A263407	A263415	A263417	A263422	A263423
A263426	A263436	A263438	A263443	A263447	A263449	A263451	A263454	A263456
A263459	A263467	A263478	A263481	A263484	A263487	A263489	A263490	A263491
A263494	A263504	A263505	A263514	A263515	A263521	A263522	A263526	A263527
A263528	A263529	A263531	A263538	A263540	A263546	A263551	A263559	A263560
A263561	A263563	A263566	A263572	A263574	A263576	A263578	A263587	A263588
A263590	A263591	A263595	A263596	A263606	A263608	A263609	A263610	A263613
A263614	A263615	A263616	A263618	A263619	A263634	A263641	A263647	A263648
A263649	A263653	A263659	A263660	A263661	A263667	A263669	A263672	A263674
A263675	A263678	A263679	A263680	A263682	A263683	A263685	A263687	A263688
A263689	A263693	A263696	A263699	A263702	A263704	A263707	A263715	A263716
A263717	A263722	A263732	A263734	A263735	A263738	A263739	A263740	A263749
A263750	A263757	A263758	A263759	A263760	A263761	A263765	A263766	A263769
A263775	A263776	A263777	A263778	A263782	A263783	A263787	A263789	A263792

Miscellaneous notices

L'Église des Frères Chrétiens d'Arvida

Notice is hereby given that the undersigned: Napoléon St-Laurent, Marcel Giguère and Gilles Trudeau will apply by Petition to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for incorporation of "L'Église des Frères Chrétiens d'Arvida", under the provisions of the Church Incorporation Act, Chap. 311, Revised Statutes of Quebec 1941 and amendments.

Sherbrooke, Que., October 5, 1962.

NAPOLÉON ST-LAURENT,
MARCEL GIGUÈRE,
GILLES TRUDEAU.
HARRY E. GRUNDY,
Attorney for Petitioners.

836-41-5-o

Mennonite Church of Montreal North

"Take notice that Mennonite Church of Montreal North, 11129, Boulevard L'Archevêque, Montreal North, Quebec, will petition the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church incorporation Act, chapter 311, Revised Statutes of Quebec, 1941, and Amendments."

Montreal, P.Q. October 9, 1962.

CERINI & JAMIESON,
Solicitors for Petitioner.

Montreal, P.Q. 843-41-5-o

City of Montreal

Notice of Redemption

To the holders of debentures payable in Canadian currency of the issue designated "6% sinking fund debentures for public works due December 15, 1964" of the city of Montreal.

Public notice is hereby given that the city of Montreal intends to and will redeem for SINKING FUND PURPOSES on December 15, 1962, pursuant to the provisions of the debenture contract, the following debentures payable in lawful money of Canada of the above mentioned issue due on December 15, 1964, listed below at 100% of the face value thereof plus accrued interest to the redemption date, namely:

Debenture numbers:

A263199	A263201	A263202	A263204	A263206	A263219	A263220	A263221	A263222
A263223	A263224	A263225	A263226	A263231	A263235	A263236	A263239	A263257
A263263	A263264	A263268	A263272	A263275	A263279	A263280	A263282	A263283
A263284	A263286	A263293	A263295	A263296	A263298	A263301	A263302	A263304
A263307	A263309	A263311	A263318	A263321	A263327	A263329	A263332	A263336
A263344	A263345	A263348	A263353	A263356	A263358	A263361	A263364	A263365
A263366	A263375	A263379	A263380	A263386	A263387	A263392	A263393	A263394
A263397	A263399	A263400	A263401	A263407	A263415	A263417	A263422	A263423
A263426	A263436	A263438	A263443	A263447	A263449	A263451	A263454	A263456
A263459	A263467	A263478	A263481	A263484	A263487	A263489	A263490	A263491
A263494	A263504	A263505	A263514	A263515	A263521	A263522	A263526	A263527
A263528	A263529	A263531	A263538	A263540	A263546	A263551	A263559	A263560
A263561	A263563	A263566	A263572	A263574	A263576	A263578	A263587	A263588
A263590	A263591	A263595	A263596	A263606	A263608	A263609	A263610	A263613
A263614	A263615	A263616	A263618	A263619	A263634	A263641	A263647	A263648
A263649	A263653	A263659	A263660	A263661	A263667	A263669	A263672	A263674
A263675	A263678	A263679	A263680	A263682	A263683	A263685	A263687	A263688
A263689	A263693	A263696	A263699	A263702	A263704	A263707	A263715	A263716
A263717	A263722	A263732	A263734	A263735	A263738	A263739	A263740	A263749
A263750	A263757	A263758	A263759	A263760	A263761	A263765	A263766	A263769
A263775	A263776	A263777	A263778	A263782	A263783	A263787	A263789	A263792

A263793	A263794	A263798	A263800	A263807	A263810	A263816	A263817	A263818
A263822	A263829	A263830	A263833	A263835	A263842	A263843	A263848	A263851
A263856	A263857	A263866	A263868	A263877	A263879	A263883	A263885	A263886
A263890	A263894	A263897	A263898	A263899	A263902	A263904	A263905	A263907
A263917	A263918	A263927	A263932	A263936	A263937	A263941	A263948	A263953
A263955	A263958	A263963	A263965	A263971	A263972	A263976	A263982	A263986
A263989	A263993	A263994	A263996	A264040	A264042	A264048	A264049	A264052
A264053	A264058	A264062	A264064	A264065	A264066	A264070	A264074	A264083
A264084	A264085	A264107	A264108	A264111	A264127	A264130	A264132	A264133
A264134	A264136	A264139	A264140	A264142	A264144	A264146	A264147	A264153
A264155	A264158	A264161	A264163	A264167	A264170	A264173	A264175	A264191
A264194	A264204	A264205	A264206	A264209	A264213	A264219	A264224	A264231
A264233	A264239	A264243	A264246	A264249	A264251	A264255	A264256	A264259
A264262	A264265	A264267	A264271	A264277	A264280	A264281	A264284	A264286
A264288	A264290	A264310	A264311	A264312	A264314	A264315	A264316	A264317
A264324	A264325	A264327	A264331	A264336	A264339	A264340	A264342	A264343
A264350	A264351	A264352	A264353	A264373	A264378	A264380	A264381	A264384
A264393	A264394	A264396	A264397	A264402	A264405	A264412	A264413	A264414
A264415	A264420	A264422	A264428	A264429	A264435	A264436	A264438	A264442
A264444	A264452	A264457	A264458	A264461	A264466	A264478	A264482	A264483
A264485	A264488	A264494	A264495	A264498	A264591	A264617	A264618	A264619
A264620	A264621	A264629	A264645	A264646	A264650	A264654	A264655	A264663
A264666	A264668	A264670	A264672	A264676	A264678	A264684	A264688	A264695
A264712	A264751	A264753	A264760	A264764	A264866	A264867	A264872	A264874
A264875	A264884	A264889	A264890	A264891	A264904	A264905	A264907	A264909
A264911	A264912	A264914	A264918	A264921	A264922	A264928	A264930	A265069
A265070	A265071	A265074	A265076	A265077	A265080	A265081	A265082	A265085
A265086	A265098	A265100	A265101	A265102	A265108	A265109	A265113	A265114
A265115	A265117	A265120	A265125	A265136	A265137	A265140	A265141	A265145
A265152	A265154	A265156	A265158	A265159	A265164	A265165	A265171	A265174
A265177	A265179	A265180	A265181	A265295	A265296	A265297	A265303	A265305
A265307	A265308	A265310	A265316	A265318	A265319	A265321	A265322	A265324
A265335	A265336	A265337	A265341	A265345	A265346	A265348	A265353	A265359
A265365	A265366	A265371	A265372	A265377	A265379	A265383	A265388	A265635
A265636	A265637	A265639	A265642	A265643	A265651	A265653	A265654	A265656
A265658	A265660	A265661	A265663	A265664	A265666	A265668	A265670	A265673
A265805	A265806	A265807	A265808	A265810	A265812	A265818	A265819	A265823
A265824	A265825	A265830	A265834	A265835	A265837	A265838		

Les obligations ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées, au choix du détenteur, en monnaie légale du Canada au bureau principal de la Banque de Montréal, de la Banque Canadienne Nationale, de La Banque Royale du Canada ou de La Banque Provinciale du Canada, situé dans les cités de Montréal, Toronto, Halifax, Saint John, N.B., Québec, Winnipeg ou Vancouver, Canada, sur présentation et remise desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 15 décembre 1962 attachés. Les obligations enregistrées quant au principal devront être accompagnées de transferts ou de procurations autorisant tels transferts dûment signés en blanc.

À compter du et après le 15 décembre 1962, l'intérêt sur les obligations ainsi rappelées pour rachat cessera et les coupons d'intérêt échéant subséquemment à cette date seront nuls.

Daté à Montréal, ce dixième jour de novembre 1962.

Cité de Montréal,
L. ROBERGE,
Directeur des finances.

1027-o

The debentures so called for redemption will become due and payable and will be paid, at the option of the holder, in lawful money of Canada at the principal office of Bank of Montreal, National Canadian Bank, The Royal Bank of Canada or The Provincial Bank of Canada located in the cities of Montreal, Toronto, Halifax, Saint John, N.B., Quebec, Winnipeg or Vancouver, Canada, upon presentation and surrender of the said debentures with all interest coupons maturing after December 15, 1962 attached. Debentures registered as to principal must be accompanied by assignments or transfer powers duly executed in blank.

From and after December 15, 1962, interest on the debentures so called for redemption will cease and interest coupons maturing subsequent to that date will be void.

Dated at Montreal, this tenth day of November 1962.

City of Montreal,
L. ROBERGE,
Director of Finance.

1027-o

Loi électorale de Québec
Président d'élection

Bureau officiel

Quebec Election Act
Returning—Officer

Official Office

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Adresse du bureau officiel Official office address
Missisquoi.....	Richard, J.-Albany.....	Inspecteur — Inspector.	Farnham.

En vertu de l'article 20.
Québec, 1er novembre 1962.
Le Président général des élections,
1063-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

According to section 20.
Quebec, November 1, 1962.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
1063-o *Chief Returning-Officer.*

Ville de Mistassini

Règlement numéro 89

Attendu qu'actuellement la durée des fonctions du maire et des échevins est de deux (2) ans;
Attendu qu'en vertu de l'article 173*a*, le conseil peut, par règlement, fixer à trois (3) ans la durée des fonctions du maire et des échevins;
Attendu qu'un avis de motion a été donné à cet effet lors de la séance du conseil de cette municipalité tenue le 4 septembre 1962;
Sur la proposition de M. l'échevin René Gilbert;
Secondé par M. l'échevin Eugène Gagné;
Qu'il soit résolu d'adopter le règlement ci-après, portant le numéro 89 et de décréter ce qui suit:
La durée des fonctions du maire et des échevins est fixée à trois (3) ans à compter des élections générales qui suivront l'approbation du pésent règlement et sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et sa promulgation suivant la loi.

Adopté.
Certifiée vraie copie.
Le Maire,
GEORGES VILLENEUVE.
Le Secrétaire-trésorier,
1109-o GÉRARD SAVARD.

Town of Mistassini

By-law number 89

Whereas, presently, the term of office of the mayor and the aldermen is two (2) years;
Whereas under section 173*a*, the Council may, by by-law, fix the term of office of the mayor and the aldermen at thee (3) years;
Whereas a motion was made, for this purpose, at the meeting of the Council of said municipality, held on September 4, 1962;
Upon the recommendation of Mr. René Gilbert, alderman;
Seconded by Mr. Eugène Gagné, alderman;
That it be resolved to adopted the following by-law, bearing number 89, and to decree as follows:
The term of office of the mayor and the aldermen is fixed at three (3) years, from and after the general elections which will follow the approval of the present by-law and its publication in the *Quebec Official Gazette*, and its promulgation according to law.
Adopted.
Certified true copy.
GEORGES VILLENEUVE,
Mayor.
GÉRARD SAVARD,
1109 *Secretary-Treasurer.*

Bill — Assemblée législative

Avis de l'Assemblée

CONCERNANT les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés chez le secrétaire des comités avant le 18 décembre 1962 et présentés avant le 29 janvier 1963, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 18 janvier 1963 et reçues avant le 23 janvier 1963 et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 12 février 1963.

Le Greffier de l'Assemblée législative,
711-39-15-o ANTOINE LEMIEUX.

Bill — Legislative Assembly

Notice of the Assembly

CONCERNING private bills which shall be introduced during the coming session.

According to standing orders, private bills shall be deposited with the secretary of the Committees before December 18, 1962 and presented before January 29, 1963, petitions for private bills shall be presented before January 18, 1963 and received before January 23, 1963 and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before February 12, 1963.

ANTOINE LEMIEUX,
711-39-15 *Clerk of the Legislative Assembly.*

Compagnies autorisées à faire des affaires

Commonwealth Mortgage and Savings Corporation

Avis est donné qu'une autorisation a été accordé, en date du 21 août 1962, à la compagnie « Commonwealth Mortgage and Savings Corporation », conformément aux dispositions de la Loi des sociétés de prêts et de placements, autorisant ladite compagnie à exercer son commerce dans la province de Québec.
Daté à Québec, P. Q., ce 24e jour d'août 1962.

L'Agent principal,
1100-45-5-o CHARLES MUNN.

Companies Licensed to do Business

Commonwealth Mortgage and Savings Corporation

Notice is hereby given that a licence has been granted under date of August 21, 1962, to "Commonwealth Mortgage and Savings Corporation", pursuant to the provisions of the Loan and Investment Societies Act authorizing the said company to carry on business in the Province of Quebec.
Dated at Quebec, P. Q., this 24th day of August, 1962.

CHARLES MUNN.
1100-45-5-o *Chief Agent.*

Dependable Finance Corporation Limited

Avis est donné qu'une autorisation a été accordé, en date du 21 août 1962, à la compagnie « Dependable Finance Corporation Limited », conformément aux dispositions de la Loi des sociétés de prêts et de placements, autorisant ladite compagnie à exercer son commerce dans la province de Québec.

Daté à Québec, P. Q., ce 24e jour d'août 1962.

L'Agent principal,
1101-45-5-o CHARLES MUNN.

Dependable Finance Corporation Limited

Notice is hereby given that a licence has been granted under date of August 21, 1962, to "Dependable Finance Corporation Limited", pursuant to the provisions of the Loan and Investment Societies Act authorizing the said company to carry on business in the Province of Quebec.

Dated at Quebec, P. Q., this 24th day of August, 1962.

CHARLES MUNN,
1101-45-5-o *Chief Agent.*

Chartes — Abandon de

Lee Dyeing Company of Canada Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Lee Dyeing Company of Canada Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Lachine, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 26e jour d'octobre 1962.

Le Secrétaire,
1028 RAYMONDE LUTTERMAN.

Dr. C. M. Smith Memorial Foundation

Avis est donné que « Dr. C. M. Smith Memorial Foundation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Scotstown, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Scotstown, Québec, ce 29e jour d'octobre 1962.

Le Secrétaire,
1029 ANNIE M. CAMPBELL.

Transatlantic Mineral & Ore Ltd.

Avis est donné que « Transatlantic Mineral & Ore Ltd. », une corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 20 octobre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
1030-o E. J. KOK.

Anodor Inc.

Prenez avis que la compagnie « Anodor Inc. », demandera à l'Honorable Secrétaire de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,
1031-o ME JEAN-CHARLES CANTIN, C.R.

Beaminster Investment Corp.

Avis est par les présentes donné que « Beaminster Investment Corp. », une corporation formée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, ayant son bureau chef en la cité de Montréal,

Charters — Surrender of

Lee Dyeing Company of Canada Ltd.

Notice is hereby given that "Lee Dyeing Company of Canada Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Lachine, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 26th day of October, 1962.

RAYMONDE LUTTERMAN,
1028-o *Secretary.*

Dr. C. M. Smith Memorial Foundation

Notice is hereby given that "Dr. C. M. Smith Memorial Foundation", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the town of Scotstown, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Scotstown, Quebec, this 29th day of October, 1962.

ANNIE M. CAMPBELL,
1029-o *Secretary.*

Transatlantic Mineral & Ore Ltd.

Notice is hereby given that "Transatlantic Mineral & Ore Ltd.", a corporation having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, October 20, 1962.

E. J. KOK,
1030 *Secretary-Treasurer.*

Anodor Inc.

Notice is hereby given that "Anodor Inc.", will make an application to the Honorable Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

ME JEAN-CHARLES CANTIN, Q.C.,
1031 *Solicitor of the company.*

Beaminster Investment Corp.

Notice is hereby given that "Beaminster Investment Corp.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to

demandera la permission au Secrétaire de la Province d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 30e jour d'octobre 1962.

Le Secrétaire,
1051-o P. WOLKOWICZ.

Rals Investment Corp.

Avis est par les présentes donné que « Rals Investment Corp. », une corporation formée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, ayant son bureau chef en la cité de Montréal, demandera la persommision au Secrétaire de la Province d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 30e jour d'octobre 1962.

Le Secrétaire,
1052-o MICHAEL RUBINSTEIN.

Splendid Development Corp.

Avis est par les présentes donné que « Splendid Development Corp. », une corporation formée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, ayant son bureau chef en la cité de Montréal, demandera la permission au Secrétaire de la Province d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 30e jour d'octobre 1962.

Le Secrétaire,
1053-o DAVID AUGENFELD.

Laurentide Provisioners Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Laurentide Provisioners Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 6e jour de novembre 1962.

Le Secrétaire,
1076 JACK MARCO.

Kolomeir Realty Corp.

Avis est donné que « Kolomeir Realty Corp. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 6 novembre 1962.

Les Procureurs de la compagnie,
MM. GREENBLATT, GINSBERG,
1077 GARDNER & GLAZER.

the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 30th day of October, 1962.

P. WOLKOWICZ,
1051-o *Secretary.*

Rals Investment Corp.

Notice is hereby given that "Rals Investment Corp.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 30th day of October, 1962.

MICHAEL RUBINSTEIN,
1052-o *Secretary.*

Splendid Development Corp.

Notice is hereby given that "Splendid Development Corp.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 30th day of October, 1962.

DAVID AUGENFELD,
1053-o *Secretary.*

Laurentide Provisioners Ltd.

Notice is hereby given that "Laurentide Provisioners Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 6th day of November, 1962.

JACK MARCO,
1076-o *Secretary.*

Kolomeir Realty Corp.

Notice is hereby given that "Kolomeir Realty Corp.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, November 6, 1962.

Messrs. GREENBLATT, GINSBERG,
GARDNER & GLAZER,
1077-o *Attorneys for the Company.*

Compagnies dissoutes

Benhorn Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée

Companies Dissolved

Benhorn Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Pro-

par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Benhorn Realty Corp. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 18 janvier 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 octobre 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 10177-57

vincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Benhorn Realty Corp.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 18, 1957.

Notice is also given that from and after October 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 2, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 10177-57

The Cementation Company (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « The Cementation Company (Quebec) Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 24 novembre 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 octobre 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 16348-52

The Cementation Company (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Cementation Company (Quebec) Limited", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 24, 1952.

Notice is also given that from and after October 15, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 2, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 16348-52

Cosmo-Kismet (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Cosmo-Kismet (Quebec) Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 21 octobre 1959.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 octobre 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 15804-59

Cosmo-Kismet (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Cosmo-Kismet (Quebec) Limited", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated October 21, 1959.

Notice is also given that from and after October 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 2, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 15804-59

Dairy Associates Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Dairy Associates Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 14 mars 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 octobre 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 10855-57

Dairy Associates Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Dairy Associates Limited", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 14, 1957.

Notice is also given that from and after October 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 2, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 10855-57

Groton Trading Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Groton Trading Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 11 mars 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 octobre 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province ce 2 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 10141-55

Groton Trading Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Groton Trading Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 11, 1955.

Notice is also given that from and after October 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 2, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 10141-55

Lavandin Mining Company
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi des compagnies de Québec, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Lavandin Mining Company » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes en date du 11 décembre 1956.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 octobre 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 13871-56

Lavandin Mining Company
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies Act and Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lavandin Mining Company" (No Personal Liability), incorporated under said Quebec Mining Companies Act, by letters patent dated December 11, 1956.

Notice is also given that from and after October 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary on November 2, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 13871-56

Louhorn Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Louhorn Realty Corp. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 18 janvier 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 octobre 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 10176-57

Louhorn Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Louhorn Realty Corp.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 18, 1957.

Notice is also given that from and after October 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 2, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 10176-57

Lyonhorn Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Lyonhorn Realty Corp. »,

Lyonhorn Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lyonhorn Realty Corp.", incorporated under

constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 4 février 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 octobre 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 10178-57

said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 4, 1957.

Notice is also given that from and after October 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 2, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 10178-57

Melrose Biscuit Shops Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Melrose Biscuit Shops Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 27 novembre 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 octobre 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 8092-46

Melrose Biscuit Shops Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Melrose Biscuit Shops Limited", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 27, 1946.

Notice is also given that from and after October 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 2, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 8092-46

Metropolitan Store Limited (of Quebec)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Metropolitan Store Limited (of Quebec) », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 16 juillet 1925.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 octobre 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 octobre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 1273-25

Metropolitan Store Limited (of Quebec)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Metropolitan Store Limited (of Quebec)", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated July 16, 1925.

Notice is also given that from and after October 15, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on October 16, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 1273-25

Millhorn Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Millhorn Realty Corp. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 18 janvier 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 octobre 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 10179-57

Millhorn Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Millhorn Realty Corp.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 18, 1957.

Notice is also given that from and after October 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 2, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 10179-57

Richler Holding Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Richler Holding Corp. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 11 septembre 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 octobre 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 5571-47

Richler Holding Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Richler Holding Corp.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated September 11, 1947.

Notice is also given that from and after October 30, 1962, the said company has been dissolbed.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 2, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 5571-47

R. T. Smith Construction Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « R. T. Smith Construction Company, Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 3 mars 1921.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 octobre 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 189-21

R. T. Smith Construction Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "R. T. Smith Construction Company, Limited", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 3, 1921.

Notice is also given that from and after October 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 2, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 189-21

Whirl O Wash Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Whirl O Wash Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 7 juin 1960.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 octobre 1962, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1013-o 12546-60

Whirl O Wash Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Whirl O Wash Inc.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patend dated June 7, 1960.

Notice is also given that from and after October 30, 1962, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 2, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1013 12546-60

Divers
Compagnies

Corporation des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Québec

Avis est donné qu'en vertu de l'article II de la Loi 10, George VI, chapitre 87, et ses amendements, l'honorable secrétaire de la province a approuvé, le 19 octobre 1962, les modifications apportées aux règlements de la « Corporation des

Miscellaneous
Companies

Corporation des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Québec

Notice is given that under section II of the Act 10, George VI, chapter 87, and its amendments, the Honourable the Provincial Secretary of the Province has approved, on October 19, 1962, the amendments made to by-laws of the

Instituteurs et Institutrices Catholiques du Québec », adoptées lors d'un congrès tenu du 1er au 5 juillet 1962.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 19 octobre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

1032-o RAYMOND DOUVILLE.

"Corporation des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Québec", adopted at a convention held from July 1 to July 5, 1962.

Given at the office of the Provincial Secretary on October 19, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

1032 *Assistant Secretary of the Province.*

Gino's Fashions Inc.

Règlement No 4

Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Gino's Fashions Inc. » (ici nommée la « compagnie ») ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est augmenté de trois à quatre, de sorte qu'à l'avenir, le conseil d'administration de la compagnie sera composé de quatre directeurs.

2° Quatre directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont amendés, modifiés et revisé, de manière à donner effet à ce règlement. »

Copie conforme certifiée du règlement No 4 de « Gino's Fashions Inc. » qui a été dûment décrété à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie tenue le 17e jour de juillet 1962, et confirmé subséquemment par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie présents ou représentés à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 17e jour de juillet 1962.

Le Secrétaire,

ROBERT CLOUTIER.

1033 12503-62

Gino's Fashions Inc.

By-law No. 4

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Gino's Fashions Inc." (herein called the "company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four, so that the board of directors of the company shall hereafter be comprised fo four directors.

2. Four directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith, are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified to be a true copy of by-law No. 4 of "Gino's Fashions Inc." which has been duly enacted at a meeting of the board of directors of the company held on the 17th day of July, 1962, and was subsequently confirmed by the unanimous vote of all the shareholders of the company present or represented at a special general meeting of the shareholders held on the 17th day of July, 1962.

ROBERT CLOUTIER,

Secretary.

1033-o 12503-62

B.K. Johl Inc.

Extrait

Procès-verbal de l'assemblée des directeurs de « B.K. Johl Inc. », tenue à Montréal le 10e jour de septembre 1962, à midi.

« Par conséquent, qu'il soit résolu comme le règlement No 20 de la compagnie:

1° Que le nombre des directeurs soit et il est augmenté de 4 à 5 de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de 5 directeurs.

2° Que tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

3. Que le secrétaire de la compagnie soit autorisé, et il est par les présentes autorisé à faire signer et exécuter pour et au nom de la compagnie, tous actes, documents et autres démarches qui seront nécessaires relativement à ce règlement.

4° Qu'une assemblée générale spéciale d'actionnaires soit convoquée et tenue immédiatement après cette assemblée des directeurs de manière à soumettre ce règlement pour approbation ».

Extrait conforme certifié d'une assemblée des directeurs dûment tenue au siège social de la compagnie et approuvé par le vote de tous les actionnaires à une assemblée générale spéciale dûment tenue le 10 septembre 1962, au siège social de la compagnie.

(Sceau) *Le Secrétaire,*

J. JOHL.

1034 2694-46

B.K. Johl Inc.

Extract

Minutes of the meeting of directors of "B.K. Johl Inc.", held at Montreal on the 10th day of September, 1962, at noon.

"Therefore be it resolved as by-law No. 20 of the company:

1. That the number of directors be and the same is hereby increased from 4 to 5 so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of 5 directors.

2. That all prior by-laws resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

3. That the secretary of the company be authorized, and is hereby authorized to do, sign and execute for and in the name of the company, all acts, documents and other steps as desirable in connection with this by-law.

4. That a special general meeting of shareholders be called and held immediately following this meeting of directors in order to submit this by-law for approval".

Certified true extract of a meeting of directors duly held at the head-office of the company and approved by the vote of all the shareholders at a special general meeting duly held on September 10, 1962, at the head-office of the company.

(Seal) J. JOHL,

Secretary.

1034-o 2694-46

Union Palace Tavern Inc.

Règlement A-1

Règlement concernant la distribution de l'actif de la compagnie.

1° Attendu que la compagnie a cessé ses opérations sauf celles nécessaires pour la liquidation de ses affaires;

2° Attendu que la compagnie n'a pas de dettes ou obligations;

3° En conséquence qu'il soit décrété comme règlement A-1 de « Union Palace Tavern Inc. », que:

a) La Compagnie soit et elle est, par les présentes, autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au *pro rate* entre ses actionnaires, et subséquemment procéder, à sa dissolution par voie de procédures d'abandon de charte, en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

b) Les directeurs et officiers sont, par les présentes, autorisés à signer et exécuter tous documents nécessaires à cette fin.

Décrété ce 14e jour d'avril 1961.

La Présidente,
DAME FERNANDE AUDY-LAPORTE.
Le Secrétaire,
LOUIS LAPORTE.

1035

Union Palace Tavern Inc.

By-law A-1

By-law respecting the distribution of the assets of the company.

1. Whereas the company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs;

2. And whereas the company has not debts or obligations;

3. Now therefore be it enacted as by-law A-1 of "Union Palace Tavern Inc.", that:

a) The company be and it is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets ratably among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of charter proceedings under section 26 of the Quebec Companies' Act.

b) The directors and officers are hereby authorized to sign and execute all documents necessary for the said purpose.

Enacted this 14th day of April 1961.

DAME FERNANDE AUDY LAPORTE,
President.
LOUIS LAPORTE,
Secretary.

1035-o

L'Association des Industriels Laitiers de la Province de Québec Inc.
The Province of Quebec Milk Dealers' Association Inc.

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 23 octobre 1962, approuvé les amendements aux règlements généraux de « L'Association des Industriels Laitiers de la Province de Québec Inc. — The Province of Quebec Milk Dealers' Association Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des comapgnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire del a province, ce 25 octobre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1047-o 1670-34

L'Association des Industriels Laitiers de la Province de Québec Inc.
The Province of Quebec Milk Dealers' Association Inc.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on October 23, 1962, approved the amendments to the general by-laws of "L'Association des Industriels Laitiers de la Province de Québec Inc. — The Province of Quebec Milk Dealers' Association Inc.", and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, October 25, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1047 1670-34

Creative Photographers Ltd.

Règlement No XXII

étant un règlement changeant le nombre des directeurs de la compagnie de trois (3) à cinq (5).

Attendu qu'il est jugé à propos de changer le nombre des directeurs de la compagnie de trois (3) à cinq (5);

En conséquence, qu'il soit décrété et il est décrété comme le règlement No XXII de « Creative Photographers Ltd. » (ci-après appelée la « compagnie ») comme suit:

1° Le nombre des directeurs soit et il est par les présentes augmenté de trois (3) à cinq (5), de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de cinq (5) directeurs:

2. Trois (3) directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration:

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de lac ompagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Copie conforme certifiée du règlement No XXII des règlements de « Creative Photographers Ltd. », décrété à une assemblée du conseil d'administration de ladite compagnie tenue le

Creative Photographers Ltd.

By-law No. XXII

being a by-law changing the number of directors of the company from three (3) to five (5).

WHEREAS it is deemed expedient to change the number of directors of the company from three (3) to five (5);

Now therefore be it enacted and it is hereby enacted as by-law No. XXII of "Creative Photographers Ltd.", (herein called the "company") as follows:

1. The number of directors be and the same is hereby increased from three (3) to five (5), so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of five (5) directors:

2. Three (3) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors:

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Certified a true copy of by-law No. XXII of the by-laws of "Creative Photographers Ltd.", enacted at a meeting of the board of directors of the said company held on the tenth day of August

dixième jour d'août 1962, et sanctionné et confirmé à l'unanimité par tous les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie convoquée pour étudier ce règlement et tenue le 10 août 1962.

Le Secrétaire,
J. LALONDE.

1048

Manoir St-Castin, Inc.

Règlement # 28

augmentant le nombre des directeurs.

« Sur motion dûment proposée et secondée, il est unanimement résolut d'adopter le règlement # 28 de la corporation, dont le texte suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de cinq à sept, de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de sept directeurs;

2° Quatre directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration;

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Certifié vraie copie.

Québec, ce 18e jour d'octobre 1962.

Le Secrétaire,
DOLLARD HUOT.

1054-o 2411-38

Mountain Press Ltd.

Règlement spécial « C »

étant un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de cinq (5) à huit (8).

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement spécial « C » de la compagnie que:

1° le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de cinq à huit;

2° Le règlement général III, article 1 de la compagnie tel qu'amendé, soit et il est par les présentes amendé pour se conformer au précédent. »

Copie conforme certifiée.

Montréal, 25 octobre 1962.

Le Secrétaire,
ROSS WALTERS.

1055

Brown's Department Store Ltd.

Règlement No 27

Changement du nombre des directeurs

Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Brown's Department Store Ltd. », comme suit:

1° Le nombre du conseil d'administration de la compagnie soit, et il est augmenté de trois (3) à quatre (4), dont trois (3) formeront quorum.

2° Les règlements de la compagnie soient, et ils sont par les présentes amendés pour se conformer au précédent. »

Décrété le 28 septembre 1962.

Le Secrétaire,
J. D. LAZAR.

1067 5249-49

Lachine Curling Club Incorporated

Extrait des règlements généraux de la corporation susdite, tels qu'adoptés par les membres de

1962, and unanimously sanctioned and confirmed by all the shareholders of the company at a special general meeting of the shareholders of the said company called for considering the same and held on August 10, 1962.

J. LALONDE,
Secretary.

1048-o

Manoir St-Castin, Inc.

By-law # 28

increasing the number of directors.

"On motion duly moved and seconded, it was unanimously resolved to adopt by-law # 28 of which the text is as follows:

1. The number of directors of the company is hereby increased from five to seven, so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of seven directors;

2. Four directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors;

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified true copy.

Quebec, this 18th day of October, 1962.

DOLLARD HUOT,
Secretary.

1054-o 2411-38

Mountain Press Ltd.

Special by-law "C"

being a by-law to increase the board of directors from five (5) to eight (8).

"Be it enacted, and it is hereby enacted as special by-law "C" of the company that:

1. the number of the board of directors of the company be and it is hereby increased from five to eight;

2. the general by-law III, article 1 of the company as amended, be and it is hereby amended to accord with the foregoing."

Certified true copy.

Montreal, October 25, 1962.

ROSS WALTERS,
Secretary.

1055-o

Brown's Department Store Ltd.

By-law No. 27

Change in number of directors

"Be it enacted, and it is hereby enacted as a by-law of "Brown's Department Store Ltd.", as follows:

1. The number of the board of directors of the company be, and it is hereby increased from three (3) to four (4), whereof three (3) shall form a quorum.

2. The by-laws of the company be, and they are hereby amended to accord with the foregoing."

Enacted September 28, 1962.

J. D. LAZAR,
Secretary.

1067-o 5249-49

Lachine Curling Club Incorporated

Extract of the general by-laws of the abovenamed corporation, as adopted by the members

ladite corporation le 27 avril 1962, concernant une augmentation dans le nombre des directeurs de trois à treize:

« 3. 1 *Bureau de direction:* Les affaires du club seront dirigées par un bureau de direction, comprenant les officiers suivants: le président, le vice-président, le secrétaire honoraire, le trésorier honoraire; ainsi que huit directeurs, à être élus tel que prévu ci-après. Le président sortant de charge sera élu membre du Bureau de direction. ».

Copie conforme certifiée.

Le Secrétaire honoraire,
A. K. ARCHIBALD.

1068 186-30

Lachine Curling Club Incorporated

Avis est donné que les règlements généraux de « Lachine Curling Club Incorporated » ont été approuvés par le secrétaire de la province, le 20 octobre 1962, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 31e jour d'octobre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1068 186-30

The Montreal Film Society

Avis est donné que les règlement, un, deux et trois de « The Montreal Film Society » furent approuvés par le secrétaire de la province, le 30 octobre 1962, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1069 12609-62

Montreal Tinning (1962) Co. Ltd.

Règlement numéro 23

Qu'il soit décrété et il est décrété comme le règlement numéro 23 de « Montreal Tinning (1962) Co. Ltd. ».

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est augmenté de trois (3) à quatre (4), de sorte qu'à l'avenir, le conseil d'administration de la compagnie sera composé de quatre (4) directeurs:

Que quatre (4) directeurs formeront qorum à toute assemblée du conseil d'administration.

Que tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Certifié sous le sceau de la compagnie comme étant une copie conforme du règlement numéro 23 passé par le conseil d'administration de « Montreal Tinning (1962) Co. Ltd. », à une assemblée tenue le 5e jour de septembre 1962 et dument approuvé par tous les actionnaires de ladite compagnie à une assemblée tenue le 5e jour de septembre 1962.

Le Président,
M. LAZAROVITZ.
Le Secrétaire,
WILLIAM RINZLER.

1070

of the said corporation on April 27, 1962, concerning an increase in the number of directors from three to thirteen:

"3. 1 *Board of management:* The affairs of the Club shall be managed by a board of management, consisting of the following officers: president, vice president, honorary secretary, honorary treasurer; together with eight directors, to be elected as hereinafter provided. The immediate past president will be elected a member of the board."

Certified true copy.

A. K. ARCHIBALD,
Honorary Secretary.

1068-o 186-30

Lachine Curling Club Incorporated

Notice is hereby given that the general by-laws of "Lachine Curling Club Incorporated" were approved by the Provincial Secretary, on October 20, 1962, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of October, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1068-o 186-30

The Montreal Film Society

Notice is hereby given that by-laws one, two and three of "The Montreal Film Society" were approved by the Provincial Secretary, on October 30, 1962, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1069-o 12609-62

Montreal Tinning (1962) Co. Ltd.

By-law number 23

Be it enacted and it is hereby enacted as by-law number 23 of "Montreal Tinning (1962) Co. Ltd.".

That the number of directors of the company be and the same is hereby increased from three (3) to four (4) so that the board of directors shall hereafter be composed of four (4) directors:

That four (4) directors shall constitute a quorum of any meeting of the board of directors:

That all prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hreby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law;

Certified under the seal of the company to be a true copy of by-law number 23 passed by the board of directors of "Montreal Tinning (1962) Co. Ltd.", at a meeting held on the 5th day of September, 1962 and duly approved by all the shareholders of the said company at a meeting held on the 5th day of September, 1962.

M. LAZAROVITZ,
President.
WILLIAM RINZLER,
Secretary.

1070-o

Les Entreprises du Sommet Bleu Inc.
Blue Sommit Development Inc.

Règlement No 9

tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires de la compagnie ci-haut mentionnée le 6 septembre 1962.

« Sur motion présentée par la présidente, il est résolu à l'unanimité des directeurs d'approuver le règlement numéro neuf autorisant l'augmentation du nombre des directeurs de la compagnie de trois à quatre. »

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
MONIQUE DUFRESNE.

1088-o 4232-47

Les Entreprises du Sommet Bleu Inc.
Blue Sommit Development Inc.

By-law No. 9

as adopted by the directors and approved by the shareholders of the company above mentioned on September 6, 1962.

"Upon a motion presented by the president, it is unanimously resolved by the directors to approve by-law number nine authorizing the increase in the number of the directors of the company from three to four."

Certified true copy.

MONIQUE DUFRESNE,
Secretary.

1088 4232-47

Entreprises Francham Ltée
Francham Enterprises Ltd.

Règlement No A

qui est un règlement concernant la distribution d'actif de « Entreprises Francham Ltée ».

1° Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires;

2° Attendu que la compagnie n'a pas de dettes ou obligations.

3° En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de « Entreprises Francham Ltée », que:

(1) La compagnie soit et elle est, par les présentes, autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au prorata entre ses actionnaires et à subséquemment procéder à sa dissolution par voie de procédures d'abandon de charte, conformément à l'article 26, de la Loi des compagnies de Québec.

(2) Les directeurs et officiers sont par les présentes, autorisés et dirigés à faire, à signer et à exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou opportuns au bon exercice du précédent.

Décrété ce 24e jour d'octobre 1962.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
1089 J. DOUVILLE.

Entreprises Francham Ltée
Francham Enterprises Ltd.

By-law No. A

being a by-law respecting the distribution of the assets of "Francham Enterprises Ltd.".

1. Whereas the company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs;

2. Whereas the company has no debts or obligations.

3. Therefore be it enacted as a by-law of "Francham Enterprises Ltd." that:

(1) The company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateable among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of charter proceedings under section 26, of the Quebec Companies' Act.

(2) The directors and officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Enacted this 24th day of October, 1962.

(Seal) J. DOUVILLE,
1089-o *Secretary.*

Norema Construction Ltée
Norema Construction Ltd.

Règlement No A

qui est un règlement concernant la distribution d'actif de « Norema Construction Ltée »

1. Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires;

2. Attendu que la compagnie n'a pas de dettes ou obligations.

3. En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de « Norema Construction Ltée », que:

(1) La compagnie soit et elle est, par les présentes, autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au prorata entre ses actionnaires et à subséquemment procéder à sa dissolution par voie de procédures d'abandon de charte, conformément à l'article 26, de la Loi des compagnies de Québec.

(2) Les directeurs et officiers sont par les présentes, autorisés et dirigés à faire, à signer et à exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou opportuns au bon exercice du précédent.

Décrété ce 24e jour d'octobre 1962.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
1090 J. DOUVILLE.

Norema Construction Ltée
Norema Construction Ltd.

By-law No. A

being a by-law respecting the distribution of the assets of "Norema Construction Ltd."

1. Whereas the company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs;

2. Whereas the company has no debts or obligations.

3. Therefore be it enacted as a by-law of "Norema Construction Ltd." that:

(1) The company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateable among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of charter proceedings under section 26, of the Quebec Companies' Act.

(2) The directors and officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Enacted this 24th day of October, 1962.

(Seal) J. DOUVILLE,
1090-o *Secretary.*

Transrives Inc.

Règlement No A

Étant un règlement concernant la distribution de l'actif de « Transrives Inc. ».

1° Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce sauf aux fins de la liquidation de ses affaires;

2° Attendu que la compagnie n'a aucune dette ni obligation.

3° En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de « Transrives Inc. » que:

1) La compagnie soit et elle est autorisée à disposer de sa propriété, distribuer son actif au prorata entre ses actionnaires et subséquemment procéder à la dissolution par voie de procédures d'abandon de charte conformément à l'article 26, de la Loi des compagnies de Québec.

2) Les directeurs et officiers sont par les présentes autorisés et dirigés à faire, signer et exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou désirables aux fins d'exécuter le précédent.

Décrété ce 24e jour d'octobre 1962.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
1091 J. Douville.

Transrives Inc.

By-law No. A

Being a by-law respecting the distribution of the assets of "Transrives Inc.".

1. Whereas the company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs;

2. Whereas the company has not debts or obligations.

3. Therefore be it enacted as a by-law of "Transrives Inc." that:

1) The company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateable among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of Charter proceedings undre Section 26 of the Quebec Companies' Act.

2) The directors and officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Enacted this 24th day of October, 1962.

(Seal) J. Douville,
1091-o *Secretary.*

Hôpital Notre-Dame du Rosaire de Montréal Inc.

Règlement No 3°-(A)

concernant la modification du nombre des directeurs

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Hôpital Notre-Dame du Rosaire de Montréal Inc. », est changé de « quatre » qu'il était auparavant à celui de « trois » et le règlement No 3°-(A) de la compagnie est modifié en conséquence. »

Copie certifiée du règlement No 3°-(A) dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 1er jour de septembre 1962, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 1er jour de septembre 1962 par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
Thérèse Langevin Laporte.
1092-o 13971-58

Hôpital Notre-Dame du Rosaire de Montréal Inc.

By-law No. 3°-(A)

concerning amendment in the number of directors

"The number of the directors of the company "Hôpital Notre-Dame du Rosaire de Montréal Inc.", is changed from four that it was heretofore to that of "three" and by-law No. 3°-(A) of the company is therefore amended."

Certified copy of by-law No. 3°-(A) duly adopted at a meeting of the directors held on the first day of September, 1962, and approved at a pecial general meeting of the company held on the first day of September, 1962, by the shareholders of the company held on the first day of September by the shareholders holding among themselves 100% of the shares represented at this meeting.

Thérèse Langevin Laporte,
Secretary.
1092 13971-58

Pavage Noroit Ltée — Noroit Paving Ltd.

Règlement No IV

concernant la modification du nombre de directeurs

« Le nombre de directeurs de la compagnie « Pavage Noroit Ltée — Noroit Paving Ltd. », est changé de trois, qu'il était auparavant, à celui de cinq, et le règlement No I, article 3, sous-paragraphe *a*) de la compagnie est modifié en conséquence. »

Copie certifiée du règlement No IV dûment approuvé et ratifié unanimement à une assemblée des actionnaires tenue le 17e jour de mars 1962.

Le Secrétaire,
André Gascon.
1093-o 14467-61

Pavage Noroit Ltée — Noroit Paving Ltd.

By-law No. IV

concerning the altering of the number of directors

"The number of directors of "Pavage Noroit Ltée — Noroit Paving Ltd.", has been changed from three, as it formerly was to five, and by-law No. I, section 3, sub-paragraph (a) of the Company has been altered accordingly."

Certified copy of by-law No. IV duly approved and unanimously ratified at a meeting of the shareholders held on the 17th day of March, 1962.

André Gascon,
Secretary.
1093 14467-61

Lettres patentes

École Normale François Delaplace

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 23 de la Loi constituant en corporation

Letters Patent

École Normale François Delaplace

Notice is hereby given that under the provisions of section 23 of the Act incorporating the

les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie, 10-11 Elizabeth II, chapitre 105, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13 septembre 1962, constituant en corporation l'« École Normale François Delaplace ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1064-o 36-62 — 1145/26

Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie, 10-11 Elizabeth II, chapter 105, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated September 13, 1962, incorporating the "École Normale François Delaplace".

The head office of the corporation above mentioned is situated in the city of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 6, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1064 36-62 — 1145/26

Province du Saint Coeur de Marie des Servantes du Saint Coeur de Marie

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 23 de la Loi constituant en corporation les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie, 10-11 Elizabeth II, dhapitre 105, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13 septembre 1962, constituant en corporation la « Province du Saint Coeur de Marie des Servantes du Saint Coeur de Marie ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Beauport.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1065-o 34-62 — 1145/35

Province du Saint Coeur de Marie des Servantes du Saint Coeur de Marie

Notice is given that under the provisions of section 23 of the Act incorporating the Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie, 10-11 Elizabeth II, chapter 105, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec dated September 13, 1962, incorporating the "Province du Saint Coeur de Marie des Servantes du Saint Coeur de Marie".

The head office of the corporation above mentioned is situated in the town of Beauport.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 6, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1065 34-62 — 1145/35

Province de Saint Joseph des Servantes du Saint Coeur de Marie

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 23 de la Loi constituant en corporation les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie, 10-11 Elizabeth II, chapitre 105, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13 septembre 1962, constituant en corporation la « Province de Saint Joseph des Servantes du Saint Coeur de Marie ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1066-o 35-62 — 1145/34

Province de Saint Joseph des Servantes du Saint Coeur de Marie

Notice is hereby given that under the provisions of section 23 of the Act incorporating the Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie, 10-11 Elizabeth II, chapter 105, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated September 13, 1962, incorporating the "Province de Saint Joseph des Servantes du Saint Coeur de Marie".

The head office of the corporation above mentioned is situated in the city of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary on November 6, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1066 35-62 — 1145/34

Sièges sociaux

Benco Investments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Benco Investments Ltd. », constituée en corporation conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 11e jour d'octobre 1962, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 425, rue Guy.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à la cité de Montréal, ce 18e jour d'octobre 1962.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
1016 NEIL F. PHILLIPS.

Head Offices

Benco Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Benco Investments Ltd.", incorporated under the provisions of part I of the Quebec Companies Act on the 11th day of October, 1962, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 425, Guy Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 18th day of October, 1962.

(Seal) NEIL F. PHILLIPS,
1016-o *Secretary.*

Dorchester Development Ltd.

Avis est donné que « Dorchester Development Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 22e jour d'avril 1960, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à 615 ouest, boulevard Dorchester, chambre 930, Montréal, Qué.

Daté à Montréal, ce 29e jour d'octobre 1962.

Le Secrétaire,
ALBERT GAREH.

1017

Dorchester Development Ltd.

Notice is hereby given that "Dorchester Development Ltd.", incorporated by letters patent under the provisions of part I of the Quebec Companies' Act on the 22nd day of April, 1960, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 615, Dorchester Boulevard West, Suite 930, Montreal, Que.

Dated at Montreal, this 29th day of October, 1962.

ALBERT GAREH,
Secretary.

1017-o

Mountain Holdings Ltd.

Avis est donné que « Mountain Holdings Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 22e jour d'avril 1960, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à 615 ouest, boulevard Dorchester, chambre 930, Montréal, Qué.

Daté à Montréal, ce 29e jour d'octobre 1962.

Le Secrétaire,
ALBERT GAREH.

1018

Mountain Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Mountain Holdings Ltd.", incorporated by letters patent under the provisions of part I of the Quebec Companies' Act on the 22nd day of April, 1960, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 615, Dorchester Boulevard West, Suite 930, Montreal, Que.

Dated at Montreal, this 29th day of October, 1962.

ALBERT GAREH,
Secretary.

1018-o

Fournisseur Municipal du Québec (1962) Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Fournisseur Municipal du Québec (1962) Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 septembre 1962, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au No 685, rue Jarry, Est, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est constitué par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 19e jour de septembre 1962.

(Sceau) *Le Président,*
GUY PAGÉ.

1019-o

Fournisseur Municipal du Québec (1962) Inc.

Notice is hereby given that the company "Fournisseur Municipal du Québec (1962) Inc.", incorporated by letters patent on September 18, 1962 and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at No. 685, Jarry Street, East, Montreal.

From and after date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 19th day of September 1962.

(Seal) GUY PAGÉ,
President.

1019-o

Grenier Transport Inc.

Règlement No 5

concernant le changement du bureau principal de la compagnie « Grenier Transport Inc. ».

« Le bureau principal de la compagnie « Grenier Transport Inc. », est transporté de Sainte-Marie de Beauce, district de Beauce, où il était auparavant à St-Maxime de Scott, comté de Dorchester, district de Beauce. »

Copie certifiée du règlement No 5, dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le dix-huitième jour d'octobre 1962, et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le dix-huitième jour d'octobre de la même année, par les actionnaires détenant entre eux cent pour cent des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
JULIEN FAUCHER.

1020-o 13059-62

Grenier Transport Inc.

By-law No. 5

concerning the changing of the head office of "Grenier Transport Inc.".

"The head office of "Grenier Transport Inc.", has been moved from Sainte-Marie de Beauce, district of Beauce, where it formerly was, to St-Maxime de Scott, county of Dorchester, district of Beauce."

Certified copy of by-law No. 5, duly adopted at a meeting of the directors held on the eighteenth day of October, 1962, and unanimously approved at a special general meeting of the shareholders of the company held on the eighteenth day of October of the same year, by the shareholders holding among themselves one hundred per cent of the shares represented at this meeting.

JULIEN FAUCHER,
Secretary.

1020 13059-62

Place Victoria — St. Jacques Co. Inc.

Avis est donné que la compagnie « Place Victoria — St. Jacques Co. Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 22e jour de novembre 1960, a trans-

Place Victoria — St. Jacques Co. Inc.

Notice is hereby given that "Place Victoria — St. Jacques Co. Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 22nd day of November, 1960, has moved its head office from 495, Victoria Sqaure,

porté son siège social de 495, Carré Victoria, Montréal, Québec, à 760, Carré Victoria, en la cité de Montréal, province de Québec.

Montréal, ce 30e jour d'octobre 1962.

(Sceau) *Le Secrétaire,*

1021 JEAN MONET.

Provisions Inc.

Avis est donné que la compagnie « Provisions Inc. », constituée en corporation par lettres patentes sous la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 23 juillet 1962, a établi son bureau à 1115, Cartier, Québec, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 14 octobre 1962.

Le Président-gérant,

1022-o ALBERT DROUIN.

Aggregates Investments Company

Avis est donné que la compagnie « Aggregates Investments Company », constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes, émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 26e jour de mai 1961, a transporté son siège social et principale place d'affaires dans la province de Québec de chambre 1700, 360 ouest, rue St-Jacques, en la cité de Montréal, à chambre 700, édifice de la Banque Royale du Canada, Place Ville Marie, en la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 30e jour d'octobre 1962.

Le Président,

1023 D. H. HOLLAND.

Massawippi Mining Company Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie « Massawippi Mining Company Ltd. » (No Personal Liability), constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, le 9e jour de février 1959, a tranporté son siège social et principale place d'affaires dans la province de Québec de chambre 1700, 360 ouest, rue St-Jacques, en la cité de Montréal, à chambre 700, édifice de la Banque Royale du Canada, Place Ville Marie, en la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 1er jour de novembre 1962.

Le Président,

1024 RICHARD D. MOLLISON.

Montnord Construction Co. Limited

Avis est donné que la compagnie « Montnord Construction Co. Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 1er octobre 1962, a établi son siège social à 5165 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, P. Q.

Montréal, P. Q., 30 octobre 1962.

Le Secrétaire,

1025 SAMUEL LEVY.

Rock Products Investments Inc.

Avis est donné que la compagnie « Rock Products Investments Inc. », constituée en

Montreal, Quebec to 760, Victoria Square in the city of Montreal, Province of Quebec.

Montreal, this 30th day of October, 1962.

(Seal) JEAN MONET,

1021-o *Secretary.*

Provisions Inc.

Notice is given that the company "Provisions Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, dated July 23, 1962, has established its office at 1115, Cartier, Quebec, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, on October 14, 1962.

ALBERT DROUIN,

1022 *President-Manager.*

Aggregates Investments Company

Notice is hereby given that "Aggregates Investments Company", incorporated in the Province of Quebec by letters patent, granted under Part I of the Quebec Companies Act, on the 26th day of May, 1961, has removed its head office and principal place of business in the Province of Quebec from Room 1700, 360, St. James Street West in the city of Montreal to Room 700, The Royal Bank of Canada Building, Place Ville Marie, in the city of Montreal.

Dated at Montreal, this 30th day of October, 1962.

D. H. HOLLAND,

1023-o *President.*

Massawippi Mining Company Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Massawippi Mining Company Ltd." (No Personal Liability), incorporated in the Province of Quebec by letters patent, granted under the Quebec Mining Companies' Act, on the 9th day of February, 1959, has removed its head office and principal place of business in the Province of Quebec from Room 1700, 360, St. James Street, West in the city of Montreal to Room 700, The Royal Bank of Canada Building, Place Ville Marie, in the city of Montreal.

Dated at Montreal, this 1st day of November, 1962.

RICHARD D. MOLLISON,

1024-o *President.*

Montnord Construction Co. Limited

Notice is hereby given that "Montnord Construction Co. Limited", incorporated under part I of the Quebec Companies Act by letters patent, dated October 1, 1962, has established its head office at 5165, Sherbrooke Street West, Montreal, P. Q.

Montreal, P. Q., October 30, 1962.

SAMUEL LEVY,

1025-o *Secretary.*

Rock Products Investments Inc.

Notice is hereby given that "Rock Products Investments Inc.", incorporated in the Province

corporation dans la province de Québec par lettres patentes, émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 16e jour de février 1961, a transporté son siège social et principal bureau d'affaires dans la province de Québec de chambre 1700, 360 ouest, rue St-Jacques, en la cité de Montréal, à chambre 700, édifice de la Banque Royale du Canada, Place Ville Marie, en la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 30e jour d'octobre 1962.

Le Président,
D. H. HOLLAND.

1026

Fonds F-I-C Inc.

Avis est donné que la compagnie « Fonds F-I-C Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 15 octobre 1962, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau au No 31 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Qué., ce 2e jour de novembre 1962.

Le Secrétaire,
ANDRÉ CHARRON.

1036-o

P. P. Petroleum Ltée

Règlement numéro 3

pour changer le siège social de la compagnie de Montréal à Ste-Agathe-des-Monts.

« Le siège social de la compagnie sera dorénavant rue Guindon, à Sainte-Agathe-des-Monts, dans les comté et district de Terrebonne. »

Je, soussigné, secrétaire-trésorier, de « P. P. Petroleum Ltée », certifie que ce qui précède est une copie fidèle et exacte du règlement numéro trois de la compagnie passé par le conseil d'administration au cours d'une assemblée tenue le 31 juillet 1962 et approuvé à l'unanimité par l'assemblée générale des actionnaires tenue le même jour et à laquelle tous les actionnaires de la compagnie étaient présents.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD ST-DENIS.

1037-o 10133-62

Perreault Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Perreault Construction Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 17 septembre 1962 et ayant son bureau principal à Contrecoeur, a établi son bureau à 183, rue Legendre à Contrecoeur.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sorel, ce 30e jour d'octobre 1962.

Le Secrétaire,
DAME JULIETTE GAUDETTE.

1038-o

Trudeau Elliott Ltd

Avis est donné que la compagnie « Trudeau Elliott Ltd », constituée en corporation par lettres patentes accordées le 22 novembre 1932 et enregistrées le 24 novembre 1932, et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, où elle avait

of Quebec by letters patent, granted under Part I of the Quebec Companies Act, on the 16th day of February, 1961, has removed its head office and principal place of business in the Province of Quebec from Room 1700, 360, St. James Street West in the city of Montreal to Room 700, the Royal Bank of Canada Building, Place Ville Marie, in the city of Montreal.

Dated at Montreal, this 30th day of October, 1962.

D. H. HOLLAND,
President.

1026-o

F-I-C Fund Inc.

Notice is hereby given that "F-I-C Fund Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated October 15, 1962 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 31, St. James Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P. Q., this 2nd day of November, 1962.

ANDRÉ CHARRON,
Secretary.

1036-o

P. P. Petroleum Ltée

By-law number 3

to change the head office of the company from Montreal to Ste-Agathe-des-Monts.

"The head office of the company will, hereafter, be situated on Guindon Street, in Sainte-Agathe-des-Monts, in the county and district of Terrebonne."

I, the undersigned, secretary-treasurer of "P. P. Petroleum Ltée", do certify that what precedes is a true and exact copy of by-law number three of the company, passed by the board of directors at meeting held on July 31, 1962, and unanimously approved at a general meeting of the shareholders held on the same day at which all the shareholder of the company were present.

GÉRARD ST-DENIS,
Secretary-Treasurer.

1037 10133-62

Perreault Construction Inc.

Notice is hereby given that "Perreault Contruction Inc.", incorporated by letters patent dated September 17, 1962, and having its head office at Contrecoeur, has established its office at 183, Legendre Street, at Contrecoeur.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Sorel, this 30th day of October, 1962.

DAME JULIETTE GAUDETTE,
Secretary.

1038

Trudeau Elliott Ltd

Notice is hereby given that "Trudeau Elliott Ltd", incorporated by letters patent granted on November 22, 1932, and registered on November 24, 1932, and having its head office in the city of Montreal, where its office was formerly situated

son bureau situé antérieurement à 4869, St-Denis, l'a transporté au numéro 4567, de la rue St-Denis.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 1er jour d'octobre 1962.

TRUDEAU ELLIOTT LTD,
Par son Vice-président,
1039-o PIERRE E. TRUDEAU.

Guy Bertrand Dairy Queen Limited

Avis est donné que la compagnie « Guy Bertrand Dairy Queen Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 13 juillet 1962, a établi son siège social à 124, rue Lindsay, Drummondville, Québec.

Drummondville, ce 31e jour d'octobre 1962.

Le Président,
1045 GUY BERTRAND.

Jean Guimond & Associés Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Jean Guimond & Associés Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 31e jour d'octobre 1962, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 550 ouest, rue Sherbrooke.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 31e jour d'octobre 1962.

(Sceau) *Le Président,*
1046-o JEAN GUIMOND.

Economy (Quebec) Limited

Avis est donné que la compagnie « Economy (Quebec) Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 octobre, 1962, conformément à la première partie de la loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de St-Jean, a établi son bureau à 204, rue Richelieu, St-Jean, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à St-Jean, P.Q., ce 1er jour de novembre, 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
1056-o GALEN L. PRIME.

Les Employeurs Forestiers de la Baie des Chaleurs, Inc.

Avis est par les présentes donné que « Les Employeurs Forestiers de la Baie des Chaleurs, Inc. », corporation constituée par lettres patentes en vertu de la troisième partie de la Loi des Compagnies de Québec, datées le 2 novembre 1962, et ayant son siège social dans la cité de Trois-Rivières, a établi son bureau au numéro 1332, de la rue Notre-Dame.

À compter de la date du présent avis, ce bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Trois-Rivières, le 6e jour de novembre 1962.

Le Secrétaire,
1057-o FRANÇOIS LAJOIE.

at 4869, St. Denis, has moved it to number 4567, St. Denis Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 1st day of October, 1962.

TRUDEAU ELLIOTT LTD,
By: PIERRE E. TRUDEAU,
1039 *Vice-President.*

Guy Bertrand Dairy Queen Limited

Notice is hereby given that "Guy Bertrand Dairy Queen Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated July 13, 1962 has established its head office at 124 Lindsay Street, Drummondville, Que.

Drummondville, this 31st day of October, 1962.

GUY BERTRAND,
1045-o *President.*

Jean Guimond & Associés Inc.

Notice is hereby given that the company "Jean Guimond & Associés Inc.", incorporated in the Province of Quebec by letters patent, on the 31st day of October 1962, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 550 West, Sherbrooke Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 31st day of October 1962.

(Seal) JEAN GUIMOND,
1046-o *President.*

Economy (Quebec) Limited

Notice is hereby given that "Economy (Quebec) Limited", a company incorporated pursuant to Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated October 17, 1962, and having its head office in St. Johns, Quebec, has established its office at 204, Richelieu Street, St. Johns, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at St. Johns, P.Q., this 1st day of November, 1962.

GALEN L. PRIME,
1056-o *Secretary-Treasurer.*

Les Employeurs Forestiers de la Baie des Chaleurs, Inc.

Notice is hereby given that "Les Employeurs Forestiers de la Baie des Chaleurs, Inc.", a Company incorporated by letters patent under the third part of the Quebec Companies' Act, dated November 2, 1962, and having its head office in the city of Trois-Rivières, has established its office at number 1332, Notre-Dame Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Dated at Trois-Rivières, this 6th day of November 1962.

FRANÇOIS LAJOIE,
1057-o *Secretary.*

Grand River Company

Avis est donné que la compagnie « Grand River Company », constituée en corportaion par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le quinzième jour de septembre 1919, a transporté son siège social et sa principale place d'affaires, dans la province de Québec, de 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal, à l'édifice de la Banque Royale du Canada, Place Ville Marie, Montréal.

Daté à Boston, Massachusetts, E.U.A., ce 30e jour d'octobre 1962.

1058 WILLIAM H. CLAFLIN.

Grand River Company

Notice is hereby given that "Grand River Company", incorporated in the Province of Quebec by letters patent, granted under Part I of the Quebec Companies Act, on the fifteenth day of September, 1919, has removed its head office and principal place of business in the Province of Quebec from 360, St. James Street West, Montreal, to The Royal Bank of Canada Building, Place Ville Marie, Montreal.

Dated at Boston, Massachusetts, U.S.A., this 30th day of October, 1962.

1058-o WILLIAM H. CLAFLIN.

Little Bo-Peep Inc.

Avis est donné que la compagnie « Little Bo-Peep Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 18e jour d'octobre 1962, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son bureau à la Place Ville Marie.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 2e jour de novembre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,

1059-o (*Signé*) ARMAND LÉGER, JR.

Little Bo-Peep Inc.

Notice is hereby given that the company "Little Bo-Peep Inc.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 18th day of October 1962, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at Place Ville Marie.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 2nd day of November 1962.

(*Signed*) ARMAND LÉGER, JR.,

1059-o *Secretary-Treasurer.*

Vi-Ben Holdings Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Vi-Ben Holdings Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 26e jour de septembre 1962, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau à 930 ouest, rue Dorchester, en la cité de Montréal, en la province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., 5 novembre 1962.

Vi-Ben Holdings Ltd.,
Le Président,

1060 J. B. VAUGHAN.

Vi-Ben Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Vi-Ben Holdings Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated the 26th day of September, 1962, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 930, Dorchester Street West, in the city of Montreal in the Province of Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., November 5, 1962.

Vi-Ben Holdings Ltd.,
J. B. VAUGHAN,

1060-o *President.*

H. P. Beaudoin Auto Ltée

Avis est donné que la compagnie « H. P. Beaudoin Auto Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 juillet 1962 et ayant son bureau principal à St-Anselme, comté de Dorchester, a établi son bureau sur le Boulevard Bégin.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Anselme ce cinquième jour de novembre 1962.

(Sceau) H. P. Beaudoin Auto Ltée,
Par le Président,

1071-o HENRI PAUL BEAUDOIN.

H. P. Beaudoin Auto Ltée

Notice is given that the company "H. P. Beaudoin Auto Ltée", incorporated by letters patent dated July 9, 1962, and having its head office at St-Anselme, county of Dorchester, has established its office at Bégin Boulevard.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at St-Anselme this fifth day of November, 1962.

(Seal) H. P. Beaudoin Auto Ltée,
By: HENRI PAUL BEAUDOIN,

1071 *President.*

Hauterive (5-10-15) Ltée

Avis est donné que la compagnie « Hauterive (5-10-15) Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 septembre 1962, et ayant son bureau principal à Hauterive, comté de Saguenay, a établi son bureau au numéro 33 de la rue Puyjalon.

Hauterive (5-10-15) Ltée

Notice is given that the company "Hauterive (5-10-15) Ltée", incorporated by letters patent dated September 24, 1962 and having its head office at Hauterive, county of Saguenay, has established its office at number 33 Puyjalon Street.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Hauterive ce trentième jour d'octobre 1962.

(Sceau) Hauterive (5-10-15) Ltée,
Par le Président,
1072-o J.-ADELARD TREMBLAY.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Hauterive this thirtieth day of October, 1962.

(Seal) Hauterive (5-10-15) Ltée,
By: J.-ADELARD TREMBLAY
1072 *President.*

Cap Bonheur Ltée

Règlement No 56

Etant un règlement changeant la situation du siège social.

« Qu'il soit décrété et il est décrété que la situation du siège social soit et elle est changée de la cité de Drummondville, dans le district d'Arthabaska, dans la province de Québec, à 132 ouest, rue St-Jacques, chambre 905, en la cité de Montréal, en la province de Québec. »

Je, soussigné, secrétaire-trésorier de « Cap Bonheur Ltée », certifie par les présentes que ce qui précède est le règlement No 56 décrété par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue le 19 octobre 1962, et subséquemment ratifié à l'unanimité par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin et tenue le 19 octobre 1962.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
JONATHAN J. ROBINSON.
1073 14099-61

Cap Bonheur Ltée

By-law No. 56

Being a by-law changing the location of the head office.

"Be it and it is hereby enacted that the location of the head office be and the same is hereby changed from the city of Drummondville, in the district of Arthabaska, in the Province of Quebec, to 132, St. James Street West, suite 905, in the city of Montreal, in the province of Quebec."

I, the undersigned, secretary-treasurer of "Cap Bonheur Ltée", hereby certify the foregoing to be by-law No. 56 enacted by the directors of the company at a meeting held on October 19, 1962, and subsequently unanimously ratified by the shareholders of the company at a special general meeting called for such purpose, and held on October 19, 1962.

(Seal) JONATHAN J. ROBINSON,
Secretary-Treasurer.
1073-o 14099-61

Tourbière « Clair » Inc.

Règlement numéro deux

« La situation du siège social de la compagnie est par les présentes changé de la cité de Montréal, Québec, à la cité de Ste. Foy, Québec. »

Copie conforme certifiée, ce 18e jour d'octobre 1962.

Témoin: Le sceau corporatif de la compagnie.
Le Secrétaire,
(*Signé*) CHARLES MILLER.
1074 14731-60

Tourbière "Clair" Inc.

By-law number two

"The location of the head office of the company is hereby changed from the city of Montreal, Quebec, to the city of Ste. Foy, Quebec."

Certified true copy this 18th day of October, 1962.

Witness the corporate seal of the company.
(*Signed*) CHARLES MILLER,
Secretary.
1074-o 14731-60

Mon-Tex Mills Ltd.

Avis est donné que « Mon-Tex Mills Ltd. », compagnie constituée en corporation pr lettres patentes en date du 14e jour de mai 1962, et ayant son siège social en la cité de Montréal, district de Montréal, a établi son siège soial à 699, rue St-Maurice, Montréal, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 2e jour de novembre 1962.

(Sceau) *Le Président,*
1094 ARTHUR OSTER.

Mon-Tex Mills Ltd.

Notice is hereby given that "Mon-Tex Mills Ltd.", incorporated by letters patent on the 14th day of May 1962, and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, has established its head office at 699, St-Maurice Street, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 2nd ay of November 1962.

(Seal) ARTHUR OSTER,
1094-o *President.*

Les Placements Lac Beauport Ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Lac Beauport Ltée », constituée en corporation par la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 4 juin 1962, et ayant son siège social en la cité de Québec, district de Québec, a établi son dit siège social et sa principale place d'affaires au numéro 93, rue St-Pierre, en ladite cité de Québec.

Québec, ce 24e jour d'octobre 1962.

Le Secrétaire,
1095-o PAUL LEDOUX.

Les Placements Lac Beauport Ltée

Notice is given that "Les Placements Lac Beauport Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent bearing date June 4, 1962, and having its head office in the city of Quebec, district of Quebec, has established its said head office and main place of business at numder 93, St. Peter Street, in the said city of Quebec.

Quebec, this 24th day of October, 1962.

PAUL LEDOUX,
1095 *Secretary.*

Domaine du Lac Nantel Inc.

Avis est donné que le bureau principal de cette compagnie est situé au numéro 585 ouest, de la rue Fleury, à Montréal.

Montréal, le 6 novembre, 1962.

Le Secrétaire,
GASTON LABELLE.

1108-o

Domaine du Lac Nantel Inc.

Notice is hereby given that the head office of this company is situated at number 585 West, Fleury Street, Montreal.

Montreal, November 6, 1962.

GASTON LABELLE,
Secretary.

1108-o

Curatelle publique

Edith Elizabeth Newbold

Succession vacante de Edith Elizabeth Newbold (Edith Elizabeth Davis) en son vivant de Montréal.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 2 mars 1962 par un juge de la cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, dans le district de Montréal, que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC.

680, rue Sainte-Catherine (Ouest),
Montréal 2. 1061-o

Public Curatorship

Edith Elizabeth Newbold

Vacant estate of the late Edith Elizabeth Newbold (Edith Elizabeth Davis) in his lifetime of Montreal.

Notice is hereby given that this estate has been declared vacant by judgment rendered on March 2, 1962 by a judge of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, that, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI, c. 62), I am ex officio curator to such vacant estate, and that I will receive, at the address mentioned below, payment of any debt owed this estate and proof of any claim against it.

THE PUBLIC CURATOR.

680, St. Catherine Street, West,
Montreal 2. 1061-o

Demandes à la Législature

François Feldheim

Avis est par les présentes donne que « François Feldheim », de la cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec à la prochaine session, pour obtenir une loi changeant son nom de « François Feldheim », en celui de « François Feltin », et pour qu'il puisse exercer ses droits civils sous ce dernier nom.

Montréal, 16 octobre 1962.

Le Procureur du requérant,
T. KONBRAT.

901-42-4-o

Stanley Krawczykiewicz

Avis est par les présentes donné que « Stanley Krawczykiewicz » de la cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec à la prochaine session, pour obtenir une loi changeant son nom de Stanley Krawczykiewicz en celui de Stanley Raylor, et pour qu'il puisse exercer ses droits civils sous ce dernier nom.

Montréal, 20 octobre 1962.

Le Procureur du requérant,
GREGORY CHARLAP.

983-44-4-o

Applications to Legislature

François Feldheim

Notice is hereby given that "François Feldheim", of the city and district of Montreal, will apply at the next session of the Quebec legislature for an Act authorizing him to change his name from "François Feldheim", to "François Feltin", and to exercise his civic rights under that name.

Montreal, October 16, 1962.

T. KONBRAT,
Attorney for the Petitioner.

901-42-4-o

Stanley Krawczykiewicz

Notice is hereby given that "Stanley Krawczykiewicz" of the city and district of Montreal, will apply at the next session of the Quebec Legislature for an Act authorizing him to change his name from Stanley Krawczykiewicz to Stanley Taylor and to exercise his civic rights under that name.

Montreal, October 20, 1962.

GREGORY CHARLAP,
Attorney for the Petitioner.

983-44-4-o

Liquidation — Avis de

La Caisse Prévoyance de Saint-Joseph d'Alma

(*Loi des syndicats coopératifs de Québec*)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires de « La Caisse Prévoyance de Saint-Joseph d'Alma », tenue le

Winding up Notices

La Caisse Prévoyance de Saint-Joseph d'Alma

(*Quebec Cooperative Syndicates Act*)

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of the association of "La Caisse Prévoyance de Saint-Joseph d'Alma",

10 octobre 1962, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de l'article 30, de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 290), et de l'article 9, de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (*Ibid:* chapitre 278), et que MM. Armand Parent, Joseph Fleury et Arthur Bourdeau ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22 octobre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1050-o 2925-44

held on October 10, 1962, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be wound up voluntarily, and that it be dissolved, in accordance with the provisions of section 30, of the Quebec Cooperative Syndicates Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 290), and section 9, of the Winding-Up Act (*Ibid:* chapter 278), and that Messrs. Armand Parent, Joseph Fleury and Arthur Bourdeau have been appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, October 22, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1050 2925-44

Ministère des Affaires municipales

Ville de Saint-Léonard

Avis est par les présentes donné par les soussignés que le lieutenant-gouverneur en conseil, sous l'autorité de l'article 1 de la Loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 152, a adopté en date du 24 octobre 1962, un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice en celui de « ville de Saint-Léonard », tel que demandé par une requête en date du 1er mai 1962.

Ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

St-Léonard de Port-Maurice, le 5 novembre 1962.

Le Maire,
PAUL-ÉMILE PETIT.
Le Secrétaire-trésorier,
1110-o GASTON PION.

Department of Municipal Affairs

Town of Saint-Léonard

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council, under the authority of section 1 of the Act 8-9 Elizabeth II, chapter 152, has adopted on October 24, 1962, an order in council to the effect of changing the name of the town of Saint-Léonard-de-Port-Maurice into that of "town of Saint-Léonard", as requested by a petition dated May 1, 1962.

This change will enter into force from and after the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

St-Léonard de Port-Maurice, November 5, 1962.

PAUL-ÉMILE PETIT,
Mayor.
GASTON PION,
1110 *Secretary-Treasurer.*

Ministère des Finances
Assurances

Compagnie de Fiducie Nord-Amérique
North America Trust Company

Avis d'enregistrement

Avis est donné par les présentse que la « Compagnie de Fiducie Nord-Amérique — North America Trust Company », a obtenu le certificat d'enregistrement prévu par l'article 17 de la Loi des compagnies fidéicommis (chapitre 284, S.R.Q. 1941) qui l'autorise à affectuer des affaires de fidéicommis dans cette province.

Le siège social de la compagnie est situé à 1159 est, rue St-Jean, Québec.

Donné en conformité des dispositions de l'article 30, de la Loi des compagnies de fidéicommis, le 13 septembre 1962.

Pour le Ministre
des finances de la province,
L'inspecteur des compagnies de fidéicommis,
1008-44-2-o GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

Department of Finance
Insurance

North America Trust Company
Compagnie de Fiducie Nord-Amérique

Notice of registration

Notice is hereby given that "North America Trust Company — Compagnie de Fiducie Nord-Amérique" has obtained the certificate of registration provided by section 17 of the Trust Companies Act (chapter 284, S.R.Q. 1941) authorizing it to carry on trust business in this Province.

The head office of the company is situate at 1159 St-John Street East, Quebec.

Given pursuant to the provisions of section 30, of the Trust Companies Act, this 13th of September 1962.

For the Minister
of Finance of the Province,
GUSTAVE E. TREMBLAY, C.A.,
1008-44-2-o *Inspector of Trust Companies.*

Département de l'Instruction publique

Ste-Émélie

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scclaire de Ste-Émélie, dans le

Department of Education

Ste-Émélie

Application is made to change the name of the school municipality of Ste-Émélie, in the

comté de Joliette, en celui de Ste-Émélie de l'Énergie, dans le comté de Joliette.

Québec, le 26 octobre 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

1007-44-2-o 953-60

county of Joliette, into that of Ste-Émélie de l'Énergie, in the county of Joliette.

Quebec, October 26, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

1007-44-2 953-60

Bureau des Examinateurs catholiques des Aspirants Inspecteurs d'Écoles

Avis est donné par les présentes que le Bureau des Examinateurs catholiques des Aspirants Inspecteurs d'Écoles siégera en session spéciale à l'École normale Laval, 1660, boulevard de l'Entente, Québec, les 7, 8, 9 et 10 janvier 1963. L'examen commencera à 8.30 heures a.m. Y seront admis les candidats qui ont complété les examens du 1er groupe de matières.

Québec, le 29 octobre 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
1097-o O.-J. DESAULNIERS.

Board of Catholic Examiners for school inspection Candidates

Notice is given by these presents that the Board of Catholic Examiners for school inspection Candidates will hold a special sitting at the Laval Normal School, 1660 Boulevard de l'Entente, Quebec, on the January 7, 8, 9 and 10, 1963. The examination shall commence at 8:30 a.m. Candidates admitted shall be those who have completed the examinations of the 1st group of subjects.

Quebec, October 29, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
1097 *Superintendent of Education.*

St-Charles-sur-Richelieu

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Charles-sur-Richelieu, dans le comté de St-Hyacinthe, les lots 278, 279 et 280 du cadastre officiel de St-Denis, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Denis, dans le même comté.

Québec, le 30 octobre 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

1098-45-2-o 762-62

St-Charles-sur-Richelieu

Application is made to detach from the school municipality of St-Charles-sur-Richelieu, in the county of St. Hyacinthe, the lots 278, 279 and 280 in the official cadaster of St-Denis, in order to annex them to the school municipality of St-Denis, in the same county.

Quebec, October 30, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

1098-45-2 762-62

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de Beauport

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport, municipalité de la ville de Beauport, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 354 est annulée en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 17 octobre 1962.

Le Sous-ministre,
1014-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Paroisse de Pointe-Claire

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe-Claire, municipalité de la ville de Beaconsfield, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 29-A-146 à 29-A-154 et 29-A-160 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 24 octobre 1962.

Le Sous-ministre,
1014-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Paroisse de Ste-Famille de Boucherville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Famille de Boucherville, municipalité de la paroisse de Ste-Famille de Boucherville, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que lots 141-1 à 141-592, 141-594, 141-598 à 141-628, 141-632 à 141-649 et partie des lots 141-593, 141-595 à

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of Beauport

Official cadastre of the parish of Beauport, municipality of the town of Beauport, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that a part of lot 354 is calcelled in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, October 17, 1962.

J.-ÉDOUARD GUAY,
1014-o *Deputy Minister.*

Parish of Pointe-Claire

Official cadastre of the parish of Pointe-Claire, municipality of the town of Beaconsfield, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 29-A-146 to 29-A-154 and 29-A-160 are cancelled in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, October 24, 1962.

J.-ÉDOUARD GUAY,
1014-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Famille de Boucherville

Official cadastre of the parish of Ste-Famille de Boucherville, municipality of the parish of Ste-Famille de Boucherville, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 141-1 to 141-592, 141-594, 141-598 to 141-628, 141-632 to 141-649, and part of lots 141-593, 141-595 to 141-597,

141-597, 141-629 à 141-631, 141-650 à 141-652 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 26 octobre 1962.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

1014-o

Paroisse de St-Nicolas

Cadastre officiel de la paroisse de St-Nicolas, municipalité de la ville de St-Nicolas, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 1-1, 1-2, 1-3, 1-4, 1-16 et partie des lots 2-2, 2-3, 1 et 2 sont annulés et le lot 652 est ajouté en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 26 octobre 1962.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

1014-o

Canton de Templeton]

Cadastre officiel du canton de Templeton, municipalité de Perkins, division d'enregistrement de Hull.

Avis est par la présente donné que les Iles 53 et 54, rang XIII sont ajoutés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 12 octobre 1962.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

1014-o

141-629 to 141-631, 141-650 to 141-652 are cancelled in virtue of articles 2174A, of the Civil Code.

Quebec, October 26, 1962.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

1014-o

Parish of St-Nicolas

Official cadastre of the parish of St-Nicolas, municipality of the town of St-Nicolas, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 1-1, 1-2, 1-3, 1-4, 1-16 and part of lots 2-2, 2-3, 1 and 2 are cancelled and lot 652 is added in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, October 26, 1962.

J. ÉDOUARD GUAY.
Deputy Minister.

1014-o

Township of Templeton

Official cadastre of township of Templeton, municipality of Perkins, registration division of Hull.

Notice is hereby given that islands 53 and 54 range XIII are added in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, October 12, 1962.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

1014-o

Ministère du Travail

Avis de modification

Bois ouvré — Région de Québec

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du Bois Ouvré dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1677 du 3 octobre 1962, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

1° Les paragraphse « *a* » et « *c* » de l'article II seront remplacés par les suivants:

« II. *Juridiction professionnelle: a)* La juridiction professionnelle du décret comprend tous les travaux de menuiserie mobile, de préparation et d'assemblage de pièces de bois, au moyen d'outils ou de machines pour la fabrication et la réparation d'accessoires en bois destinés aux édifices de tous genres, y compris les opérations des ouvriers qualifiés ou non qualifiés, employés au transport, à la réception, à la livraison, à la manutention des pièces de bois de construction, de même que toute industrie ou commerce se livrant à la préparation et/ou à la vente de bois de construction. Sont également assujetties à ladite juridiction professionnelle toutes les boutiques de menuiserie ou d'ébénisterie qui fabriquent des ouvrages de menuiserie suivant plans ou spécifications.

Sont également assujetties au décret, les usines de tournage de bois pour fins de construction, de placage et de contre-placage.

c) Toutefois, le présent décret régit la préparation du bois en transit, mais dans la zone I seulement ».

Department of Labour

Notice of amendment

Woodworking Industry — Region of Quebec

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the wood working industry in the region of Quebec, rendered obligatory by decree No. 1677 of October 3, 1962, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

1. Paragraphs "*a*" and "*c*" of article II will be replaced by the following:

"II. *Professional jurisdiction: a)* The professional jurisdiction of the decree includes al operations of moveable joinery, the preparing and assembling of pieces of wood by means of tools or machines for the fabrication and repairing of wooden accessories intended for buildings of every description, including the operations of skilled and unskilled employees whose work is concerned with the transportation, receiving delivery and handling of lumber including any industry or commerce engaged in the preparation and/or the sale of lumber. Shall also be governed all joiner's and cabinet makers' shops doing joinery work according to plans or specifications.

All shops engaged in wood turning for construction purposes, in veneering and plywood work.

c) However, the present decree applies to the preparation of wood in transit, but in zone I only."

2° Le mot « Frontenac » sera ajouté après le mot « Dorchester » apparaissant au premier paragraphe et au paragraphe intitulé « Zone II » de l'article III (Juridiction territoriale).

3° L'item « Menuisier d'atelier à l'établi » apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article IV sera remplacé par le suivant:

« Mesuisier d'atelier à l'établi . . .	$1.61	$1.67
30% classe « A »	1.26	1.38
30% classe « B »	1.24	1.36
40% classe « C »	1.22	1.34»

4° L'item « Mécanicien de machines fixes » apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article IV sera remplacé par le suivant:

« Mécanicien de machines fixes (maximum 72 heures par semaine) . . . »

5° L'item « Gardien de nuit » apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article IV sera remplacé par le suivant:

« Gardien de nuit (maximum 72 heures par semaine) . . . »

6° Les mots « et leurs aides » apparaissant au début du paragraphe « *b* » de l'article V seront biffés.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.
Québec, le 10 novembre 1962. 1015-o

Avis de modification

Construction — Région de Montréal

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 613 du 6 avril 1962, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret:

Le paragraphe suivant sera ajouté à l'article 51:

« Pour les fins de l'article 37 de la Loi de la Convention Collective, la date d'échéance des prestations de congé pour l'année précédente, pour chaque employé, sera le premier jour de mai. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail rece-

2. The word "Frontenac" will be added after the word "Dorchester" mentioned in the first paragraph and in paragraph entitled "Zone II" of article III (Territorial Jurisdiction).

3. The item "Bench joiner" mentioned in paragraphe "*a*" of article IV will be replaced by the following:

"Bench joiner	$1.61	$1.67
30% class "A"	1.26	1.38
30% class "B"	1.24	1.36
40% class "C"	1.22	1.34"

4. The item "Stationary" mentioned in paragraph "*a*" of article IV will be replaced by the following:

"Stationary enginemen (maximum 72 hours per week) . . ."

5. The item "Night watchman" mentioned in paragraph "*a*" of article IV will be replaced by the following:

"Night watchman (maximum 72 hours per week) . . ."

6. The words "and their helpers" mentioned at the beginning of paragraph "*b*" of article V will be deleted.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 10, 1962. 1015-o

Notice of amendment

Construction — Region of Montreal

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, rendered obligatory by the decree number 613 of April 6, 1962, have petioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree:

The following paragraph will be added to article 51:

"For the purposes of Article 37 of the Collective Agreement Act, the due date of the Vacation Pay Credit, for the preceding year, for each employee shall be the first day of May."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Durang the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will

vra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 novembre 1962. 1015-o

Avis d'approbation de règlements

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité Paritaire du Bois Ouvré de Québec, établi en exécution du décret numéro 1677 du 3 octobre 1962, et dont le siège social est situé dans la cité de Québec, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1872 du 31 octobre 1962. (Section « A »).

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 novembre 1962. 1015-o

Avis d'approbation de règlements

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements); que les règlements spéciaux dont le texte suit, adoptés par le Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de Rouyn et Noranda, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1872 du 31 octobre 1962, section « C » et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1820 du 24 octobre 1962, section « A ».

« Règlements spéciaux

20° *Tenue du registre:* Conformément au paragraphe « *g* » de l'article 20 de la loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1574 du 19 septembre 1962 et ses modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

21° *Rapport mensuel:* Conformément au paragraphe « *h* » de l'article 20 de la loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1574 du 19 septembre 1962 et ses modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 30 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

consider the objections, in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 10, 1962. 1015-o

Notice of approval to by-laws

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and general by-laws of the "Comité Paritaire du Bois Ouvré de Québec", formed under decree number 1677 of October 3, 1962, with head office in the city of Quebec, have been approved by Order in Council number 1872 of October 31, 1962, (Section "A").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 10, 1962. 1015-o

Notice of approval of by-laws

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the following special by-laws, adopted by the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Rouyn and Noranda, have been approved by Order in Council number 1872 of October 31, 1962, section "C", and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee, already approved by Order in Council 1820 of October 24, 1962, section "A".

"Special by-laws

20. *Keeping of a register:* Pursuant to subsection "*g*" of section 20 of the act, the Parity Committee renders obligatory for all professional employers governed by the decree number 1574 of September 19, 1962, and its amendments, the keeping of a register giving the name in full and address of every employee in their employ, his qualification or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and period of payment, as the well as any other information required for the proper enforcement of the decree.

21. *Monthly report:* Pursuant to subsection "*h*" of section 20 of the act, the Joint Committee requires every professional employer governed by the decree 1574 of September 19, 1962, and its amendments, to submit to it a monthly report, in writing, signed by himself or by an authorized person in his employ which shall mention the name in full and address of all employees in his employ, their qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Joint Committee on or before the 30th day of each month and shall cover the preceding month. The professional employer may obtain report forms from the Joint Committee.

22° *Certificat de qualification:* Conformément à l'article 25 de la loi, le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 1574 du 19 septembre 1962 et ses modifications ultérieures, pour tous les salariés assujettis audit décret.

Le Comité paritaire crée un bureau d'examinateurs composé de huit (8) membres pour déterminer la qualification des salariés et émettre lesdits certificats. Le quorum du bureau d'examinateurs est de quatre (4) membres.

Le Comité peut exiger à titre d'honoraires, une somme n'excédant pas deux dollars ($2.00) pour l'examen d'un ouvrier qualifié et un dollar ($1.00) pour l'examen d'un apprenti. »

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 novembre 1962. 1015-o

Avis de modification

Construction (Plombiers) — Montréal

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section « A » (Plombiers) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ladite section « A » comme suit:

L'article VII de ladite section « A » sera remplacé par le suivant:

« VII. *Bénéfices de Sécurité Sociale:*

PARTIE I

SECTION 1

Interprétation

Article 1: Dans ce titre et son application, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants ont le sens qui leur est ci-après donné.

Dans le présent texte, les termes définis seront en italiques toutes les fois qu'ils seront employés. Le genre masculin comportera le féminin toutes les fois que le contexte le requèrera.

Contributions accumulées des employés: signifiera les *contributions* des *employés* au *Fonds de Sécurité Sociale* plus un intérêt composé établi à 3% par année. L'intérêt sur chaque *contribution* de l'*employé* sera computé à partir de la fin de l'année de calendrier dans laquelle les *contributions* de l'*employé* ont été reçues par le *Comité Conjoint* jusqu'au premier jour du mois dans lequel un remboursement est effectué ou dans le cas d'un ancien *employé* qui recevait des *bénéfices de pension*, jusqu'à la date du pemier paiement mensuel de ses *bénéfices de pension*.

Bénéficiaire: signifiera telle personne désignée de temps à autre dans un avis écrit au *Comité Conjoint* par un employé ou un ancien *employé* aux fins de recevoir des bénéfices, s'il en est, à l'occasion du décès de l'*employé* ou de l'ancien *employé* en vertu du plan de *Bénéfices de Sécurité Sociale*. Si aucune personne n'est ainsi désignée par l'*employé* ou l'ancien *employé* ou si la personne ainsi désignée a prédécédé l'*employé* ou l'ancien *employé*, le *bénéficiaire* sera la succession de l'*employé* ou de l'ancien *employé*.

22. *Certificate of competency:* Pursuant to section 25 of the act, the Parity Committee renders the certificate of competency obligatory in the entire territorial jurisdiction of the decree number 1574 of September 19, 1962, and its amendments, for all employees subject to the said decree.

The Parity Committee forms a board of examiners of eight (8) members each, to determine the competency of employees and issue said certificates. The quorum of each board of examiners shall be four (4) members.

The Committee may charge a fee of two dollars ($2.00) for the examination of a journeyman (skilled worker) and of one dollar ($1.00) for the examination of an apprentice."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 10, 1962. 1015-o

Notice of amendment

Construction Industry (Plumbers) — Montreal

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by section "A" (Plumbers) of the decree number 613, of April 6, 1962, and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, have petitioned him to amend the said section "A" as follows:

Article VII of the said section "A", will be replaced by the following:

"VII. *Social Security Benefits:*

PART I

SECTION 1

Interpretation

Article 1: In this title and its application, unless the context requires otherwise, the following words and expressions have the meaning hereinafter given to them:

In the present text, the defined words and expressions shall be in italics type wherever they are used. The masculine gender shall include the feminine gender whenever the context so requires.

Accumulated employee contributions: shall mean the *employees contributions* to the *Social Security Fund* together with compound interest at the rate of 3% per annum. Interest on each *employee contribution* shall be computed from the end of the calendar year for which the *meployee contribution* is received by the *Joint Committee*, to the first day of the month in which a refund is paid or, in the case of a former *employee* who is in receipt of *pension benefits*, to the due date of his first monthly pension payment.

Beneficiary: shall mean such person as is designated from time to time by notice in writing to the *Joint Committee* by an *employee* or former *employee* to receive benefits if any, under the *Social Security Benefits* program in the event of the death of the *employee* or former *employee*. If no person is so designated by the *employee* or former *employee*, or if the person so designated predeceased the *employee* or former *employee*, the *beneficiary* shall be the estate of the *employee* or former *employee*.

Parties contractantes: signifiera la Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la Province de Québec (Section de Montréal) et « The United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local Union 144 » et L'Association des Plombiers, Soudeurs et poseurs d'appareils de Chauffage des Syndicats Nationaux de Montréal Inc.

Contributions: signifiera le montant d'argent reçu par le *Comité Conjoint* en vue de constituer le *Fonds de Sécurité Sociale*. Ce mot ne signifiera pas des montants d'argent recevables mais non reçus par le *Comité Conjoint*.

Fiduciaire incorporé: signifiera une compagnie de fiducie incorporée en vertu de la Loi sur les Compagnies de Fiducie (chapitre 284, S.R.Q., 1941 et amendements).

Décret: signifiera lé décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal. (Numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements).

Employés: signifiera les *employés* payés à l'heure couverts par la juridiction professionnelle définie à l'article 1 de la section « A » du chapitre deux du décret, mais n'incluera pas les appareils et les conducteurs de camion de service.

Employeurs: signifiera tout employeur d'*employés* dont les opérations sont dans la juridiction territoriale de l'article 1 du *décret* et dans la juridiction professionnelle de l'article 1 de la section « A » du chapitre deux du *décret*.

Représentants des employeurs: signifiera les personnes nommées pour représenter les *employeurs* au *Comité de Sécurité Sociale* conformément à l'article 16 de ce titre et leurs successeurs.

Bénéfices d'Assurance Collective: signifiera les bénéfices d'assurance établis dans la partie IV de ce titre.

Fonds d'Assurance Collective: signifiera le *Fonds d'Assurance Collective* de l'Industrie de la Plomberie et de la Tuyauterie créé conformément à l'article 55 de ce titre.

Plan d'Assurance Collective: signifiera le plan d'assurance établi dans la partie IV de ce titre.

Heures de travail: signifiera toutes les heures effectivement travaillées sans considération du taux payé.

Comité Conjoint: signifiera le Comité Conjoint des Métiers de la Construction de Montréal.

Bénéfices de pension: signifiera les *bénéfices de pension* prévus à la partie III de ce titre.

Fonds de Pension: signifiera le Fonds de Pension de l'industrie de la Plomberie et de la Tuyauterie créé conformément à l'article 41 de ce titre.

Plan de pension: signifiera le plan de bénéfices de pension institué par la partie III de ce titre.

Pensionné: signifiera une personne recevant des *bénéfices de pension* conformément à la partie III de ce titre.

Bénéfices de Sécurité Sociale: signifiera les bénéfices établis par et dans le présnt titre.

Comité de Sécurité Sociale: signifiera le comité formé en vertu de la section 4 de ce titre.

Fonds de Sécurité Sociale: signifiera le fonds créé en vertu de l'article 2 de ce titre.

Unions: signifiera « The United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United Ssates and Canada, Local Union 144 » et l'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage des Syndicats Nationaux de Montréal Inc.

Représentants des unions: signifiera les personnes nommées pour représenter les *employés* au *Comité de Sécurité Sociale* conformément à l'article 17 de ce titre et leurs successeurs.

Contracting parties: shall mean "the Corporation of Plumbing and Heating Contractors of the Province of Quebec (Section of Montreal)" and "the United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local Union 144" and "L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage des Syndicats Nationaux de Montréal Inc.".

Contributions: shall mean the amount of money received by the *Joint Committee* for the purpose of establishing the *Social Security Fund*. It shall not mean any amount of money receivable but not received by the *Joint Committee*.

Corporate trustee: shall mean a trust company incorporated under the Trust Companies Act (chapter 284, R.S.Q. 1941 and amendments).

Decree: shall mean the decree relating to the Construction Industry and Trades in the Region of Montreal. (Number 613 of April 6, 1962 and amendments).

Employees: shall mean the hourly paid employees covered by the professional jurisdiction defined in article 1 of section "A" of chapter two of the *decree*, but does not include the apprentices and service truck drivers.

Employers: shall mean any employer of *employees* whose operation falls within the territorial jurisdiction of article 1 of the *decree* and within the professional jurisdiction of article 1 of section A of chapter two of the *decree*.

Employers' representatives: shall mean the persons appointed to represent the *employers* on the *Social Security Committee* pursuant to article 16 of this title and their successors.

Group insurance benefits: shall mean the insurance benefits provided in Part IV of this title.

Group Insurance Fund: shall mean the Plumbing and Pipe Fitting Industry Group Insurance Fund, created in accordance with article 55 of this title.

Group Insurance Plan: shall mean the insurance plan established by Part IV of this title.

Hours of work: shall mean all hours actually worked, regardless of rate of pay.

Joint Committee: shall mean the Building Trades Joint Committee of Montreal.

Pension benefits: shall mean the *pension benefits* provided in part III of this title.

Pension Fund: shall mean the Plumbing and Pipe Fitting Industry Pension Fund created in accordance with article 41 of this title.

Pension plan: shall mean the plan of *pension benefits* established by part III of this title.

Pensioner: shall mean a person receiving *pension benefits* in accordance with part III of this title.

Social Security Benefits: shall mean the benefits provided for in the present title.

Social Security Committee: shall mean the committee appointed in accordance with section 4 of this title.

Social Security Fund: shall mean the fund created by article 2 of this title.

Unions: shall mean "The United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local Union 144" and "L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage des Syndicats Nationaux de Montréal Inc.".

Unions' representatives: shall mean the persons appointed to represent the *employees* on the *Social Security Committee* pursuant to article 17 of this title and their successors.

SECTION 2

Fonds de Sécurité Sociale

Article 2: Un *Fonds de Sécurité Sociale* est par les présentes créé afin de pourvoir à des *Bénéfices de Sécurité Sociale* pour les *employés* de l'Industire de la Plomberie et de la Tuyauterie dans la région de Montréal. Ce fonds commencera à exister à la date de publication dans la *Gazette officielle de Québec* d'un arrêté en conseil rendant obligatoires les dispositions de ce titre.

Article 3: Le *Comité Conjoint* est par la présente désigné comme l'organisme qui recevra les *contributions* des *employeurs* et des *employés* et le *Comité Conjoint* est investi de tous les droits, titres et intérêt dans le *Fonds de Sécurité Sociale* pour les usages et devoirs et avec les restrictions prévues au présent titre.

SECTION 3

Contributions

Article 4: Dès le premier janvier 1963, tout *employeur* d'*employés* déduira du salaire gagné par chacun de ses *employés* la somme de $0.05 pour chaque *heure de travail* accompli par lesdits *employés*. Cette déduction constituera la *contribution* des *employés* au *Fonds de Sécurité Sociale*. Tout *employeur* d'*employés* contribuera au *Fonds de Sécurité Sociale*, pour chacun de ses *employés*, la somme de $0.05 pour chaque *heure de travail* accomplie par lesdits *employés*.

Article 5: Tout *employeur*, avant le quinzième (15e) jour de chaque mois doit faire remise au *Comité Conjoint* d'un montant d'argent équivalent à la somme des contributions déduites des *employés* pendant le mois précédent plus les *contributions* de l'*employeur* correspondantes.

Article 6: Si un *employeur*, contrairement à l'article 5, fait défaut de remettre les *contributions* au *Comité Conjoint*, le *Comité Conjoint* aura le droit d'exercer tous recours en justice et de poursuivre ledit *employeur* pour et au nom des *employés* intéressés en vue d'obtenir le recouvrement des *contributions* ainsi que le paiement de toutes pénalités encourues par ledit *employeur* à la suite de son défaut, lesquelles poursuites et recours seront exercés conformément à l'article 20 de la Loi de la Convention Collective.

Article 7: Aucun *employeur* ne peut se libérer de son obligation de remettre au *Comité Conjoint* les *contributions* stipulées en payant directement lesdites *contributions* aux *employés*. Toute convention contraire aux dispositions de ce titre accordant à un *employé* des conditions différentes ou moins favorables que celles mentionnées au présent titre sera non avenue, inopérante nulle de nullité absolue.

Article 8: Tout *employé* doit s'identifier par écrit devant le *Comité Conjoint* en donnant son nom, son adresse, sa date de naissance, son numéro d'assurance-chômage, son statut marital, le nombre et l'âge de ses dépendants, son métier ou occupation, sa signature et le nom et l'adresse de son *employeur*.

a) au début de chaque année, et

b) lorsqu'au cours de l'année, il obtient un nouvel emploi, son statut marital ou le nombre de ses dépendants change.

Article 9: Le *Comité Conjoint* devra à cette fin tenir à la disposition de tout *employeur* des formules appropriées, lesquelles formules devront être remises par chaque *employeur* aux *employés*. Toutefois, la pénurie de telles formules ne libère pas l'*employé* de son obligation de s'identifier par écrit, auprès du *Comité Conjoint*.

SECTION 2

Social Security Fund

Article 2: There is hereby created a *Social Security Fund* to provide *Social Security Benefits* for the *employees* of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the Region of Montreal. This fund shall come into existence at the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of an Order-in-Council rendering obligatory the provisions of this title.

Article 3: The *Joint Committee* is hereby designated as the body to receive *contributions* from *employers* and *employees* and the *Joint Committee* is vested with all rights, title and interest in and to the *Social Security Fund* for the uses and duties, and with the restrictions, set forth in this title.

SECTION 3

Contributions

Article 4: As of January 1, 1963 every *employer* of *employees* shall deduct from the wages earned by each of his *employees* the sum of $0.05 for each *hour of work* by each of the said *employees*. This deduction shall constitute the *employee contributions* to the *Social Security Fund*. Every *employer* of *employees* shall contribute to the *Social Security Fund* for each of his *employees* the sum of $0.05 for each *hour of work* by each of the said *employees*.

Article 5: Every *employer* shall pay to the *Joint Committee* not later than the fifteenth (15th) of each month the aggregate of the *contributions* deducted from the *employees* for the previous month plus the *employer* contributions corresponding thereto.

Article 6: If an *employer*, in violation of article 5, fails to remit the *contributions* to the *Joint Committee*, the *Joint Committee* shall have the right to sue the *employer* and recover the *contributions* on behalf of his *employees*, together with the penalty as a recourse exercisable under article 20 of the Collective Agreement Act.

Article 7: No *employer* may acquit himself by any direct payment of money to the *employee* in lieu of remitting the *contributions* to the *Joint Committee*. Any agreement contrary to the provisions of this title granting an *employee* conditions different from or less favorable than those set out in this title shall be null and void.

Article 8: Every *employee* shall identify himself to the *Joint Committee* in writing giving his name, address, date of birth, unemployment insurance registration number, marital status, the number and dates of birth of his dependents, his trade or occupation, his signature and the name and address of his *employer*,

a) at the beginning of each year, and

b) whenever, during a year, he obtains new employment, his marital status changes or the number of his dependents changes.

Article 9: The *Joint Committee* shall make forms available for this purpose and every *employer* shall supply such forms to each *employee*. However, the absence of such form does not relieve the *employee* of his obligation to identify himself to the *Joint Committee* in writing, as required by article 8.

Article 10: Tout *employeur doit:*

a) indiquer sur chaque liste de paie, le montant d'argent déduit de chacun de ses *employés* pour les fins du *Plan de Sécurité Sociale* pour la période couverte par ladite liste de paie.

b) fournir avec chaque paiement de *contributions* au *Fonds de Sécurité Sociale*, une déclaration annexée à un extrait ou à une copie de la liste de paie mentionnant:

1° Le nom et l'adresse dudit *employeur.*

2° La période de paie couverte par chaque liste.

3° Les noms de famille, le premier nom usuel de chaque *employé.*

4° Le numéro d'enregistrement d'assurance-chômage de chaque employé, ou, si ce numéro n'est pas disponible, son lieu de résidence.

5° Le montant des *contributions* de l'*employeur* au *Fonds de Sécurité Sociale* accumulées pendant la période couverte par ladite liste de paie en regard de chacun de ses *employés.*

6° Le total de ces montants.

7° Une attestation écrite de l'exactitude et de la véracité des renseignements fournis, sous la signature de l'*employeur* lui-même ou de son représentant autorisé.

Article 11: Le *Comité Conjoint* doit sur demande, fournir à chaque *employeur* les formules appropriées sur lesquelles les présents renseignements pourraient être donnés, et, si les listes produites par une *employeur* sont trouvées insuffisantes, le *Comité Conjoint* peut enjoindre cet *employeur* d'utiliser les formules spécialement préparées à cet effet et mises à sa disposition.

Article 12: Le *Comité Conjoint* doit:

a) tenir un registre au numéro 3530 ouest, rue Jean-Talon, à Montréal, mentionnant à l'égard de chaque *employé:*

1° Le nom, l'adresse, la date de naissance, le statut marital, le nombre et date de naissance de ses dépendants, le numéro d'enregistrement d'assurance-chômage, le métier, occupation ou tout autre identification pour chaque *employé* au nom duquel des *contributions* sont reçues par le *Comité Conjoint.*

2° Le nom et l'adresse de l'*employeur* ou des *employeurs* qui ont payé des *contributions* au nom de chaque *employé.*

3° Le montant de ces contributions, la date de leur réception et/ou la date de la dernière paie à compter de laquelle elles se sont accumulées.

b) Sur réception d'un avis écrit de la part d'un *employé* déclarant son identité et le lieu de son emploi.

1° faire les inscriptions au régistre sous le nom de cet employé conformément au paragraphe «*a*» du présent article.

2° prendre les mesures appropriées afin de percevoir de l'*employeur* les *contributions* qui deviendront dues à l'*employé.*

Article 13: Le *Comité Conjoint* divisera le montant d'argent reçu en deux fonds distincts; un *Fonds de Pension* et un *Fonds d'Assurance Collective.* Les *contributions* d'*employés* et 4/5 des *contributions* d'*employeurs* seront versées dans le *Fonds de Pension* et 1/5 des *contributions d'employeurs* seront versées dans le *Fonds d'Assurance Collective.*

Partie II

Section 4

Le Comité de Sécurité Sociale

Article 14: À la date de publication dans la *Gazette Officielle de Québec* d'un Arrêté en Conseil rendant obligatoire les dispositions du présent titre, le *Comité Conjoint* devra procéder à la

Article 10: Every *employer* shall:

a) show on each payroll the amount of money deducted for *Social Security Benefits* in respect of each *employee* for the period covered by the said payroll.

b) furnish with each payment of *contributions* to the *Social Security Fund* a declaration with an extract from or a duplicate of the actual payroll showing:

1. The name and address of the *employer.*

2. The pay period covered by the declaration.

3. The family name and the usual first name of each *employee.*

4. The unemployment insurance registration number of each *employee* or if this is not available, his place of residence.

5. The amount of the *employee's contribution* to the *Social Security Fund* in respect of each *employee* for the period covered by the said payroll.

6. The aggregate of such amounts.

7. The signature and title of a responsible representative of the *employer* or of the *employer* himself attesting the accuracy of the information so shown.

Article 11: The *Joint Committee* shall supply to each *employer* on request, forms for reporting such information and may, if it determines that the declaration produced by the *employer* is unsatisfactory, direct that the *employer* complete such forms supplied by the *Joint Committee.*

Article 12: The *Joint Committee* shall:

a) Maintain a register at 3530 Jean Talon Street West, Montreal, showing in respect of each *employee:*

1. The name, address, date of birth, marital status, the number and dates of birth of dependents, unemployment insurance registration number, the trade, occupation and/or other identification of each *employee* for whom *contributions* are received by the *Joint Committee.*

2. The name and address of the *employer* or *employers* who paid *contributions* on behalf of each *employee.*

3. the amount of such *contributions* and the date of their receipt and/or the concluding date of the pay period from which they accrued.

b) On receipt of a notice in writing from an *employee* stating his identity and the place of his employment,

1. initiate a record for the *employee* as described in sub-section "*a*" of this article.

2. take steps deemed appropriate to collect from the *employer* the *contributions* that may become due on behalf of the *employee.*

Article 13: The *Joint Committee* shall divide the amount of money received into two separate funds; a *Pension Fund* and a *Group Insurance Fund.* The *employee contributions* and 4/5 of the *employer contributions* shall be allocated to the *Group Insurance Fund.*

Part II

Section 4

The Social Security Committee

Article 14: At the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of an Order in Council rendering obligatory the provisions of this title, the *Joint Committee* shall proceed with the crea-

création d'un *Comité de Sécurité Sociale* et à la nomination de représentants suivant la procédure établie aux articles 16 et 17 de ce titre.

Article 15: Le *Comité de Sécurité Sociale* sera formé de huit (8) membres; dont quatre devront être des *représentants des Conseils du Travail* et quatre devront être des *représentants des employeurs.*

Article 16: Chaque *représentant des employeurs* devra être nommé par le *Comité Conjoint* selon la procédure suivante:

a) les quatre *représentants des employeurs* devront être désignés par la Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la province de Québec (Section de Montréal). Un certificat de désignation attesté par un officier autorisé de la Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la province de Québec (Section de Montréal) sera remis au *Comité Conjoint.*

b) Le *Comité Conjoint* devra à ses assemblées régulières nommer les représentants ainsi désignés et les informer officiellement de leur nomination.

c) chaque représentant ainsi désigné et nommé entrera en fonction au moment de son acceptation écrite de la nomination.

Article 17: Chaque *représentant des Unions,* devra être nommé par le *Comité Conjoint* selon la procédure suivante:

a) les quatre *représentants des Unions* seront désignés par les deux *Unions,* chacune desquelles en désignera deux. Un certificat de désignation attesté par un officier autorisé de chacune des deux *Unions* sera remis *au Comité Conjoint.*

b) le *Comité Conjoint* devra, à ses assemblées régulières, nommer les représentants ainsi désignés et les informer officiellement de leur nomination.

c) chaque représentant ainsi désigné et nommé entrera en fonction au moment de son acceptation écrite de la nomination.

Article 18: Chaque représentant et chaque successeur de représentant servira jusqu'à sa démission, son décès, son incapacité ou son retrait tel que prévu ci-après.

Article 19: Un représentant peut démissionner et être complètement libéré de tout devoir futur ou de toute responsabilité prévue aux présentes en remetttant un avis de sa démission au *Comité Conjoint* et donnant un avis écrit de sa démission à la *Partie Contractante* qui l'avait désigné. Un tel avis comportera la date à laquelle la démission prendra effet et une telle démission prendra effet à cette date à moins qu'un successeur n'ait été désigné et n'ait accepté la nomination à une date antérieure; dans ce cas, sa démission prendra effet à la date de l'acceptation de la nomination par son successeur.

Article 20: a) Tout représentant d'*employeurs* sera démis de ses fonctions par le *Comité Conjoint* en tout temps sur la recommandation de la Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la province de Québec, (Section de Montréal).

b) Tout *représentant des Unions* peut être démis de ses fonctions en tout temps, pour cause, par le *Comité Conjoint,* mais seulement sur la recommandation de l'*Union* qui a désigné un tel représentant. Un avis certifié de la recommandation de démettre un représentant de ses fonctions expliquant en détail la cause de retrait devra être envoyé au *Comité Conjoint* par poste

tion of a *Social Security Committee* and the appointment of representatives according to the procedure established in articles 16 and 17 of this title.

Article 15: The *Social Security Committee* shall be formed of eight (8) members; four of whom shall be *Unions' Representatives* and four *Employers' Representatives.*

Article 16: Each *Employer Representative* shall be appointed by the *Joint Committee* according to the following procedure:

a) the four *Employers' Representatives* shall be designated by the Corporation of Plumbing and Heating Contractors of the Province of Quebec, (Section of Montreal). A certificate of designation verified by a duly authorized official of the Corporation of Plumbing and Heating Contractors of the Province of Quebec, (Section of Montreal), shall be filed with the *Joint Committee.*

b) the *Joint Committee* shall at its regular meetings appoint the representatives thus designated and inform officially the representatives of their appointment.

c) each representative so designated and appointed shall take office upon his acceptance in writing of the appointment.

Article 17: Each *Unions' Representative* shall be appointed by the *Joint Committee* according to the following procedure:

a) the four *Unions' Representatives* shall be designated by the two *Unions* each of which shall designate two representatives. A certificate of designation verified by a duly authorized official of each *Union* shall be filed with the *Joint Committee.*

b) the *Joint Committee* shall at its regular meetings appoint the representatives thus designated and inform officially the representatives of their appointment.

c) each representative so designated and appointed shall take office upon his acceptance in writing of the appointment.

Article 18: Each representative and each successor representative shall serve until his resignation, death, incapacity or removal as hereinafter provided.

Article 19: A representative may resign and remain fully discharged from all future duty or responsibility hereunder by filing a notice of resignation with the *Joint Committee* and giving notice in writing to the *Contracting Party* which designated him. Said notice shall state the date the resignation shall take effect and such resignation shall take effect on the said date except if a successor representative shall have been designated and appointed and shall have accepted the appointment at an earlier date in which event, such resignation shall take effect as of the date of the acceptance of the appointment by his successor.

Article 20: a) Any *Employers' Representative* will be removed at any time by the *Joint Committee* on recommendation by The Corporation of Plumbing and Heating Contractors of the Province of Quebec (Section of Montreal).

b) Any *Unions' Representative* may be removed at any time, for cause by the *Joint Committee* only on recommendation by the *Union* which had designated such representative. A verified notice of recommendation to remove a representative explaining in detail the cause for removal shall be sent by regular mail to the *Joint Committee* by a duly authorized officer of the

régulière, par un officier autorisé de l'une des *Unions*, selon le cas, et le *Comité Conjoint* sera le seul juge de la validité de la cause du retrait.

Article 21: Dans l'éventualité d'une vacance, un successeur sera désigné et nommé aussitôt que possible selon les dispositions de l'article 16 ou 17 selon le cas.

Dans l'esprit du présent titre, le *Fonds de Pension*, le *Plan de Pension*, le *Fonds d'Assurance Collective* et le *Plan d'Assurance Collective* seront administrés en tout temps par un nombre égal de *représentants des Unions* et de *représentants d'employeurs*, mais dans l'éventualité d'une ou plusieurs vacances, jusqu'à la désignation d'un ou des successeurs selon les dispositions de ce titre, les représentants en fonction auront le pouvoir d'agir.

Article 22: Les représentants recevront une compensation pour leurs services.

SECTION 5

Les officiers du Comité de Sécurité Sociale

Article 23: Après que les représentants auront accepté leur nomination, le *Comité de Sécurité Sociale* se réunira aussitôt que possible et procèdera à l'élection d'un Président et d'un Vice-Président parmi les représentants.

Article 24: Le terme d'office du Président et du Vice-Président commencera à la date de leur élection et se continuera, à partir de cette date, pour une période de douze (12) moins à la fin de laquelle le *Comité de Sécurité Sociale* procèdera à l'élection de leurs successeurs.

En tout temps, l'une des deux fonctions sera occupée par un *représentant des Unions* et l'autre par un *représentant des employeurs*. Le premier Président à être élu devra être choisi parmi les représentants désignés par The United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Lodal Union 144, le second Président devra être choisi parmi les représentants désignés par La Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la province de Québec (Section de Montréal), le troisième Président devra être choisi parmi les représentants désignés par L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage des Syndicats Nationaux de Montréal Inc. et le quatrième Président devra être choici parmi les représentants désignés par La Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la province de Québec (Section de Montréal).

L'ordre d'élection établi au paragraphe précédent sera observé par la suite pour l'élection des présidents successeurs.

Article 25: Si pendant son terme d'office, un Président est pour aucune raison incapable de continuer d'agir comme Président ou démissionne de sa fonction, son successeur devra être choisi parmi les représentants de la *partie contractante* qui aura désigné le Président démissionnaire et dans ce cas, le terme d'office du Président successeur durera jusqu'à l'expiration du terme d'office du Président démissionnaire.

SECTION 6

Assemblées du Comité de Sécurité Sociale

Article 26: Les assemblées du *Comité de Sécurité Sociale* seront tenues à tel lieu ou à tels lieux dont peuvent convenir le Président et le Vice-Président et peuvent être convoquées par lesdits Président et Vice-Président, par un avis écrit de cinq (5) jours aux autres représentants et peuvent être tenues en tout temps sans cet avis,

Union which had designated such representative and the *Joint Committee* shall be the sole judge of the validity of the cause for removal.

Article 21: In the event of a vacancy, a successor representative shall be designated and appointed as soon as possible in accordance with the provisions of articles 16 and 17.

It is the intention hereof that the *Pension Fund*, the *Pension Plan*, the *Group Insurance Fund* and the *Group Insurance Plan* shall at all times be administered by an equal number of *Unions' Representatives*, and *Employers' Representatives*, but in the event of a vacancy or vacancies, until the designation of a successor representative or representatives as herein above provided, the remaining representatives shall have the power to act.

Article 22: The representatives shall be compensated for their services.

SECTION 5

Officers of the Social Security Committee

Article 23: The *Social Security Committee* shall meet as promptly as possible after acceptance of office by the representatives and elect a Chairman and a Vice-Chairman among the representatives.

Article 24: The term of office of the Chairman and of the Vice-Chairman shall commence on the date of their election and continue for a period of twelve (12) months from that date, at which time, the *Social Security Committee* shall proceed with the election of their successors.

At all times, one office shall be held by a *Unions' Representative* and the other by an *Employers' Representative*. The first Chairman to be elected shall be chosen from among the representatives designated by the United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local Union 144; the second Chairman shall be chosen from among the representatives designated by the Corporation of Plumbing and Heating Contractors of the Province of Quebec (Section of Montreal), the third Chairman shall be chosen from among the representatives designated by l'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage des Syndicats Nationaux de Montréal Inc. and the fourth Chairman shall be chosen from among the representatives designated by the Corporation of Plumbing and Heating Contractors of the Province of Quebec (Section of Montreal).

The order of election established in the preceding paragraph shall be observed thereafter for the election of subsequent Chairmen.

Article 25: If during his term of office a Chairman is for any reason unable to continue to act as Chairman and resigns from office, his successor shall be chosen from among the representatives of the *Contracting Parties* which designated the resigning Chairman and in that case the term of office of the successor Chairman shall be until the expiration of the term of office of the retiring Chairman.

SECTION 6

Meetings of the Social Security Committee

Article 26: Meeting of the *Social Security Committee* shall be held at such place or places as may be agreed upon by the Chairman and the Vice-Chairman and may be called by the said Chairman and Vice-Chairman upon five (5) days written notice to the other representatives and may be held at any time without such

si tous les représentants y consentent par écrit. Trois représentants peuvent ensemble présenter par écrit au président au vice-président une demande à l'effet de faire convoquer une assemblée et dans ce cas, le président et le vice-président devront convoquer une assemblée dans les dix (10) jours suivant une telle demande.

Article 27: A toutes les assemblées du *Comité de Sécurité Sociale* quatre (4) représentants constitueront un quorum pour la transaction des affaires, pourvu qu'il y ait au moins deux *représentants d'employeur* présents à ces assemblées et au moins un représentant de chacune des deux *unions*.

Article 28: Toute action à être prise par le Comité de *Sécurité Sociale* selon les termes de la présente convention devra être prise au vote unanime des représentants présents à une assemblée du *Comité de Sécurité Sociale*.

Il n'y aura que deux votes: les *représentants des employeurs* se partageront un vote entre eux et les *représentants des Unions* se partageront un vote entre eux. Le vote des *représentants des Unions* sera enregistré par la majorité des *représentants des Unions* présents et votant: le vote des représentants des *Employeurs* sera enregistré par la majorité des représentants des *Employeurs* présents et votant.

Dans l'éventualité où toute affaire présentée pour décision ne peut être décidée à cause d'un vote égal, l'affaire demeurera au *status quo* pendant l'arbitrage selon la procédure prévue à la section 7 du présent titre.

SECTION 7

Arbitrage

Article 29: Dans l'éventualité où le *Comité de Sécurité Sociale* ne peut pas décider d'une affaire ou résoudre une dispute à cause d'un vote égal où dans l'éventualité ou des décisions ne peuvent être prises parce que le quorum ne peut être réalisé à deux assemblées successives au *Comité de Sécurité Sociale* alors et dans l'une ou l'autre de telles éventualités, le *Comité de Sécurité Sociale* tentera de choisir un arbitre impartial qui entendra et déterminera l'affaire, litige ou dispute.

Article 30: Si les représentants ne peuvent s'entendre sur le choix d'un arbitre impartial dans les cinq (5) jours de calendrier qui suivent le jour où ils ont tenté de procéder à la sélection, un arbitre impartial sera désigné par la Cour du Magistrat du district de Montréal. Deux représentants peuvent requérir la Cour du Magistrat du district de Montréal de désigner un arbitre.

Article 31: Une audition de l'affaire en litige sera conduite dans les dix (10) jours de la date à la quelle l'arbitre p été choisi ou désigné.

La décision ou la sentence de l'arbitre devra être par écrit, sera finale et liera toutes les parties et toutes les personnes concernées et devra être rendue dans les dix (10) jours ouvrables après que l'arbitre aura reçu toute la preuve. L'arbitre, dans sa décision ou sa sentence, sera lié par les dispositions du présent titre et n'aura ni le pouvoir, ni l'autorité d'ajouter ou de soustraire au présent titre, d'en changer ou d'en modifier les dispositions.

SECTION 8

Limitation de responsabilité

Article 32: Ni le *Comité de Sécurité Sociale*, ni aucun représentant ne sera responsable de toute erreur de jugement ou de toute perte résultant

notice if all the representatives consent thereto in writing. Any three representatives may present in writing a demand to the Chairman and Vice-Chairman that a meeting be called and in this event the Chairman and Vice-Chairman shall call a meeting within ten (10) days after such demand.

Article 27: In all meetings of the *Social Security Committee*, four (4) representatives shall constitute a quorum for the transaction of business providing there are present at such meetings at least two *Employers' Representatives* and at least one representative of each *Union*.

Article 28: Any action to be taken by the *Social Security Committee* pursuant to this title shall be by unanimous vote of the representatives present at a meeting of the *Social Security Committee*.

There shall be but two votes: the *Employers' Representatives* shall have one vote among them and the *Unions' Representatives* shall have one vote among them. The vote of the *Unions' Representatives* shall be cast by the majority of said *Unions' Representatives* present and voting. The vote of the *Employers' Representatives* shall be cast by a majority of the *Employers' Representatives* present and voting.

In the event any matter presented for decision cannot be decided because of a tie vote, the matter shall remain in *status quo* pending arbitration as set forth in section 7 hereof.

SECTION 7

Arbitration

Article 29: In the event the *Social Security Committee* cannot decide any matter or resolve any dispute because of a tie vote or in the event decisions cannot be made because of the lack of a quorum at two successive meetings of the *Social Security Committee*, then and in either or such events, the *Social Security Committee* shall attempt to select an impartial arbitrator to hear and determine the matter, issue or dispute.

Article 30: If the *Social Security Committee* cannot agree on an impartial arbitrator within five (5) calendar days from the day it has attempted to effectuate his selection, an impartial arbitrator shall be designated by the Megistrate Court of the District of Montreal. Any two representatives may request the Magistrate Court of the district of Montreal, to designate an arbitrator.

Article 31: A hearing on the disputed matter shall be conducted within ten (10) days from the date the arbitrator has been selected or designated.

The decision or award of the arbitrator shall be in writing and shall be final and binding upon all parties and persons concerned and shall be made within ten (10) regular working days after the arbitrator receives all the evidence. The arbitrator in his decision or award shall be bound by the provisions of this title and shall not have the power or authority to add or substract from this title or to change or modify the provisions hereof.

SECTION 8

Limitation of liability

Article 32: Neither the *Social Security Committee* nor any representative shall be liable for any error of judgment or for any loss arising out of

de tout acte ou de toute omission dans l'administration du *Fonds de Pension*, et du *Fonds d'Assurance Collective*, et les représentants et aucun d'entre eux ne sera personnellement responsable de toute obligation ou dette du *Comité de Sécurité Sociale* contractées ou encourues par le *Comité de Sécurité Sociale*, ni de la non-exécution de tout contrat, et les représentants et aucun d'entre eux ne sera responsable de l'utilisation impropre de toute partie du *Fonds de Pension* et du *Fonds d'Assurance Collective* ni de toute autre obligation résultant ou étant attachée à l'administration ou à l'existence du *Fonds de Pension* ou du du *Fonds d'Assurance Collective* pourvu toutefois que rien dans le présent article n'ait l'effet de soustraire les représentants et aucun d'entre eux à la responsabilité résultant d'obligations ou dettes résultant de leur ou de son action ou omission accomplie ou subie de mauvaise foi ou par négligence grossière ou inconduite délibérée.

Article 33: Le *Comité de Sécurité Sociale* et chacun des représentants sera complètement protégé lorsqu'agissant en vertu d'un instrument, certificat ou papier qu'ils croient authentique et qu'ils croient signé ou présenté par la ou les personnes appropriées et ne sera ou seront sous aucune obligation de procéder à des enquêtes ou d'autrement vérifier aucune déclaration contenue dans tous tels documents mais pourront les accepter comme preuve conclusive de la véracité et de l'exactitude des déclarations y contenues.

Article 34: Le *Comité de Sécurité Sociale* peut de temps à autre consulter des conseillers spéciaux et les représentants seront tout à fait protégés en agissant, ou en omettant d'agir conformément aux avis des conseillers en matière légale.

Article 35: Aucun employeur ne sera responsable de l'échec du *Comité de Sécurité Sociale* d'assurer les bénéfices contemplés dans cette convention pour tout employé, ancien employé ou bénéficiaire ou à l'occasion de tout défaut ou toute négligence du *Comité de Sécurité Sociale*.

Article 36: Rien dans le présent titre ne sera interprété comme rendant La Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la province de Québec (Section de Montréal), The United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local Union 144, L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage des Syndicats Nationaux de Montréal Inc., ou les représentants responsables pour le paiement de tout bénéfice qui résulterait du *Plan de Pension* ou du *Plan d'Assurance Collective*.

SECTION 9

Devoirs et pouvoirs du Comité de Sécurité Sociale

Article 37: À la date de nomination du nombre requis de représentants, le *Comité Conjoint* délèguera au *Comité de Sécurité Sociale* tous les pouvoirs et devoirs nécessaires à la réalisation du *Plan de Pension* et du *Plan d'Assurance Collective*.

Article 38: À la date de la délégation officielle des pouvoirs, le *Comité de Sécurité Sociale* administera le *Plan de Pension* et le *Plan d'Assurance Collective* et entre autre chose devra:

a) prendre le contrôle et la gérance de l'actif du *Fonds de Pension* et du *Fonds d'Assurance Collective*. À sa seule discrétion, le *Comité de Sécurité Sociale* fera en sorte que l'actif du *Fonds*

any act or omission in the administration of the *Pension Fund* and of the *Group Insurance Fund*, nor shall the representatives or any of them be personally liable for any liability or debt of the *Social Security Committee* contracted or incurred by the *Social Security Committee* nor for the nonfulfilment of any contract, nor shall the representatives or any one of them be liable for the improper application of any part of the *Pension Fund* and of the *Group Insurance Fund*, nor for any other liability arising in connection with the administration or the existence of the *Pension Fund* or of the *Group Insurance Fund;* provided however, nothing herein shall except the representatives or any one of them from any liability, obligation or debt arising out of their or his own act or omissions done or suffered in bad faith or through gross negligence or wilful misconduct.

Article 33: The *Social Security Committee* and each of the representatives shall be fully protected in acting upon any instrument, certificate or paper believed by them to be genuine and to be signed or presented by the proper person or persons and shall be under no duty to make any investment or inquiry as to any statement contained in any such record but may accept the same as conclusive evidence of the truth and accuracy of the statements therein contained.

Article 34: The *Social Security Committee* may consult with special counsel from time to time and the representatives shall be fully protected in acting, or refraining from acting, in accordance with the advice of the counsel with respect to legal matters.

Article 35: No employer shall be liable for the failure of the *Social Security Committee* to secure the benefits contemplated herein for any *employee*, former *employee* or *beneficiary* or for any default or neglect of the *Social Security Committee*.

Article 36: Nothing in this title shall be construed as making the Corporation of Plumbing and Heating Contractors of the Province of Quebec (Section of Montreal), the United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local Union 144 and L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage des Syndicats Nationaux de Montréal Inc. or the representatives liable for the payment of any benefits to be provided by the *Pension Plan* or by the *Group Insurance Plan*.

SECTION 9

Duties and powers of the Social Security Committee

Article 37: As of the date of appointment of the required number of representatives, the *Joint Committee* shall delegate to the *Social Security Committee* all the powers and duties necessary for the accomplishment of the purposes of the *Pension Plan* and of the *Group Insurance Plan*.

Article 38: As of the date of the official delegation of powers, the *Social Security Committee* shall administer the *Pension Plan* and the *Group Insurance Plan* and among other things, shall:

a) take control and management of the assets of the *Pension Fund* and of the *Group Insurance Fund*. In its sole discretion, the *Social Security Committee* shall cause the assets of the *Pension*

de Pension et du *Fonds d'Assurance Collective* soit détenu, investi et reinvesti. En investissant et réinvestissant l'actif du *Fonds de Pension* et du *Fonds d'Assurance Collective*, le *Comité de Sécurité Sociale* agira seulement sur recommandation de conseiller en investissement et

1° ne sera pas restreint aux types d'investissements énumérés à l'article 981 « *o* » du Code civil de la province de Québec.

2° peut vendre vendre ou échanger toute propriété formant partie de ces actifs au temps et sous les conditions et termes qu'il jugera propices.

3° ne sera pas limité par la proportion que l'investissement à faire, soit seul ou avec d'autres propriétés de même nature ou de nature identique alors détenue ou acquise, peut porter sur le montant entier de l'actif du *Fonds de Pension* ou du *Fonds d'Assurance Collective*.

4° peut exercer généralement en ce qui regarde toutes les actions, obligations, sécurités et autres propriétés détenues par le *Comité de Sécurité Sociale* en vertu des présentes, tous les droits, pouvoirs et privilèges qui sont ou peuvent être exercés légalement par toute personne détenant des propriétés semblables pour et par elle-même.

5° sujet à la section 7 de ce titre, ne sera pas réquis d'obtenir approbation au préalable ni postérieure d'aucune cour, tribunal ou commission;

b) désigner un ou plusieurs fiduciaires incorporés et entrera dans des contrats de fiducie entre lui-même et un ou plusieurs fiduciaires incorporés en vertu desquels le ou les fiduciaires incorporés recevront et détiendront tout l'actif du *Fonds de Pension* et du *Fonds d'Assurance Collective*, et sous instructions du *Comité de Sécurité Sociale* feront les déboursés nécessaires et paieront les bénéfices prévus au *Plan de Pension* et du *Plan d'Assurance Collective;*

c) obtenir les services de conseillers compétents en investissement;

d) nommer un actuaire qui devra être un « fellow » d'une Société d'Actuaire reconnue ou une firme employant une telle personne, et un auditeur qualifié;

e) établir une liste de médecins qui examineront les *employés* requérant d'être considérés comme totalement invalides selon l'article 60;

f) préparer et produira tels rapports et déclarations qui sont requis par la loi ou qui peuvent être requis par le Ministère du Travail de la province de Québec et tout Ministère des Gouvernements Fédéral ou Provincial;

Article 39: À la date de la délégation officielle des pouvoirs, le *Comité de Sécurité Sociale* aura le pouvoir:

a) de déterminer d'une façon finale les droits de tout *employé* ou ancien *employé* et de tout *bénéficiaire* à des bénéfices résultant du *Fonds de Pension* ou du *Fonds d'Assurance Collective;*

b) de déterminer la forme et les termes de tout contrat de fiducie de façon à procéder à l'investissement ou au réinvestissement de l'actif du *Fonds de Pension* et du *Fonds d'Assurance Collective*, de façon à assurer la réalisation du *Plan de Pension* et du *Plan d'Assurance Collective;*

c) de passer tout contrat et entente aux fins de mener à bonne fin les termes de la partie III et de la partie IV de ce titre et pour la bonne administration du *Fonds de Pension*, du *Plan de Pension*, du *Fonds d'Assurance Collective* et du *Plan d'Assurance Collective;*

d) de s'entendre avec les comités des Pensions ou les Bureaux de Fiduciaires d'autres plans de pension établis par décret dans l'industrie de la Construction de la Province de Québec aux fins de pourvoir au transfert de service crédité ou de

Fund and of the *Group Insurance Fund* to be held, invested and reinvested. In investing and reinvesting the assets of the *Pension Fund* and of the *Group Insurance Fund*, the *Social Security Committee* shall act only on the recommendation of investment counsel and

1. shall not be limited to the types of investments listed in article 981 "*o*" of the Civil Code of the Province of Quebec.

2. may sell or exchange all property forming part of such assets at such times and upon such terms and conditions as it may deem proper.

3. shall not be limited by the proportion which the investment to be made, either alone or with other property of the same or similar character then held or acquired, may bear to the entire amount of the assets of the *Pension Fund* or of the *Group Insurance Fund*.

4. may exercise generally, in respect of all stocks, bonds, securities and other properties held hereunder, all rights, powers and privileges as are or may be lawfully exercised by any person owning similar property in his own right.

5. subject to section 7 of this title, shall not be required to secure prior or subsequent approval from any court, tribunal or commission;

b) designate one or more *corporate trustees* and execute trust agreements between the *Social Security Committee* and one or more *corporate trustees* under the terms of which the *corporate trustee* or *trustees* shall receive and hold all the assets of the *Pension Fund* and of the *Group Insurance Fund* and under instructions from the *Social Security Committee* make necessary disbursements and pay the benefits provided by the *Pension Plan* and by the *Group Insurance Plan;*

c) obtain the services of competent investment counsel;

d) appoint an actuary who is a fellow of a recognized actuarial society, or a firm employing such person, and a qualified auditor;

e) establish a list of medical examiners who will examine *employees* applying to be considered as totally disabled under article 60;

f) prepare and file such reports and statements as are required under law or as may be required by the Department of Labour of the Province of Quebec and any Department of the Federal or Provincial Governments.

Article 39: As of the date of the official delegation of powers, the *Social Security Committee* shall have the power to:

a) make determinations which shall be final as to the rights of any *employee* or former *employee* and of any *beneficiary* to benefits arising out of the *Pension Fund* or of the *Group Insurance Fund;*

b) determine the form and terms of any trust agreement in order to proceed with the investment or reinvestment of the assets of the *Pension Fund* or of the *Group Insurance Fund* in such a way to ensure the accomplishment of the *Pension Plan* and of the *Group Insurance Plan;*

c) enter into any and all contracts and agreements for carrying out the terms of Part III and Part IV of this title and for the administration of the *Pension Fund*, the *Pension Plan*, the *Group Insurance Fund* and the *Group Insurance Plan;*

d) make reciprocal agreements with the pension committees or boards of trustees of other pension plans established by decree in the Construction Industry of the Province of Quebec to provide for the reciprocal transfer of credited

bénéfices entre de tels plans de pension et ce plan de pension dans les cas d'*employés* qui transfèrent leur emploi aux ou des *employeurs* définis à l'article 1 de ce titre;

e) d'interpréter toutes les dispositions ou termes ambigus ou douteux de ce titre. Et toute interprétation donnée par le *Comité de Sécurité Sociale* de bonne foi, lier a tous les intéressés;

f) d'employer tel exécutif et conseiller, personnel d'administration, de bureau et de secrétariat et autres *employés* dont les services peuvent être nécessaires en ce qui a trait à l'administration du *Fonds de Pension*, du *Plan de Pension*, du *Fonds d'Assurance Collective* et du *Plan d'Assurance Collective;*

g) de déléguer aucun de ses pouvoirs et devoirs ministériels à n'importe lequel de ses agents ou *employés;*

h) de faire les règlements pour son fonctionnement interne et l'exercice des devoirs, obligations et droits à lui conférés, le tout sujet à la Loi de la Convention Collective et au présent titre;

i) de payer le loyer ou acheter de l'espace à bureau, ameublement, fournitures et autres choses essentielles requises pour l'administration du *Plan de Pension* et du *Plan d'Assurance Collective;*

j) de se servir du *Fonds de Pension* aux fins suivantes:

1° payer les bénéfices prévus dans ce *Plan de Pension*,

2° payer toutes les dépenses encourues par l'établissement et l'organisation du *Fonds* et du *Plan de Pension;*

3° payer toutes dépenses raisonnables et nécessaires, les salaires, coûts et honoraires encourues par le *Comité de Sécurité Sociale* en raison du maintien et de l'opération du *Fonds* et du *Plan de Pension;*

4° payer toutes taxes réelles et personnelles, impôts sur le revenu, et autres taxes ou cotisations de toutes sortes imposés en vertu des lois existantes ou futures sur le *Fonds de Pension* ou à son sujet;

5° payer aux représentants une indemnité raisonnable et toutes dépenses encourues par lesdits représentants dans l'accomplissement des devoirs qui leur sont imposés par le présent titre, pourvu que le paiement de ces déboursés soit approuvé par le *Comité de Sécurité Sociale;*

k) de se servir du *Fonds d'Assurance Collective* aux fins suivantes:

1° de payer ou de voir à ce que soient payés les bénéfices d'*Assurance Collective* payables ou raisonnablement anticipés selon les termes du *Plan d'Assurance Collective;*

2° payer toutes les dépenses encourues par l'établissement et l'organisation du *Fonds* et du *Plan d'Assurance Collective.*

3° payer toutes dépenses raisonnables et nécessaires, les salaires, coûts et honoraires encourues par le *Comité de Sécurité Sociale* en raison du maintien et de l'opération du *Fonds d'Assurance Collective.*

4° payer toutes taxes réelles et personnelles, impôts sur le revenu, et autres taxes ou cotisations de toutes sortes imposés en vertu des lois existantes ou futures sur le *Fonds d'Assurance Collective* ou à son sujet.

5° payer aux représentants une indemnité raisonnable et toutes dépenses encourues par lesdits représentants dans l'accomplissement des devoirs qui leur sont imposés par le présent titre, pourvu que le paiement de ces déboursés, soit approuvé par le *Comité de Sécurité Sociale.*

Article 40: Le *Comité de Sécurité Sociale* aura le pouvoir de reviser les dispositions du *Plan de Pension* et du *Plan d'Assurance Collective* de temps

service or benefits between such pension plans and this *Pension Plan* in the case of *employees* transferring their employment to or from the *employers* defined in article 1 of this title;

e) construe all ambiguous or doubtful terms or provisions of this title. Any construction adopted by the *Social Security Committee* in good faith shall be binding upon all interested;

f) employ such executive and counsel, administration, clerical and secretarial personnel and other employees and assistants as may be necessary in connection with the administration of the *Pension Fund*, the *Pension Plan*, the *Group Insurande Fund* and the *Froup Insurance Plan;*

g) delegate any of its administrative powers or duties to any of its agents or employees;

h) subject to the Collective Agreement Act and this title, make regulations for its internal management and the exercise of the duties, obligations and rights conferred upon it;

i) pay the rent or purchase office space, furnishings and supplies and other essentials required in the administration of the *Pension Plan* and of the *Group Insurance Plan;*

j) apply the *Pension Fund* for the following purposes:

1. to pay the benefits provided by this *Pension Plan*,

2. to pay all expenses incurred in the establishment and organization of the *Pension Fund* and *Pension Plan*,

3. to pay all reasonable and necessary expenses, salaries, costa and fees incurred by the *Social Security Committee* in connection with the maintenance and operation of the *Pension Fund* and *Pension Plan*,

4. to pay all real and personal property taxes, income tax and other taxes of assessments of any and all kinds levied or assessed under existing or future laws upon or in respect to the *Pension Fund*,

5. to pay to the representatives a fair and reasonable compensation and all expenses incurred by the representatives in the performance of their duties herein, provided the payment for said expenditures is approved by the *Social Security Committee;*

k) apply the *Group Insurance Fund* for the following purposes:

1. to pay, or to provide for the payment of, all *group insurance benefits* payable or reasonably anticipated under the terms of the *Group Insurance Plan*,

2. to pay all expenses incurred in the establishment and organization of the *Group Insurance Fund* and *Group Insurance Plan.*

3. to pay all reasonable and necessary expenses, salaries, costs and fees incurred by the *Social Security Committee* in connection with the maintenance and operation of the *Group Insurance Fund* and *Group Insurance Plan*,

4. to pay all real and personal property taxes, income tax and other taxes or assessments of any and all kinds levied or assessed under existing or future laws upon or in respect to the *Group Insurance Fund.*

5. to pay to the representatives a fair and reasonable compensation and all expenses incurred by the representatives in the performance of their duties herein, provided the payment for said expenditures is approved by the *Social Security Committee.*

Article 40: The *Social Security Committee* shall have authority to review all of the provisions of the *Pension Plan* and of the *Group Insurance*

à autre et de recommander aux *parties contractantes* tels changements, modifications et amendements au présent titre que le *Comité de Sécurité Sociale* croira désirables, pourvu qu'aucun changement, modification ou amendement ne soit apporté pour une période de trois (3) ans à partir du premier janvier 1963.

Partie III

Le Plan de Pension

Section 10

Le Fonds de Pension de l'Industrie de la Plomberie et de la Tuyauterie

Article 41: Le *Fonds de Pension* de l'Industrie de la Plomberie et de la Tuyauterie est créé dans le but de donner aux *employés* les bénéfices définis aux sections 11, 12 et 13 de ce titre et dans aucun autre but.

Article 42: Le *Fonds de Pension* consistera dans tous les montants d'argent versés en conformité de l'article 13 de ce titre et, dans les gains et profits réalisés avec ces argents, dans les investissements et réalisations des investissements et dans tous les gains et profits de ces investissements.

Section 11

Bénéfices de Pension

Article 43: Jusqu'à ce qu'il soit autrement déterminé, le montant des *bénéfices* mensuels normaux de *Pension* payable à tout *employé* lors de sa retraite consistera en

a) une pension de base de $3.20 par mois payable la vie durant pour chaque tranche de $100.00 des *contributions* versées par l'employé, plus

b) une pension supplémentaire de $3.20 par mois payable la vie durant pour chaque tranche de $100.00 des contributions versées par l'*employé* mais dont les paiements cesseront le premier jour du mois suivant celui dans lequel l'*employé* aura atteint son 70ème anniversaire de naissance.

Article 44: a) Si le montant de la pension supplémentaire, s'il en est, payable à la date de la retraite d'un *employé*, est moindre que le montant de la pension mensuelle de Sécurité de Vieillesse du Canada sous la loi en vigueur à la date de retraite de l'*employé*, l'*employé* peut demander au *Comité de Sécurité Sociale* avant de prendre sa retraite, de réduire sa pension de base tout en procédant à une augmentation de sa pension supplémentaire actuariellement équivalente à la réduction de la pension de base jusqu'à un montant le plus près posssible du montant de la pension mensuelle de Sécurité de Vieillesse du Canada.

b) Si le montant de la pension supplémentaire, s'il en est, payable à la date de la retraite d'un *employé*, est supérieur au montant de la pension mensuelle de Sécurité de Vieillesse du Canada sous la loi en vigueur à la date de la retraite de l'*employé*, la pension de base sera augmentée et l'on procèdera à une réduction de la pension supplémentaire actuariellement équivalente à l'augmentation de la pension de base jusqu'à un montant égal à la pension mensuelle de Sécurité de Vieillesse du Canada.

Article 45: Un *employé* aura droit de recevoir des bénéfices normaux de pension pourvu qu'il rencontre les conditions suivantes:

a) il doit avoir atteint l'âge de 65 (soixante-cinq) ans et il doit établir son âge à la satisfaction du *Comité de Sécurité Sociale*, et

Plan from time to time and to recommend to the *Contracting Parties* such changes, modifications and amendments to this title as the *Social Security Committee* shall deem desirable, provided no change, modification or amendment shall be made for a period of three (3) years from January 1st, 1963.

Part III

The Pension Plan

Section 10

The Plumbing and Pipe Fitting Industry Pension Fund

Article 41: The Plumbing and Pipe Fitting Industry Pension Fund is created for the purpose of providing for the *employees* the benefits set out in sections 11, 12 and 13 of this title and for no other purpose.

Article 42: The *Pension Fund* shall consist of all monies allocated to it according to article 13 of this title, together with the earnings and profits thereon, all investments made therewith and proceeds thereof and all earnings and profits thereon.

Section 11

Pension Benefits

Article 43: Until otherwise determined, the amount of monthly normal *pension benefits* payable to any *employee* on retirement shall be

a) a basic pension of $3.20 per month payable for life for each $100.00 of *employee contributions* plus

b) a supplementary pension of $3.20 per month payable for life, but ceasing in any event on the first day of the month following the *employee's* 70th birthday, for each $100.00 of *employee contributions*.

Article 44: a) If the amount of supplementary pension, if any, payable on an *employee's* retirement date is less than the amount of the Canadian Old Age Security monthly pension payable at age 70 under the law in effect on the *employee's* retirement date, the *employee* may apply to the *Social Security Committee*, prior to his retirement, for a decrease in his basic pension accompanied by an actuarially equivalent increase in his supplementary pension to an amount equal as closely as possible to the amount of the Canadian Old Age Security monthly pension.

b) If the amount of supplementary pension, if any, payable on an *employee's* retirement date is greater than the amount of the Canadian Old Age Security monthly pension payable at age 70 under the law in effect on the *employee's* retirement date, then his basic pension shall be increased, accompanied by an actuarially equivalent decrease in his supplementary pension to an amount equal to the amount of the Canadian Old Age Security monthly pension.

Article 45: An *employee* shall be entitled to receive normal *pension benefits* provided he fulfils all of the following conditions:

a) he must have attained the age of 65 (sixty-five) years and he must establish his age to the satisfaction of the *Social Security Committee*, and

b) la somme de ses propres contributions versées au *Fonds de Sécurité Sociale* ne doit pas être inférieure à $700.00, et

c) il doit avoir cessé d'être un *employé*, et

d) il doit produire au *Comité de Sécurité Sociale* une demande formelle de *bénéfices de Pension*.

Article 46: Un *employé* qui a atteint l'âge de 55 (cinquante-cinq) ans, et qui remplit toutes les autres conditions d'éligibilité aux bénéfices normaux de pension, tel qu'établi dans l'article précédent peut, en produisant au *Comité de Sécurité Sociale*, une demande formelle à cet effet, être éligible à des *bénéfices de pension* qui consisteront dans l'équivalent actuariel des bénéfices normaux de pension stipulés à l'article 43 au-dessus.

Article 47: La pension sera payée mensuellement. La date d'échéance du premier paiement mensuel de toute pension sera le premier jour du mois suivant le mois dans lequel un *employé* devient qualifié pour recevoir des *bénéfices de pension*. La date d'échéance du dernier paiement mensuel sera le premier jour du mois dans lequel un *pensionné* décède. Aucun paiement de pension ne sera fait pour cette partie de mois située entre le premier jour du mois dans lequel un *employé* décède et la date de sa mort.

Article 48: Aucun *bénéfice de pension* payable en vertu du présent titre ne peut être saisi ou assigné. Aucune partie du *Fonds de Pension* ne deviendra la propriété d'aucun individu et aucun *bénéfice de pension* ou autre bénéfice payable en vertu de cette partie ne deviendra dû à aucun individu ni ne deviendra la propriété d'aucun individu jusqu'à ce qu'il lui soit effectivement payé.

SECTION 12

Bénéfices en cas de décès

Article 49: Dans l'éventualité du décès d'un *employé* ou d'un ancien *employé*, un remboursement sera payable et ce remboursement sera égal aux *contributions accumulées de l'employé* moins les paiements de pension reçus par l'*employé* ou l'ancien *employé*.

Article 50: Tout remboursement payable au décès d'un *employé* ou d'un ancien *employé* sera payé au *bénéficiaire* sur demande formelle de remboursement produite au *Comité de Sécurité Sociale*.

Article 51: Le *Comité de Sécurité Sociale* aura droit de retenir paiement de tout remboursement payable au cas de décès d'un *employé* ou d'un ancien *employé* à toute personne réclamant un tel paiement jusqu'à ce que le droit du réclamant de recevoir paiement ait été établi à la satisfaction du *Comité de Sécurité Sociale*.

SECTION 13

Cessation d'emploi

Article 52: Si un *employé* cesse d'être un employé avant d'avoir satisfait aux conditions « *a* » et « *b* » de l'article 45, il peut, mais il n'y est pas obligé, demander au *Comité de Sécurité Sociale* le remboursement de ses *contributions accumulées d'employés* ou il peut choisir de demander des *bénéfices de pension* à telle époque où il remplira les conditions énumérées à l'article 45 ou à l'article 46 de ce titre.

Pour les fins du présent article aucun *employé* ne sera considéré comme ayant cessé d'être un *employé* avant l'expiration de deux années de calendrier consécutives après que les dernières contriutions d'*employés* au *Fonds de Sécurité Sociale* auront été reçues au nom de tout tel *employé*.

b) the sum of his own *contributions* to the *Social Security Fund* must not be less than $700.00, and

c) he must have ceased to be an *employee*, and

d) he must file with the *Social Security Committee* a formal application for *pension benefits*.

Article 46: An *employee* who has attained the age of 55 (fifty-five) years, and has fulfilled all the other conditions to receive normal *pension benefits*, as established in the preceding article, may, by filing with the *Social Security Committee* a formal application, be eligible for *pension benefits* which shall be actuarially equivalent to the normal *pension benefits* stipulated in article 43 above.

Article 47: Pension shall be paid monthly. The due date of the first monthly payment of any pension shall be the first day of the month following the month in which the *employee* becomes qualified for *pension benefits*. The due date of the last monthly payment shall be the first day of the month in which the *pensioner* dies. No pension payment shall be made for that portion of the month in which he dies, between the first day of the month and the date of his death.

Article 48: No *pension benefit* payable under this title may be attached or assigned. No portion of the *Pension Fund* shall become or be the property of any individual and no pension or other benefit payable hereunder shall become or be owing to any individual or become the property of any individual until actually paid to him.

SECTION 12

Death benefits

Article 49: In the event of the death of an *employee* or a former *employee*, there shall be payable a refund equal to the excess, if any, of his accumulated *employee contributions* over any pension payments received by the *employee* or former *employee*.

Article 50: Any refund payable on the death of an *employee* or former *employee* shall be paid to the *beneficiary* upon making formal application to the *Social Security Committee* for such refund.

Article 51: The *Social Security Committee* shall be entitled to withhold payment of any refund payable as a result of the *employee's* or former *employee's* death to any person claiming such payment until evidence satisfactory to the *Social Security Committee* has been submitted as to the claimant's right to receive payment.

SECTION 13

Cessation of Employment

Article 52: If an *employee* ceases to be an *employee* before satisfying conditions « *a* » and « *b* » of article 45 he may, but is not obliged to, apply to the *Social Security Committee* for a refund of his accumulated *employee contributions* or he may choose to apply for *pension benefits* at such time as he fulfils the conditions enumerated in article 45 of article 46 of this title.

For the purposes of this article no *employee* will be deemed to have ceased to be an *employee* until the expiration of two consecutive calendar years after the last *employee, contributions* to the *Social Security Fund* have been received in respect of any such *employee*.

SECTION 14

Déclaration

Article 53: Le *Plan de Pension* demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration de ce *décret* et peut être renouvelé de temps à autre par des décrets subséquents.

Article 54: Dans l'éventualité ou ce *Plan de Pension* ne serait pas renouvelé tel que mentionné précédemment, le *Comité de Sécurité Sociale* après avoir accompli les buts spécifiés aux présentes et à l'expiration du *décret* remettra tous argents dans le *Fonds de Pension* à un fonds liquidateur de *bénéfices de pension.*

PARTIE IV

Le Plan d'Assurance Collective

SECTION 15

Le Fonds d'Assurance Collective de l'Indutrie de la Plomberie et de la Tuyauterie

Article 55: Le *Fonds d'Assurance Collective* de l'Industrie de la Plomberie et de la Tuyauterie est créé dans le but de pourvoir à des bénéfices d'assurance-mortalité pour les employés et dans aucun autre but.

Article 56: Le *Fonds d'Assurance Collective* consistera dans toutes les sommes d'argent allouées à ce fonds en vertu de l'article 13 de ce titre, et dans tous les gains et profits réalisés sur lesdites sommes, dans tous les investissements effectués avec ces sommes et leur réalisation et tous les gains et profits réalisés sur ces valeurs.

SECTION 16

Bénéfices d'Assurance Collective

Article 57: Jusqu'à ce qu'il soit autrement déterminé, les bénéfices d'assurance collective contemplés dans ce titre seront comme suit:

a) un bénéfice d'assurance mortalité de $2,000.00 sera payable dans l'éventualité où un *employé* éligible décède avant que ledit *employé* n'ait atteint l'âge de 65 ans; ou

b) un bénéfice d'assurance mortalité de $500.00 sera payable dans l'éventualité où un *employé* éligile décède lorsque ou après qu ledit *employé* éligible atteint l'âge de 65 ans; ou

c) un bénéfice d'assurance mortalité de $2,000.00 sera payable dans l'éventualité ou un *employé* invalide décède lorsque ou avant que ledit *employé* invalide n'atteigne l'âge de 65 ans; ou

d) un bénéfice d'assurance mortalité de $500.00 sera payable dans l'éventualité ou un *employé* invalide décède après que ledit *employé* a atteint l'âge de 65 ans; ou

e) un bénéfice d'assurance mortalité de $500.00 sera payable dans l'éventualité ou un *pensionné* qui immédiatement avant d'être qualifié pour recevoir des *bénéfices de pension* était

1° un *employé* éligible selon l'article 58 de ce titre.

2° un *employé* invalide selon l'article 60 de ce titre.

Article 58: Un *employé* ou ancien *employé* sera un *employé* éligible pendant une période de douze mois consécutifs commençant le premier jour d'avril de toute année, pourvu que la somme de ses *contributions* d'*employés* au *Fonds de Sécurité Sociale* reçues par le *Comité Conjoint* en son nom ait été d'au moins $45.00 pendant l'année de calendrier se terminant le 31 décembre précédent.

Article 59: Un *employé* éligible cessera d'être un *employé* éligible lorsqu'il deviendra un *pensionné.*

SECTION 14

Declaration

Article 53: The *Pension Plan* shall remain in force until the expiration of this *decree* and may be renewed from time to time by subsequent decrees.

Article 54: In the event of this *Pension Plan* not being renewed as aforesaid, the *Social Security Committee* upon fulfilment of the purposes specified herein and upon termination of the *decree* shall turn over any monies in the *Pension Fund* to a liquidating trust fund for *pension benefits.*

PART IV

The Group Insurance Plan

SECTION 15

The Plumbing and Pipe Fitting Industry Group Insurance Fund

Article 55: The Plumbing and Pipe Fitting Industry Group Insurance Fund is created for the purpose of providing life insurance benefits for the *employees* and for no other purpose.

Article 56: The *Group Insurance Fund* shall consist of all monies allocated to it according to article 13 of this title, together with the earnings and profits thereon, all investments made therewith and proceeds thereof and all earnings and profits thereon.

SECTION 16

Group Insurance Benefits

Article 57: Until otherwise determined the *group insurance benefits* shall be as follows:

a) there shall be payable a life insurance benefit of $2,000.00 in the event of the death of an eligible *employee* occurring before the *employee* attains the age of 65 years; or

b) there shall be payable a life insurance benefit of $500.00 in the event of the death of an eligible *employee* occurring on or after the eligible *employee* attains the age of 65 years; or

c) there shall be payable a life insurance benefit of $2,000.00 in the event of the death of a disabled *employee* occurring on or before the said disabled *employee* attains the age of 65 years; or

d) there shall be payable a life insurance benefit of $500.00 in the event of the death of a disabled *employee* occurring after he has attained the age of 65 years; or

e) there shall be payable a life insurance benefit of $500.00 in the event of the death of a *pensioner employee* who immediately before being qualified for *pension benefits* was

1. an eligible *employee* according to article 58 of this title.

2. a disabled *employee* according to article 60 of this title.

Article 58: An *employee* or former *employee* shall be an eligible *employee* for a period of twelve consecutive months commencing on April 1 in any year, provided that *employee contributions* to the *Social Security Fund* of at least $45.00 have been received by the *Joint Committee* on his behalf for the calendar year ending on the previous December 31.

Article 59: An eligible *employee* shall cease to be an eligible *employee* when he becomes a *pensioner.*

Article 60: Un *employé* ou ancien *employé* sera un *employé* invalide lorsqu'il rencontrera toutes et chacune des conditions suivantes:

a) une invalidité totale doit survenir avant que l'*employé* ou l'ancien *employé* n'atteigne l'âge de 65 ans;

b) l'*employé* ou l'ancien *employé* doit produire au *Comité de Sécurité Sociale* une demande formelle aux fins d'être considéré comme un *employé* invalide; et

c) l'*employé* ou l'ancien *employé* doit avoir été un employé éligible à une certaine époque pendant une période de neuf mois précédant la date de réception de sa deande formelle par le *Comité de Sécurité Sociale*. et avoir été continuellement invalide depuis l'époque à laquelle il était un *employé* éligible.

d) l'*employé* ou l'ancien *employé* doit établir son âge à la satisfaction du *Comité de Sécurité Sociale*.

e) l'*employé* ou l'ancien *employé* doit établir son invalidité totale et à cette fin, il se soumettra à un ou plusieurs examens médicaux devant un ou des médecins désignés par le *Comité de Sécurité Sociale*.

Article 61: Une invalidité totale n'incluera pas une invalidité résultant d'activité criminelle, d'ivresse habituelle, de blessures infligées volontairement à soi-même, de l'usage habituel de narcotiques ou de service militaire.

Article 62: Un *employé* invalide sera un *employé* invalide pendant la continuation de son invalidité pour une période d'une année suivant la date d'approbation de sa demande par le *Comité de Sécurité Sociale*.

Par la suite, l'*employé* invalide continuera d'être un *employé* invalide pendant la continuation de son invalidité totale pour des périodes subséquentes d'une année chacune en établissant au début de chaque période, la continuation de son invalidité totale à la satisfaction du *Comité de Sécurité Sociale*.

Article 63: Un *employé* invalide cessera d'être un *employé* invalide au moment ou l'une ou l'autre des conditions suivantes se réalisera:

a) lorsqu'il cesse d'être totalement invalide ou ne réussit pas à établir à la satisfaction du *Comité de Sécurité Sociale* la continuation de son invalidité totale.

b) lorsqu'il s'engage dans un emploi rémunéré autre qu'un emploi moyennant salaire nominal dans le but d'une réhabilittation.

c) lorsqu'il devient un *pensionné*.

SECTION 17

Paiement des bénéfices d'Assurance Mortalité

Article 64: Tout bénéfice d'assurance-mortalité payable en vertu de ce titre au décès d'un *employé* ou d'un ancien *employé* sera payable au *bénéficiaire* de tel *employé* ou ancien *employé* sur demande formelle faite au *Comité de Sécurité Sociale*.

Article 65: Le *Comité de Sécurité Sociale* aura droit de retenir paiement de tout bénéfice d'assurance mortalité payable en vertu de ce titre jusqu'à ce que le réclamant ait établi à la satisfaction du *Comité de Sécurité Sociale* son droit de recevoir paiement.

Article 66: Aucun *employé* ou ancien *employé* n'aura droit de réclamer aucun montant d'argent au lieu des bénéfices d'assurance-mortalité établis par le présent titre.

Article 60: An *employee* or former *employee* shall be a disabled *employee* when all of the following conditions are met:

a) the *employee* or former *employee* must become totally disabled before he attains the age of 65 years; and

b) the *employee* or former *employee* must file with the *Social Security Committee* a formal application to be considered a disabled *employee;* and

c) the *employee* or former *employee* must have been an eligible *employee* at some time during the nine month period preceding the date of receipt of his formal application by the *Social Security Committee* and have been continously disabled since he last was an eligible *employee:* and

d) the *employee* or former *employee* must establish his age ot the satisfaction of the *Social Security Committee;* and

e) the *employee* or former *employee* must establish his total disability and in so doing will submit himself to a medical examination or examinations by a doctor or doctors specified by the *Social Security Committee*.

Article 61: Total disability shall not include disability suffered as a result of criminal activity, habitual drunkenness, self-inflicted injury, addiction to narcotics or military service.

Article 62: A disabled *employee* shall be a disabled *employee* during the continuance of his total disability for a period of one year following the date of approval of his application by the *Social Security Committee*.

Thereafter, the disabled *employee* shall continue to be a disabled *employee* during the continuance of his total disability for subsequent periods of one year each by establishing the continuance of his total disability to the satisfaction of the *Social Security Committee*.

Article 63: A disabled *employee* shall cease to be a disabled *employee* when any one of the following conditions occurs:

a) he ceases to be totally disabled or fails to establish the continuance of his total disability to the satisfaction of the *Social Security Committee*.

b) he engages in gainful employment other than for purposes of rehabilitation on a nominal wage basis.

c) he becomes a *pensioner*.

SECTION 17

Payment of Life Insurance Benefits

Article 64: Any life insurance benefit payable according to this title at the death of an *employee* or former *employee* shall be payable to the *beneficiary* of such *employee* or former *employee* upon making formal application to the *Social Security Committee*.

Article 65: The *Social Security Committee* shall be entitled to withhold payment of any life insurance benefit payable hereunder until evidence satisfactory to the *Social Security Committee* has been submitted as to the claimant's right to receive payment.

Article 66: No *employee* or former *employee* shall be entitled to claim any amount of money in lieu of the life insurance benefit established herein.

SECTION 18

Déclaration

Article 67: Le *Plan d'Assurance Collective* demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration de ce *décret* et peut être renouvelé de temps à autre par des décrets subséquents.

Article 68: Dans l'éventualité ou ce Plan de *l'Assurance Collective* ne serait pas renouvelé tel que mentionné précédemment, le *Comité de Sécurité Sociale* après avoir accompli les buts spécifiés aux présentes et à l'expiration du décret remettra tous argents dans le *Fonds de l'Assurance Collective* à un fonds liquidateur de *Bénéfices d'Assurance Collective* ou à une compagnie d'assurance. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 novembre 1962. 1015-o

SECTION 18

Declaration

Article 67: The *Group Insurance Plan* shall remain in force until the expiration of this *decree* and may be renewed from time to time by subsequent decrees.

Article 68: In the event of the *Group Insurance Plan* not being renewed as aforesaid, the *Social Security Committee*, upon fulfilment of the purposes specified herein and upon termination of the decree, shall turn over any monies in the *Group Insurance Fund* to a liquidating trust fund, or insurance company for group insurance benefits."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 10, 1962. 1015-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du bois ouvré de Québec, établi en exécution du décret numéro 1677 du 3 octobre 1962 a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1872 du 31 octobre 1962, Section « B », le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 15 octobre 1963; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné;

a) Tous les employeurs professionnels du Commerce et de l'industrie du Bois ouvré, assujettis au décret numéro 1677 et ses amendements ultérieurs, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret, sauf les gérants, surintendants et employés de bureau.

b) Tous les salariés régis par ledit décret numéro 1677 et ses amendements ultérieurs, sauf les gérants, surintendants et les employés de bureau, sont tenus de verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

Tous les employeurs professionnels du commerce et de l'industrie du bois ouvré régis par lédit décret numéro 1677 doivent percevoir pour le Comité paritaire les cotisations imposées aux salariés à même le salaire qu'ils sont tenus de payer à ceux-ci.

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the "Comité paritaire du Bois Ouvré de Québec", established, under decree number 1677 of October 3, 1962, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1872 of October 31, 1962, section "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy extends from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette* to October 15, 1963; such levy is laid in the following manner:

a) All professional employers of the woodworking trade and industry, subject to the decree number 1677 and its amendment, shall pay to the Parity Committee a sum equal to ½ of 1% of the wages, bonuses and allowances paid to their employees govenred by the said decrees excepting managers, superintendents and office employees.

b) All employees governed by the decree number 1677 and its amendments, excepting managers, superintendents and office employees shall pay to the Parity Committee an assessment equal to ½ of 1% of their wages, bonuses and allowances.

2. *Mode of collection*

All professional employers of the woodworking trade and industry, subject to the decree number 1677, shall collect for the Parity Committee the assessments owed by employees, from the wages payable to them.

Les employeurs professionnels régis par ledit décret doivent transmettre au Comité paritaire un rapport mensuel accompagné de leurs propres cotisations et de celles perçues de leurs salariés; ce rapport doit être transmis au Comité paritaire au plus tard le 20 du mois suivant le mois pour lequel il est exigible. Conséquemment, les cotisations d'octobre sont payables le 20 novembre et ainsi de suite de mois en mois.

L'employeur professionnel peut à titre de compensation pour percevoir et transmettre ces sommes, déduire 2% du total des rapports mensuels de cotisation transmis au Comité paritaire dans le délai ci-haut mentionné.

Pour les fins des articles 1 et 2 du présent règlement (Cotisation et mode de perception) toute personne à laquelle est confié du travail à forfait ou à la pièce est un salarié si elle ne fournit les matériaux. Celui qui lui confie tel travail est pour les mêmes fins son employeur et aussi l'employeur de tous les autres ouvriers embauchés par elle.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire du Bois ouvré de Québec relativement à l'administration dudit décret numéro 1677, pour la période comprise entre le 15 octobre 1962 et le 15 octobre 1963.

LE COMITÉ PARITAIRE DU BOIS OUVRÉ DE QUÉBEC

108, 13e rue, Québec

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 15 octobre 1962 et le 15 octobre 1963.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 9,830.00
Salariés	9,830.00
	$19,660.00
Dépenses:	
Salaires:	
Secrétaire	$ 7,020.00
Inspecteur	4,160.00
Frais de déplacement:	
Inspecteur	1,040.00
Administration	1,000.00
Loyer de bureau	720.00
Frais légaux	1,000.00
Papeterie, impression, timbres, téléphone	500.00
Ameublement et accessoires de bureau	1,000.00
Vérification des livres	120.00
Assurances	500.00
Jetons de présence aux membres du Comité	600.00
Bureau des examinateurs	1,200.00
Dépréciation	100.00
Souscriptions et abonnement	400.00
Divers	300.00
	$19,660.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 novembre 1962. 1015-o

The professional employers governed by the said decree shall forward to the Parity Committee a monthly report, together with their own assessments and the sums collected from the employees; such report shall be sent to the Parity Committee no later than the 20th day of the month following that for which it is exigible. For instance, the assessments for the month of October are payable on November 20, and so on, from month to month.

As a compensation for levying and forwarding the assessments, the professional employer may deduct 2% from the monthly assessments, as per the reports transmitted to the Committee within the period above mentioned.

For the purposes of articles 1 and 2 of the present by-law (Levy and Mode of collection) every person to whom job or piece work is given shall be considered as an employee when such person does not supply the materials. The one giving the work shall, for the same purposes, be considered as that person's employer and as the employer of all other workers hired by the said person.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the "Comité Paritaire du Bois Ouvré de Québec" for the administration of the said decree, number 1677 for the period between October15, 1962 and October 15, 1963.

COMITÉ PARITAIRE DU BOIS OUVRÉ DE QUÉBEC

108, 13th street, Quebec

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 15, 1962 and October 15, 1963.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 9,830.00
Employees	9,830.00
	$19,660.00
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	$ 7,020.00
Inspector	4,160.00
Travelling expenses:	
Inspector	1,040.00
Administration	1,000.00
Rent	720.00
Legal fees	1,000.00
Stationary, printing, postage, telephone	500.00
Furniture and office fixtures	1,000.00
Book auditing	120.00
Insurances	500.00
Attendance fees to members	600.00
Board of examiners	1,200.00
Depreciation	100.00
Subcriptions	400.00
Miscellaneous	300.00
	$19,660.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 10, 1962. 1015-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Convention collective, et ses amendements, que le Comité paritaire du Commerce de Dolbeau, Mistassini, St-Félicien, établi en exécution du décret numéro 621 du 20 mai 1953, et chargé de la mise à exécution du décret numéro 1297 du 26 novembre 1953, relatif aux établissements commerciaux de la ville de St-Félicien, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1820 du 24 octobre 1962, section « C », à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 19 novembre 1962 au 19 novembre 1963; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par lesdits décrets numéros 621 et 1297 et leurs amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis auxdits décrets.

b) Les artisans régis par lesdits décrets numéros 621 et 1297 et leurs amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen fixé à $50.00 par semaine par le Comité.

c) Les salariés régis par lesdits décrets numéros 621 et 1297 et leurs amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, as amended, that the Trade Parity Committee of Dolbeau, Mistassini, St-Félicien, formed under decree number 621 of May 20, 1953, and entrusted with the administration of the decree number 1297 of November 26, 1953 relating to the commercial establishments of the town of St. Félicien, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1820 of October 24, 1962, Section "C", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. *Assessments*

The period of levy extends from November 19, 1962 to November 19, 1963; such levy shall be applied as follows:

a) All professional employers governed by decrees numbers 621 and 1297, and amendments, shall pay to the Parity Committee an assessments equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards employees governed by the said decree.

b) All artisans governed by decrees numbers 621 and 1297, and amendments, shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to ½ of 1% of the average wage rate fixed at $50.00 per week by the Committee.

c) All employees governed by decrees numbers 621 and 1297, and amendments, shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be mentioned. The professional employer shall complete and sign his reportand forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Dolbeau, Mistassini, St-Félicien, pour la période comprise entre le 19 novembre 1962 et le 19 novembre 1963, relativement à l'administration des décrets numéros 621 et 1297, relatifs aux établissements commerciaux des villes de Dolbeau, Mistassini et un rayon de trois milles et de la ville de St-Félicien et un rayon de cinq milles.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DOLBEAU, MISTASSINI, ST-FÉLICIEN

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 19 novembre 1962 et le 19 novembre 1963.

Re: *Administration des décrets numéros 621 et 1297 relatifs aux établissements commerciaux des villes de Dolbeau et Mistassini et un rayon de trois milles et la ville de St-Félicien et un rayon de cinq milles.*

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$3,025.00
Salariés	3,025.00
Artisans	850.00
	$6,900.00

Déboursés:

Secrétaire et inspecteur	$2,900.00
Frais de déplacement	1,200.00
Loyer de bureau	200.00
Frais légaux	100.00
Papeterie	225.00
Vérifications des livres	85.00
Postes, timbres, téléphone	350.00
Frais de déplacement du président et des membres	525.00
Publicité	175.00
Assurance groupe	970.56
Dépenses diverses	169.44
	$6,900.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 novembre 1962. 1015-o

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Trade Parity Committee of Dolbeau, Mistassini, St-Félicien, for the administration of decree numbers 621 and 1297 of May 20 and November 26, 1953, for the period between November 19, 1962 and November 19, 1963.

THE TRADE PARITY COMMITTEE OF DOLBEAU, MISTASSINI, ST-FÉLICIEN

Estimate of the receipts and disbursements for the period between November 19, 1962 and November 19, 1963.

Re: *Administration of decrees numbers 621 and 1297 relating to the Retail Commercial Establishments of the towns of Dolbeau and Mistassini and a radius of three miles, and of the town of St. Félicien and a radius of five miles.*

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$3,025.00
Employees	3,025.00
Artisans	850.00
	$6,900.00

Disbursements:

Secretary and inspector	$2,900.00
Travelling expenses	1,200.00
Rent of office	200.00
Legal fees	100.00
Stationery	225.00
Auditing	85.00
Postage, telephone	350.00
Travelling expenses of chairman and members	525.00
Publicity	175.00
Group insurance	970.56
Miscellaneous	169.44
	$6,900.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 10, 1962. 1015-o

Nominations

Avis est donné que, par arrêté en conseil numéro 1486, en date du 12 septembre 1962, il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer conseils en loi de la Reine, les avocats et membres du Barreau de la province dont les noms suivent, à savoir:

MM. Jean Bérubé, Jean Leahy et André Verge, tous trois de Québec; Robert Pinsonnault, de Hull; Roger-H. Guertin, Llewellyn S. Reycraft et Arthur Simard, ces trois derniers de Montréal.

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 1567, en date du 19 septembre 1962, MM. Duncan Kisilenko et Lindsay H. Place, secrétaire de Aluminum Fiduciaries Ltd., tous deux avocats et membres du Barreau de la province, de Montréal, conseils en loi de la Reine.

Avis est donné qu'il a plu a u lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 1624, en date du 27 septembre 1962, MM. John McDougall et P. Emmet

Appointments

Notice is given that, by order in council number 1486 dated September 12, 1962, the Lieutenant-Governor in Council has beeen pleased to appoint the advocates and members of the Provincial Bar, Queen's Counsel, as follows:

Messrs. Jean Bérubé, Jean Leahy and André Verge, all three of Quebec; Robert Pinsonnault, of Hull; Roger-H. Guertin, Llewellyn S. Reycraft and Arthur Simard, the latter three of Montreal.

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint, by order in council number 1567 dated September 19, 1962, Messrs. Duncan Kisilenko and Lindsay H. Place, secretary of Aluminum Fidiciaries Ltd., both advocates and members of the Provincial Bar, of Montreal, Queen's Counsel.

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint, by order in council number 1624, dated September 27, 1962, Messrs. John McDougall and P. Emmet

Kierans, avocats et membres du Barreau de la province, tous deux de Montréal, conseils en loi de la Reine.

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, 30 août 1962.

M. Joseph D. Sloan, de Campbell's Bay: shérif du district de Pontiac, à compter de la date de son assermentation.

Québec, 6 septembre 1962.

M. Alexandre Lamirande, de Montréal: inspecteur d'écoles, classe IV, pour le district 7 de la région IX, à compter du 1er août 1962.

Québec, 12 septembre 1962.

M. Peter Ernest Sandford Fawcett, avocat, de Londres, Angleterre: nommé, en vertu de l'article 27 du Code de procédure civile de la province de Québec, commissaire pour recevoir, à titre de commissaire de la Cour supérieure pour la province de Québec, en Grande-Bretagne, en Irlande et dans les territoires britanniques, les affidavits qui peuvent servir dans une des cours de la province de Québec ou qui sont nécessaires à un acte ou document qui doit être mis à exécuter ou avoir des effets civils dans la province de Québec.

Québec, 27 septembre 1962.

M. J.-Raymond Noël, comptable, de Windsor: régistrateur de la division d'enregistrement de Richmond et greffier de la Cour de magistrat du district électoral de Richmond, à compter du 1er octobre 1962.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 6 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

1013-o RAYMOND DOUVILLE.

Kierans, advocates and members of the Provincial Bar, both of Montreal, Queen's Counsel.

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by Commission under the Great Seal of the Province, the following appointments:

Quebec, August 30, 1962.

Mr. Joseph D. Sloan, of Campbell's Bay: Sheriff for the district of Pontiac, from and after the date of his sworn statement.

Quebec, September 6, 1962.

Mr. Alexandre Lamirande, of Montreal: School Inspector, class IV, for district 7 of region IX, from and after August 1, 1962.

Quebec, September 12, 1962.

Mr. Peter Ernest Sandford Fawcett, advocate, of London, England: appointed, under section 27 of the Civil Code of Procedure for the Province of Quebec, commissioner to receive, as commissioner of the Superior Court for the Province of Quebec, in Great Britain, in Ireland and in British territories, affidavits for use in any court of the Province of Quebec or necessary for any deed or document to be carried into execution or to have its civil effect in the Province of Quebec.

Quebec, September 27, 1962.

Mr. J.-Raymond Noël, accountant of Windsor: registrar for the registration division of Richmond and clerk of the Magistrate's Court for the electoral district of Richmond, from and after October 1, 1962.

Given at the office of the Provincial Secretary on November 6, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

1013-o *Assistant Secretary of the Province.*

Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 14 de la loi électorale de Québec, j'ai fait, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

According to the prescriptions of paragraphe 1 of section 14 of the Quebec Election Act, I have appointed, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral — Electoral district	Nom, prénoms — Name, christian name	Profession ou occupation — Profession or calling	Domicile — Domicile
Missisquoi.....	Richard, J.-Albany (1)...	Inspecteur — Inspector..	23, Decelles, Farnahm.

(1) En remplacement de M. Armand Tanguay, décédé.— In place of Mr. Armand Tanguay, deceased.

Québec, le 1er novembre 1962.

Le Président général des élections,

1063-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Quebec, November 1, 1962.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,

1063-o *Chief Returning-Officer.*

Proclamation

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

Proclamation

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, Queen of the United Kingdon, of Canada and Her other Realms and Territories, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

À CES CAUSES, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous convoquons par les présentes une nouvelle législature de la Province pour le huit janvier prochain et mandons et ordonnons à ses membres de s'assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le dix-neuf septembre, l'an de grâce mil neuf cent soixante-deux et de Notre règne le onzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
(*Signé*) ANTOINE LEMIEUX.

682-38-16-o

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

WHEREAS We are desirous and have decided to meet as soon as possible the People of the Province of Quebec and to have their advice, expresses in Parliament;

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, We do hereby convene a new Legislature of the Province for the eighth day of January next, and do command and order the members thereof to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given in Our Government House, at Quebec, this nineteenth day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-two and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

(*Signed*) ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

682-38-16

Soumissions

Les commissaires d'écoles (protestantes) de la municipalité de Grand St-Martin

Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, R. A. R. Todd, secrétaire-trésorier, 1125, boulevard Elizabeth, Chomedey, comté de Laval, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, 27 novembre 1962, pour l'achat de $748,000 d'obligations des commissaires d'écoles (protestantes) de la municipalité de Grand St-Martin, comté de Laval, datées du 1er novembre 1962 et remboursables par séries du 1er novembre 1963 au 1er novembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 12 mai 1962 — telle qu'amendée — construire une école élémentaire de 20 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $748,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er novembre 1963	x	$74,000
1er novembre 1964	x	79,000
1er novembre 1965	x	83,000
1er novembre 1966	x	88,000
1er novembre 1967	x	94,000
1er novembre 1968		14,000
1er novembre 1969		15,000
1er novembre 1970		16,000
1er novembre 1971		17,000
1er novembre 1972		18,000

Tenders

The (Protestant) school commissioners for the municipality of Greater St-Martin

County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned R. A. R. Todd, secretary-treasurer, 1125, Elizabeth Boulevard, Chomedey, county of Laval, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, November 27, 1962, for the purchase of an issue of $748,000 of bonds of the (Protestant) school commissioners for the municipality of Greater St-Martin, county of Laval, dated November 1, 1962 and redeemable serially from November 1, 1963 to November 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, per annum, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated May 12, 1962 — as amended — building an elementary school of 20 classrooms

For adjudication purposes only, interest shal be calculated as from December 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $748,000 — 20 year

Year		*Capital*
November 1, 1963	x	$74,000
November 1, 1964	x	79,000
November 1, 1965	x	83,000
November 1, 1966	x	88,000
November 1, 1967	x	94,000
November 1, 1968		14,000
November 1, 1969		15,000
November 1, 1970		16,000
November 1, 1971		17,000
November 1, 1972		18,000

1er novembre 1973	$19,000
1er novembre 1974	20,000
1er novembre 1975	21,000
1er novembre 1976	23,000
1er novembre 1977	24,000
1er novembre 1978	25,000
1er novembre 1979	27,000
1er novembre 1980	29,000
1er novembre 1981	30,000
1er novembre 1982	32,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de $425,000 accordé par le Gouvernement de la province et payable en cinq versements de $85,000 chacun, de 1963 à 1967 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Le soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, 27 novembre 1962, à 8 heures p.m., à 1125, boulevard Elizabeth, Chomedey, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Martin, (Comté de Laval), ce 31 octobre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
R. A. R. Todd.

1125, boulevard Elizabeth,
Chomedey, (Laval), P.Q.
Téléphone: MU-1-2583. 1040

November 1, 1973	$19,000
November 1, 1974	20,000
November 1, 1975	21,000
November 1, 1976	23,000
November 1, 1977	24,000
November 1, 1978	25,000
November 1, 1979	27,000
November 1, 1980	29,000
November 1, 1981	30,000
November 1, 1982	32,000

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $425,000, garanted by the Provincial Government and payable in five instalments of $85,000 each, from 1963 to 1967 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head of the said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, November 27, 1962 at 8:00 o'clock p.m., at 1125 Elizabeth Boulevard, Chomedey, county of Laval.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Martin, (County of Laval), this October 31, 1962.

R. A. R. Todd,
Secretary-Treasurer.

1125, Elizabeth Boulevard,
Chomedey, (Laval), P.Q.
Telephone: MU-1-2583. 1040-o

Municipalité de Lesage
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jacques Hotte, secrétaire-trésorier, Lesage, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 26 novembre 1962, pour l'achat de $88,500 d'obligations de la municipalité de Lesage, comté de Terrebonne, datées du 1er décembre 1962 et remboursables par séries du 1er décembre 1963 au 1er décembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 38 — $20,000 — 2e tranche — aqueduc; 42 — $28,000 — aqueduc et égouts; 44 — $8,000 — travaux d'égouts; 50 — $32,500 — aqueduc.

Municipality of Lesage
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jacques Hotte, secretary-treasurer, Lesage, county of Terrebonne, until 8:00 o'clock p.m. Monday, November 26, 1962, for the purchase of an issue of $88,500 of bonds for the municipality of Lesage, county of Terrebonne, dated December 1, 1962, and redeemable serially from December 1, 1963 to December 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 38 — $20,000 — 2nd instalment — aqueduct; 42 — $28,000 — aqueduct and sewers; 44 — $8,000 — work on sewers; 50 — $32,500 — aqueduct.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $88,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1963	$ 2,000
1er décembre 1964	2,500
1er décembre 1965	2,500
1er décembre 1966	3,000
1er décembre 1967	3,000
1er décembre 1968	3,000
1er décembre 1969	3,500
1er décembre 1970	3,500
1er décembre 1971	3,500
1er décembre 1972	4,500
1er décembre 1973	4,500
1er décembre 1974	4,500
1er décembre 1975	5,000
1er décembre 1976	5,500
1er décembre 1977	5,500
1er décembre 1978	6,000
1er décembre 1979	6,000
1er décembre 1980	6,500
1er décembre 1981	6,500
1er décembre 1982	7,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lesage, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 26 novembre 1962 à 8 heures du soir, en l'École Notre-Dame, Lesage, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lesage, (Comté de Terrebonne), ce 6 novembre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
JACQUES HOTTE.

Lesage, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: CApital-4-4107. 1078-o

Municipalité de Les Méchins
Comté de Matane

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Yvon Verreault, secrétaire-trésorier, Les Méchins, comté de Matane, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 26 novembre 1962, pour l'achat de $188,500 d'obligation de la municipalité de Les Méchins, comté de Matane, datées du 1er décembre 1962 et remboursables par séries du 1er décembre 1963 au 1er décembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuel-

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $88,500 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1963	$ 2,000
December 1, 1964	2,500
December 1, 1965	2,500
December 1, 1966	3,000
December 1, 1967	3,000
December 1, 1968	3,000
December 1, 1969	3,500
December 1, 1970	3,500
December 1, 1971	3,500
December 1, 1972	4,500
December 1, 1973	4,500
December 1, 1974	4,500
December 1, 1975	5,000
December 1, 1976	5,500
December 1, 1977	5,500
December 1, 1978	6,000
December 1, 1979	6,000
December 1, 1980	6,500
December 1, 1981	6,500
December 1, 1982	7,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lesage, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, November 26, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at the Notre-Dame School, Lesage, county of Terrebonne.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lesage, (County of Terrebonne), November 6, 1962.

JACQUES HOTTE,
Secretary-Treasurer.

Lesage, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: CApital-4-4107. 1078

Municipality of Les Méchins
County of Matane

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Yvon Verreault, secretary-treasurer, Les Méchins, county of Matane, until 8:00 o'clock p.m. Monday, November 26, 1962, for the purchase of an issue of $188,500 of bonds for the municipality of Les Méchins, county of Matane, dated December 1, 1962, and redeemable serially from December 1, 1963 to December 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and

lement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 48 — $188,500 — travaux d'aqueduc et d'égouts et de protection contre les incendies.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $188,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1963	$ 2,500
1er décembre 1964	3,000
1er décembre 1965	3,000
1er décembre 1966	3,000
1er décembre 1967	3,000
1er décembre 1968	3,500
1er décembre 1969	3,500
1er décembre 1970	4,000
1er décembre 1971	4,000
1er décembre 1972	4,000
1er décembre 1973	4,500
1er décembre 1974	4,500
1er décembre 1975	5,000
1er décembre 1976	5,000
1er décembre 1977	5,500
1er décembre 1978	6,000
1er décembre 1979	6,000
1er décembre 1980	6,500
1er décembre 1981	7,000
1er décembre 1982	105,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudiction sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Les Méchins, comté de Matane.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 26 novembre 1962 à 8 heures du soir, Les Méchins, comté de Matane.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Les Méchins, (comté de Matane), ce 6 novembre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
YVON VERREAULT.

Les Méchins, (Matane), P.Q.
Téléphone: 3228. 1079-o

Ville de Pointe-Gatineau
Comté de Hull

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Louis Lamarche, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, coin des rues St-Antoine et Jacques-Cartier, Pointe-Gatineau, comté de Hull, jusDecember 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 48 — $188,500 — work on aqueduct and sewers and fire protection.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $188,500 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1963	$ 2,500
December 1, 1964	3,000
December 1, 1965	3,000
December 1, 1966	3,000
December 1, 1967	3,000
December 1, 1968	3,500
December 1, 1969	3,500
December 1, 1970	4,000
December 1, 1971	4,000
December 1, 1972	4,000
December 1, 1973	4,500
December 1, 1974	4,500
December 1, 1975	5,000
December 1, 1976	5,000
December 1, 1977	5,500
December 1, 1978	6,000
December 1, 1979	6,000
December 1, 1980	6,500
December 1, 1981	7,000
December 1, 1982	105,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Les Méchins, county of Matane.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, November 26, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at Les Méchins, county of Matane.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Les Méchins, (County of Matane), November 6, 1962.

YVON VERREAULT,
Secretary-Treasurer.

Les Méchins, (Matane), P.Q.
Telephone: 3228. 1079

Town of Pointe-Gatineau
County of Hull

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Louis Lamarche, secretary-treasurer, Town Hall, corner of St-Antoine and Jacque-Cartier Streets, Pointe-Gatineau, county of Hull, until 8:00 o'clock p.m.,

qu'à 8 heures p.m., lundi, le 26 novembre 1962, pour l'achat de $145,000 d'obligations de la ville de Pointe-Gatineau, comté de Hull, datées du 1er décembre 1962 et remboursables par séries du 1er décembre 1963 au 1er décembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 286 — $35,000 — achat de machineries; 289 — $110,000 — achat de machineries, et travaux d'électricité.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $145,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1963	$ 4,000
1er décembre 1964	4,500
1er décembre 1965	4,500
1er décembre 1966	4,500
1er décembre 1967	5,500
1er décembre 1968	5,500
1er décembre 1969	6,000
1er décembre 1970	6,000
1er décembre 1971	6,000
1er décembre 1972	7,000
1er décembre 1973	2,500
1er décembre 1974	2,500
1er décembre 1975	3,000
1er décembre 1976	3,000
1er décembre 1977	3,000
1er décembre 1978	3,500
1er décembre 1979	3,500
1er décembre 1980	4,000
1er décembre 1981	4,000
1er décembre 1982	62,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Gatineau, comté de Hull.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Ottawa et Toronto.

Lesdites obligations ne seront pass rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix effert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 26 novembre 1962, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, coin des rues St-Antoine et Jacques-Cartier, Pointe-Gatineau, comté de Hull.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-Gatineau, (Comté de Hull), ce 6 novembre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
LOUIS LAMARCHE.

Hôtel de ville, C. P. 400,
Coin des rues St-Antoine et Jacques-Cartier,
Pointe-Gatineau, (Hull), P. Q.
Téléphone: PRovince-7-2796. 1080-o

Monday, November 26, 1962, for the purchase of an issue of $145,000 of bonds for the town of Pointe-Gatineau, county of Hull, dated December 1, 1962, and redeemable serially from December 1, 1963, to December 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 286 — $35,000 — purchase of machinery; 289 — $110,000 — purchase of machinery and work on electricity.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1962

The table of redemption is as follows:

Table or redemption — $145,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1963	$ 4,000
December 1, 1964	4,500
December 1, 1965	4,500
December 1, 1966	4,500
December 1, 1967	5,500
December 1, 1968	5,500
December 1, 1969	6,000
December 1, 1970	6,000
December 1, 1971	6,000
December 1, 1972	7,000
December 1, 1973	2,500
December 1, 1974	2,500
December 1, 1975	3,000
December 1, 1976	3,000
December 1, 1977	3,000
December 1, 1978	3,500
December 1, 1979	3,500
December 1, 1980	4,000
December 1, 1981	4,000
December 1, 1982	62,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Gatineau, county of Hull.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Ottawa and Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, November 26, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at the town hall, corner of St-Antoine and Jacques-Cartier Streets, Pointe-Gatineau, county of Hull.

The Council not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-Gatineau, (County of Hull), November 6, 1962.

LOUIS LAMARCHE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O.B. 400,
Corner of St-Antoine and Jacques-Cartier Str.,
Pointe-Gatineau, (Hull), P. Q.
Telephone: PRovince-7-2796. 1080

Cité de Lachine
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Émile Daoust, greffier, Hôtel de Ville, 1800, Boulevard St-Joseph, Lachine, comté de Jacques-Cartier, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 26 novembre 1962, pour l'achat de $846,000 d'obligations de la cité de Lachine, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er décembre 1962 et remboursables par séries du 1er décembre 1963 au 1er décembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 1509 — $75,000 — construction d'une piscine au Parc LaSalle; 1515 — $250,000 — acquisition de lots; 1517 — $14,000 — acquisition d'immeuble; 1518 — $40,000 — égouts; 1525 — $18,500 — aqueduc et égouts; 1526 — $6,500 — trottoirs; 1527 — $24,000 — pavage; 1528 — $14,500 — aqueduc et égouts; 1529 — $6,000 — trottoirs; 1530 — $22,000 — pavage; 1531 — $10,500 — aqueduc et égouts; 1532 — $2,000 — trottoirs; 1533 — $24,000 — pavage; 1534 — $5,500 — trottoirs; 1535 — $20,000 — pavage; 1536 — $2,000 — trottoirs; 1537 — $13,500 — pavage; 1545 — $8,500 — réfection des allées-Parc LaSalle — 1549 — $5,500 — lumières de circulation; 1550 — $6,500 — tables et bancs pour parcs; 1552 — $55,000 — équipement; 1553 — $29,000 — acquisition de lots; 1554 — $6,000 — trottoirs; 1555 — $44,000 — pavage; 1556 — $6,500 — trottoirs; 1557 — $49,000 — pavage; 1559 — $7,000 — éclairage de rues; 1560 — $14,500 — éclairage de rues; 1566 — $11,000 — aqueduc et égouts; 1567 — $4,000 — trottoirs; 1568 — $10,500 — pavage; 1571 — $43,000 — construction d'une aréna municipale.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $846,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1963	$ 32,000
1er décembre 1964	34,000
1er décembre 1965	36,000
1er décembre 1966	38,000
1er décembre 1967	40,000
1er décembre 1968	30,000
1er décembre 1969	31,000
1er décembre 1970	33,000
1er décembre 1971	35,000
1er décembre 1972	37,000
1er décembre 1973	35,000
1er décembre 1974	37,000
1er décembre 1975	39,000
1er décembre 1976	42,000
1er décembre 1977	44,000
1er décembre 1978	47,000
1er décembre 1979	49,000
1er décembre 1980	52,000
1er décembre 1981	55,000
1er décembre 1982	100,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

City of Lachine
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tender for bonds" will be received by the undersigned Emile Daoust, city clerk, City Hall, 1800, St. Joseph Boulevard, Lachine, county of Jacques-Cartier, until 8:00 o'clock p.m. Monday, November 26, 1962, for the purchase of an issue of $846,000 of bonds for the city of Lachine, county of Jacques-Cartier, dated December 1, 1962, and redeemable serially from December 1, 1963 to December 1, 1982, inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 1509 — $75,000 — construction of a swimming pool in LaSalle Park; 1515 — $250,000 — acquisition of lots; 1517 — $14,000 acquisition of immoveables; 1518 — $40,000 — sewers; 1525 — $18,500 — aqueduct and sewers; 1526 — $6,500 — sidewalks; 1527 — $24,000 — paving; 1528 — $14,500 — aqueduct and sewers; 1529 — $6,000 — sidewalks; 1530 — $22,000 — paving; 1531 — $10,500 — aqueduct and sewers; 1532 — $2,000 — sidewalks; 1533 — $24,000 — paving; 1534 — $5,500 — sidewalks; 1535 — $20,000 — paving; 1536 — $2,000 — sidewalks; 1537 — $13,500 — paving; 1545 — $8,500 — repairs to alleys-Park LaSalle; 1549 — $5,500 — traffic lights; 1550 — $6,500 — tables and benches for parks; 1552 — $55,000 — equipment; 1553 — $29,000 — acquisition of lots; 1554 — $6,000 — sidewalks; 1555 — $44,000 — paving; 1556 — $6,500 — sidewalks; 1557 — $49,000 — paving; 1559 — $7,000 — street lighting; 1560 — $14,500 — street lighting; 1566 — $11,000 — aqueduct and sewers; 1567 — $4,000 — sidewalks; 1568 — $10,500 — paving; 1571 — $43,000 — construction of a municipal arena.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $846,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1963	$ 32,000
December 1, 1964	34,000
December 1, 1965	36,000
December 1, 1966	38,000
December 1, 1967	40,000
December 1, 1968	30,000
December 1, 1969	31,000
December 1, 1970	33,000
December 1, 1971	35,000
December 1, 1972	37,000
December 1, 1973	35,000
December 1, 1974	37,000
December 1, 1975	39,000
December 1, 1976	42,000
December 1, 1977	44,000
December 1, 1978	47,000
December 1, 1979	49,000
December 1, 1980	52,000
December 1, 1981	55,000
December 1, 1982	100,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lachine, comté de Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 26 novembre 1962 à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 1800, Boulevard St-Joseph, Lachine, comté de Jacques-Cartier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lachine, (Comté de Jacques-Cartier), ce 7 novembre 1962.

Le Greffier,
ÉMILE DAOUST.

Hôtel de Ville,
1800, Boulevard St-Joseph,
Lachine, (Jacques-Cartier), P.Q.,
Téléphone: MElrose-7-4411. 1081-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lachine, county of Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, November 26, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 1800, St-Joseph Boulevard, Lachine, county of Jacques-Cartier.

The countil not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lachine, (County of Jacques-Cartier), November 7, 1962.

ÉMILE DAOUST,
City Clerk.

City Hall,
1800, St-Joseph Boulevard,
Lachine, (Jacques-Cartier), P.Q.,
Telephone: MElrose-7-4411. 1081

Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Limbour

Comté de Gatineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jacques St-Pierre, secrétaire-trésorier, Limbour, comté de Gatineau, jusqu'à 7.30 heures p.m., mardi, le 27 novembre 1962, pour l'achat de $128,000 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Limbour, comté de Gatineau, datées du 1er décembre 1962 et remboursables par séries du 1er décembre 1963 au 1er décembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 4 septembre 1962 — $128,000 — telle que modifiée — construction d'une école élémentaire de 8 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $128,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1963	x $33,500
1er décembre 1964	x 35,500
1er décembre 1965	2,000
1er décembre 1966	2,000
1er décembre 1967	2,000
1er décembre 1968	2,500
1er décembre 1969	2,500
1er décembre 1970	2,500
1er décembre 1971	2,500
1er décembre 1972	3,000
1er décembre 1973	3,000
1er décembre 1974	3,000
1er décembre 1975	3,500
1er décembre 1976	3,500
1er décembre 1977	4,000

The Catholic school commissioners for the municipality of Limbour

County of Gatineau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jacques St-Pierre, secretary-treasurer, Limbour, county of Gatineau, until 7:30 o'clock p.m., Tuesday, November 27, 1962, for the purchase of an issue of $128,000 of bonds for the catholic school commissioners for the municipality of Limbour, county of Gatineau, dated December 1, 1962, and redeemable serially from December 1, 1963 to December 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated September 4, 1962 — $128,000 — as modified — construction of an 8-class elementary school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $128,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1963	x $33,500
December 1, 1964	x 35,500
December 1, 1965	2,000
December 1, 1966	2,000
December 1, 1967	2,000
December 1, 1968	2,500
December 1, 1969	2,500
December 1, 1970	2,500
December 1, 1971	2,500
December 1, 1972	3,000
December 1, 1973	3,000
December 1, 1974	3,000
December 1, 1975	3,500
December 1, 1976	3,500
December 1, 1977	4,000

1er décembre 1978	$ 4,000
1er décembre 1979	4,500
1er décembre 1980	4,500
1er décembre 1981	5,000
1er décembre 1982	5,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $72,000, accordé par le gouvernement et payable en deux versements de $36,000 chacun, en 1963 et 1964, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hull, comté de Hull.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Ottawa et Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 27 novembre 1962, à 7.30 heures du soir, à l'École Massé, Limbour, comté de Gatineau.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Limbour, (Comté de Gatineau), ce 6 novembre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
JACQUES ST-PIERRE.

Limbour, (Gatineau), P.Q.
Téléphone: PRovince 7-8981. 1082-o

Village de Ste-Anne-du-Lac
Comté de Labelle

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roger Beauvais, secrétaire-trésorier, Ste-Anne-du-Lac, comté de Labelle, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 26 novembre 1962, pour l'achat de $70,500 d'obligations du village de Ste-Anne-du-Lac, comté de Labelle, datées du 1er décembre 1962 et remboursables par séries du 1er décembre 1963 au 1er décembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 15 — $70,500 — renouvellement d'emprunt.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $70,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1963	$ 2,000
1er décembre 1964	2,500
1er décembre 1978	$ 4,000
1er décembre 1979	4,500
1er décembre 1980	4,500
1er décembre 1981	5,000
1er décembre 1982	5,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $72,000, granted by the Provincial Government and payable in two instalments of $36,000 each, in 1963 and 1964, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Hull, county of Hull.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Ottawa and Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Tuesday, November 27, 1962, at 7:30 o'clock p.m., in Ecole Massé, Limbour, county of Gatineau.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Limbour, (County of Gatineau), November 6, 1962.

JACQUES ST-PIERRE,
Secretary-Treasurer.

Limbour, (Gatineau), P.Q.
Telephone: PRovince-78981. 1082

Village of Ste-Anne-du-Lac
County of Labelle

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roger Beauvais, secretary-treasurer, Ste-Anne-du-Lac, county of Labelle, until 8:00 o'clock p.m., Monday, November 26, 1962, for the purchase of an issue of $70,500 of bonds for the village of Ste-Anne-du-Lac, county of Labelle, dated December 1, 1962, and redeemable serially from December 1, 1963 to December 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 15 — $70,500 — renewal of loan.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $70,500 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1963	$ 2,000
December 1, 1964	2,500

1er décembre 1965	$ 2,500
1er décembre 1966	2,500
1er décembre 1967	2,500
1er décembre 1968	2,500
1er décembre 1969	3,000
1er décembre 1970	3,000
1er décembre 1971	3,000
1er décembre 1972	3,500
1er décembre 1973	3,500
1er décembre 1974	3,500
1er décembre 1975	4,000
1er décembre 1976	4,000
1er décembre 1977	4,000
1er décembre 1978	4,500
1er décembre 1979	4,500
1er décembre 1980	5,000
1er décembre 1981	5,000
1er décembre 1982	5,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ferme-Neuve, comté de Labelle.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 26 novembre 1962 à 8 heures du soir, en la salle municipale, Ste-Anne-du-Lac, comté de Labelle.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Anne-du-Lac, (Comté de Labelle), ce 6 novembre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
ROGER BEAUVAIS.

Ste-Anne-du-Lac, (Labelle), P.Q.
Téléphone: 502 sonnez 22. 1083-o

December 1, 1965	$ 2,500
December 1, 1966	2,500
December 1, 1967	2,500
December 1, 1968	2,500
December 1, 1969	3,000
December 1, 1970	3,000
December 1, 1971	3,000
December 1, 1972	3,500
December 1, 1973	3,500
December 1, 1974	3,500
December 1, 1975	4,000
December 1, 1976	4,000
December 1, 1977	4,000
December 1, 1978	4,500
December 1, 1979	4,500
December 1, 1980	5,000
December 1, 1981	5,000
December 1, 1982	5,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ferme-Neuve, county of Labelle.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, November 26, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at the Municipal Hall, Ste-Anne-du-Lac, county of Labelle.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Anne-du-Lac, (County of Labelle), November 6, 1962.

ROGER BEAUVAIS,
Secretary-Treasurer.

Ste-Anne-du-Lac, (Labelle), P.Q.
Telephone: 502 ring 22. 1083

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Charles
Comté de St-Sauveur

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné P. G. Béland, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., 2165, boulevard Hamel, Petite Rivière, ou jusqu'à 8 heures p.m., en l'École Turcotte, 67, boulevard Central, Petite Rivière, mercredi, le 28 novembre 1962 pour l'achat de $354,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Charles, comté de St-Sauveur, datées du 1er décembre 1962 et remboursables par séries du 1er décembre 1963 au 1er décembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

The school commissioners for the municipality of St-Charles
County of St-Sauveur

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned P. G. Béland, secretary-treasurer, until 7:30 o'clock p.m., 2165, Hamel Boulevard, Petite Rivière, or until 8:00 o'clock p.m. in Turcotte School, 67, Central Boulevard, Petite Rivière, Wednesday, November 28, 1962, for the purchase of an issue of $354,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of St-Charles, county of St-Sauveur, dated December 1, 1962, and redeemable serially from December 1, 1963 to December 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolution du 29 mai 1962 — $315,000 — travaux d'agrandissement à l'École du Précieux Sang; Résolution du 6 juillet 1962 — telle que modifiée — $39,000 — travaux d'agrandissement à l'École St-Joseph.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $354,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1963	x$44,500
1er décembre 1964	x 47,000
1er décembre 1965	x 50,000
1er décembre 1966	x 53,000
1er décembre 1967	6,500
1er décembre 1968	6,500
1er décembre 1969	7,000
1er décembre 1970	7,500
1er décembre 1971	7,500
1er décembre 1972	8,500
1er décembre 1973	9,000
1er décembre 1974	9,500
1er décembre 1975	10,000
1er décembre 1976	10,000
1er décembre 1977	11,000
1er décembre 1978	11,500
1er décembre 1979	12,500
1er décembre 1980	13,500
1er décembre 1981	14,000
1er décembre 1982	15,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $200,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de $50,000 chacun, de 1963 à 1966 inclusivement, seront reçu et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par crèque visé, payable au pair à 699 ouest, rue St-Vallier, Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 28 novembre 1962 à 8 heures du soir, en l'École Turcotte, 67, boulevard Central, La Petite Rivière, comté de St-Sauveur.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Charles, (Comté de St-Sauveur), ce 5 novembre 1962.

Le Secretaire-trésorier,
P. G. BÉLAND.

2165, boulevard Hamel,
La Petite Rivière, (St-Sauveur), P.Q.
Téléphone: 527-8752.

1084-o

Resolution dated May 29, 1962 — $315,000 — enlarging of École du Précieux Sang; Resolution dated July 6, 1962 — as modified — $39,000 — enlarging of École St-Joseph.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $354,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1963	x$44,500
December 1, 1964	x 47,000
December 1, 1965	x 50,000
December 1, 1966	x 53,000
December 1, 1967	6,500
December 1, 1968	6,500
December 1, 1969	7,000
December 1, 1970	7,500
December 1, 1971	7,500
December 1, 1972	8,500
December 1, 1973	9,000
December 1, 1974	9,500
December 1, 1975	10,000
December 1, 1976	10,000
December 1, 1977	11,000
December 1, 1978	11,500
December 1, 1979	12,500
December 1, 1980	13,500
December 1, 1981	14,000
December 1, 1982	15,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $200,000 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of $50,000 each, from 1963 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at 699, St-Vallier Street West, Quebec.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Wednesday, November 28, 1962, at 8:00 o'clock p.m., in Turcotte School, 67, Central Boulevard, Petite Rivière, county of St-Sauveur.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Charles, (County of St-Sauveur), November 5, 1962.

P. G. BÉLAND,
Secretary-Treasurer.

2165, Hamel Boulevard,
Petite Rivière, (St-Sauveur), P.Q.
Telephone: 527-8752.

1084

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Rimouski
Comté de Rimouski

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, André-A. Ross, secrétaire-trésorier, École Secondaire Langevin, rue St-Jean-Baptiste, Rimouski, comté de Rimouski, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 28 novembre 1962, pour l'achat de $405,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Rimouski, comté de Rimouski, datées du 1er décembre 1962 et remboursables par séries du 1er décembre 1963 au 1er décembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 11 octobre 1962 — $405,000 — telle que modifié — construction d'une école élémentaire de 12 classes dans la paroisse St-Pie X.

Pour fins d'adjudication l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1962 seulement.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $405,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er décembre 1963	x	$59,000
1er décembre 1964	x	63,000
1er décembre 1965	x	66,500
1er décembre 1966	x	70,500
1er décembre 1967		5,500
1er décembre 1968		6,000
1er décembre 1969		6,500
1er décembre 1970		7,000
1er décembre 1971		7,500
1er décembre 1972		7,500
1er décembre 1973		8,000
1er décembre 1974		8,500
1er décembre 1975		9,000
1er décembre 1976		9,500
1er décembre 1977		10,000
1er décembre 1978		11,000
1er décembre 1979		11,500
1er décembre 1980		12,000
1er décembre 1981		13,000
1er décembre 1982		13,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $276,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de $69,000 chacun, de 1963 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rimouski, comté de Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

The school commissioners for the municipality of the town of Rimouski
County of Rimouski

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned André-A. Ross, secretary-treasurer, Langevin Secondary School, St-Jean-Baptiste Street, Rimouski, county of Rimouski, until 8:00 o'clock p.m. on Wednesday, November 28, 1962, for the purchase of an issue of $405,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of the town of Rimouski, county of Rimouski, dated December 1, 1962, and redeemable serially from December 1, 1963 to December 1, 1982, inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated October 11, 1962 — $405,000 — as modified — construction of a 12-class elementary school in the parish of St-Pie X.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $405,000 — 20 years

Year		*Capital*
December 1, 1963	x	$59,000
December 1, 1964	x	63,000
December 1, 1965	x	66,500
December 1, 1966	x	70,500
December 1, 1967		5,500
December 1, 1968		6,000
December 1, 1969		6,500
December 1, 1970		7,000
December 1, 1971		7,500
December 1, 1972		7,500
December 1, 1973		8,000
December 1, 1974		8,500
December 1, 1975		9,000
December 1, 1976		9,500
December 1, 1977		10,000
December 1, 1978		11,000
December 1, 1979		11,500
December 1, 1980		12,000
December 1, 1981		13,000
December 1, 1982		13,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $276,000 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of $69,000 each, from 1963 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rimouski, county of Rimouski.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 28 novembre 1962, à 8 heures du soir, en l'École Secondaire Langevin, rue St-Jean-Baptiste, Rimouski, comté de Rimouski.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rimouski, (Comté de Rimouski), ce 7 novembre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ-A. ROSS.

École Secondaire Langevin,
Rue St-Jean Baptiste, C.P. 754,
Rimouski, (Rimouski), P.Q.,
Téléphone: 723-7228. 1085-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles

Comté de Rivière-du-Loup

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Chs.-Eug. Pelletier, secrétaire-trésorier, 12, rue Notre-Dame est, Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 27 novembre 1962, pour l'achat de $54,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup, datées du 1er décembre 1962, et remboursables par séries du 1er décembre 1963 au 1er décembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 14 août 1962 — telle que modifié — $54,000 — transformation de la résidence des frères, en locaux de classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $54,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1963	$1,500
1er décembre 1964	1,500
1er décembre 1965	1,500
1er décembre 1966	2,000
1er décembre 1967	2,000
1er décembre 1968	2,000
1er décembre 1969	2,000
1er décembre 1970	2,000
1er décembre 1971	2,500
1er décembre 1972	2,500
1er décembre 1973	2,500
1er décembre 1974	3,000
1er décembre 1975	3,000
1er décembre 1976	3,000
1er décembre 1977	3,500
1er décembre 1978	3,500
1er décembre 1979	3,500
1er décembre 1980	4,000
1er décembre 1981	4,000
1er décembre 1982	4,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Wednesday, November 28, 1962, at 8:00 o'clock p.m., in Langevin Secondary School, St-Jean-Baptiste Street, Rimouski, county of Rimouski.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rimouski, (County of Rimouski), November 7, 1962.

ANDRÉ-A. ROSS,
Secretary-Treasurer.

Langevin Secondary School,
St-Jean-Baptiste Street, P.O.B. 754,
Rimouski, (Rimouski), P.Q.,
Telephone: 723-7228. 1085

The school commissioners for the municipality of Trois-Pistoles

County of Rivière-du-Loup

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Chs.-Eug. Pelletier, secretary-treasurer, 12, Notre-Dame East, Trois-Pistoles, county of Rivière-du-Loup, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, November 27, 1962, for the purchase of an issue of $54,000 of bonds for the school commissioners of the municipality of Trois-Pistoles, county of Rivière-du-Loup, dated December 1, 1962, and redeemable serially from December 1, 1963 to December 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution of August 14, 1962 — as amended $54,000 — transformation of the Brothers' residence into classrooms.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $54,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1963	$1,500
December 1, 1964	1,500
December 1, 1965	1,500
December 1, 1966	2,000
December 1, 1967	2,000
December 1, 1968	2,000
December 1, 1969	2,000
December 1, 1970	2,000
December 1, 1971	2,500
December 1, 1972	2,500
December 1, 1973	2,500
December 1, 1974	3,000
December 1, 1975	3,000
December 1, 1976	3,000
December 1, 1977	3,500
December 1, 1978	3,500
December 1, 1979	3,500
December 1, 1980	4,000
December 1, 1981	4,000
December 1, 1982	4,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue en l'École L'Italien, Trois Pistoles, à 8 heures du soir, mardi, le 27 novembre 1962.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Trois-Pistoles, (Comté de Rivière-du-Loup), ce 5 novembre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
CHS.-EUG. PELLETIER, C.A.
12, rue Notre-Dame est, C.P. 700,
Trois-Pistoles, (Rivière-du-Loup), P.Q.
Téléphone: 179. 1087-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Trois-Pistoles, county of Rivière-du-Loup.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, November 27, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at L'Italien School, Trois-Pistoles.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Trois-Pistoles, (County of Rivière-du-Loup), November 5, 1962.

CHS.-EUG. PELLETIER, C.A.,
Secretary-Treasurer.
12, Notre-Dame East Street, P.O.B. 700,
Trois-Pistoles, (Rivière-du-Loup), P.Q.
Telephone: 179. 1087

La commission scolaire de Sillery

Comté de Québec

Correction

On est prié de noter que la commission scolaire de Sillery ne recevra pas de soumissions, le 19 novembre 1962, pour une émission de $1,100,000 d'obligations; l'avis paru à cet effet, dans la *Gazette officielle de Québec* du 3 novembre 1962, à la page 5489, étant annulé.

1086-o

The school commission of Sillery

County of Quebec

Correction

Please note that the school commission of Sillery will not receive tenders on November 19, 1962, for a $1,100,000 bond issue; the notice which appeared in the *Quebec Official Gazette* of November 3, 1962, at page 5489, being cancelled.

1086-o

Syndicat coopératif

Syndicat de Travail de Guyenne

(*Loi des syndicats coopératifs de Québec*)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des sociétaires de « Les Pionniers de Guyenne », tenue le 10 avril 1962, le nom de ladite société a été, par résolution dûment adoptée à cette fin, changé en celui de « Syndicat de Travail de Guyenne ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 15 octobre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
1041-o RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Syndicate

Syndicat de Travail de Guyenne

(*Quebec Cooperative Syndicates Act*)

Notice is given that, at a general meeting of the associates of "Les Pionniers de Guyenne", held on April 10, 1962, the name of the said association, by a resolution adopted duly adopted for this purpose, was changed into that of "Syndicat de Travail de Guyenne".

Given at the office of the Provincial Secretary, on October 15, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
1041 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicats professionnels

Association des Employés de Briqueteries et Cimenteries Inc. F.C.A.I.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Employés de Briqueteries et Cimenteries Inc. F.C.A.I. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 29 octobre 1962.

Professional Syndicates

Association des Employés de Briqueteries et Cimenteries Inc. F.C.A.I.

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Employés de Briqueteries et Cimenteries Inc. F.C.A.I.", has been authorized by the Provincial Secretary on October 29, 1962.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Québec, le 30 octobre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

1042-o RAYMOND DOUVILLE.

Association des Employés de Fer Structural Inc. F.C.A.I.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Employés de Fer Structural Inc. F.C.A.I. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 22 octobre 1962.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Saint-Gédéon-de-Beauce, district judiciaire de Beauce.

Québec, le 24 octobre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

1043-o RAYMOND DOUVILLE.

L'Association des Omnipraticiens du District Médical des Laurentides

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Omnipraticiens du District Médical des Laurentides », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 24 septembre 1962.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Québec, le 25 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

1044-o RAYMOND DOUVILLE.

Syndicat National des Employés Municipaux de Beloeil et de la Région (C.S.N.)

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat National des Employés Municipaux de Beloeil et de la Région (C.S.N.) », a été autorisée par le Secrétaire de la province, le 12 octobre 1962.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

Québec, le 15 octobre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

1062-o RAYMOND DOUVILLE.

Association des Professeurs de Jonquière

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 2 octobre 1962, autorisé le changement de nom du « Syndicat Professionnel des Instituteurs et Institutrices de Jonquière Inc. », dont la constitution sous le nom originaire de l' « Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 20 », a été autorisée le 1er décembre 1937, et dont le siège social est situé à Jonquière, en celui de « Association des Professeurs de Jonquière », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162).

Québec, le 4 octobre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

1096-o RAYMOND DOUVILLE.

The head office of the said professional syndicate is situated at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Quebec, October 30, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

1042 *Assistant Secretary of the Province.*

Association des Employés de Fer Structural Inc. F.C.A.I.

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Employés de Fer Structural Inc. F.C.A.I.", has been authorized by the Provincial Secretary on October 22, 1962.

The head office of the said professional syndicate is situated at Saint-Gédéon-de-Beauce, judicial district of Beauce.

Quebec, October 24, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

1043 *Assistant Secretary of the Province.*

L'Association des Omnipraticiens du District Médical des Laurentides

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Omnipraticiens du District Médical des Laurentides", has been authorized by the Provincial Secretary on September 24, 1962.

The head office of the said professional syndicate is situated at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Quebec, September 25, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

Syndicat National des Employés Municipaux de Beloeil et de la Région (C.S.N.)

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat National des Employés Municipaux de Beloeil et de la Région (C.S.N.)", has been authorized by the Provincial Secretary on October 12, 1962.

The head office of the said professional syndicate is situated at Beloeil, judicial district of Richelieu.

Quebec, October 15, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

1062 *Assistant Secretary of the Province.*

Association des Professeurs de Jonquière

(*Professional Syndicates' Act*)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on October 2, 1962, authorized the change of name of "Syndicat Professionnel des Instituteurs et Institutrices de Jonquière Inc.", whose incorporation under the original name of the "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 20", was authorized on December 1, 1937, and whose head office is situated at Jonquière, into that of "Association des Professeurs de Jonquière", and such in accordance with the provisions of the Professional Syndicates' Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 162).

Quebec, October 4, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

1096 *Assistant Secretary of the Province.*

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No 15,739. ALFRED COMEAU, marchand de Drummondville, demandeur, *vs* JEAN-PAUL ÉTHIER, de Drummondville-Ouest, district d'Arthabaska, défendeur.

a) Un emplacement à distraire du lot de terre désigné sous le numéro deux cent cinquante-cinq de la subdivision du lot numéro cent trente (Ptie 130-255) au cadastre officiel du canton de Grantham, comté de Drummond, mesurant cinquante pieds de largeur sur une profondeur de quarante pieds, mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit; en front, au sud-ouest la rue Maisonneuve, en arrière au nord-est l'emplacement décrit au paragraphe suivant, étant partie du lot numéro 130-256, d'un côté au sud-est le lot numéro neuf de la subdivision du lot numéro cent trente (130-172-9) et de l'autre côté au nord-ouest, le résidu du lot numéro 130-255, (tous du même cadastre);

b) Un emplacement à distraire du lot de terre désigné sous le numéro deux cent cinquante-six de la subdivision du lot numéro cent trente (Ptie 130-256) au cadastre susdit, mesurant cinquante pieds de largeur sur une profondeur de cinquante pieds, mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit; au sud-ouest l'emplacement décrit au paragraphe précédent, étant partie du lot 130-255, au nord-est l'emplacement décrit au paragraphe suivant, étant partie du lot 130-257, au sud-est le lot numéro neuf de la subdivision du lot numéro cent soixante-douze de la subdivision du lot numéro cent trente (130-172-9) et de l'autre côté au nord-ouest le résidu du lot 130-256, (tous de même cadastre);

c) Un emplacement à distraire du lot de terre désigné sous le numéro deux cent cinquante-sept de la subdivision du lot numéro cent trente (Ptie 130-257) au susdit cadastre, mesurant cinquante pieds de largeur, sur une profondeur de dix pieds, mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit; au sud-ouest l'emplacement décrit au paragraphe précédent, étant partie du lot 130-256, au sud-est le lot numéro neuf de la subdivision du lot numéro cent soixante-douze de la subdivision du lot numéro cent trente (130-172-9) au nord-ouest et au nord-est le résidu du lot 130-257 (tous du même cadastre), et une maison, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de l'Immaculée-Conception de Drummondville-Ouest, SAMEDI le VINGT-QUATRIÈME jour de NOVEMBRE 1962 à DEUX heures p.m., heure en vigueur à cette date.

Le Shérif d'Arthabaska,

Bureau du Shérif, LÉO FAUCHER.

Arthabaska, 9 octobre 1962. 883-42-2-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 15,739. ALFRED COMEAU, merchant of Drummondville, plaintiff, *vs* JEAN-PAUL ÉTHIER, of Drummondville-West, district of Arthabaska, defendant.

a) An emplacement to be withdrawn from lot of land designated under number two hundred and fifty-five of subdivision lot number one hundred and thirty (Pt. 130-255) on the official cadaster of the township of Grantham, county of Drummond, measuring fifty feet in width on a depth of forty feet, English measure, more or less, and bounded as follows: in front on the southwest, by Maisonneuve Street, in rear, on the northeast, by the emplacement described in the following paragraph, being part of lot number 130-256, on one side on the southeast lot number nine of lot subdivision number one hundred and thirty (130-172-9) and on the other side on the northwest, the residue of lot number 130-255, (all on the same cadaster);

b) An emplacement to be withdrawn from lot of land designated under number two hundred and fifty-six of subdivision of lot number one hundred and thirty (Pt. 130-256) on the above said cadaster, measuring fifty feet in width along a depth of fifty feet, English measure, more or less, and bounded as follows: on the southwest by the emplacement described in the preceding paragraph, being part of lot 130-255, on the northeast, by the emplacement described in the following paragraph, being part of lot 130-257, on the southeast, lot number nine of subdivision lot number one hundred and seventy-two of subdivision lot number one hundred and thirty (130-172-9) and on the other side on the northwest by the residue of lot 130-256, (all of the same cadaster).

c) An emplacement to be withdrawn from the lot of land designated under number two hundred and fifty-seven of the subdivision of lot one hundred and thirty (Pt. 130-257), on the above said cadaster measuring fifty feet in width, along a depth of ten feet, English measure, more or less, and bounded as follows: on the southwest the emplacement described in the preceding paragraph, being part of lot 130-256, on the southeast, lot number nine of the subdivision of lot number one hundred and seventy-two of the subdivision of lot number one hundred and thirty (130-172-9) on the northwest and on the northeast, residue of lot 130-257 (all on the same cadaster), and a house, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of the "Immaculée-Conception" of Drummondville-West, SATURDAY, the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER, 1962, at TWO o'clock p.m., time in effect at that time.

LÉO FAUCHER,

Sheriff's Office, *Sheriff of Arthabaska.*

Arthabaska, October 9, 1962. 883-42-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour de Magistrat, No 31,222. { BRUNO NAULT, demeurant à Tingwick, P.Q., demandeur, *versus* GEORGES NAULT, demeurant à Tingwick, P.Q. défendeur.

« Une terre étant la moitié nord-est du lot numéro vingt-quatre du quatrième rang du canton de Tingwick, mesurant cent dix-huit acres en superficie, plus ou moins, avec maison et autres bâtisses dessus construites, connue et désignée au cadastre officiel du canton de Tingwick comme étant le numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Tingwick, comté d'Arthabaska, SAMEDI, le QUINZE DÉCEMBRE 1962, à DIX heures avant-midi.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, le 2 novembre 1962. 1102-45-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Magistrate's Court, No. 31,222. { BRUNO NAULT, living at Tingwick, P.Q., plaintiff, *versus* GEORGES NAULT, living at Tingwick, P.Q., defendant.

"A farm being the northeast half of lot number twenty-four of the fourth range of the township of Tingwick, measuring one hundred and eighteen acres in area, more or less, with house and other buildings thereon erected, known and designated on the official cadaster of the township of Tingwick as being number three hundred and ninety-seven."

To be sold at the parochial church door of Tingwick, county of Arthabaska, SATURDAY, DECEMBER FIFTEENTH, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, November 2, 1962. 1102-45-2

BEAUHARNOIS

Cour de l'Échiquier du Canada, No 170928. { DANS l'affaire de la LOI D'IMPÔT SUR LE REVENU et ses amendements et dans l'affaire de HECTOR CHARETTE, vendeur, du village de Melocheville, comté et district de Beauharnois.

À savoir: *a*) « D'une part, un lot vacant situé au Buisson à Melocheville, comté et district de Beauharnois, connu et désigné sous le numéro 38, de la subdivision du lot originiare numéro 391, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse 'e St. Clément (lot No 391-38) comté et district de Beauharnois: mesurant 50 pieds de largeur et 90 pieds de profondeur dans la ligne sud-ouest; et 111 pieds de profondeur dans la ligne nord-est; mesures anglaises.

b) D'autre part un emplacement situé au Buisson à Melocheville, comté et district de Beauharnois, portant le numéro civique un (1), de la rue Roy, connu et désigné sous le numéro 36, de la subdivision officielle du lot originaire numéro 391, (391-36), des plan et livre officiels de la paroisse St. Clément, comté de Beauharnois, mesurant 50 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, mesures anglaises.

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tel qu'il se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Melocheville, comté et district de Beauharnois, le VINGT-DEUXIÈME jour de NOVEMBRE, 1962, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ERNEST POIRIER.

Bureau du Shérif,
Valleyfield, le 15 octobre 1962. 903-42-2-o
[Première insertion le 20 octobre 1962]

BEAUHARNOIS

Exchequer Court of Canada, No. 170928. { IN the matter of the INCOME TAX ACT and its amendments, and in the matter of HECTOR CHARETTE, salesman, of the village of Melocheville, county and district of Beauharnois.

To wit: (*a*) "On the one part, a vacant lot situated at Buisson in Melocheville, county and district of Beauharnois, known and designated under number 38 of the subdivision of original lot number 391 in the official plan and book of reference for the parish of St. Clément (los No. 391-38), county and district of Beauharnois, measuring 50 feet in width by 90 feet in depth on its south-west line and 111 feet in depth on its north-east line, English measure.

b) On the other part, an emplacement situated at Buisson in Melocheville, county and district of Beauharnois, bearing civic number one (1) Roy Street, known and designated under number 36 of the official subdivision of original lot number 391 (391-36) in the official plan and book for the parish of St. Clément, county of Beauharnois, measuring 50 feet in with by 100 feet in depth, depth, English measure.

With the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, as it is presently to be found with the servitudes, active and passive, apparent or unapparent attached to said immoveable.

To be sold at the parochial Church door of Melocheville, county and district of Beauharnois, on the TWENTY-SECOND day of NOVEMBER, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Valleyfield, October 15, 1962. 903-42-2
[First insertion: October 20, 1962]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 10,292. { JEAN-LOUIS PHENIX, commerçant, domicilié et résidant à Upton, district de St-Hyacinthe, demandeur, *vs* PIERRE PAUL FERLAND, de Racine, district de Bedford, défendeur.

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 10,292. { JEAN-LOUIS PHENIX, trader, domiciled and residing at Upton, district of St. Hyacinthe, plaintiff, *vs* PIERRE PAUL FERLAND, of Racine, district of Bedford, defendant.

« La partie nord du lot numéro quatre-vingt-dix-neuf (Ptie 99) du plan cadastral officiel du canton d'Ély, comprenant le lot No 99 moins environ un arpent et demi de largeur sur la profondeur dudit lot, à être prise dans la ligne sud dudit lot et appartenant à un nommé Johnny Rivard. La partie vendue contenant environ soixante acres en superficie et bornée comme suit: au nord par le lot No 102, au sud par la partie appartenant à Rivard, à l'est par les lots Nos 100 et 102, et à l'ouest par le No 176.

« Tout le lot numéro cent deux (102) moins les cinquante acres du coin nord-ouest, dudit lot appartenant à Thos. Morrissey ou représentant, mesurant ladite partie vendue deux cent quatre acres et quarante-huit centièmes d'acre en superficie et bornée comme suit: au nord par le lot No 105, à l'est par le lot No 101, au sud par le No 99, à l'ouest par le No 180, et ladite partie appartenant à Morrissey.

« Avec toutes les bâtisses y érigées et y appartenant. »

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de Ste-Marie d'Ély, le VINGT ET UNIÈME jour de NOVEMBRE 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
ANTONIN BOURASSA.

Sweetsburg,
ce 11 octobre 1962. 884-42-2-o

"The north part of lot number ninety-nine (P. 99) on the official cadastral plan of the township of Ély, comprising lot No. 99, minus approximately one and one-half arpents in width by the depth of said lot, to be taken from the south line of said lot, and belonging to one Johnny Rivard. The part sold has an area of approximately sixty acres and is bounded as follows: on the north by the lot No. 102, on the south by the part belonging to Rivard, on the east by the lots Nos. 100 and 102, and on the west by No. 176.

"The entire lot number one hundred and two (102) minus the fifty acres in the northwest corner of said lot belonging to Thos. Morrissey or representative, the said part which was sold measuring two hundred and four and forty-eight hundredths acres in area, and is bounded as follows: on the north by lot No. 105, on the east by lot No. 101, on the south by lot No. 99, and on the west by No. 180, the said part belonging to Morrissey.

"With all the buildings thereon erected and belonging thereto."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Marie d'Ély, on the TWENTY-FIRST day of NOVEMBER, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Deputy-Sheriff.

Sweetsburg,
October 11, 1962. 884-42-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District de Gaspé

Cour de Magistrat, No 44,973. HECTOR LALIBERTÉ, de l'endroit appelé Ruisseau à Rebours, district de Gaspé, demandeur, *vs* LUC LEPAGE, de l'endroit appelé Cap-Chat, district de Gaspé-Nord, défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

« Une maison de 26 pieds par 28 pieds à un étage et demi construite en bois sur un terrain de 75 pieds par 75 pieds, loué verbalement de Roger Bernier y compris les droits au bail dudit terrain, lequel est borné au nord-ouest par Alphonse St-Louis, au nord-est par François Sergerie, au sud-est et au sud-ouest par Roger Bernier, et partie de subdivision numéro vingt-huit du lot numéro soixante-six (66-28) du rang un (1), canton Cap-Chat. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Cap-Chat, comté et district de Gaspé, LUNDI le DIX-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1962 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PERCY BIARD.

Bureau du Shérif,
Percé, le 2 novembre 1962. 1103-45-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District of Gaspé

Magistrate's Court, No. 44,973. HECTOR LALIBERTÉ, of the place called Ruisseau à Rebours, district of Gaspé, *vs* LUC LEPAGE, of the place called Cap-Chat, district of Gaspé-North, defendant.

The property for sale is the following:

"A one and one-half storey wooden house, measuring 26 feet by 28 feet, on a lot of land measuring 75 feet by 75 feet, rented, verbally, from Roger Bernier, including the rights in the lease to said terrain, which is bounded on the north-west by the land of Alphonse St-Louis, on the north-east by the land belonging to François Sergerie, on the south-east and south-west by that belonging to Roger Bernier, and part of the subdivision number twenty-eight of lot number sixty-six (66-28), on range one (1), township of Cap-Chat."

To be sold at the parochial Church door of Cap-Chat, county and district of Gaspé, on on MONDAY, the SEVENTEENTH day of DECEMBER, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, November 2, 1962. 1103-45-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 9713. HARRIS BLAIS, garagiste, domicilié à Thurso, district de Hull, demandeur, *vs* DAVID McDERMID, domicilié à Buckingham, dit district, défendeur.

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 9713. HARRIS BLAIS, garage keeper, domiciled at Thurso, district of Hull, plaintiff, *vs* DAVID McDERMID, domiciled at Buckingham, said district, defendant.

1° « Cette certaine bande ou parcelle de terrain sise et située dans le canton de Mulgrave, comté de Papineau, contenant douze acres en superficie, plus ou moins, et étant plus particulièrement connue et désignée comme étant le coin sud-est du lot numéro douze B (Ptie S.-E. 12B) du septième (7e) rang dudit canton de Mulgrave, et bornée comme suit: au nord par le lac Hawk; au sud, par la ligne séparative entre les rangs six et sept dudit canton de Mulgrave; à l'est par une partie du lot numéro 13 et à l'ouest, partiellement par la propriété de John Sedlak et partiellement par un chemin de vingt pieds de largeur, réservé et utilisé en commun par les différents propriétaires des parties dudit lot No 12B ci-dessus désigné.

2° Les droits dudit David J. McDermid, soit une demie indivise, dans le lot 12A, rang 6, et dans le droit de passage existant en faveur dudit lot sur partie dudit lot 11A, rang 6, propriété de Ralph Yank, telle qu'existant en vertu d'un acte de servitude de droit de passage enregistré sous No 85890, et sous les conditions qui y sont établies. »

À distraire, toutefois, dudit lot 12B, rang 7, canton de Mulgrave, les parties vendues à David Mulligan et Jack Flynn, par actes sous seing privé en date du 24 septembre et du 9 décembre 1960, respectivement enregistrées le 7 octobre 1960 sous le numéro 88722 et le 22 décembre 1960 sous le numéro 89343 au bureau d'enregistrement de la division de Papineau. Avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église St-Malachie, à Mayo, le VINGTIÈME jour de NOVEMBRE 1962, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
ce 6 octobre 1962.

885-42-2-o

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 9989. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur requérant, *vs* AURÈLE MONCION, cultivateur, domicilié à Masson, comté de Papineau, défendeur intimé et DAME ÉMÉLIOSE ST. AMOUR, épouse de Bruno Moncion, cultivateur de Masson, et ce dernier personnellement et pour autoriser son épouse, mis-en-cause.

« 1° Un immeuble situé dans la municipalité du village de Masson, comté de Papineau, consistant en le lot de terre désigné sous le numéro lix-neuf de la subdivision officielle du lot numéro neuf (9-19) du premier rang (rg. 1) au cadastre officiel du canton de Buckingham, contenant en superficie cinquante-neuf (59) acres, plus ou moins, avec une maison et autres bâtiments y élevés.

2° Le lot de terre désigné sous le numéro vingt-huit « A » (28*a*) du sixième rang (rg. VI) au cadastre officiel du canton de Lachaber, contenant en superficie cent une acres (101*a*) plus ou moins, avec bâtisses y élevées. (Ce dernier lot étant affecté et hypothéqué avec titres tels quels). »

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église Notre-Dame des Neiges, à Masson, le DIX-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE 1962, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
ce 9 octobre 1962.

886-42-2-o

1. "That certain track or parcel of land lying and situate in the township of Mulgrave, county of Papineau, containing twelve acres in superficies, more or less, and being more particularly known and designated as being the southeast corner of lot number twelve B (Pt. S.-E. 12B) in the seventh (7th) range of the said township of Mulgrave, and bounded as follows: to the north by Hawk Lake; to the south, by the division line between ranges sixth and seventh of the said township of Mulgrave; to the east by a part of lot number 13 and to the west, partly by John Sedlak's property and partly by a roadway of twenty feet wide, reserved and to be used in common by the various owners of part of said lot No. 12B herein above designated.

2. The rights of said David J. McDermid, being an undivided half, in the lot 12A, range 6, and in the right of passage existing in favor of said lot on part of said lot 11A, range 6, Ralph Yank's property, as existing under a deed of right of passage servitude registered under No. 85890, and under the conditions established therein."

However to deduct, of said lot 12B, range 7, township of Mulgrave, the parts sold to David Mulligan et Jack Flynn, by deeds under private seal in date of September 24, and of December 9, 1960, respectively registered on October 7, 1960, under number 88722 and on December 22, 1960 under number 89343 at the registration office of Papineau division. With buildings thereon erected.

To be sold at the door of St. Malachie church, at Mayo on the TWENTIETH day of NOVEMBER, 1962, at THREE o'clock in afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
October 6, 1962.

885-42-2

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 9989. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff-petitioner, *vs* AURÈLE MONCION, farmer, domiciled at Masson, county of Papineau, defendant-respondent, and DAME ÉMÉLIOSE ST. AMOUR, wife of Bruno Moncion, farmer of Masson, and the latter personally and to authorize his wife, mis-en-cause.

"1. An immoveable situated in the municipality of the village of Masson, county of Papineau, consisting in a lot of land designated under the number nineteen of the official subdivision of lot number nine (9-19) on range one (R. VI) in the official cadaster of the township of Buckingham, having an area of fifty-nine (59) acres, more or less, with a house and other buildings thereon constructed.

2. The lot of land designated under the number twenty-eight "A" (28*a*) on range six (R. VI) in the official cadaster of the township of Lachaber, having an acrea of one hundred and one acres (101*a*), more or less, with the buildings thereon erected. (The latter lot is burdened and mortgaged with deeds as they are.)"

To be sold "en bloc" at the church door of Notre-Dame des Neiges, in Masson, on the NINETEENTH day of NOVEMBER, 1962, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
October 9, 1962.

886-42-2

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 572-216. THOMAS GRAHAM MCLAURIN, vendeur, de la cité et du district de Montréal, demandeur, *vs* HUGH GROSVENOR & GEORGE FREDERICK HATFIELD, tous deux de la cité de Londres, en Angleterre, en leurs qualités de représentants légaux, syndics et exécuteurs de la succession de feu l'Honorable Richard de Aquila, Baron Stalbridge, ayant un bureau dans les cité et district de Montréal, à 360, rue St-Jacques, Ouest. Ladite succession possédant des biens immobiliers dans la province de Québec, défendeurs.

«Toute cette propriété connue et désignée, comme étant le lot numéro un (1) de l'enclave, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Templeton, et plus complètement décrite comme suit:— De forme irrégulière, bornée vers le nord par le canton de Portland, vers l'est par le canton de Buckingham, vers le sud par la ligne séparative entre les rangs 14 et 13, vers l'ouest par le lot No 2, comprenant cent quarante-quatre acres de superficie.

Toute cette propriété connue et désignée comme étant le lot deux (2) de l'enclave, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Templeton, et plus complètement décrite comme suit:— De forme irrégulière, bornée vers le nord par le canton de Portland, vers l'est par le lot No 1, vers le sud par le lac Rhéaume et la ligne séparative entre les rangs 14 et 13, vers l'ouest par le lac Rhéaume et le lot No 3; comprenant cent trente et un acres de superficie. »

Pour être vendues, « en bloc » à la porte de l'église St-Antoine, à Perkins, district de Hull, le PREMIER DÉCEMBRE, 1962, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St.-Pierre.

Bureau du Shérif,
ce 15 octobre 1962.

904-42-2

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 572-216. THOMAS GRAHAM MCLAURIN, salesman, of the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* HUGH GROSVENOR & GEORGE FREDERICK HATFIELD, both of the city of London, England, in their qualities of legal representatives, trustees and executors of the estate of the late Honourable Richard de Aquila, Baron Stalbridge, having an office in the city and district of Montreal, at 360, St. James Street West. The said estate owning real property in the Province of Quebec, defendants.

"All that property known and designated as being lot one (1) in the Gore, according to the official plan and book of reference of the township of Templeton, and more fully described as follows:— Of irregular figure bounded to ward the north by the township of Portland, towards the east by the township of Buckingham, towards the south by the division line between ranges 14 and 13, towards the west by lot No. 2, containing one hundred and forty-four acres in superficies.

All that property known and designated as being lot two (2) in the Gore, according to the official plan and book of reference of the township of Templeton, and more fully described as follows:— of irregular figure, bounded towards the north by the township of Portland, towards the east by lot No. 1, towards the south by Rhéaume Lake, and the division line between ranges 14 and 13, towards the west by Rhéaume Lake and lot No. 3; containing one hundred and thirty-one acres in superficies".

To be sold "en bloc" at the church door of St-Antoine, in Perkins, district of Hull, on the FIRST day of DECEMBER, 1962, at THREE o'clock in the afternoon.

R. St.-Pierre,
Sheriff.

Sheriff's Office,
October 15, 1962.

904-42-2-o

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 1779. RODOLPHE OSBORNE, entrepreneur, de Ste. Rose de Lima, P.Q., demandeur, *vs* ARTHUR MARTIN, de Gracefield, P.Q., défendeur.

Un immeuble connu et désigné comme le lot numéro vingt-neuf « A » (29-A) rang 5, canton de Wright, avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de La Visitation, à Gracefield, le VINGT-TROISIÈME jour de NOVEMBRE 1962, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St-Pierre.

Bureau du Shérif,
ce 5 octobre 1962.

905-42-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 1779. RODOLPHE OSBORNE, contractor, of Ste. Rose de Lima, P.Q., plaintiff, *vs* ARTHUR MARTIN, of Gracefield, P.Q., defendant.

An immoveable known and designated as lot number twenty-nine "A" (29-A), range 5, township of Wright, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of La Visitation, in Gracefield, on the TWENTY-THIRD day of NOVEMBER, 1962, at THREE o'clock in the afternoon.

R. St-Pierre,
Sheriff.

Sheriff's Office,
October 5, 1962.

905-42-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 420 803. DAME GERMAINE GILBERT BIGRAS, veuve en premières noces d'Édouard Bigras, en sa qualité d'exécutrice testamentaire, demanderesse, *vs* ALFRED VINETTE, JOCELYN VINETTE et LAURENT MAINVILLE, défendeurs.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 420 803. DAME GERMAINE GILBERT BIGRAS widow by her first marriage of Édouard Bigras, in her capacity as testamentary executor, plaintiff, *vs* ALFRED VINETTE, JOCELYN VINETTE and LAURENT MAINVILLE, defendants.

Comme appartenant au défendeur Jocelyn Vinette.

Un immeuble situé au 785 de la rue Auriol, à Duvernay, district de Montréal, situé sur un terrain décrit au cadastre comme la subdivision No 114 du lot No 61 de la paroisse de St-Vincent de Paul, appartenant au défendeur Jocelyn Vinette.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Vincent de Paul, comté de Laval, le TREIZIÈME jour de DÉCEMBRE 1962, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE, C.R.
Montréal, le 6 novembre 1962. 1104-45-2-o

As belonging to the defendant, Jocelyn Vinette.

An immoveable situated at 785 Auriol Street, in Duvernay, distrist of Montreal, situated on a lot of land described in the cadaster as the subdivision No. 114 of lot No. 61, in the parish of St-Vincent de Paul, belonging to the defendant, Jocelyn Vinette.

To be sold at the parochial church door of St-Vincent de Paul, county of Laval, on the THIRTEENTH day of DECEMBER, 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, November 6, 1962. 1104-45-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires dans la province de Québec, en les cité et district de Montréal, *contre* RÉGIS DEROY, résidant autrefois à 53, Avenue des Vosges, en la cité de Ste-Foy, district de Québec, ici représenté par CHARLES CIMON, avocat de Québec, en sa qualité de curateur au délaissement, de par un jugement en date du 5 octobre 1962.

No 117-656.

« Le lot numéro vingt-neuf des subdivisions du lot originaire numéro trente-cinq (35-29) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Foy, maintenant Ville de Ste-Foy, borné au nord-est par les lots numéros 35-55 et 35-56, au sud-est par le lot numéro 35-30, au sud-ouest par le lot numéro 35-13 (rue) et au nord-ouest par le lot numéro 35-28; mesurant soixante pieds de largeur (60′) et cent pieds (100′) de profondeur, contenant en superficie six mille pieds carrés (6,000 p.c.) mesure anglaise, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Foy, Comté Québec, le VINGT-TROISIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau duS hérif, Me ANTOINE BOURGET, C.R.,
Québec, le 15 octobre 1962. 906-42-2-o

[Première insertion: 20 octobre 1962]
[Deuxième insertion: 10 novembre 1962]

Fieri Facias

Québec, à savoir: ROBERT ROY, hôtelier, Baie des Sables, comté de Matane, P.Q., *contre* BLOWERS ELDRIDGE GOUTHREAU, 32, rue Ste-Anne, Québec, P.Q.

No 115-715.

Un terrain ou emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro deux, des subdivisions du lot originaire numéro deux mille huit cent vingt et un (2821-2), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le Quartier St-Louis, de la cité de Québec, mesurant vingt-sept pieds et soixante-cinq centièmes (27.65′) sur la rue Ste-Anne, quarante-sept pieds (47′) dans sa ligne sud-est, et cinquante-cinq pieds et trente-cinq centièmes (55.35′) dans sa ligne nord-ouest, le tout plus ou moins, mesure anglaise, et tel que décrit sur le certificat de localisation

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, legally incorporated corporation having its principal place of business in the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, *against* RÉGIS DEROY, residing heretofore at 53, des Vosges Avenue in the city of Ste-Foy, district of Quebec, here rep,resented by CHARLES CIMON, advocate of Quebec, in his quality as Curator to the surrender, by a judgment dated October 5, 1962.

No. 117-656.

"Lot number twenty-nine of original subdivision lot number thirty-five (35-29) of the official cadaster for the parish of Ste-Foy, presently town of Ste-Foy, bounded on the northeast by lots numbers 35-55 and 35-56, on the southeast by lot number 35-30, on the outhwest by lot number 35-13 (street) and on thse northwest, by lot number 35-28; measuring sixty feet in width (60′) and one hundred feet (100′) in depth, containing in area six thousand square feet (6,000 sq. ft.) English measure, with house thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Ste-Foy, county of Quebec, on the TWENTY-THIRD day of NOVEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, October 15, 1962. 906-42-2

[First insertion: October 20, 1962]
[Second insertion: November 10, 1962]

Fieri Facias

Quebec, to wit: ROBERT ROY, hotelier, Baie des Sables, county of Matane, P.Q., *against* BLOWERS ELDRIDGE GOUTHREAU, 32, Ste-Anne Street, Quebec, P.Q.

No. 115-715.

A lot of land or emplacement known and designated as being lot number two, of the subdivisions of original lot number two thousand eight hundred and twenty-one (2821-2), on the official plan and in the book of reference for the St-Louis Ward, of the city of Quebec, measuring twenty-seven feet and sixty-five one/hundreths (27.65′) on Ste-Anne Street, forty-seven feet (47′) in its southeast line, and fifty-five feet and thirty-five one/hundreths (55.35′) in its northwest line, the whole more or less, English measure, and as described on the certificate of loca-

préparé par Monsieur Jules A. Lafleur, arpenteur-géomètre, le vingt et un (21) mars mil neuf cent cinquante-huit (1958), sous le numéro 333 de ses minutes, avec la maison dessus construite, portant le numéro civique 32, de la rue Ste-Anne, en la cité de Québec, circonstances et dépendances, sauf et à distraire cependant de cedit lot, la partie vendue par Monsieur Urbain Legrand à Monsieur Philéas Moreau, aux termes d'un acte de vente passé devant Me G. E. Paradis, notaire, le dix (10) juin mil neuf cent quarante-trois (1943), et enregistré au Bureau d'Enregistrement de Québec, le même jour, sous le No 279,384, y compris le garage en arrière et le terrain sur lequel est construit une partie de ce garage, étant connu comme faisant partie dudit lot numéro deux mille huit cent vingt et un, deux (2821-2 ptie), du susdit cadastre, mesurant environ quatre pieds et demi (4.5') du front sur treize pieds (13') de profondeur, et étant borné au nord et à l'ouest par partie dudit lot numéro 2821-2, au sud par le lot numéro 2821-3, et à l'est par la profondeur dudit lot.

Tel que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives, sans exception ni réserve, et notamment:

a) Droit de mitoyenneté dans le mur de la bâtisse érigée sur l'immeuble voisin, à l'est, connu comme étant la subdivision trois du lot originaire numéro deux mille huit cent vingt et un (2821-3), du susdit cadastre;

b) Droit de mitoyenneté dans le mur de la bâtisse érigée sur l'immeuble voisin, à l'ouest, connu comme étant le lot numéro deux mille sept cent quarante-deux (2742) du susdit cadastre;

c) Droit de maintenir à une distance moindre que celle exigée par la loi, dans le mur de la façade donnant sur la rue Ste-Anne, des ouvertures ayant vue oblique sur la subdivision trois du lot originaire numéro deux mille huit cent vingt et un (2821-3), du susdit cadastre, sauf et à distraire la partie du garage qui se trouve sur ce lot et le terrain sur lequel il se trouve;

d) Droit de passage sur le côté ouest du terrain présentement vendu en faveur des propriétaires voisins, le tout suivant leur titre respectif.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice à Québec, le VINGT-TROISIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 15 octobre 1962. 913-42-2-o
[Première insertion: 20 octobre 1962.]
[Deuxième insertion: 10 novembre 1962.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: ALUMINIUM DOOR & WINDOW CO. LTD., corporation légalement constituée ayant une place d'affaires à 1111, rue d'Argenson, Montréal, *contre* DAME ÉTIENNE LAPOINTE-POTVIN, 1649, boulevard Hamel, Ancienne-Lorette, épouse légalement séparée de biens d'Armand Potvin, du même lieu, mis en cause aux fins d'autoriser et d'assister son épouse aux fins des présentes. No 108-695.

« Un terrain ou emplacement à prendre et distraire du lot numéro cent cinquante-trois (153) sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ancienne-

lization prepared by Mr. Jules A. Lafleur, surveyor, on March twenty-one (21) one thousand nine hundred and fifty-eight (1958), under number 333 of his Minutes, with the house thereon erected, bearing civic number 32, Ste-Anne Street, in the city of Quebec, circumstances and dependencies, save and to withdraw however from this said lot, the part sold by Mr. Urbain Legrand to Mr. Philéas Moreau, by the terms of a deed of sale passed before Me G. E. Paradis, notary, on June tenth, (10) one thousand nine hundred and forty-three (1943), and registered at the Registration Office of Quebec, the same day, under No. 279,384, included therein the garage in rear and the land upon which is erected a part of this garage, being known as forming part of the said lot number two thousand eight hundred and twenty-one, part 2 (2821-pt. 2), of the above said cadaster, measuring about four feet and one/half (4.5') in front by thirteen (13') in depth, and being bounded on the north and on the west by part of the said lot number 2821-2, on the south, by lot number 2821-3, and on the east, by the depth of the said lot.

As the whole is presently with the active and passive servitudes, without exception nor reserve and notably:

a) With right of joint ownership in the wall of the building erected on the neighboring immoveable, on the east, known as being subdivision three of the original lot number two thousand eight hundred and twenty-one (2821-3), of the above said cadaster;

b) With right of ownership in the wall of the building erected on the neighboring immoveable, on the west, known as being lot number two thousand seven hundred and forty-two (2742) of the above said cadaster;

c) The right to maintain at a distance less than that required by law, in the wall of the facade facing Ste-Anne Street, openings having an oblique view on subdivision three of the original lot number two thousand eight hundred and twenty-one (2821-3), of the above said cadaster, save and to withdraw that part of the garage which is to be found on this lot and the lot upon which it is to be found;

d) Right-of-way on the west side of the lot of land presently sold in favor of the neighboring priprietors, the whole according to their respective titles.

To be sold at my office, at the Quebec Court House, on the TWENTY-THIRD day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, October 15, 1962. 913-42-2
[First insertion: October 20, 1962.]
[Second insertion: November 10, 1962.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: ALUMINIUM DOOR & WINDOW CO. LTD., corporation legally incorporated having a place of business at 1111, d'Argenson Street, Montreal, *against* DAME ÉTIENNETTE LAPOINTE-POTVIN, 1649, Hamel Boulevard, Ancienne-Lorette, wife legally separate as to property of Armand Potvin, of the same place, mis en cause for the purposes of authorizing and assisting his wife for these presents. No. 108-695.

"A lot of land or emplacement to take and withdraw from lot number one hundred and fifty-three (153) on the plan and in the book of reference of the official cadaster for the parish of

Lorette dans le comté de Québec, mesurant soixante pieds de front (60′) sur cent pieds de profondeur (100′) et borné au nord et à l'est, par le vendeur, au sud à Jean-Baptiste Robitaille, et à l'ouest au chemin public, tel que le tout se trouve actuellement avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Notre-Dame de l'Ancienne-Lorette, comté de Québec, le VINGT-ET-UNIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Me Antoine Bourget, c.r.
Québec, le 5 novembre 1962. 1105-45-2-o
[Première insertion: 10 novembre 1962]
[Deuxième insertion: 1er décembre 1962]

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 72,552. J. A. ARCAND, boucher, épicier, domicilié sur la rue Commerciale à la Tuque, district de Québec, *contre* THOMAS BÉLANGER, journalier, domicilié à La Croche, comté de Laviolette, district de Québec.

« Lot No 43 rang ouest du canton Langelier, borné à l'ouest par le No 93; à l'est par la Rivière Croche; au sud par le No 42 et au nord par le No 44, mesurant treize chaines (13) de largeur, sur une profondeur moyenne de cent cinquante-quatre chaines (154); contenant en superficie deux cent un acres (201-0).

Lot No 44 rang ouest du canton Langelier, borné à l'ouest par le No 93; à l'est par la Rivière Croche; au sud par le No 43 et au nord par le No 45, mesurant treize chaines (13) de largeur sur une profondeur moyenne de cent cinquante-cinq (155), contenant en superficie deux cent deux acres (202-0) circonstances et dépendances.

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement de la Tuque, comté de Laviolette, le VINGT-ET-UNIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Me Antoine Bourget, c.r.
Québec, le 5 novembre 1962. 1106-45-2-o
[Première insertion: 10 novembre 1962.]
[Deuxième insertion: 1er décembre 1962.]

Ancienne-Lorette in the county of Quebec, measuring sixty feet in front (60′) by one hundred feet in depth (100′) and bounded on the north and on the east by the vendor, on the south by Jean-Baptiste Robitaille, and on the west, by the public road, as the whole is to be found presently with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church of Notre-Dame de L'Ancienne-Lorette, county of Quebec, on the TWENTY-FIRST day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Me Antoine Bourget, q.c.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, November 5, 1962. 1105-45-2
[First insertion: November 10, 1962]
[Second insertion: December 1, 1962]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 72,552. J. A. ARCAND, butcher, grocer, domiciled on Commerciale Street, at La Tuque, district of Quebec, *against* THOMAS BÉLANGER, laborer, domiciled at La Croche, county of Laviolette, district of Quebec.

"Lot No. 43, west range of the township of Langelier, bounded on the west by No. 93; on the east, by the Croche River; on the south, by No. 42 and on the north by No. 44, measuring thirteen chains (13) in width, upon a medium depth of one hundred and fifty-four chains (154); containing in area two hundred and one acres (201-0).

Lot No. 44, range west of the township of Langelier, bounded on the west by No. 93; on the east by the Croche River; on the south, by No 43 and on the north by No. 45, measuring thirteen chains (13) in width upon a medium depth of one hundred and fifty-five (155), containing in area two hundred and two acres (202-0) circumstances and dependencies.

To be sold at the Registration Office of La Tuque, county of Laviolette, on the TWENTY-FIRST day of DECEMBER, next, at TEN o'clock in the forenoon.

Me Antoine Bourget, q.c.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, November 5, 1962. 1106-45-2
[First insertion: November 10, 1962.]
[Second insertion: December 1, 1962.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 16-246. CELIDOR COURNOYER, commerçant de bois, domicilié à St. François du Lac, comté Yamaska, district de Richelieu, demandeur, *vs* ADRIEN CORBEIL, domicilié à Pierreville, comté Yamaska, district de Richelieu, défendeur.

« Une portion de terre sise en la paroisse de St. Thomas de Pierreville, sur le côté nord-est du chemin du rang dit « de la Rivière » de la contenance de soixante-dix pieds de largeur par trois arpents et trois quarts de profondeur, le tout plus ou moins; bornée au sud-ouest par ledit chemin, d'un côté au nord-ouest par Rolland Gamelin et des deux autres côtés soit au nord-est et au sud-est par le vendeur. Laquelle portion de terre est une partie du lot de terre numéro huit cent soixante-dix-sept du cadastre de la paroisse de St. Thomas de Pierreville (P. 877), avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Pierreville, comté Yamaska, district de Riche-

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu,

Superior Court, No. 16-246. CELIDOR COURNOYER, lumber merchant, domiciled at St-François du Lac, county of Yamaska, district of Richelieu, plaintiff, *vs* ADRIEN CORBEIL, domiciled at Pierreville, county of Yamaska, district of Richelieu, defendant.

"A portion of land situated in the parish of St-Thomas de Pierreville, on the northeast side of the range called "de la Rivière", containing seventy-feet in width by three arpents and three/quarters in depth, the whole more or less; bounded on the southwest by the said road, on one side, on the northwest by Rolland Gamelin and on the other two sides i.e. on the northeast and on the southeast by the vendor. Which portion of land is a part of lot of land numbre eight hundred and seventy-seven of the cadaster of the parish of St. Thomas de Pierreville (Pt. 877), with buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of Pierreville, county of Yamaska, district of Ri-

lieu, le DOUZIÈME jour de DÉCEMBRE 1962, à ONZE (11) heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 6 novembre 1962. 1107-45-2-o

chelieu, on the TWELFTH day of DECEMBER, 1962, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, November 6, 1962. 1107-45-2

Vente pour taxes

Ville de Barkmere

Avis public est par les présentes donné par le soussigné secrétaire-trésorier de la susdite municipalité: que les propriétés ci-bas décrites seront vendues, au bureau de poste à Barkmere, SAMEDI, le HUIT DÉCEMBRE, mil neuf cent soixante-deux, à ONZE heures de l'avant-midi pour satisfaire le paiement de taxes municipales et scolaires dues, plus l'intérêt accru et qui s'accroîtra là-dessus, et le coût de vente, à moins que lesdites taxes, intérêt et coût soient payés avant la vente.

Que le certain lot de terre connu et désigné sur le plan officiel et décrit dans le livre de références comme suit:

« Un lopin de terre faisant partie du lot de terre numéro cinq (Pt. 5) du rang cinq (V) du canton Arundel, au cadastre dudit canton, mesurant, cedit lopin de terre, cent vingt-cinq pieds de profondeur dans sa ligne ouest, deux cents pieds de profondeur dans sa ligne est, sur une largeur de trois cents pieds mesure prise perpendiculairement aux lignes latérales, et borné en front au nord-ouest par le ruisseau servant de décharge au lac d'Écorce, à l'ouest par le lot six (6) dudit rang cinq, au sud et à l'est par le résidu dudit lot cinq appartenant à monsieur Ferdinand Labrosse ou ses ayant droit, avec tous bâtiments ci-dessus érigés. »

Donné ce cinquième jour de novembre, mil neuf cent soixante-deux.

Le Secrétaire-trésorier,
1099-45-2-o PETER E. GRAHAM.

Sale for Taxes

Town of Barkmere

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the aforesaid municipality that the properties hereinafter described will be sold at the post office, in Barkmere on SATURDAY, DECEMBER EIGHTH, nineteen hundred and sixty-two, at ELEVEN o'clock of the forenoon, to satisfy the payment of municipal and school taxes due plus interest accrued and to accrue thereon, and costs, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

That certain lot of land known and designated upon the official plan and in the book of references of the township of Arundel as:

"Part of lot five (5) in the fifth range (V) thereof and measuring one hundred and twenty-five feet in depth along its west line, two hundred feet in depth along its east line and three hundred feet in width measured perpendicular to its side lines and bounded on the front on the northwest by a stream emptying out of Bark Lake and on the west by lot six (6) of the fifth range and on the south and east by the remaining part of lot five belonging to Ferdinand Labrosse or his successors together with the buildings erected thereon."

Given this fifth day of November, one thousand nine hundred and sixty-two.

PETER E. GRAHAM,
Secretary-Treasurer.

1099-45-2-o

INDEX No 45

ACTIONS — ***ACTIONS***

en séparation de biens — ***for Separation as to Property***

Belval *vs* Allard 5579
Tonon *vs* Boyd 5579

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1821 – Charpentiers-doubleurs, navigation océanique, port de Montréal 5562
1821 – Shipliners, ocean navigation, harbour of Montreal 5562
1822 – Débardeurs, navigation océanique, port de Montréal 5571
1822 – Longshoremen, ocean navigation, harbour of Montreal 5571
1823 – Débardeurs, navigation océanique, port de Québec 5575
1823 – Longshoremen, ocean navigation, harbour of Quebec 5575
1824 – Vérificateurs, navigation océanique, port de Québec 5566
1824 – Checkers, ocean navigation, harbour of Quebec 5566
1825 – Débardeurs, navigation océanique, port de Trois-Rivières 5568
1825 – Longshoremen, ocean navigation, harbour of Trois-Rivières 5568

AVIS — ***NOTICES***

Église des Frères Chrétiens d'Arvida (L') (*Requête – Petition*) 5580
Élections, bureau officiel – official office 5581
Mennonite Church of Montreal North (*Requête – Petition*) 5580
Mistassini, ville – town (*Règl.– By-law 89*) 5582
Montréal, cité – city (*Rachat d'obligations – Redemption of bonds*) 5580

BILLS — ***BILLS***

Bills privés, présentation 5582
Private bills, introduction 5582

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des Autorisées à faire des affaires — ***Notices relative to the Act of Licensed to do Business***

Commonwealth Mortgage and Savings Corporation 5582
Dependable Finance Corporation Limited 5583

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

Anodor Inc. 5583
Beaminster Investment Corp. 5583
Kolomeir Realty Corp. 5584
Laurentide Provisioners Ltd 5584
Lee Dyeing Company of Canada Ltd. 5583
Rals Investment Corp. 5584
Smith (Dr. C. M.) Memorial Foundation 5583
Splendid Development Corp. 5584
Transatlantic Mineral & Ore Ltd. 5583

Dissoutes ***Dissolved***

Benhorn Realty Corp. 5584
Cementation Company (Quebec) Limited (The) 5585
Cosmo-Kismet (Quebec) Limited. 5585
Dairy Associates Limited 5585
Groton Trading Ltd. 5586
Lavandin Mining Company 5586
Louhorn Realty Corp. 5586
Lyonhorn Realty Corp. 5586
Melrose Biscuit Shops Limited. 5587
Metropolitan Store Limited (of Quebec) 5587
Millhorn Realty Corp. 5587
Richler Holding Corp. 5588
Smith (R. T.) Construction Company, Limited 5588
Whirl O Wash Inc. 5588

Divers ***Miscellaneous***

Association des Industriels Laitiers de la Province de Québec Inc. (L') – (*Règl.*) 5590
Blue Sommit Development Inc. (*Dir.*). 5593
Brown's Department Store Ltd. (*Dir.*). 5591
Corporation des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Québec (*Règl.– By-laws*) 5588
Creative Photographers Ltd. (*Dir.*). 5590
Entreprises du Sommet Bleu Inc. (Les) – (*Dir.*) 5593
Entreprises Francham Ltée. 5593
Francham Enterprises Ltd. 5593
Gino's Fashions Inc. (*Dir.*). 5589
Hôpital Notre-Dame du Rosaire de Montréal Inc (*Dir.*) 5594
Johl (B.K.) Inc. (*Dir.*). 5589
Lachine Curling Club Incorporated (*Dir.*) 5591
Lachine Curling Club Incorporated (*Règl.– By-laws*) 5592
Manoir St-Castin, Inc. (*Dir.*). 5591
Montreal Film Society (The) – (*Règl.– By-laws*) 5592
Montreal Tinning (1962) Co. Ltd. (*Dir.*) 5592
Mountain Press Ltd. (*Dir.*). 5591
Norema Construction Ltd. (*Dist. assets*) 5593
Norema Construction Ltée (*Dist. actif*) 5593
Noroit Paving Ltd. (*Dir.*). 5594
Pavage Noroit Ltée (*Dir.*). 5594
Province of Quebec Milk Dealers' Association Inc. (The) – (*By-laws*). 5590
Transrives Inc. (*Dist.: actif – assets*) 5594
Union Palace Tavern Inc. (*Dist.: actif – assets*) 5590

Lettres patentes ***Letters Patent***

Abénakis Montréal Ltée. 5502
Agences Philo Ltée (Les) 5503
Anbar School Inc. 5503
Arbour & Dupont (1962) Ltée. 5503
Association Créditiste des Groupes Ethniques Inc. (L') 5504
Association Créditiste des Hommes d'Affaires Inc. (L') 5504
Association des Deux Lacs (L') 5505
Association des Employés de G.D.I. (Inc) 5505
Beaudry & Marchand Inc. 5505
Bel-Lo Swimming Pools Inc. 5542
Belvédère Équipement (1962) Ltée. 5506
Belvedere Equipment (1962) Ltd. 5506
Belvedere Real Estate Ltd. 5530
Bolduc (Nelson) Ltée. 5506
Bonded Electric Company Ltd. 5506
Boucherie Lavergne Inc. 5507
Bureau d'Ajustement de Tracy Limitée 5552
Café Couci-Couca Inc. 5507
Calissi Furs Co. Ltd. 5507
Canmont Industries Ltd. 5508
Carrière Hébert Inc. 5508
Carvin Ltée. 5508
Casita Inc. (La) 5509
Cathcart-University Realties Inc. 5509
Catia Inc. 5510
Centre d'Achats Dollard des Ormeaux Inc. 5510
Cercle Jeanne Mance Inc. (Le) 5510
Charles Hotel Inc. 5511
Château Construction Ltd. 5511
Cie des Numismates Laval Inc. (La). 5511
Cie Eau-Vive d'Oka Ltée (La) 5512
Cillis & Gagnon Ltée 5512
Citizens' Party Inc. 5541
Civic Lanes Ltd. 5512
Claire Fontaine Inc. (A la) 5513
Cleyn & Tinker, Ltd. 5513
Cliffton Management Corporation. 5514
Club de Raquetteurs Michelon Inc. 5514
Club Snooker Inc. 5514
Club Social de Ham-Nord Inc. 5515
Colonial Poultry Inc. 5516
Comité des Loisirs de Roxton Pond Inc. 5515
Comité du Centenaire d'Armagh 5515
Compagnie de Récupération du Saguenay Ltée (La) 5516
Compagnie Laurin & Frère Ltée. 5516
Comptoir Avicole Colonial Inc. (Le). 5516
Construction Idéale de Beauce Inc. (La) 5517
Corneau & Frères Ltée. 5517
Corporation d'Hypothèques Delorimier 5520
Courtois Automobile Inc. 5517
Crémerie Bouchard Limitée (La). 5518
Crib-Time Inc. 5518
Crosstown Electric Inc. 5518
Daoust (Maurice) Inc. 5519
Decoron Coatings Ltd. 5519
Dekern Enterprises Inc. 5519
Delorimier Mortgage Corporation. 5520
Diskeb Limited. 5520
Kiskeb Limitée. 5520
Dollard des Ormeaux Shopping Centre Inc. 5510
Domaine du Lac Maurice Inc. 5521
Durand (A.) & Fils Inc. 5521
Eastern Townships Distributors Inc. 5521
École Anbar Inc. 5503
École de Musique Galipeau Inc. 5522
École Normale Français Delaplace. 5594
Éditorial Inc. (L') 5522
Entreprises Barded Ltée. 5522
Entreprises Hefo Inc. 5529
Entreprises P. E. Michaud Inc. 5523
Entreprises Ponthiers Ltée (Les). 5523
Entreprises Sylvestre (Val d'Or) Limitée (Les). 5524
Évaluateurs Associés Inc. (Les). 5524
Fillion & Frères Inc. 5524
Fire Safety Service (1962) Ltd. 5525
Fleischer-Hops & Associates Inc. 5525
Forest Gardens Development Ltd. 5525
Fortin (Geo.) & Fils Inc. 5526
Fraser Dye Works Inc. 5526
Fry's School Supplies Inc. 5526
Gil-Ber Inc. 5527
Gondeliers, Limitée (Les). 5527
Grands Limited. 5527
Gravillon Inc. 5528
Grenier (C. J.) & Cie Ltée. 5528
Grenier (C. J.) & Co. Ltd. 5528
Hébert (L. G.) & Fils Limitée. 5529
Hefo Enterprises Inc. 5529
Hogan (René) Inc. 5529
Hôtel Saint-Philippe Inc. 5530
Immeubles Belvédère Ltée. 5530
Immeubles des Braves Ltée (Les). 5530
Immeubles du Bas St-Laurent Inc. (Les) 5531

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Industrial & Commercial Brokers Ltd.. 5531
Johnson & Higgins (Quebec) Limited.. 5532
L. A. Électrique Inc.... 5532
Lake Maurice Domain Inc.... 5521
Laurentian Reinforcing Steel Corporation Ltd.... 5532
Lauzière (Bob) Inc.... 5533
Lavergne Automobiles Inc.... 5533
Leclerc (L. W.) Ltée.... 5533
Lefebvre (André) & Fils Ltée.... 5534
Lehoux (Hervé) Inc.... 5534
Lesage (R. G.) Inc.... 5535
Lighter (M.) Investment Corp.... 5535
Ligue des Propriétaires de La Malbaie Inc. (La).... 5535
Lord (David) Limitée.... 5536
Macfarlane Company Inc. (The).... 5536
Marcotte (Jean-Paul) Inc.... 5536
Metropole Plywood & Veneer Inc.... 5537
Mills-Marcoux Limitée.... 5537
Motel Le Baron Ltée.... 5538
Mr. Jeff Inc.... 5531
New Oasis Restaurant (62) Inc.... 5538
Notre Dame de Grâce Maple Leaf Football Club.... 5538
Oeuvres des Terrains de Jeux de Beauport Ouest.... 5539
Original Turkish Delight (1962) Ltd.... 5539
Paquette & Frère Construction Inc.... 5540
Parico Limitée.... 5540
Park-Chabanel Investments Inc.... 5540
Parkland Construction (St. Leonard) Ltd.... 5541
Parti des Citoyens Inc.... 5541
Pâtisseries Laurentiennes Inc. (Les).... 5541
Pep Steak House Inc.... 5542
Philo Agencies Ltd.... 5503
Piscines Bel-Lo Inc. (Les).... 5542
Placements C. P. Inc.... 5542
Placements Drummond Inc.... 5543
Pointe Claire Aluminum (Sidings) Ltd. 5543
Protec Corp.... 5543
Province du Saint-Coeur de Marie des Servantes du Saint-Coeur de Marie.. 5595
Province de Saint-Joseph des Servantes du Saint-Coeur de Marie.... 5595
Provincial Funeral Services Inc.... 5549
Quebec Breeding Farm Inc. (The).... 5544
Ranch des Six Inc. (Le).... 5544
Realty Equities (1962) Ltd.... 5545
Réfrigération du Saguenay Inc.... 5545
Regal Pastries Ltd.... 5545
Remay Construction Ltd.... 5546
Remay Construction Ltée.... 5546
Restaurants Saguenay (1962) Ltée (Les) 5546
Roy Display Company.... 5546
Roy (Armand) Ltd.... 5547
Roy (Armand) Ltée.... 5547
Roy Lumber Ltd.... 5547
Saguenay Restaurants (1962) Ltd.... 5546
Sauna Finlandais Inc. (Le).... 5548
Schokbeton Quebec Inc.... 5548
Scully (John) Leather Agency Ltd.... 5548
Service de Protection contre le Feu (1962) Ltée.... 5525
Services Funéraires Provinciaux Inc. (Les).... 5549
Silvery Moon Café Inc.... 5549
Social Credit Businessmen Association Inc.... 5504
Social Credit Ethnic Groups Association Inc.... 5504
Société Anonyme de Placements Inc. (La) 5594
Société d'Incinération Municipale, Ltée (La).... 5550
Société Financière de la Côte Nord Inc. 5550
Steel Setters and Erectors Limited.... 5550
Super Marché Bowen Limitée.... 5551
Terminal Supplies & Sales Co. Ltd.... 5551
Te-Ro-Mil Inc.... 5551
Thibault (L. P.) Inc.... 5552
Towne Auto Leasing Inc.... 5552
Tracy Adjustment Bureau Limited.... 5552
Tremblay (Edgar) Meubles Inc.... 5553
Trilon Construction Co. Ltd.... 5553
Trimont Building Supplies Ltd.... 5554
Tune (David) & Associates Ltd.... 5554
Typewriter and Office Equipment Inc.. 5554

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

A & W Coffee Shop (Mountain) Ltd.... 5555
Beta Mu Medical Society Inc.... 5555
Capitol Investment Corporation.... 5555
Chalet Artistic Glass Ltd.... 5555
Compagnie de Charbon et d'Huile Prudentiel (La).... 5560
Compagnie Paul Godbout Ltée (La)... 5556
Crédit du Lac Inc.... 5556
Daigle & Paul Limitée — Limited.... 5556
Delmar Fur Corp.... 5556
Durette Beauty Supply Ltd.... 5557
Entreprises de Charlevoix Inc. (Les)... 5557
Entreprises Francham Ltée.... 5557
Francham Enterprises Ltd.... 5557
Farnham Industries Ltd.... 5558
Harvine Sportswear Ltd.... 5557
Immeubles Beau-Lieu Ltée (Les).... 5558
Industries Farnham Ltée (Les).... 5558
Limbour Plywood Limited.... 5558
Mashaal Enterprises Ltd.... 5558
Miller (Alfred N.) Holdings Corp.... 5559
Montreal Floor and Wall Tile Ltd.... 5559
Pays du Nord Construction Inc.... 5559
Produits de Beauté Durette Ltée (Les) 5557
Pierce Investment Corp.... 5559
Prudential Coal & Oil Company.... 5560
Ruam Enterprises Inc.... 5560
Sabre Service Station Ltd.... 5560
Standard Wiping Products Co. Ltd.... 5560
Telmont Investment Corp.... 5561
Transvision (Granby) Inc.... 5561
Up-Town Automobiles Ltd.... 5561
Verrerie Artistique Chalet Ltée (La)... 5555
Vilas Company Limited.... 5561
Vincent (Lucien) Ltée.... 5562

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Aggregates Investments Company.... 5597
Beaudoin (H. P.) Auto Ltée.... 5600
Benco Investments Ltd.... 5595
Bertrand (Guy) Dairy Queen Limited. 5599
Cap Bonheur Ltée.... 5601
Domaine du Lac Nantel Inc.... 5602
Dorchester Development Ltd.... 5596
Economy (Quebec) Limited.... 5599
Employeurs Forestiers de la Baie des Chaleurs, Inc. (Les).... 5599
F-I-C Fund Inc.... 5598
Fonds F-I-C Inc.... 5598
Fournisseurs Municipal du Québec (1962) Inc.... 5596
Grand River Company.... 5600
Grenier Transport Inc.... 5596
Guimond (Jean) & Associés Inc.... 5599
Hauterive (5-10-15) Ltée.... 5600
Little Bo-Peep Inc.... 5600
Massawippi Mining Company Ltd.... 5597
Mon-Tex Mills Ltd.... 5601
Montnord Construction Co. Limited.. 5597
Mountain Holdings Ltd.... 5596
P. P. Petroleum Ltée.... 5598
Perreault Construction Inc.... 5598
Place Victoria – St. Jacques Co. Inc... 5596
Placements Lac Beauport Ltée (Les).. 5601
Provisions Inc.... 5597

Sièges sociaux *Head Offices*
(*suite*) (*continued*)
Rock Products Investments Inc. 5597
Tourbière « Clair » Inc. 5601
Trudeau Elliott Ltd 5598
Vi-Ben Holdings Ltd 5600

Curatelle publique *Public Curatorship*
Succession vacante: *Vacant Estate:*
Newbold, Edith Elizabeth 5602

DEMANDES *APPLICATIONS*
à la Législature *to Legislature*
Feldheim, François 5602
Krawczykiewicz, Stanley 5602

LIQUIDATION *WINDING*
Caisse Prévoyance de Saint-Joseph d'Alma (La) 5602

MINISTÈRES *DEPARTMENT*
Affaires municipales *Municipal Affairs*
Saint-Léonard, ville – town (*Nom changé – Name changed*) 5603

Finances *Finance*
Assurances: *Insurance:*
Compagnie de Fiducie Nord-Amérique 5603
North America Trust Company 5603

Instruction publique *Education*
Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*
Inspecteurs d'écoles, examens 5604
St-Charles-sur-Richelieu (*Dem.– Appl.*) 5604
Ste-Émélie (*Dem.-Appl.*) 5603
School inspectors, exams 5604

Terres et Forêts *Lands and Forests*
Cadastre: *Cadastre:*
Beauport, par. 5604
Pointe-Claire, par. 5604
Ste-Famille de Boucherville, par. 5604
St-Nicolas, par. 5605
Templeton, canton – township 5605

Travail *Labour*
Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*
Barbers and hairdressers, Rouyn and Noranda (*Appr.*) 5607
Barbiers et coiffeurs, Rouyn et Noranda (*Appr.*) 5607
Bois ouvré, Québec (*Mod.*) 5605
Bois ouvré, Québec (*Appr.*) 5607
Bois ouvré, Québec (*Prél.*) 5622
Commerce, Dolbeau, Mistassini, St-Félicien (*Prél.*) 5624
Construction, Montréal (*Mod.– Amend.*) 5606
Construction (Plombiers), Montréal (*Mod.*) 5608
Construction (Plumbers), Montreal (*Amend.*) 5608
Trade, Dolbeau, Mistassini, St-Félicien (*Levy*) 5624
Woodworking, Quebec (*Amend.*) 5605
Woodworking, Quebec (*Appr.*) 5607
Woodworking, Quebec (*Levy*) 5622

NOMINATIONS *APPOINTMENTS*
Conseils en loi de la Reine 5625
Divers 5626
Miscellaneous 5626
Président d'élection 5626
Queen's Counsel 5625
Returning officer 5626

PROCLAMATION *PROCLAMATION*
Convocation de la Législature 5626
Convocation of the Legislature 5626

SOUMISSIONS *TENDERS*
Grand St-Martin, c.s.p. 5627
Greater St-Martin, p.s.c. 5627
Lachine, cité – city 5632
Lesage, munic. 5627
Les Méchins, munic. 5629
Limbour, c.s.c.– c.s.c. 5633
Pointe-Gatineau, ville – town 5630
Rimouski, c.s.– s.c. 5637
Ste-Anne-du-Lac, village 5634
St-Charles, c.s.– s.c. 5635
Sillery, c.s.– s.c. (*Correction*) 5639
Trois-Pistoles, c.s.– s.c. 5638

SYNDICATS *SYNDICATES*
Coopératif *Cooperative*
Syndicat de Travail de Guyenne (*Nom changé – Name changed*) 5639

Professionnels *Professional*
Association des Employés de Briqueries et Cimenteries Inc. F.C.A.I. (*Const.– Inc.*) 5639
Association des Employés de Fer Structural Inc. F.C.A.I. (*Const.– Inc.*) 5640
Association des Omnipraticiens du District Médical des Laurentides (L') – (*Const.– Inc.*) 5640
Association des Professeurs de Jonquière (*Const.– Inc.*) 5640
Syndicat National des Employés Municipaux de Beloeil et de la Région (C.S.N.) – (*Const.– Inc.*) 5640

VENTES *SALES*
SHÉRIFS *SHERIFFS*
Arthabaska *Arthabaska*
Comeau *vs* Éthier 5641
Nault *vs* Nault 5642

Beauharnois *Beauharnois*
Impôt sur le Revenu *vs* Charette 5642
Income Tax *vs* Charette 5642

Bedford *Bedford*
Phenix *vs* Ferland 5642

Gaspé *Gaspé*
Laliberté *vs* Lepage 5643

Hull *Hull*
Blais *vs* McDermid 5643
McLaurin *vs* Grosvenor *et al* 5645
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Moncion 5644
Osborn *vs* Martin 5645
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Moncion 5644

Montréal *Montreal*
Bigras *vs* Vinette *et al* 5645

Québec *Quebec*
Aluminium Door & Window Co. Ltd. *vs* Potvin 5647
Arcand *vs* Bélanger 5648
Prudential Insurance Company of America (The) *vs* Deroy 5646
Roy *vs* Blowers Eldridge Gouthreau 5646

Richelieu *Richelieu*
Cournoyer *vs* Corbeil 5648

Taxes *Taxes*
Barkmere, ville – town 5649

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.